ENQUÊTE SUR
l'histoire
Mai – Juin 1998 ▲ N° 26 ▲ 38 F

LA DROITE EN CRISE
ENTRETIEN AVEC
LE ROY LADURIE

DE MAI 58 À MAI 68
LE GRAND CHAMBARDEMENT

DE GAULLE, 13 MAI 58
L'ART DU COUP D'ÉTAT

GUERRE D'ALGÉRIE
UNE GÉNÉRATION SACRIFIÉE

LES ANNÉES SOIXANTE
TOUT CE QUI A CHANGÉ

RÉVOLUTION SEXUELLE
LE CARNAVAL ÉTUDIANT

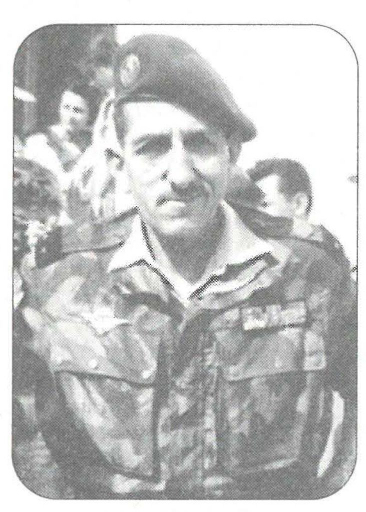
TROTSKISTES ET MAOÏSTES
LES TAUPES ROUGES EN ACTION

CHASSE AUX SORCIÈRES
UN CRIME DE LA MODERNITÉ

M 4250 - 26 - 38,00 F - RD

S O M M A I R E

De mai 58 à mai 68 : le grand chambardement



Le général Massu, le 13 mai 1958.

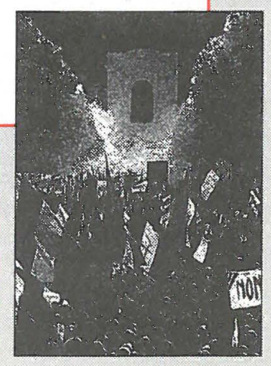


B.B., les années soixante.



Affiche de Mai 68.

En couverture : *Manifestation des Champs-Élysées le 30 mai 1968*



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Guy Bechtel, Alain de Benoist, Jean-Joël Brégeon, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Marc Dominici, Patrick Gofman, Arnaud Guyot-Jeannin, Patrick Jansen, Bruno Larebière, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean Mabire, Macha Manski, Jack Marchal, Jean-Jacques Mourreau, Fabien Quesnay, Virginie Tanlay, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Pierre Wanghen.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

L'année Chateaubriand

1998 marque le cent cinquantième anniversaire de la mort de François-René de Chateaubriand. On ne lit plus guère aujourd'hui *Le Génie du christianisme.* Mais les *Mémoires d'outre-tombe* ont gardé tout leur pouvoir de fascination. Et Chateaubriand qui avait confié aux *Mémoires* le soin de transmettre son souvenir à la postérité ne s'était pas trompé. Le style des *Mémoires* n'a pas vieilli. Surtout, Chateaubriand a eu la chance de vivre en accord intime avec son époque. Son importance historique est aussi grande que son importance littéraire. Il en était lui-même conscient, et il avait noté dans la préface testamentaire aux *Mémoires* : *« Si j'étais destiné à vivre, je représenterais dans ma personne dans mes* Mémoires *l'épopée de mon temps. »* Chateaubriand avait conçu dès 1803 le projet de rédiger ces *Mémoires de ma vie* – devenues à partir de 1832 seulement *d'outre-tombe* – et destinées à ne paraître qu'après sa mort. Elles furent l'occupation principale de sa vieillesse. Truffées de portraits et de tableaux inoubliables, elles restituent toute l'histoire de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration. La scène relatant la visite de Talleyrand et Fouché à Louis XVIII au lendemain des Cent-Jours reste inégalée : *« Tout à coup une porte s'ouvre ; entre silencieusement le vice appuyé sur le bras du crime, M. de Talleyrand marchant soutenu par M. Fouché. La vision infernale passe lentement devant moi, pénètre dans le cabinet du roi et disparaît. Fouché venait jurer foi et hommage à son seigneur ; le féal régicide, à genoux, mit les mains qui firent tomber la tête de Louis XVI entre les mains du frère du roi martyr ; l'évêque apostat fut caution du serment. »*

Des livres, des expositions, des colloques vont ponctuer l'année Chateaubriand en Bretagne comme à Paris.

Des livres :

Les éditions Gallimard publient dans l'élégante collection Quarto l'édition intégrale des *Mémoires d'outre-tombe* présentée et annotée par Jean-Paul Clément, directeur de la maison de Chateaubriand à la Vallée-aux-Loups. (1 848 pages, 190 F chaque volume)

Jean-Paul Clément le directeur de la maison de Chateaubriand à la Vallée-aux-Loups publie chez Flammarion une *Biographie morale intellectuelle* (625 pages, 149 F)

Perrin réédite le *Chateaubriand* de Ghislain de Diesbach (595 pages, 159 F) qui fait presque figure de classique.

Flammarion publie des *Lettres à madame Récamier* (570 pages, 160 F).

Les éditions de La Table Ronde rééditent dans leur collection de poche La Petite Vermillon *Chateaubriand, lequel ?* de Geoffroy de La Tour du Pin (22 pages, 45 F)

Des manifestations en Bretagne :

(programme détaillé des manifestations : Institut culturel de Bretagne, 1, rue Raoul Ponchon, 35069 Rennes cedex. Tél : 02 99 87 58 00).

L'enracinement de Chateaubriand dans un vaste terroir de Haute-Bretagne qui ne se limite pas seulement à un axe Saint-Malo, Dol, Combourg, mais s'étend aussi à Rennes, Fougères, Rancé... a conduit à constituer un comité breton du cent cinquantième anniversaire de la mort de Chateaubriand.

– à Combourg :

Exposition Chateaubriand. 23, rue des Princes 35270 Combourg. Tél : 02 99 73 00 25. D'avril à novembre.

– à Plancoët (Côtes-d'Armor) :

Exposition Chateaubriand enfant de Plancoët. Rue des venelles 22130 Plancoët. Tél : 02 96 84 00 75. Jusqu'au 15 juin.

– à Saint-Malo :

Exposition Chateaubriand et l'Amérique. Manoir de Jacques Cartier à Limoëlou. Rue David Macdonald Stewart 35400 Saint-Malo. Tél : 02 99 40 42 89. Du 1er juin au 30 septembre.

Exposition Chateaubriand, un regard sur Saint-Malo. La Halle au blé. 10, rue des Cordiers 35400 Saint-Malo. Tél : 02 99 40 71 11. Du 4 juillet au 4 octobre.

Le 4 juillet, cérémonie du souvenir au Grand-Bé sur le tombeau de Chateaubriand.

– à Rennes :

Bibliothèque municipale. 1, rue de la Borderie 35000 Rennes. Tél : 02 99 87 98 98. Du 2 juin au 29 août.

– Des manifestations à Paris :

De mars à octobre, des visites-conférences seront organisées par la Société Chateaubriand.

Renseignements : Madeleine Therrien, secrétaire général de la Société Chateaubriand. 86, rue de la Fédération 75015 Paris. Tél : 01 43 06 40 22.

Un colloque international *Chateaubriand mémorialiste* se tiendra du 4 au 6 juin à l'École normale supérieure. 45, rue d'Ulm 75005 Paris. Renseignements : Jean-Claude Berchet. Université de Paris III-Sorbonne nouvelle. 4, rue de Navarre 75005 Paris. Tél : 01 45 35 50 14.

À la Vallée-aux-Loups, la demeure que Chateaubriand avait acquise à Châtenay-Malabry en 1807, Jean-Paul Clément tiendra en mai-juin un cycle de conférences. Renseignement : Maison de Chateaubriand. 87, rue Chateaubriand 92290 Châtenay-Malabry. Tél : 01 47 02 58 61.

Une exposition intitulée *Visages de Chateaubriand* est également prévue à La Vallée-aux-Loups du 6 octobre au 20 décembre.

TALLANDIER

Paléontologie

En 1996, un paléontologue amateur, Gaël de Ploëg, a mis à jour, dans une sablière en exploitation près de Creil (Oise), un site d'ambre fossilisé d'une extrême richesse. Vieux de 54 millions d'années, soit 10 millions d'années de plus que le célèbre ambre de la Baltique, il recelait un vrai bestiaire : dents de requins, de crocodiles, écailles de tortues, vestiges de vertébrés, insectes... Les entomologistes du Muséum d'histoire naturelle en ont tiré une multitude d'observations, d'autant que cet ambre picard remonte à une époque située à la limite du Paléocène et de l'Éocène, avant que n'intervienne la plus grande extinction d'espèces que la terre ait connue. Mais la carrière de sable devrait bientôt disparaître sous les eaux, son exploitant envisage en effet de la fermer, et donc d'arrêter le pompage. Le site paléontologique est destiné à être englouti à son tour, faute de crédits.

●●● EN BREF ●●● EN BREF ●●● EN BREF ●●● EN BREF ●●● EN BREF ●●●

■ L'historien Reynald Secher, qui anime depuis six ans l'association Mémoire du futur, achève actuellement la restauration de la chapelle Saint-Pierre-aux-liens de la Chapelle-Basse-Mer (Loire-Atlantique), dont il est parvenu à se rendre acquéreur. Les derniers travaux seront réalisés cet été. **Association Mémoire du futur. 39, boulevard Barbot 35530 Noyal-sur-Vilaine. Tél : 02 99 04 00 69.**

■ Les Éditions du Labyrinthe (41, rue Barrault 75013 Paris) publient une nouvelle édition du livre de Louis Rougier *Celse contre les Chrétiens*, augmentée d'une préface d'Alain de Benoist. (129 F.)

■ Fils de l'historien des armées de l'émigration, le colonel (e.r.) Grouvel publie en souscription la première *Histoire des gardes du corps du Roi pendant la période révolutionnaire de 1789 à 1801*. Très illustré, l'ouvrage est disponible au prix de 300 F franco (chèque à l'ordre de FGC). **F. Grouvel, 2, montée de l'Oratoire, 13111 Coudoux.**

■ Hervé Couteau-Bégarie fait paraître chez Économica *L'œuvre de Georges Dumézil. Catalogue raisonné*, une bibliographie exhaustive accompagnée de plusieurs textes peu connus de Georges Dumézil.

■ La Librairie roumaine (5, rue Malebranche 75005 Paris) publie sous le titre *Réponse d'un orthodoxe des années trente*, un texte du philosophe roumain Nae Ionesco (1890-1940), qui fut l'un des maîtres à penser de Lucian Blaga, Mircea Eliade et Émile Cioran.

Identité indienne

Les élections générales qui se sont déroulées en Inde en mars 1998 ont vu la victoire de la droite nationale, représentée par le PJB, le Parti du peuple indien, une formation qui ne disposait jusqu'en 1989 que de deux sièges au Parlement, mais qui en moins de dix ans a fait une percée spectaculaire. Le succès remporté aujourd'hui auprès des Indiens par le programme du PJB est le fruit d'une lente maturation. Le PJB est en effet issu d'un mouvement identitaire, le RSS, dont l'histoire remonte aux années de la lutte anticoloniale. Au long du XIX[e] siècle, deux courants avaient divisé les élites qui menaient le mouvement nationaliste indien. Les uns, modernistes, se réclamaient de modèles politiques d'origine occidentale, les autres, traditionalistes, fondaient leur lutte sur le retour à la culture hindouiste. Les traditionalistes partaient du constat que la civilisation issue de l'hindouisme avait rayonné bien au-delà du sous-continent indien, et que son affaiblissement avait commencé avec l'abandon progressif de ses valeurs propres, sous les occupations étrangères, d'abord musulmanes ensuite britannique. Dès les années 1890, le leader traditionaliste Bal Gangadhar Tilak s'employa à fonder le sentiment nationaliste sur l'hindouisme. Il développa la presse populaire en langues vernaculaires, créa des écoles et des universités indépendantes, organisa de grandes manifestations religieuses. Cependant, dans les années 20 Gandhi, grâce notamment à l'appui de la haute bourgeoisie occidentalisée, s'imposa comme le chef des indépendantistes. Beaucoup de traditionalistes le suivirent, mais ne pouvant souscrire à sa politique d'apaisement à l'encontre des musulmans comme à son choix de la non-violence, ils s'éloignèrent progressivement. La tendance traditionaliste se trouva exclue de la vie politique.


TALLANDIER

La reine Maya, mère du futur Bouddha. I[er]-II[e] siècles après J.-C.

Un mouvement, le Rashtrya Swayamsevak Sangh, ou RSS, créé en 1925 autour d'un disciple de Tilak, Keshav Baliram Hedgewar commença alors à se développer. Chaque matin, au lever du soleil, les membres du RSS se rassemblaient dans toute l'Inde pour suivre un entraînement physique et spirituel proche des arts martiaux et prêtaient serment à la nation hindoue devant le drapeau safran. Sous la conduite de Golwalkar de 1940 à 1973 le RSS a repris les thèmes traditionalistes, en s'opposant aux chrétiens, aux musulmans, comme aux élites occidentalisées et en se référant à la culture hindoue traditionnelle. L'assassinat de Gandhi en 1848 modifia les données. Le RSS décida d'apporter son soutien à l'un des partis représenté au parlement et choisit le Jana Sangh créé en 1951 dont le slogan était *« une nation, un pays, un idéal »*. En 1980 le Jana Sangh perd la plupart de ses sièges au parlement et devant le succès du Congrès du Premier ministre Indira Gandhi décide de se saborder pour fonder un nouveau parti. Les membres de toutes les organisations culturelles et sociales sont invités à le rejoindre. Les liens avec le RSS qui compte plus de deux millions de membres sont réaffirmés. L'héritage reste le même mais la base électorale est considérablement élargie. C'est ainsi que le PJB a réussi à devenir une alternative au Congrès.

Deux livraisons de la revue *Antaïos* (n° 10 et n° 11) sont consacrées à l'hindouisme.

Antaïos. 168, rue Washington. Bte 2. B 1050 Bruxelles. Belgique.

LES RÉVOLUTIONS DE 1848

Il y a cent cinquante ans, entre les mois de janvier et juin 1848, un véritable vent de révolte a soufflé sur l'Europe. (Voir *Enquête sur l'histoire* n° 21, Rebelles et insurgés, page 29 L'Europe de 1848). En France, le mouvement qui marqua la fin de la monarchie de Juillet et l'avènement le 25 février 1848 d'une éphémère II[e] République proclamée par Lamartine reposait sur des revendications avant tout politiques et sociales. Dans le reste de l'Europe, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Hongrie... où les frontières restaient celles fixées par le congrès de Vienne en 1815, c'est la volonté d'affirmer leur identité propre qui a dressé les peuples contre l'ordre établi. La révolution a ainsi éclaté dès janvier 1848 à Palerme, puis à Naples, enfin à Milan et à Venise. En mars 1848 elle triomphait à Vienne d'où Metternich était contraint de s'enfuir. La Hongrie, entre-temps, avait proclamé sa liberté. L'Allemagne, en ébullition, préparait à Francfort la marche vers l'unité nationale. Mais dès juin 1848, le vent a tourné. La réaction s'est levée. Les espoirs, les uns après les autres, se sont effondrés devant la répression. Partout, en France, en Italie, dans l'empire des Habsbourg, c'est le retour au *statu quo ante*. Le « Printemps des peuples » n'a duré qu'une saison, mais le mouvement national éveillé en Europe ne s'arrêtera plus.

Au musée d'Orsay une exposition 1848, *La République et l'art vivant* se propose d'étudier l'influence de l'éphémère II[e] République sur la vie artistique, d'après les achats ou les commandes de l'État aux artistes entre 1848 et 1852.

Bonaparte en Égypte

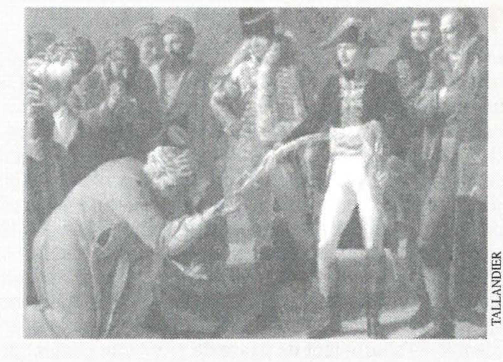
La campagne menée par Bonaparte en Égypte entre 1798 et 1801 a profondément marqué les esprits (voir *Enquête sur l'histoire* n° 19 Bonaparte, page 42, La Campagne d'Égypte par Jean-Joël Brégeon). Le Directoire avait lancé l'expédition pour affaiblir la position de l'Angleterre en Méditerranée – et dans une moindre mesure pour tenir éloigné de la capitale l'ambitieux général vainqueur de la Campagne d'Italie. Mais toute une imagerie s'est depuis développée autour de l'expédition d'Égypte. Sans doute parce que Bonaparte avait embarqué aux côtés des 36 000 hommes de son armée une escouade de civils, la fameuse « commission scientifique », composée de 160 ingénieurs, dessinateurs, linguistes, naturalistes, botanistes et érudits de toutes sortes. Ils ont tous à leur retour contribué à répandre chez leur contemporains l'engouement pour la civilisation égyptienne. Ils sont aussi à l'origine de l'égyptologie. Sans oublier non plus que par la suite, Chateaubriand, Nerval, Flaubert... ont chacun à leur manière magnifié l'épopée d'Égypte.

Diverses manifestations célèbrent le 200[e] anniversaire de la campagne d'Égypte.

Des expositions :

– *Il y a deux cent ans, les savants en Égypte.*
Grande Galerie de l'Évolution. Muséum national d'histoire naturelle. 36, rue Geoffroy Saint-Hilaire 75015 Paris. Tél : 01 40 79 54 40. Jusqu'au 6 juillet.

L'exposition suit les tribulations de la « commission scientifique » en Égypte. Parmi les 154 « savants » placés sous la responsabilité du général Caffarelli du Falga, les figures de Geoffroy Saint-Hilaire, Monge, Berthollet, Conté, Dutertre... se détachent. Sans oublier Vivant-Denon, qui aménagera un musée impérial au Louvre, et qui a immortalisé l'expédition d'Égypte avec les planches de dessins publiées dans son *Voyage dans la Basse et Haute Égypte*.


TALLANDIER

– *La Campagne d'Égypte, 1798-1801.* Mythes et réalités. Musée de l'Armée. Hôtel national des Invalides. 129, rue de Grenelle 75007 Paris. Tél : 01 44 42 53 08. Du 15 mai au 18 octobre.

L'exposition en suivant la chronologie des événements restitue l'aspect militaire de la campagne. Elle évoque aussi la vie quotidienne de tous ceux qui prirent part à l'expédition.

Des livres :

– Les éditions Perrin rééditent le livre que Jean-Joël Brégeon a consacré à l'expédition d'Égypte, *L'Égypte de Bonaparte*. L'auteur, après avoir évoqué l'intérêt que la France portait depuis longtemps à l'Égypte s'est attaché à décrire la vie quotidienne tant militaire que civile des Français pendant les trois années d'occupation, et leurs rapports avec les Arabes. Il s'intéresse aussi aux travaux de la « commission scientifique ». *L'Égypte de Bonaparte* a été couronné par le Prix Diane Potier-Boès de l'Académie française (442 pages, 149 F).

Le centenaire de Julius Evola

Né à Rome, dans une famille de la petite noblesse sicilienne, il y a tout juste cent ans, le 19 mai 1898, Giulio Cesare Andrea Evola (il adoptera le prénom de Julius par admiration de l'Antiquité romaine) est une figure incontournable de la pensée traditionaliste européenne. En quête d'une tradition enracinée dans la plus lointaine antiquité européenne, il a lutté toute sa vie contre les illusions modernistes, se voulant le témoin lucide et critique d'une époque qu'il méprisait. Aucune idéologie à la mode n'a échappé à sa contestation. Romain au sens le plus noble du mot, gibelin opposé aux guelfes, il a dressé dans son œuvre l'idée parfaite d'un empire intérieur. Philosophe au corps foudroyé, s'appliquant au renoncement de soi, affirmant dans les épreuves un stoïcisme héroïque, il apparaît comme un maître à penser autant qu'à vivre.

Élève ingénieur, lecteur passionné de Nietzsche, Weininger ou Blondel, Evola s'engage à seize ans pendant la Première Guerre mondiale qu'il termine comme officier d'artillerie. Après la guerre, il est proche des cercles dadaïstes. En 1926, il publie son premier ouvrage, *Le Yoga tantrique*, écrit dans une optique à la fois métaphysique et sexuelle. Ses travaux sur le sujet aboutiront une trentaine d'années plus tard à *Métaphysique du sexe* (1958), qu'Evola lui-même considérait comme l'un de ses ouvrages les plus importants avec *Révolte contre le monde moderne* (1934). Évoquant sa lecture du *Yoga tantrique*, Marguerite Yourcenar écrira plus tard : *« J'acquis là un de ces ouvrages qui pendant des années vous alimente et jusqu'à un certain point vous transporte »*.

Réservé vis-à-vis du fascisme, il rencontre cependant deux fois Mussolini, dont il critique la politique de conciliation avec le Vatican. Evola se réclame alors d'un paganisme antichrétien sur lequel il reviendra plus tard, atténuant ses positions sous l'influence de René Guénon. Il ne cessera cependant d'invoquer une *« spiritualité païenne »*, notamment dans *La Tradition hermétique* (1931), *Masques et visages du spiritualisme contemporain* (1933) et *Le Mystère du Graal et l'idée impériale gibeline* (1937). Cherchant à transposer dans la vie sa vision du monde aristocratique et olympienne, il en trouve l'accomplissement au cours de dangereuses courses en montagne. Dans ses admirables *Méditations du haut des cimes* (1974), il se livre à une critique du sport vu comme une ascèse dégradée. Il lui oppose, dans un style sobre, l'ascension dans l'univers nu et inexorable de la montagne comme un « mode d'être » qui transcende le risque et l'effort.

DR

Résidant à Vienne pendant la Seconde Guerre mondiale, il écrit *La Doctrine de l'éveil* (1943), ouvrage d'apologétique bouddhique. Grièvement blessé lors d'un bombardement aérien, il est paralysé des membres inférieurs, ne pouvant plus se déplacer qu'en chaise roulante. Rallié moralement à la République sociale, autant par patriotisme que par hostilité à l'alliance des communistes et des Anglo-Saxons, il reste cependant très sévère à l'encontre du racisme hitlérien et de l'étatisme fasciste, ce dont témoigne son livre *Le Fascisme vu de droite* (1964).

Revenu à Rome après la guerre, son activité créatrice comme écrivain et journaliste ne cesse de croître. En 1953, paraît son livre politique majeur, *Les Hommes au milieu des ruines*, destiné à offrir une théorie globale et accessible à la jeune génération de la droite radicale, sur laquelle son influence sera indéniable. A l'époque, Evola croit encore en la possibilité d'œuvrer efficacement avec le soutien des *« corps sains de la nation »*. Illusions qu'il abandonnera quelques années plus tard, comme le montre son livre *Chevaucher le tigre* (1961), où il estime qu'il ne faut plus rien sauver sinon soi-même, dans l'attente méditative de la fin du cycle de l'Âge sombre, annonçant le retour de l'Âge d'or et de la Tradition.

Sur l'homme Evola, on possède peu d'informations. Son autobiographie publiée en 1963 (*Le Chemin du Cinabre*), porte essentiellement sur son itinéraire intellectuel et son œuvre. Au nom de *« l'impersonnalité active »*, le philosophe s'est toujours refusé au narcissisme contemporain. C'est pourquoi le portrait tracé par Henri Hartung dans ses rencontres romaines à Rome, le 24 octobre 1964, est précieux : *« L'homme qui me parle ainsi est hiératique. Vêtu d'une chemisette claire et d'un pull-over, il est assis, ou plutôt calé, dans un grand fauteuil. Son immobilité me fascine. Un corps paralysé dans ses membres inférieurs mais aussi un regard direct qui vient, comme dirait un maître Zen, d'avant les yeux et qui voit, c'est une évidence, au-delà de l'apparence physique. Il y a en lui comme une superbe domination de ce qui ne peut être qu'un épisode existentiel »*.

Mort le 11 juin 1974, à son domicile du Corso Vittorio Emanuele à Rome, il est incinéré selon ses volontés. L'un de ses disciples, l'alpiniste Renalto del Ponte gravira les pentes glacées du Monte Rosa, la « montagne mère », pour y déposer l'urne contenant ses cendres.

ARNAUD GUYOT-JEANNIN

Arnaud Guyot-Jeannin est l'auteur d'une *Enquête sur la Tradition aujourd'hui* (Trédaniel, 1996) et directeur d'un *Dossier H* consacré à Julius Evola (L'Âge d'homme, 1997). Les principales œuvres de Julius Evola ont été éditées par l'Âge d'homme, Pardès, Trédaniel, Arché.

Philippe Héduy

La mort de l'écrivain et journaliste Philippe Héduy survenue le 1er mars 1998 a été passée sous silence par les médias. C'est surprenant, car, né en 1926, Philippe Héduy avait été l'un des plus brillants journalistes de sa génération. Il avait dirigé la rédaction de *Elle*, et s'était lié d'amitié avec Roger Nimier chez Gallimard où il avait publié deux romans légers *Sainte Catherine* et *Les Bonnes fortunes*. En 1958, il rompt avec cette vie très parisienne, et se porte volontaire en Algérie. Il part à la tête d'une section de tirailleurs algériens combattre dans le Constantinois. Il reçoit en 1959 la valeur militaire. Surtout il rapporte de son année dans le djebel un livre, *Au lieutenant des Taglaïts*, publié en 1960 à La Table Ronde, et dont le titre est devenu à lui seul le mot de passe de toute une génération. En retournant à la vie civile, Philippe Héduy se lance dans le journalisme de combat pour défendre l'Algérie française. Aux côtés de Roland Laudenbach, Raoul Girardet, Jacques Perret, Jacques Laurent, Jean Mabire... il prend part à l'aventure de *L'Esprit public*. Par la suite, Philippe Héduy s'est consacré à l'édition. Il a fondé sa propre maison, la Société de production littéraire (SPL), qui publiait notamment des albums non-conformistes sur les guerres d'Indochine ou d'Algérie. Quelques jours avant sa mort, Philippe Héduy faisait paraître chez Albin Michel une passionnante *Histoire de l'Indochine* de 1624 à 1954, sous-titrée *La Perle de l'Empire* (voir la rubrique Livres page 59). *Au Lieutenant des Taglaïts* vient d'être réédité aux Éditions Trédaniel.

Les éditions Godefroy de Bouillon s'apprêtent à rassembler en volume les 12 numéros des *Cahiers de l'Ere*, la revue que Philippe Héduy avait lancée à la fin des années 80.

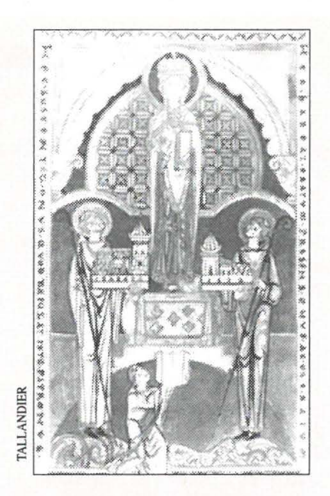
Le livre collectif consacré à la guerre d'Indochine dont Philippe Héduy avait assuré la publication en 1975, au lendemain de la chute de Saigon, avec entre autres la contribution de Pierre Schoendoerffer, est de nouveau disponible à la SPL (17, rue Salneuve 75017 Paris).

L'image ternie du sandinisme

Entre le coup d'État sandiniste de 1979 qui le porta à la tête de la junte au pouvoir, puis les élections truquées de 1984, qui le propulsèrent président de la République, Daniel Ortega, a plongé le Nicaragua dans une sanglante dictature communiste (voir *Enquête sur l'histoire* n° 22, Les résistances au communisme, page 57, « Contras et sandinistes »). Écarté du gouvernement en 1990 par une défaite électorale, son mouvement n'ayant pas été détruit, le chef sandiniste continuait d'intriguer pour reconquérir le pouvoir, se posant comme seul représentant de la morale en politique. Mais son image a été sérieusement ternie par les révélations de sa fille adoptive – il avait épousé la mère de la jeune femme en secondes noces. Celle-ci, âgée aujourd'hui de 32 ans, dans une lettre adressée à la presse locale le 2 mars dernier, a clairement accusé de viol le second mari de sa mère. Elle assure avoir été victime d'*« abus sexuels multiples »* dès l'âge de onze ans de la part du « commandant » Ortega.

Neuvième centenaire de Cîteaux

Cîteaux célèbre ses 900 ans. Le 21 mars 1098, 21 moines bénédictins s'établissaient sous la direction de Robert de Molesmes dans la vallée de la Saône, au cœur d'un désert marécageux envahi de roseaux, les citels, qui donneront leur nom à Cîteaux. L'abbaye de Cluny, trop prospère, s'était peu à peu éloignée de l'idéal monastique originel fondé sur le retrait du monde. Des exigences plus sévères de pauvreté, de dépouillement et de mysticisme s'étaient faites jour. Bernard de Molesmes et les moines qui l'accompagnaient ne cherchaient pas à proposer une nouvelle spiritualité, mais à revenir à la vraie règle de saint Benoît, édictée cinq siècles plus tôt. Cîteaux très vite a fait des émules, et d'abord principalement en Bourgogne. La première abbaye-fille est fondée dès 1113, et Cîteaux devient un ordre. C'est à Bernard de Fontaines, devenu en 1115 l'abbé de Clairvaux, que Cîteaux doit une part de son rayonnement. *« Fuyez et sauvez vos âmes*, avait-il conseillé aux étudiants parisiens en 1140, *vous trouverez bien plus dans les forêts que dans vos livres... Les arbres et les pierres vous enseigneront bien plus et bien mieux que les maîtres. »* A la mort de Bernard, en 1153, l'ordre de Cîteaux compte 345 monastères. Deux siècles plus tard, il en compte près de 1 400 dans toute la Chrétienté – en Italie, en Espagne et aussi en Europe orientale. C'est devenu la plus importante communauté monastique de l'Église. Les moines de Cîteaux demeurent néanmoins fidèles à leur devise de simplicité symbolisée par la sobriété de l'architecture des abbayes. A la Révolution, Cîteaux sera vendue comme carrière, ses bâtiments démantelés, et d'autres abbayes, comme Pontigny, détruites. Mais en 1898, la plupart retrouveront leur affectation d'origine. Cîteaux abrite aujourd'hui une quarantaine de moines. Les communautés cisterciennes à travers le monde restent étonnamment vivantes.


TALLANDIER

De nombreuses manifestations auront lieu sur les sites cisterciens en France. Renseignements auprès de l'Association pour la commémoration des 900 ans de Cîteaux. Tél : 03 80 30 13 06.

– L'abbaye de Cîteaux ouvre ses portes au public de juin à novembre.

– A l'abbaye de Fontenoy (Côte-d'Or). *Le monde de Cîteaux*, la Bourgogne fondatrice. 21500 Marmagne. Tel : 03 80 92 15 00. Du 20 juin au 20 octobre.

– A l'abbaye de Vauluisant (Yonne). *L'Europe cistercienne*. 89190 Courtenay. Tél : 03 86 86 78 40. Du 30 juin au 20 septembre.

– A l'abbaye de Clairvaux (Aube). *L'histoire de Clairvaux*. 10310 Ville-sous-la-Ferté. Tél : 01 42 72 55 64. Du 1er mai au 31 octobre.

Des livres :

– *L'Europe cistercienne*, par Terryl N. Kinder. Éditions Zodiaque, 400 pages, 420 F. L'auteur, une universitaire américaine qui vit aujourd'hui à Pontigny, explique l'architecture cistercienne en Europe en la replaçant dans le contexte de la vie quotidienne des moines. Très belles illustrations.

– *Les moines en Occident*, tome 5, par Ivan Gobry. Éditions François-Xavier de Guibert, 672 pages, 260 F.

– *Pour une histoire monumentale de l'abbaye de Cîteaux*, sous la direction de Martine Plouvier, avant-propos de dom Olivier Quenardel, abbé de Cîteaux. Éditions du CNRS.

– *Le Guide des lieux de silence*, par Joachim Bouflet. Le Livre de poche, 318 pages, 79 F. Un guide qui recense 260 couvents et monastères en France, et parmi eux les abbayes cisterciennes.

Les Blancs et les Rouges

Voici presque quatre vingts ans, le 18 novembre 1918, l'amiral Koltchak fut porté au pouvoir en Sibérie avec le titre de Régent de Russie et commandant en chef des armées blanches. Dans son histoire de la guerre civile russe, *Les Blancs et les Rouges* (Pygmalion, 1997), Dominique Venner a longuement évoqué son destin tragique jusqu'à son exécution par les Rouges, le 7 février 1920. Réagissant à ce livre, M. Alexandre Koltchak, petit-fils de l'amiral écrit : *« Vous êtes le premier historien français à avoir compris et décrit en justice cette catastrophe cosmique* [...]. *Au nom de tous les Blancs qui n'ont renié ni leur parole ni leur foi, je vous assure de ma gratitude pour votre forte et belle contribution à la vérité »*.


DR

L'amiral Koltchak

Rapport Kinsey

Il y a cinquante ans, en janvier 1948, un zoologiste, le Dr Alfred Kinsey, faisait paraître aux États-Unis une enquête sur le comportement sexuel de ses compatriotes, fondée sur la technique des questionnaires personnels. La méthode utilisée par Kinsey fut vivement critiquée par les spécialistes. Cependant très vite baptisée Rapport Kinsey, l'enquête rencontra un immense succès populaire, jusqu'à faire autorité en matière de sexualité pendant plus de quarante ans dans les pays anglo-saxons. Les travaux du Dr Kinsey tendaient notamment à normaliser et à banaliser des pratiques sexuelles marginales, comme à réhabiliter l'homosexualité. Ils ont favorisé le développement des mouvements de libération sexuelle des années 60. La statue du grand-prêtre de la sexualité vient cependant de recevoir un coup fatal. Un historien américain, James Jones, après s'être penché pendant vingt ans sur les archives de l'Institut Kinsey (Indiana), publie une biographie décapante. Ses révélations anéantissent le mythe : Alfred Kinsey était non seulement homosexuel, mais de surcroît sadomasochiste. Il était un obsédé, voire un torturé du sexe.

Alfred C. Kinsey : *A public-private life*, **par James Howard Jones, W.W. Norton & Company, 937 pages, 39,95 $.**

LIVRES NOUVEAUX

Montesquieu, par Jean-François Chiappe. En avril, au Rocher.

Delacroix, journal (1822-1863). En avril, chez Plon.

Offenbach, ou la joie de vivre, par Claude Dufresne. En avril, chez Perrin.

Arletty, par Pierre Monnier. En avril, au Rocher.

De Gaulle à Colombey, par Jean-Paul Ollivier. En avril, chez Plon.

Bob Denard, corsaire de la République, par Bob Denard. En avril, chez Robert Laffont.

L'art de soigner et d'entraîner les chevaux. Texte hittite du maître-écuyer Kikkuli. En avril, chez Favre.

Les Derniers temps, par Victor Serge. En avril, chez Grasset (coll. Les Cahiers rouges).

Le Masque de Fer, par Marcel Pagnol. En avril, chez de Fallois.

Les Français vus par eux-mêmes : La France du Consulat et de l'Empire, par Alfred Fierro. En avril, chez Robert Laffont.

Le voyage en Suisse. Anthologie des voyageurs français et européens de la Renaissance au XXe siècle, par Claude Reichler et Roland Ruffieux. En avril, chez Robert Laffont.

La Patrie, par Raymond Chevallier. En avril, aux PUF (coll. Que sais-je ?).

LIVRES ANNONCÉS

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES, CORRESPONDANCES

Les Reines de France au temps des Bourbons. Les femmes du Roi Soleil, par Simone Bertière. En mai, chez de Fallois.

Un travesti malgré lui : le chevalier d'Éon, par Paul Mourousy. En mai, au Rocher.

Louise de La Vallière, de Versailles au Carmel, par Monique de Huertas. En juin, chez Pygmalion-Watelet.

Rivarol, par Ernst Jünger. En mai, chez Grasset (collection Les Cahiers Rouges).

Eugénie, Impératrice des Français (1826-1920), par William Smith. En mai, chez Bartillat.

Vie de Maupassant, par Paul Morand. Préface de Michel Schneider. En mai, chez Pygmalion-Watelet.

LIVRES ANNONCÉS

La Goulue, Mémoires d'une insolente, par Michel Souvais. En mai, chez Bartillat.

Georges Bernanos. Cahier de l'Herne, collectif sous la direction de Dominique de Roux (réédition). En mai, chez Fayard.

Gyp, la dernière des Mirabeau, par Willa Silverman. En mai, chez Perrin.

La Délivrance. Mémoires d'un agent secret de la France libre, tome III, par le colonel Rémy. En mai chez France-Empire.

René Bousquet, préfet de la Marne 1940-1942, par Guy Bousquet. En mai, chez Picollec.

ESSAIS, DOCUMENTS

La Grande histoire de l'Egyptologie, par Eric Hornung, (traduit de l'allemand). En mai, au Rocher.

La Chevalerie, par Georges Duby. En mai, chez Perrin.

Les Vaudois. Histoire d'une dissidence, XIIe-XVIe siècles, par Gabriel Audisio. En mai, chez Fayard.

Messieurs de La Rochejaquelein, par Jean de La Touches. En mai, chez Perrin.

Français, si vous saviez..., par Georges Bernanos. En mai, chez Folio-Gallimard.

Au pays des mille châteaux, la noblesse du Périgord, par Joëlle Chevé. En mai, chez Perrin.

Histoire des Italiens, par Giuliano Procacci. En mai, chez Fayard.

L'École du silence, par Marc Fumaroli. En mai, chez Flammarion (collection Champs).

Le IIIe Reich, par François-Georges Dreyfus. En juin, au Livre de poche.

Le Génocide au Cambodge (1975-1979), par Ben Kiernan. En mai, chez Gallimard.

Régine Pernoud et François Crouzet

Alors que nous bouclions ce numéro d'*Enquête sur l'histoire*, nous avons appris les décès presque simultanés de l'historienne Régine Pernoud et de l'écrivain François Crouzet qui, tous deux avaient collaboré à notre n° 24 (Histoire d'un art de vivre). Nous tenons à exprimer nos condoléances attristées à leurs familles respectives et nous rendrons hommage à l'un et l'autre dans notre prochain numéro.

Breton en armes ou la vie de Jean Rohu

Jean Rohu, maire de Plouharnel (Morbihan) au début du XIXe siècle, mais surtout ancien chef chouan, sera à l'honneur cet été en Bretagne, grâce au spectacle historique réalisé par l'association Mémoire du Morbihan et les habitants de Plouharnel. Six représentations sont au programme. Un Son et lumière haut en couleurs. En 1 h 40, Jean Rohu revivra et avec lui tout un pan de l'histoire de la Bretagne. Né en 1771 dans la paroisse de Plouharnel, Jean Rohu, après quelques années de navigation, offre ses services à Georges Cadoudal en janvier 1795. Peu de temps après, il est élevé au grade de capitaine de la paroisse de Carnac. Il doit cette récompense au courage dont il a fait preuve lors d'un coup de main contre onze soldats républicains. Dès lors, Jean Rohu s'emploie à attaquer les garnisons des républicains et à désorganiser leurs convois. Après le traité de la Mabilais – rejeté par Cadoudal –, il se voit confié le commandement du canton de Quiberon, reçoit la mission spéciale



DR

de surveiller les colonnes républicaines et de favoriser le débarquement des émigrés à Carnac. Au cours des mois suivants, Jean Rohu est particulièrement actif et le comte d'Artois le nomme lieutenant-colonel-major de la région d'Auray. De 1796 à 1797, il participe à de nombreux combats et en 1799 prend part à l'attaque de Saint-Brieuc.

Dans les années qui suivent, Jean Rohu est sans cesse emprisonné ou en butte à des tracasseries policières. L'époque est, il est vrai, agitée par les procès de Cadoudal et de Moreau... A la première Restauration, l'intrépide Rohu reprend du service. Mais ceci est une autre histoire...

Un spectacle parrainé par de nombreuses personnalités, au rang desquelles : Jean Tulard, Michael Lonsdale (narrateur du spectacle), Alan Stivell, Dan Ar Braz. De grandes institutions et entreprises apportent leur soutien : le Comité régional du tourisme, la Maison de la Bretagne de Paris, le Crédit agricole. L'aventure mobilise près de 300 personnes.
Un peuple en armes. Six représentations du mardi 28 juillet au 2 août 1998, tous les soirs à 22 h 30. Prix des places : 70 F (60 F en réservation) ; groupe (à partir de 10 personnes) : 60 F ; enfant de moins de 12 ans : 30 F.

Renseignements et réservations au Syndicat d'initiative de Plouharnel, Kernevé 56340 Plouharnel. Tél : 02 97 52 32 35.

Le Kossovo

Des affrontements au Kossovo, au début du mois de mars 1998, entre police serbe et ressortissants albanais, ont braqué les projecteurs sur cette région du sud de la Serbie que certains n'hésitent pas à désigner comme une nouvelle « poudrière des Balkans ». Le Kossovo est aujourd'hui peuplé à 90 % d'Albanais, mais les innombrables sanctuaires orthodoxes qui parsèment son territoire témoignent qu'il fut le berceau de la Serbie médiévale. Car c'est au Kossovo qu'est né, au IXe siècle, le premier État serbe, et c'est aussi au Kossovo qu'a sonné le glas de l'indépendance serbe en 1389 à la bataille du Champs-des-Merles (voir *Enquête sur l'histoire* n° 15, L'Europe et l'Islam, page 16). La Serbie est alors tombée durant cinq siècles sous la domination ottomane. Fuyant la répression, menée le plus souvent par des Albanais musulmans armés au service des Turcs, les Serbes ont, par vagues successives, gagné le nord de la Serbie, l'Autriche ou la Hongrie. La physionomie ethnique de la région a ainsi évolué. Néanmoins jusqu'au début du XXe siècle, les Serbes restaient majoritaires au Kossovo. Le déséquilibre démographique s'est amorcé avec la Seconde Guerre mondiale. Intégré entre 1941 et 1945 à la « Grande Albanie » soutenue par Mussolini, le Kossovo à la fin des hostilités a regagné le giron yougoslave, avec le statut particulier de province autonome rattachée à la République de Serbie. Mais Tito a empêché par décret que les Serbes chassés en 1941 ne regagnent leurs foyers. Et surtout il a fermé les yeux sur l'immigration clandestine de dizaines de milliers d'Albanais qui fuyaient la dictature d'Enver Hodja. Le taux de fécondité des femmes albanaises a contribué à son tour à inverser les proportions et les Albanais, forts de leur nombre, ont commencé à nourrir des visées sécessionnistes. Ils se sont livrés sans vergogne à des exactions contre les Serbes. En 1981, ils n'ont pas hésité à mettre le feu au monastère de Pec, ancien siège du patriarcat de l'Église orthodoxe serbe. Face à l'insécurité grandissante, de nombreux Serbes ont choisi d'émigrer vers Belgrade. Aussi dès le début des années 80, huit habitants sur dix du Kossovo étaient Albanais. L'opinion publique serbe s'est alors élevée contre « l'abandon programmé » de la région. En 1989, Slobodan Milosevic, après être venu célébrer le six-centième anniversaire de la bataille de Kossovo, a supprimé l'autonomie administrative de la province. Les Albanais en représailles ont décidé le boycott des élections et du recensement, le refus des impôts locaux et du service militaire. Ils ont en outre instauré un système d'éducation et de santé parallèles, avant de proclamer une « République du Kossovo » reconnue par la seule Albanie et présidée par leur leader, élu lors d'un scrutin clandestin, Ibrahim Rugova. La crise est depuis latente. Pour Momcilo Trajkovic président du mouvement serbe de Résistance *« la seule solution est de sortir de ce dangereux engrenage nationaliste. Des compromis mutuels sont nécessaires. C'est la seule alternative à une guerre dont nous serions les premières victimes. »*

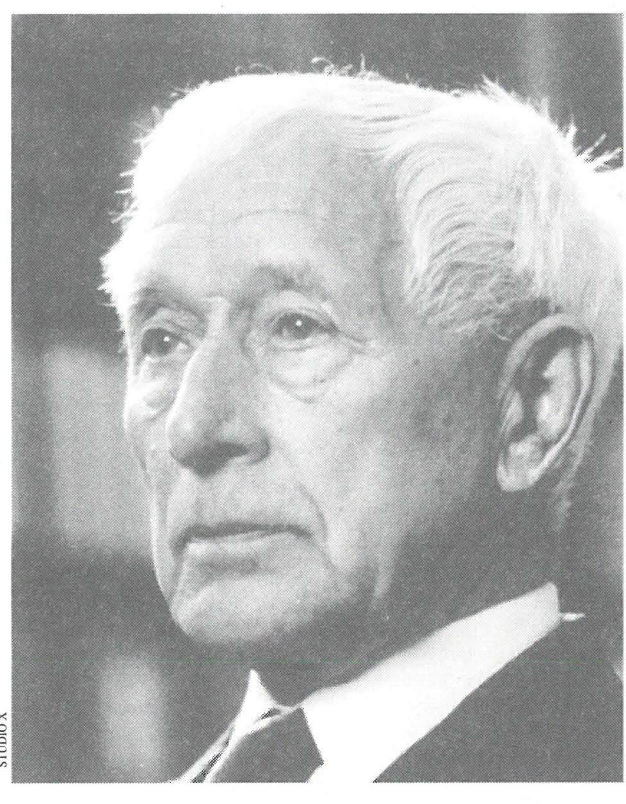
A LIRE :
Le Kossovo et Metohija dans l'histoire serbe, par R. Samardzic, V. Djuretic, T. Tabakovic, A. Jevtic..., L'Age d'homme, collection Slavica, 350 pages, 150 F.
Un recueil collectif : des historiens, médiévistes, théologiens, sociologues serbes... retracent l'histoire du Kossovo et expliquent le processus d'albanisation de la région.
L'Art médiéval du Kossovo, par Gojko Subotic, Desclée de Brouwer, 256 pages, 460 F.
De très belles photographies couleur des plus grands sanctuaires orthodoxes du Kossovo, accompagnées d'un texte très clair signé par un spécialiste de l'art byzantin, membre de l'Académie serbe des sciences et des arts.

Retour à Wilflingen

Donauschingen, Bingen, Riedlingen, le voyage en terre souabe résonne toujours de la même manière. Celui-ci est exceptionnel, car il unit l'adieu à un grand écrivain et la conscience d'une perte immense. Ernst Jünger s'est éteint à presque cent trois ans.

Tout commença par la lecture dans un train de la fin ignoble d'un des héros des *Réprouvés* – lui aussi titulaire de la croix « Pour le Mérite » : *« Le voilà votre capitaine, là par terre, regardez-le bien... Le capitaine était bien là par terre, mort, voilà Berchtold ! »*. Ce malaise littéraire presque réel annonçait d'une heure exactement une plus grande tristesse : JÜNGER ÉTAIT MORT. Ce sage qui se voulait allemand et européen à la fois donnait l'impression de sortir d'un incunable germanique du XVI[e] siècle. Lui, le chevalier qui côtoyait la mort et le diable, le chasseur de cicindèles ne nous avait pas prévenus et il nous appartenait de l'accompagner.

Non loin de Messkirch, entre Bingen et Ulm, le Jura souabe nous accueille dans le petit village de Wilflingen, blotti entre les hêtraies et les sapinières. C'est ici, loin du monde du *Travailleur* que s'est retiré depuis une cinquantaine d'années le doyen et l'honneur des lettres allemandes. Il avait déjà aboli l'histoire et franchi le mur du temps dans un exil intérieur.


STUDIO X

Portrait d'Ernst Jünger réalisé en 1995 à l'occasion de son centième anniversaire. Notre collaborateur Pierre Wanghen fut l'un des quatre Français présents aux obsèques de l'écrivain.

Le lourd château des Stauffenberg, seigneurs du lieu, nous attend. L'édifice est impressionnant. Les murs aux voltes zébrés bleu-roi soulignent la domination des comtes sur la campagne. Mais les lions dansant des armoiries en pacifient l'allure. Cette lourde bâtisse abrite un ami mort. Nous sommes en février et le vent glacé de la nuit a chassé les nuages de la route. Le matin est calme et le ciel purifié répond aux chevrons d'azur qui bornent la terre. Il est temps, les amis se retrouvent et entrent dans le château. La bibliothèque transformée en chambre ardente nous attend. Plus proche de nos celliers bourguignons que d'une demeure aristocratique, elle dispose sa pièce voûtée et ses colonnes massives aux lourds in-folios alignés sur les murs. L'un des bustes du grand écrivain nous fait face, celui de Hans Wimmer. Il semble nous accueillir et nous dire qu'il est trop tard, que le maître des lieux se livre déjà à d'autres chasses subtiles, loin de nous. Une quinzaine de visiteurs signent un livre d'or et se recueillent en silence. Le cercueil est là, sur le côté, revêtu du drap noir et argent de l'ordre « Pour le Mérite ». Ultime viatique et dernier vestige d'un ordre prussien et impérial. L'empereur Guillaume II avait, paraît-il, hésité à lui accorder la décoration du fait de son jeune âge. Nous saluons le dernier chancelier d'un ordre de chevalerie qui disparaît.

La couronne de l'ordre recouvre seule le cercueil que les roses, – couleur de champagne, décorent au milieu de la grande salle alourdie par les trophées et les massacres de grands animaux. Je pense au « grand forestier » des *Falaises de marbre* et à l'admirable chasse au sanglier.

Le cimetière lui, domine un petit promontoire distant de quelques centaines de mètres du château. Là, sur un escalier posé contre le mur sont déjà disposées les couronnes des amis. Il y a des fleurs du monde entier : les éditeurs espagnols et allemands, les traducteurs de tous pays et quelques couronnes simples comme celle au ruban saxon d'argent et de sinople des *Orages d'acier* – le 73[e] régiment de fusiliers hanovriens du Prince Albert, puis celui du 26[e]

Nicolas II

Après sept ans de tergiversations, le gouvernement russe a enfin arrêté une décision. Le tsar Nicolas II et les siens seront inhumés à la forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Pétersbourg aux côtés des autres Romanov le 17 juillet prochain. Ce sera jour pour jour le quatre-vingtième anniversaire du massacre de la famille impériale dans la maison Ipatiev à Iekaterinbourg. Un doute subsiste quant à l'authenticité des restes de la famille impériale exhumés en 1989. En effet, une enquête diligentée par des officiers blancs sous la direction du juge Sokholov en 1919 avait conclu que les dépouilles de Nicolas II, d'Alexandra Fedorovna et de leurs enfants avaient été détruits par le feu et l'acide. De leur côté, les archives de la Tcheka d'Iekaterinbourg ont produit les témoignages des bourreaux eux-mêmes qui indiquaient avec précision l'emplacement où avaient été dissimulés les dépouilles des victimes. Ce sont celles-ci qui seront inhumées. Le lecteur pourra se reporter sur ces questions à l'ouvrage de Pierre Lorrain *La Nuit de l'Oural. L'assassinat des Romanov* paru en 1997 chez Christian de Bartillat.

Afrique du Sud

L'Afrique réelle, la revue fondée et dirigée par Bernard Lugan célèbre son cinquième anniversaire, avec un numéro double consacré à l'Afrique du Sud. Cette livraison exceptionnelle de *L'Afrique réelle* établit un bilan précis de la situation en Afrique du Sud quatre ans après la prise de pouvoir par Mandela. Elle propose en outre un entretien exclusif avec le général Viljoen, ancien chef d'état-major de l'armée sud-africaine, et président du Freedom Front pour la constitution d'un Volkstaad afrikaner (boer). Celui-ci révèle pourquoi il n'a pas donné en avril 1994, comme il était prévu, l'ordre d'insurrection en vue de l'établissement d'un Volkstaad. Il explique pourquoi alors l'armée et les blancs ne se sont pas soulevés. Il évoque aussi quelles pourraient être les possibilités d'établissement en Afrique du Sud d'un Volkstaad dans l'avenir.

***L'Afrique Réelle*. B.P.6 03140 Charroux.**
Numéro double : 150 F, franco.
Abonnement (4 numéros/an) : 380 F.

••• ANNIVERSAIRES ••• ANNIVERSAIRES •••

Le Cercle Jean Bastien-Thiry (B.P. 70, 78170 La Celle-Saint-Cloud) réédite à l'occasion du 35[e] anniversaire de la mort du colonel Bastien-Thiry exécuté le 11 mars 1963 *Le plaidoyer pour un frère fusillé* de Gabriel Bastien-Thiry, frère cadet du colonel, paru pour la première fois en 1966 à La Table Ronde. Il s'agit d'un ouvrage poignant et d'une grande qualité littéraire.

Un colloque consacré à Julius Evola, et organisé par le GRECE à l'occasion du centenaire du philosophe, se tiendra à Paris le 11 juin. Trois interventions sont attendues : *Evola, un prophète du XXI[e] siècle*, par Arnaud Guyot-Jeannin, *Tradition et Révolution, métapolitique de l'antimodernité* par Jean-Paul Lippi et *Métaphysique de l'héroïsme* chez Julius Evola, par Paul-Georges Sansonetti. Jeudi 11 juin 1998 à 20 h 30. Salle Louis et Auguste Lumière. 4, place Saint-Germain-des-Prés 75006 Paris. Renseignements : 06 81 84 79 08.

régiment d'infanterie de la dernière guerre. Les rubans à deux tons répondent aux parfums entêtants des lys tigrés et des roses multicolores qui enivrent les abeilles du lieu. Chaque nouveau bouquet est escorté d'un essaim pour un festin royal. Et puis il y a, majestueuse, la gerbe de Theo Waigel, le grand argentier de l'Allemagne démocratique et libérale avec cette simple phrase *« Un dernier salut ! »*, il côtoie une humble couronne de scouts ornée d'une flamme de *« wanderwogel »* où se dessine une oie sauvage. Je repense à cette chanson tirée d'un poème d'un autre guerrier de la Grande Guerre : *« Les oies sauvages vers le nord,* [...] *leurs cris dans la nuit monte* [...]. *Gare au voyage car la mort* [...] *nous guette par le monde* [...] *».* Les honneurs rendus par les officiels s'amoncellent attirant vers eux les journalistes. En effet les hommes du cimetière arrangent trois couronnes gigantesques, celles de Helmut Khol, chancelier ; de Roman Herzog, président de la République et du ministre de la Défense, dernier hommage de la République fédérale à un homme qui a traversé quatre régimes dans un même pays. Tandis que nous énumérons les noms et les saluts, nous réalisons que les éditeurs français sont absents. Il y a peut-être longtemps que Gallimard et Bourgois ne fleurissent plus leurs fidèles auteurs.
Dehors, le village grouille : des jeunes officiers côtoient de sages professeurs, des bacheliers coiffés de leurs courtes casquettes universitaires à côté de généraux de l'armée fédérale. Tous se dirigent vers la chapelle baroque du château, seul lieu de culte depuis la destruction de l'église lors de la révolte des paysans... Nous nous retrouvons près de la grille en fer forgé. Le soleil maintenant au zénith réchauffe les quelque quatre cents personnes rassemblées autour de la petite église. Des haut-parleurs et des bancs sont installés dans la cour du château pour les malchanceux et les solitaires. Tandis qu'une quinzaine de porte-étendards remplissent le chœur en arc de cercle autour du catafalque.
La messe catholique est ponctuée par les psaumes de l'assemblée. Les niches des bas-côtés sont prises d'assaut tandis que les parties supérieures sont assaillies par les journalistes. Il est près de quatorze heures déjà. Les chants retentissent dans la cour pavée suivis de l'Ecclésiaste : *« Il y a temps de déchirer et temps de rejoindre, il y a..., il y a..., il y a temps pour la guerre et temps pour la paix. »* Ces psaumes orientaux sont à l'image de ce guerrier assagi depuis plus d'un demi-siècle qui raccrocha au mur ses armes pour voyager pacifiquement et écrire. Quoi de plus naturel que ce balancement ; cette alternance que n'aurait pas reniée Montherlant.
Une foule bigarrée de paysans et d'admirateurs attend dehors pour saluer la dépouille précédée des prêtres et d'un jeune homme portant la croix.
On aurait cru remonter l'histoire. La jeune Allemagne saluait en uniforme de tradition le départ du grand écrivain. Menés par deux officiers, sabre au clair, en tenue des guerres des duchés, des hussards à pied encadrent un guidon de cavalerie frappé de la croix noire et ornée d'un crêpe sombre. Une délégation défile ensuite, vêtue d'uniformes d'avant Sadowa en vert de Prusse et pantalon gris. Ils sont précédés d'un drapeau jaune jonquille frappé des F et W entrelacés en mémoire des Friedrich et Wilhelm traditionnels. Là aussi, la hampe est cravatée de longues bandes de moire noire frappées de la croix argentée. Les pas lents annoncent quatre cuirassiers rouge et blanc du grand Frédéric précédant de vieux drapeaux rouge amarante et bleu-roi frappés des aigles noirs tenant le sceptre et la foudre.
Le lent martèlement des pas du détachement de la garde blanche et bleu du Bade-Wurtemberg s'accompagne des tambours et des fifres jouant des airs du grand Frédéric. Ces silhouettes sorties des livres d'histoire, défilent bel et bien, complètement inactuelles, et porteuses d'une tradition immémoriale, celle de la culture et de la terre allemandes. Alors apparaît le cercueil tiré par quatre chevaux, colosses drapés de noir et montés par deux postillons. Il avance à pas lents ponctué par les brusques reculades des chevaux frémissants.
L'assemblée suit et se règle sur le pas des chevaux et de la musique. Après quoi – sans prononcer un mot, la garde présente les armes au vieux combattant, les officiers abaissent leurs épées devant la dépouille. Le cimetière est maintenant plein. Madame Jünger se tient droite pour une dernière prière alors que la foule récite le *« Notre Père »* et le *« Je vous salue Marie »*, derniers mots avant la cérémonie des adieux. Huit officiers prennent place de chaque côté du catafalque alors que les drapeaux s'inclinent jusqu'au sol. La musique joue alors lentement *« J'avais un camarade »* ponctuée par les seuls tambours qui battent en cadence. Ce dernier hommage se termine par le claquement sec des culasses et la déflagration assourdissante d'une salve d'adieu. Lentement les drapeaux se redressent pour un dernier salut vertical.
La journée n'est pas finie, nous déposons chacun une fleur symbolique, le temps d'apercevoir sur la tombe un simple képi blanc, celui du plus vieux légionnaire français qui était aussi le plus grand écrivain allemand de ce siècle.

PIERRE WANGHEN

La revue du Centre de recherche et de documentation Ernst Jünger, que dirige Danièle Beltran-Vidal, publie son deuxième numéro à commander au CERDEJ, 1[er] rue Carnot, 05000 Gap. 246 pages, 140 F franco.

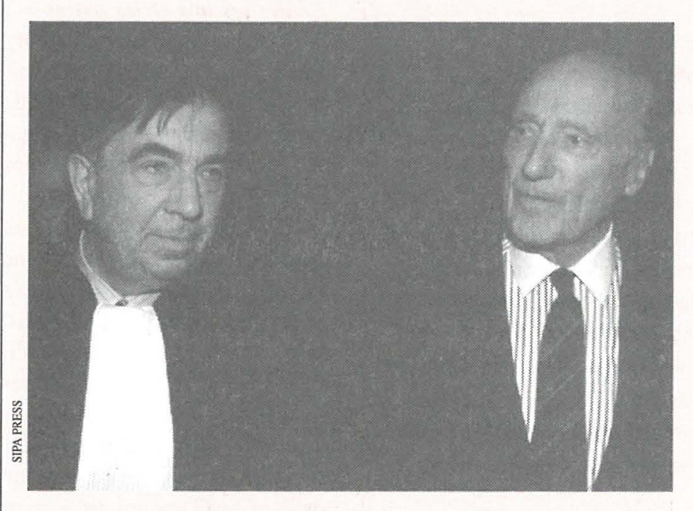
Réveil de la Savoie

La Savoie fait parler d'elle. Reprenant une revendication des années soixante-dix, les Savoisiens réclament que leurs deux départements soient érigés en « région ». Ils brandissent la croix blanche des Savoie, rêvent d'une fédération autonome et proclament que leurs montagnes ne sont pas des barrières. Ils parlent le français depuis des siècles, mais ils se souviennent que leur terre a été un État et le berceau d'une dynastie européenne.
Avant de régner sur le royaume de Piémont-Sardaigne et sur l'Italie, la maison de Savoie avait réuni sous son autorité Bugey, Maurienne, Tarentaise, Genevois, Faucigny et Chablais. Le nom de Savoie, dérivé de Sapaudia, vocable du Bas-Empire, n'a pu prendre d'acception générale que dans la mesure où il figurait en tête des titulatures des princes. Gardienne des « monts », des cols du Mont-Cenis et du Saint-Bernard, la maison de Savoie jouissait d'une position privilégiée qui lui permit de conduire une « politique de la bascule » avec ses voisins. Du lac Léman à l'Arc, du Rhône au Val d'Aoste, elle contrôlait les liaisons avec la France, l'Italie, la Suisse, l'Europe rhénane et danubienne, la Méditerranée, Chambéry, capitale et résidence des « guichetiers des Alpes », comtes, puis ducs de Savoie et futurs rois, était le verrou entre le pays des Allobroges et le Dauphiné.
Sur la rive du lac du Bourget, l'abbaye de Hautecombe garde les tombeaux de la dynastie. Quarante et un princes ou princesses y reposent, la plupart réunis dans la « chapelle des princes ». Le premier fut Humbert III, mort en 1189.
Les Savoie s'illustrèrent de différentes façons. Amédée VIII devint l'antipape Félix V, Victor-Amédée III (1773-1796), beau-père des comtes de Provence et d'Artois, futurs rois de France, se montra l'ennemi déclaré des révolutionnaires qui avaient massacré les paysans savoisiens à Méribel et occupé la Savoie. La première annexion française remonte à l'année de sa mort. Elle provoqua l'exil de Joseph de Maistre et transforma la Savoie en départements du Mont-Blanc et du Léman. Elle prendra fin à la chute de Napoléon. La Savoie faillit intégrer la Confédération helvétique. Finalement, elle fut recouvrée par ses anciens souverains. La seconde annexion date de 1860. La Suisse l'accueillit avec déplaisir et revendiqua le Chablais-Faucigny. Décidée par le traité de Turin – le « pourboire » de Cavour à Napoléon III pour l'aide apportée à la cause de l'unité italienne –, elle fut consacrée par un plébiscite organisé, sous la présence de l'armée française, sans isoloirs et sans bulletins « non ». Et assortie d'une « zone franche » pour assurer la liberté du commerce vers Genève. Paradoxe : un an après avoir cédé la terre portant son nom, la Maison de Savoie qui s'était posée en chef du Risorgimento, recevait le trône du royaume d'Italie.
Parmi les Savoisiens illustres figurent saint François de Sales et sainte Jeanne de Chantal, Jean-Pierre Muffat, comte de Saint-Amour, feldmaréchal-lieutenant au service des Habsbourg, les deux frères Maistre, l'aîné, Joseph, le doctrinaire de la Contre-Révolution, le cadet, Xavier, officier dans l'armée sarde, peintre et romancier, qui tous deux vécurent une partie de leur existence dans la Russie des tsars. Il faut aussi citer Berthollet, Monge, le général-comte de Boigne, aventurier et chef de guerre aux Indes, dont la fameuse colonne aux éléphants célèbre le souvenir à Chambéry. Et ne pas oublier le prince Eugène de Savoie-Carignan...

JEAN-JACQUES MOURREAU

Pages réalisées par MACHA MANSKI

LA DERNIÈRE DÉCLARATION DE MAURICE PAPON


SIPA PRESS

Maurice Papon et son avocat, Mᵉ Jean-Marc Varaut.

La sentence est tombée à 9 h 12 du matin, le 2 avril 1998 après dix-neuf heures de délibérations. Durant la lecture du verdict, aucun des jurés ne regarde l'accusé. Attentif et stoïque, celui-ci ne laisse rien transparaître de son émotion. La veille, il a pris une dernière fois la parole. Discours dominé d'abord par l'évocation de sa femme disparue quelques jours plus tôt : *« Ce procès et tout ce qui l'a précédé l'ont assassinée à petit feu. La réquisition de vingt ans a porté le coup de grâce... Elle était une grande dame. La voici aujourd'hui victime expiatoire. Telle aura été sa servitude... C'est pourquoi je renonce au dessein de rappeler comment cette affaire s'est développée le long d'un chemin semé de traquenards et de chausse-trappes, et tout d'abord d'un pilonnage médiatique sans précédent »*. Longuement, il dénonce le *« faux crime qu'on* [lui] *impute dans ce faux procès... un crime qui n'a pas été commis et qu'il faut construire de toute pièce... un pseudo-crime... »* En versant dans le dossier les *« éléments ramassés dans les égouts médiatiques, on s'est efforcé de construire un monstre judiciaire que personne n'a pu clairement déchiffrer au cours de ces débats »*. Après avoir fustigé l'accusation et le ministère public qui *« a requis comme si le procès n'avait pas eu lieu »*, il poursuit : *« Je me pose une question. Pourquoi moi ? A l'instar de Josef K., le héros de Kafka, je m'interroge. D'un coupable désigné, deviendrais-je un symbole nécessaire ? »* Revenant au dossier : *« Le 4 février, j'ai lancé en défi à Mᵉ Alain Lévy de produire une seule signature au bas d'une seule déportation. Mᵉ Lévy n'a pu relever ce défi. »* Il touche bientôt au terme : *« Si j'avais conscience de rendre un dernier service à mon pays, je m'offrirais volontiers pour expier les fautes des autres. Mais cette exigence idéologique est tellement colorée de haine et d'injustice que j'entends me défendre au terme d'un chemin de croix de dix-sept années... Tout au long de ce procès étrange, sinon surréaliste, il y a un formidable absent, bien réel : c'est l'Allemand qui a vaincu, avec son cortège de pressions, de menaces, de peur, de contraintes, de désespoir et finalement d'horreur... Que fallait-il faire ? Personne ne le dit aujourd'hui »*. Enfin, il conclut : *« Si vous me condamnez, vous condamnez en même temps le crime contre l'humanité qui vise le monstre absolu, genre Hitler ou Pol Pot, et le réquisitoire du procureur général manque son but. Peut-il y avoir un crime contre l'humanité à 45, 30 ou 60 % ? C'est absurde ! »* Il détache ses mots : *« Ce crime ne peut être tronçonné. C'est tout ou rien. Je suis coupable ou innocent... »*

LE PROCÈS EN PROCÈS

Un effet pédagogique raté

PAR VIRGINIE TANLAY

Dans son numéro 24 (octobre-novembre 1997), *Enquête sur l'histoire* avait publié en exclusivité le seul entretien accordé avant son procès par Maurice Papon. Il conserve tout l'intérêt d'un document historique. Récapitulant les seize années de procédure et les manipulations judiciaires successives qui avaient abouti à sa comparution devant les assises de la Gironde, l'ancien ministre gaulliste y manifestait son pessimisme : *« Puisqu'il s'agit d'un procès politique, les jeux sont faits d'avance »*. Il ne se trompait pas. Néanmoins, à plusieurs reprises au cours des six mois de cet interminable procès, le plus long du XXᵉ siècle, il put avoir le sentiment que la liberté de la justice reprenait ses droits. C'est de cette façon que l'accusé interpréta sa mise en liberté, légitime sans doute, mais inattendue. Il reprit espoir. Si les jeux restaient ouverts, il fallait se battre. Il s'est donc battu avec, il faut bien le reconnaître, une intelligence et une pugnacité qui ont ébranlé beaucoup de ceux qui ne nourrissaient aucun sympathie pour lui. Ainsi que l'écrivait dans *Le Monde* Jean-Michel Dumay, *« engagé sur le mode de la condamnation annoncée, ce procès* [ne fut] *pas tout à fait celui auquel beaucoup s'attendaient* [...] *Les plus virulents avocats de la partie civile n'excluraient plus le "risque" d'un acquittement »*. Ils mirent à profit leurs puissants relais à tous les niveaux de décision et dans les médias, usant de divers moyens de pression, dont le plus visible fut la mise en cause personnelle du président des assises, à travers sa famille.

Maurice Papon ayant été lavé par les débats de la complicité d'assassinat, celle de la complicité de crime contre l'humanité aurait dû tomber d'elle-même. Sur ce point au moins, la défense et l'accusation s'accordaient. Soit Papon avait véritablement été complice d'un crime considéré comme le plus grand de tous, et il ne pouvait y avoir pour lui de peine mesurée, soit il ne l'avait pas été, et l'acquittement s'imposait. Mais, étant devenu un symbole et un bouc émissaire, son acquittement aurait été immanquablement interprété comme une absolution donnée à Vichy, c'est-à-dire comme un *« blasphème contre l'holocauste »* (François Dufay). Cependant comme il était quand même difficile de lui faire porter des responsabilités qui n'avaient pas été les siennes, on a choisi la voie moyenne : dix ans de réclusion.

L'historien Michel Bergès, le meilleur spécialiste du dossier, n'a pas hésité à parler d'*« un jugement programmé sous pression idéologique et médiatique »*. L'incommensurable douleur des victimes et de leurs proches appe-

lait le silence et le recueillement. Or ce procès fut une mise en scène de la justice mais surtout l'occasion d'exprimer une vengeance. On a voulu non seulement faire instrumentaliser l'histoire par le droit, mais encore mettre la justice au service d'une « mémoire » confondue avec cette vengeance. Pourtant, ceux qui s'en réclament – les *« fous de la mémoire »*, dit Alain Finkielkraut – ne raisonnaient pas selon le droit. Non seulement ils ne trouvaient pas que le procès Papon avait duré trop longtemps, mais ils ne se consolaient pas qu'il fût fini.

Parce que Papon avait été pris comme symbole, on pensait aussi que son procès aurait une « valeur pédagogique » exemplaire. On espérait, avec lui, amener une France progressivement passée du refoulement à l'obsession de Vichy, à se confronter une fois de plus au souvenir des « années noires ». Il s'agissait, pour certains, de nourrir cette maladie bien française du dénigrement de soi, à une époque où notre pays est comme jamais saisi par le doute. C'est raté. Marek Halter l'a souligné : *« Hier encore, les choses étaient entendues. On savait où se trouvaient le Bien et le Mal. Plus rien n'est clair aujourd'hui »*. Qu'ont en effet retenu de ce procès ceux qui sont parvenus à en surmonter l'ennui morbide, sinon le contraire de ce qu'on avait voulu leur faire croire ? Par exemple qu'on pouvait très bien être fonctionnaire de Vichy et rendre des services à la Résistance, ainsi que l'a fait Papon. Ou que la France fut le pays occupé d'Europe occidentale où le plus grand nombre de Juifs furent sauvés. Ou encore que la Cour de cassation a dû modifier à quatre reprises (en 1985, 1992, 1995 et 1997) sa définition du crime contre l'humanité pour parvenir à rédiger contre Papon un acte d'accusation que Georges Suffert a pu décrire comme une *« tricherie »*.

LA JUSTICE N'EST PAS LA VENGEANCE

Juger l'histoire est contraire à la philosophie même de l'institution judiciaire. Quand le législateur napoléonien met en place le système dans lequel nous évoluons encore, il prend bien soin d'introduire la notion de durée dans la procédure.

Pourquoi ? Parce que ces inventeurs de la justice moderne sont aussi des sages. Beaucoup ont connu l'Ancien Régime et ses abus, la Révolution et sa terreur, le Directoire et sa corruption. Ils savent ce qu'il en coûte pour la paix civile de confondre justice et vengeance. *A fortiori*, l'expérience leur a enseigné que techniquement il est impossible de juger au-delà d'un certain délai. Les témoins sont morts, les preuves ont disparu ou se sont altérées, que reste-t-il de la mémoire des survivants ? Quant à organiser le jugement d'un vieillard par des hommes nés, pour la plupart, après les faits qu'on lui reproche, et à partir de qualifications pénales inexistantes à l'époque de ces mêmes faits, le ridicule le dispute à l'absurde. [...]

Je ne suis pas là pour dire que Maurice Papon est innocent : je dis que les faits dont il s'est éventuellement rendu coupable auraient dû être jugés dans les années qui ont suivi la guerre. Vous me rétorquez qu'on les a connus bien après ? Eh bien, qu'on lui fiche la paix ! La justice, je le répète, est d'une essence supérieure à la vengeance. L'action doit pouvoir s'éteindre pour que s'éteignent les haines. Sinon, nous créons un état de guerre civile permanente ! [...]

La notion de crime contre l'humanité doit tout aux circonstances. N'ayons pas peur des mots : je tiens, moi, pour une forme d'arbitraire les termes de l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour de cassation renvoyant Papon devant la cour d'assises de Bordeaux : *« L'accusé ne pouvait ignorer... »* Les juges ne se fondent pas sur des faits : ils affirment. Avec ces cinq mots, la boucle est bouclée : les juges font de l'histoire, ils ne font plus du droit ; et tout devient possible !

DIDIER GALLOT

Extrait d'un débat publié dans *Valeurs Actuelles* du 27 septembre 1997. Didier Gallot est juge d'instruction. Il est l'auteur de plusieurs essais publiés chez Albin Michel, notamment *Les Fossoyeurs de la justice* (1992).

Mais c'est précisément le télescopage de la Résistance et de « Vichy » qui a sans doute été le trait le plus douloureux de ce procès, où l'on a vu s'exprimer une douloureuse *« concurrence des victimes »*. Que peuvent en effet penser les Français en voyant aujourd'hui condamné pour « complicité de crime contre l'humanité » un homme en faveur de qui les survivants des réseaux Kléber et Jade-Amicol sont venus témoigner des services rendus par leur « camarade » ? Que peuvent-ils penser après avoir entendu Jean Jaudel, dernier survivant du réseau du Musée de l'homme, s'écrier à l'audience : *« Vive la France ! Vive Papon ! Vive la République ! »*, Aimé Aubert, ancien du réseau Alliance, *« saluer le résistant Maurice Papon »*, Léon Boutbien, président de l'Union internationale des résistants, dire son *« indignation »* devant ce procès ? Sinon, comme a osé l'affirmer Serge Klarsfeld, que *« la Résistance a contribué à envoyer des Juifs à la mort »*, ou bien encore *« que la communauté juive représente un corps particulier dans la nation française »*, comme s'en est inquiété Georgette Elgey dans *Le Monde*, après avoir rappelé qu'en 1945 *« faire un tri entre les déportés raciaux et politiques était insulter les uns et les autres »* ? C'est pourquoi l'historien Henry Rousso, qui a refusé de venir témoigner au procès, estime que celui-ci entraîne une *« régression »* de la connaissance historique des années noires (1).

En déplaçant la question à un niveau plus élevé, comment ne pas songer aussi qu'à ce procès on a fait condamner un Français, dont les débats ont montré qu'il n'était pas un pleutre, par d'autres Français qui n'ont pas eu l'occasion de prouver la même qualité ? Pour dire autrement les choses, un vieillard de 87 ans qui, jadis, avait affronté l'occupant à grand risque (ainsi que d'illustres résistants en ont témoigné), a été condamné par d'autres Français trop jeunes pour avoir connu l'époque concernée, et sur qui pèsera nécessairement le soupçon d'avoir plié devant les intimidations.

Au lendemain du verdict, plusieurs moralistes de presse se sont félicités d'une condamnation qui apparaît aussi comme celle de l'obéissance entière que l'État exige traditionnellement de ses fonctionnaires. L'un de ces moralistes recommandait à tout fonctionnaire de méditer à l'avenir un aphorisme de Benjamin Constant : *« Rien n'excuse l'homme qui prête son assistance à la loi qu'il croit inique »*. Bravo ! oui, bravo ! Mais, au risque pour le moraliste d'être admis dans la vaste confrérie des tartufes, il lui faudrait, au nom du même principe, se mobiliser pour la réhabilitation des généraux Salan et Challe, du colonel Bastien-Thiry et de tous les condamnés de l'OAS qui, dans l'histoire récente de la France, ont été les plus exemplaires incarnations de ce principe. Ne sont-ils pas devenus des rebelles par refus de prêter leur assistance à une loi qu'ils croyaient inique ?

V. T.

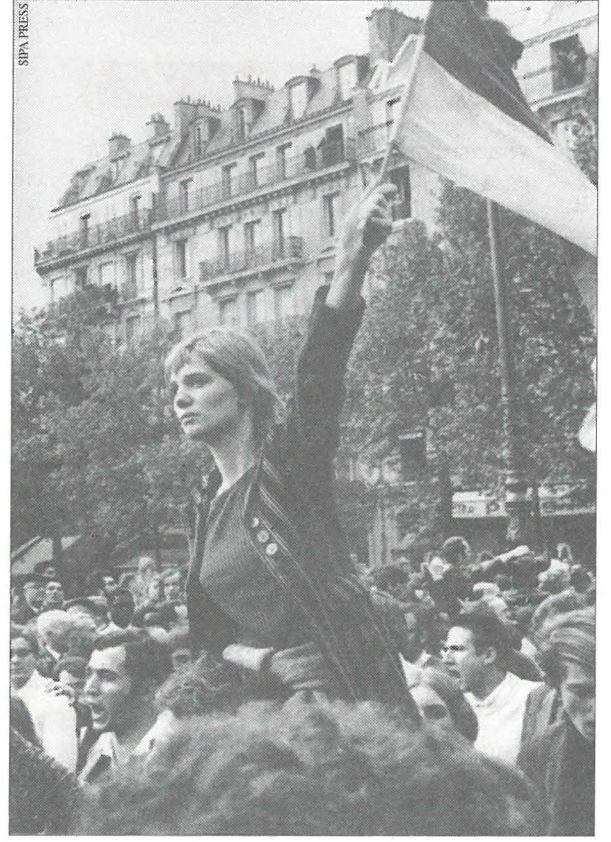
---

(1) Henry Rousso, *La hantise du passé*, Textuel, 1998.

Les enfants de la pub

Est-il permis à l'historien de faire des confidences ? Je prends le risque. L'anecdote vécue a parfois valeur de signe.

Ainsi donc, le 13 mai 1958 ou plutôt le lendemain, le bruit métallique de la serrure éveilla ma cellule. C'était ma deuxième nuit et mon premier séjour à la Santé. Il y en aura d'autres dans les années suivantes et de plus longs. Ainsi commençait mon éducation historique et sentimentale par un cheminement que mes professeurs n'avaient pas prévu. Un jeune maton pied-noir, me jeta dans l'entrebâillement de la porte cette nouvelle qu'il savait devoir m'intéresser : *« Monsieur ! L'armée vient de prendre le pouvoir à Alger ! »*



SIPA PRESS

Passent les saisons, les aventures et les souvenirs... Dix ans plus tard, jour pour jour, posté sur le boulevard Saint-Michel, je contemplais au loin, fendant la foule à l'arrière d'un cabriolet peu prolétarien, une belle jeune fille déployant derrière ses cheveux d'or un immense drapeau rouge. Ce n'était pas sans charme. Dix années avaient suffi pour substituer aux couleurs tricolores héritées de l'an II, le noir baudelairien de l'anarchie et le rouge rejeté jadis par Lamartine. Je n'avais pas de préjugés contre le noir et le rouge associés trente ans plus tôt sur le drapeau d'un jeune chef révolutionnaire et poétique de la vieille Castille qui, s'il n'avait été fusillé par ses ennemis, l'eût été un peu plus tard par ses alliés d'occasion.

En spectateur intéressé, je regardais. Étonné cependant qu'une révolution se fît sans morts. Absence significative qui retirait d'emblée du sérieux à la chose et la tirait du côté de la mascarade. Dans ses souvenirs romanesques des même journées, Patrick Gofman décrit un petit vieux qui lève le poing comme tout le monde, mais le tourne contre les manifestants : *« Petits crétins ! Vous finirez tous notaires ! »* (1)

Voilà me semble-t-il, la plus lucide des épitaphes décernées aux acteurs de ces journées qui firent couler beaucoup d'encre à défaut de sang. On a les révolutions que l'on mérite.

Et pourtant quelque chose s'était passé là, au cours de ces journées échevelées, grandiloquentes et par certains côtés sympathiques. Mais ce quelque chose n'est pas ce qu'on en a dit. La « révolution » de Mai 68 n'a rien révolutionné. Ce fut une fête bruyante, un chahut retentissant, *« le jeune plaisir du combat pour le plaisir »*, comme dira Jacques Laurent, l'écrivain de droite le mieux fait pour interpréter amicalement ces élans sans lendemain.

Loin d'être un danger pour le capitalisme avancé, la contestation soixante-huitarde n'a finalement aidé qu'à détruire dans les mœurs et jusque dans le Droit tout ce qui pouvait encore freiner son expansion, accélérant de façon foudroyante la « marchandisation » des hommes, la destruction des identités, la désintégration des liens communautaires et la manipulation de la nature.

Il est frappant de voir à quel point les ex-contestataires de 68, une fois libérés de leur phraséologie révolutionnaire, sont devenus les employés dociles et les profiteurs avides du système de consommation occidental. L'erreur de ces bons jeunes gens avait été d'identifier les façons d'être traditionnelles qu'ils haïssaient avec le capitalisme. Contrairement à Karl Marx qu'ils avaient fort mal lu, ils n'avaient pas compris que la société libérale avancée avait un pouvoir destructeur bien supérieur à celui des rhéteurs de la contestation. Quand ils eurent découvert que le monde libéral travaillait dans la même direction qu'eux, mais avec des moyens beaucoup plus agréables que ceux de l'ascétisme révolutionnaire, ils ne demandèrent qu'à se rallier. Loin de nuire à la société marchande, la contestation soixante-huitarde n'avait contribué qu'à faire sauter les derniers obstacles limitant ses débordements, ouvrant toute grande la voie au triomphe de l'individualisme absolu et à l'hédonisme qui en est l'instrument. Tant il est vrai qu'une société qui a l'opulence pour règle, asservit l'homme dans ses besoins et règne non par la terreur mais par les mirages de la publicité.

DOMINIQUE VENNER

(1) Patrick Gofman, *Cœur-de-cuir*, Flammarion 1998, p. 52.

Le coup d'État du Général

PAR GUY CHAMBARLAC

Ce fut un vrai succès. Six mois plus tôt, personne n'imaginait le retour du Général au pouvoir. Le discrédit de la IVe République, le pourrissement de la guerre d'Algérie, l'angoisse des pieds-noirs, la colère de l'armée fournirent l'occasion. Plusieurs complots étaient en marche. Tous coiffés au poteau par un artiste doué.

Le 13 mai 1958, à la tombée de la nuit, dans les bâtiments du Gouvernement général d'Alger, le « GG », envahis par une émeute tricolore, le général Massu constitue un Comité de salut public. Quarante-huit heures plus tard, le 15 mai, le général Salan, commandant en chef, jette à la foule la phrase qui fera tout basculer : « *Vive le général de Gaulle !* »

Rien n'avait préparé ces deux généraux à un tel rôle, et ceux qui allaient en profiter ne s'attendaient pas à tant de complaisance.

Léon Delbecque, principal artisan de ces journées, racontera plus tard : « *Lorsque le 12 mai, je m'embarquais pour rejoindre l'Algérie, j'avais reçu des directives de Michel Debré, Jacques Soustelle, Roger Frey, Olivier Guichard et Jacques Foccart. Elles disaient que, par n'importe quel moyen, il fallait que l'armée bascule. On m'avait donné les noms de généraux et de colonels auxquels j'aurais peut-être à faire appel pour remplacer le commandement à Alger.* »

Tout avait commencé douze ans plus tôt, le dimanche 20 janvier 1946. Ce jour-là, en plein Conseil des ministres, le général de Gaulle avait jeté sa démission de chef du gouvernement provisoire : « *Le régime exclusif de partis a reparu. Je le réprouve. Mais, à moins d'établir par la force une dictature dont je ne veux pas et qui, sans doute, tournerait mal, je n'ai pas les moyens d'empêcher cette expérience. Il me faut donc me retirer.* »

En créant le vide, le Général escomptait être rappelé par des politiciens atterrés. Erreur ! Ses espoirs seront déçus. Commence pour lui un long et lugubre exil intérieur : « *la traversée du désert* ».

Dès le 23 janvier, il est remplacé par le socialiste Félix Gouin, et les trois partis au pouvoir depuis les élections de novembre 1945 (MRP, socialistes et communistes) confirment leur accord. La population, aux prises avec des difficultés économiques, se montre indifférente.

Retiré chez lui à Colombey-les-Deux-Églises, de Gaulle remâche la célèbre formule : « *Les Français sont des veaux !* » De loin, il ne cesse pourtant de conserver un œil sur Paris.

Bonapartisme et anticommunisme

Dès le 16 juin 1946, à Bayeux, première ville française libérée deux ans plus tôt, dans un discours, le Général affirme la nécessité d'un exécutif solide, avec un vrai chef de l'État, et dénonce le régime d'assemblée qui a déjà conduit au désastre de 1940.

Communistes et socialistes ripostent vertement et accusent de Gaulle d'atteinte à la démocratie. Bientôt, on le traitera de « général fasciste ».

A Bruneval, en Normandie, haut lieu de la Résistance, le 30 mars 1947, devant une foule nombreuse, le Général déclare : « *Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant les cadres mal bâtis où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France.* »

Puis le 7 avril, à Strasbourg, il annonce la création du Rassemblement pour le peuple français, le RPF : « *Nous ne prétendons pas être un parti, bien sûr, pas plus que la France combattante n'en était un* ».

Depuis sa démission, le Général est convaincu qu'en France et dans le monde vont se produire des catastrophes. Comme le révélera son ancien secrétaire, Claude Mauriac (*Un autre de Gaulle*, Hachette, 1970), il croit alors à une prise du pouvoir par les communistes et à une guerre avec l'URSS.

Le RPF se développe sur fond de guerre froide autour d'un anticommunisme virulent. A Rennes, le 27 juillet 1947, dénonçant ceux qu'il appelle les « *séparatistes* » (communistes), le Général proclame : « *Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination, dirigée par les maîtres d'une puissance slave* ». Le tripartisme a éclaté au mois de mai, quand Ramadier a congédié les ministres communistes.

Le mouvement qui compte officiellement 1,5 million d'adhérents (et 500 000 en réalité) obtient 40 % des suffrages aux élections municipales d'octobre 1947. Ce chiffre ne se retrouvera pas.

De 1947 à 1951, le Général parcourt la France et reçoit beaucoup rue de Solferino, où Georges Pompidou est son chef de cabinet, tout en poursuivant sa carrière à la banque Rothschild. Il préside à toutes les réunions nationales de son mouvement qu'animent Jacques Soustelle, André Malraux (propagande) et le colonel Rémy (organisation).

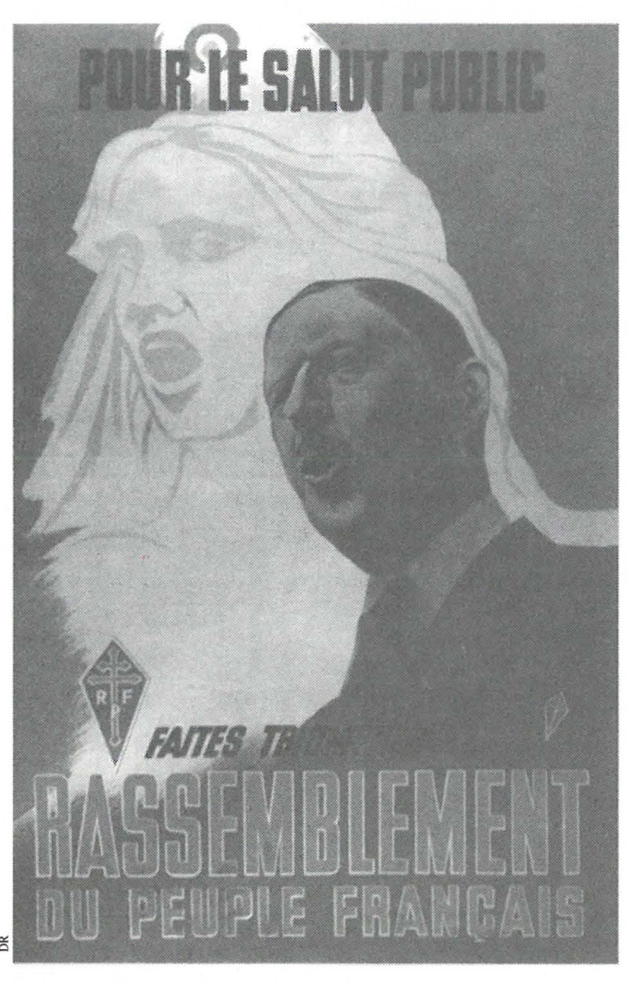
Mais la situation économique du pays s'améliore grâce notamment au plan Marshall. L'ordre règne après la répression des grèves insurrectionnelles de 1948. L'anticommunisme n'est plus le monopole du RPF. L'Otan, organisé en 1949, sous hégémonie américaine, rassure contre les dangers de guerre. Les manœuvres conjuguées de Vincent Auriol et

d'Henri Queuille vont casser l'élan du RPF aux élections législatives de 1951.

Cent dix-huit députés sur six cent vingt-cinq, c'est un résultat décevant pour le chef de la France libre. La loi électorale, dite des apparentements, a donné une prime aux partis gouvernementaux et le RPF n'a obtenu que 22 % des suffrages exprimés.

En mars 1952, malgré tous les engagements préliminaires, vingt-sept députés RPF acceptent de voter l'investiture d'Antoine Pinay, un notable provincial qui avait soutenu en son temps le maréchal Pétain. Le processus de décomposition est engagé. Le RPF devient à l'Assemblée un parti comme un autre, dont les parlementaires marchandent leurs voix.

Après un échec cuisant aux municipales de 1953 (10 % des suffrages exprimés), le Général annonce que, en tant que telle, son organisation ne participera plus aux activités du parlement ni aux élections. Pourtant, il n'abandonne pas complètement le terrain. Il continue à donner régulièrement des conférences de presse. En privé, il ne cache ni sa déception ni sa rage dans des invectives que rapporte Claude Mauriac : *« La lâcheté est générale, une lâcheté sans mesure* [...]. *C'est un peuple qui n'en peut plus* [...]. *Le pays accepte l'occupation des partis avec la même apathie qu'il mettait à accepter l'occupation allemande. Car c'est la même chose, c'est la même chose* [...]. *Tout se dissout dans l'ignominie. »*



DR

Affiche de propagande du RPF pour les élections municipales de 1951.

Octobre 1954, le premier tome des *Mémoires de guerre* paraît chez Plon. On y lit cette phrase pleine d'amertume et aussi de désir de revanche : *« Vieil homme, recru d'épreuves, sentant venir le froid éternel, mais jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance. »* Le *« vieil homme »* n'a jamais que 64 ans et son ambition reste intacte. Chaque mercredi, le solitaire de Colombey se rend à Paris, et reçoit, au 5, de la rue de Solférino, des diplomates étrangers, des hommes politiques, des hauts fonctionnaires, des généraux, des journalistes. Il voyage aussi : en Afrique noire en 1954, aux Antilles, en Guyane, à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie en 1956.

Cette année 1956, précisément, marque son étiage politique. Aux élections de janvier, ses partisans ont recueilli seulement 4,4 % des suffrages ! Selon les sondages, le Général n'est souhaité comme chef du gouvernement que par 1 % des personnes interrogées. Pourtant, une poignée de fidèles croit possible son retour au pouvoir : Michel Debré, Jacques Foccart, Roger Frey, Olivier Guichard, Jacques Soustelle. Les *« orages désirés »* se dessinent à l'horizon.

A peine dégagée de la guerre d'Indochine, la France se trouve aux prises en Algérie avec une nouvelle guerre qui n'ose pas dire son nom .

La IVe République s'y enlise. A partir de 1956, deux camps se dessinent dans l'opinion française avec un degré de passion annonciateur de graves conflits. Les partisans de l'Algérie française sont les plus nombreux. Un vif ressentiment à l'égard du régime se développe dans l'armée. En Indochine, elle a payé, de son sang et de sa fierté, l'incohérence politique de Paris. Au contact du Vietminh et des méthodes de guerre subversive, des officiers se sont éveillés à la politique. Ceux-là jurent de ne plus tolérer une nouvelle défaite.

La multiplication des crises ministérielles, l'enlisement des gouvernements, l'exaspération des jeunes officiers, le renouveau nationaliste font espérer aux gaullistes qu'une occasion inespérée peut se présenter.

Le 5 novembre 1957, Jacques Chaban-Delmas, président des Républicains sociaux, est entré rue Saint-Dominique, comme ministre de la Défense nationale. Avec lui, les conjurés sont dans la place. Il appelle à ses côtés un militant efficace, Léon Delbecque. Secrétaire général de la fédération du Nord des

LE SENS DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

La guerre d'Algérie s'inscrit dans la longue histoire du flux et du reflux européen de part et d'autre de la Méditerranée depuis plus de deux mille ans, depuis Rome et Carthage.

Les historiens de l'avenir noteront que l'invasion de la France et de l'Europe par les foules africaines et musulmanes du XXe siècle commença en 1962 avec la capitulation française en Algérie. En décidant d'amener son drapeau, de retirer ses troupes, de replier la population européenne, la France ne se mettait pas à l'abri comme certains l'imaginaient. Elle retirait la garde qu'elle montait depuis 1830 en Algérie, ouvrant son propre territoire à l'invasion de populations en surnombre.

Une frontière, et qui plus est une frontière ethnique, ne se défend bien qu'au-delà des lignes naturelles de partage, fleuve, montagne ou mer. Les Espagnols l'ont appris à leurs dépens, en 711, année de leur conquête par les Arabes. [...]

Mais l'histoire n'est jamais finie. Tout est toujours à refaire. Les victoires comme les défaites n'ont qu'un temps. Toujours il faut se battre et travailler pour assurer l'œuvre des pères ou réparer leurs fautes.

Un jour viendra où les générations à naître apprendront qu'en 1962, une poignée de Français et un général nommé Salan, refusant de capituler, livrèrent le dernier combat de leur temps pour défendre la frontière africaine de l'Europe. Et de savants professeurs, et de grands philosophes leur enseigneront ce que nous avions senti confusément, à savoir que le désespoir est maître de l'impossible.

DOMINIQUE VENNER
***Le Cœur rebelle.* Les Belles Lettres, Paris, 1994, p. 12-14.**

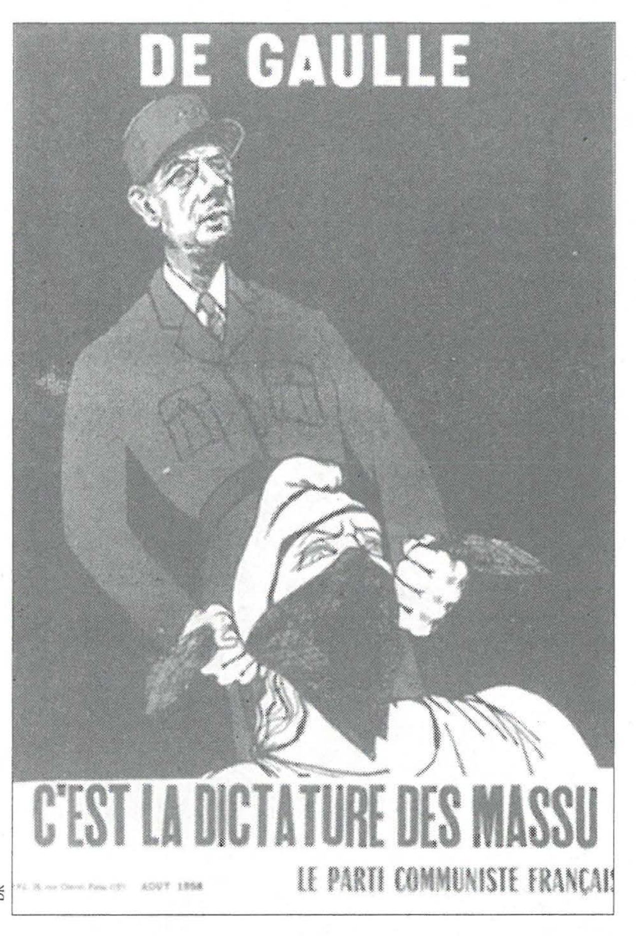
Républicains sociaux (ex-RPF), ancien résistant, adjoint au maire de Tourcoing depuis 1947, il vient de servir en Algérie comme officier de réserve.

Sur ordre de Chaban-Delmas, il crée une « antenne » du ministère à Alger. Mission : surveiller, voire utiliser la bouilloire algérienne.

L'antenne s'installe dans une villa d'El-Biar chez le colonel Thomazo, dit « Nez de cuir ». Ce pittoresque personnage commande les unités territoriales. Bonapartiste convaincu, il est un peu la plaque tournante des complots qui fleurissent dans le chaudron algérois. Lié aux poujadistes, à Robert Martel et, par celui-ci, à la « nouvelle Cagoule » du général Cherrière et du Dr Martin, il fait le voyage en métropole pour rencontrer Michel Debré et son compatriote Pascal Arrighi. Après quoi, il rend compte à son patron, le général Salan.

Delbecque tisse sa toile. Il trouve l'appui des anciens combattants du colonel Arnould. Il ne néglige pas ceux qu'il sait être les adversaires du gaullisme. Il réussit même à fédérer tout ce monde au sein d'un « Comité de vigilance » qui doit lui permettre de contrôler, voire de neutraliser l'activisme algérois.

A Paris, les réseaux gaullistes appuient sur l'accélérateur. Le gouvernement Gaillard est renversé le 15 avril 1958, sur un violent réquisitoire de Jacques Soustelle. Un mois plus tôt, la police parisienne, excédée par les attentats impunis du FLN, est venue manifester sous les murs du Palais-Bourbon en vouant les députés à la Seine. L'exaspération de l'opinion est palpable et les bruits de complots militaires se multiplient.



Affiche communiste de l'été 1958. Pour le PCF et une bonne partie de la gauche, le général de Gaulle est alors assimilé au fascisme.

Une conjuration bien organisée

Le 17 avril, deux jours après le début de la nouvelle crise ministérielle, plusieurs ténors de la gauche modérée se prononcent pour que l'on confie au général de Gaulle la constitution d'un nouveau gouvernement. Il ne manque pas de gens à gauche pour penser que de Gaulle aurait seul l'autorité suffisante pour mettre au pas les colonels et les activistes. Beaucoup peuvent témoigner qu'il ne croit plus à l'Algérie française. Inversement, beaucoup d'autres se porteront garants du contraire... Par ses silences plus encore que par ses confidences, le Général a l'art de donner le change et d'offrir à ses interlocuteurs l'illusion qu'il les approuve.

Le réseau des relations gaullistes joue à plein. En direction de la gauche comme de la droite, de la haute administration comme de la finance et de l'armée.

Plus encore que les politiciens, les chefs militaires sont atterrés par l'effondrement du régime. Le 8 mai, le socialiste Robert Lacoste, résident général en Algérie, lâché par son parti, sentant l'orage et ne voulant pas être le prisonnier de l'insurrection, quitte l'Algérie presque clandestinement. Cette fois, c'est le vide complet.

Situation favorable pour les conjurés. Delbecque regagne Alger.

Le 9 mai, le général Ely, la plus haute autorité militaire, reçoit de Salan un long télégramme contresigné par les généraux Jouhaud, Allard, Massu et l'amiral Auboyneau : « *Je vous demande de bien vouloir appeler l'attention du président de la République sur notre angoisse que seul un gouvernement fermement décidé à maintenir notre drapeau en Algérie peut effacer* ».

Avec le télégramme des généraux d'Algérie, qui est remis au président Coty, la « Grande Muette » a parlé. L'Élysée n'échappe pas au réseau gaulliste. Le contact est établi par le général Ganeval, directeur du cabinet militaire présidentiel et par un ami personnel du président Coty, Raymond Triboulet, qui a joué un rôle essentiel dans son élection.

La rue est animée par Jean-Baptiste Biaggi, avocat romanesque et chaleureux, héroïque combattant de la Libération. Il se fait photographier avec quelques camarades, au bois de Vincennes, mitraillette au bras. En novembre 1957, il a créé un « Parti patriotique révolutionnaire » qui choisit le ton violent et se place sous le double patronage du maréchal Pétain et du général de Gaulle. On ratisse large...

Les associations d'anciens combattants sont l'objet de toutes les attentions. Alexandre Sanguinetti cherche à les fédérer dans un fantomatique comité qui, à défaut de remplir les rues, remplit les journaux, ce qui est l'essentiel.

Vaste ligue de défense de l'Algérie française, l'USRAF de Jacques Soustelle affiche un brillant comité de patronage : le cardinal Saliège, Albert Bayet, Georges Duhamel, les professeurs Pasteur Vallery-Radot et Rivet, d'anciens gouverneurs généraux de l'Algérie. L'USRAF organise des réunions, publie une revue. C'est une remarquable plate-forme pour Jacques Soustelle que certains accusent de jouer une carte personnelle avec André Morice, Georges Bidault et Roger Duchet.

Les préparatifs en sont là, lorsque éclate une nouvelle qui bouleverse l'opinion en métropole et soulève l'Algérie : le 30 avril 1958, trois soldats français retenus prisonniers par le FLN en Tunisie, René Decoutreix, Robert Richomme et Jacques Feuillebois, ont été fusillés par mesure de représailles.

Le complot algérois du « Comité des sept »

C'est l'allumette dans le baril de poudre. Dans l'avion qui le ramène à Paris, oubliant son opposition de toujours à de Gaulle, Alain de Sérigny écrit sur ses genoux l'article qui paraîtra le lendemain, 11 mai, dans l'*Écho d'Alger* : « *Parlez, parlez, mon général !* »

Les têtes de la conjuration se retrouvent au domicile de Frey. C'est là que le 12 mai, un plan d'action est arrêté.

Le lendemain 13 mai, une manifestation monstre est prévue à Alger. Or, le même jour verra le débat d'investiture de Pierre Pfimlin à l'Assemblée nationale. Le président du MRP est donné comme battu d'avance. C'est à ce moment qu'il conviendra d'agir. Mais ce plan va se trouver dépassé, car le 13 mai, à Alger, l'initiative échappe tout d'abord aux gaullistes.

Tandis qu'au petit matin ensoleillé du 13 mai algérois, Delbecque, débarque de Paris le « Comité des sept » a déjà décidé de brusquer les choses : ce soir sera le « grand soir », on prendra le GG.

Les « sept », ce sont : Martel, chef de l'UFNA, organisation clandestine depuis 1956, emprisonné à deux reprises par Robert Lacoste ; son adjoint Crespin ; Ortiz, l'orateur populaire, emprisonné à l'époque du complot du général Faure (1956) ; le Dr Lefèvre, doctrinaire du corporatisme ; Goutailler et Me Baille, tous deux poujadistes ; enfin, Lagaillarde, président des étudiants d'Alger et officier parachutiste de réserve. Ils disposent d'un millier de partisans décidés. Plus qu'il n'en faut pour encadrer une manifestation.

Ils attendent fébrilement l'arrivée de la tête de leur propre complot, le général Cherrière (en code : « Grand A »). Grand, gros et fort en gueule, cet ancien commandant en chef en Algérie est, lui aussi, un adepte de l'action occulte. Depuis son limogeage en 1955, il rumine sa vengeance contre un régime et des hommes qui, à son avis, sacrifient le pays.

Le contact a été établi au lendemain de la « journée des tomates » du 6 février 1956 par le Dr Martin, ancien dirigeant de la Cagoule qui ne vit que pour l'action clandestine. Fait également partie de ce complot le général Chassin, as de l'aviation française, commandant de l'aviation Centre-Europe au sein de l'Otan, qui a lui-même recruté l'animateur de la pugnace association des anciens d'Indochine, Yves Gignac.

Au jour J, le « Comité des sept » épaulé par la foule et s'appuyant sur les unités territoriales, prendra d'assaut le GG. Dans la foulée, le général Cherrière décrétera l'état de siège qui donnera tous les pouvoirs à l'armée. En métropole, les groupes d'action composés de poujadistes, d'anciens d'Indochine et autres nationaux s'empareront de plusieurs préfectures. Devant les réactions prévisibles de l'extrême gauche, l'armée prendra le pouvoir...

Le 12 mai au matin, à son domicile parisien, le général Cherrière reçoit le télégramme de Martel *« Envoyez la marchandise »*, ce qui signifie : *« Rejoignez Alger de toute urgence. »* Se méfiant du tempérament pied-noir, Cherrière va aux renseignements à la permanence de Soustelle, rue Louis-le-Grand. Là, on le tranquillise : non, rien de prévu pour le 13. Naïf général Cherrière ! Quand il comprendra, il sera trop tard.

Trop tard, car les forces mises en mouvement par les « sept »vont désormais marcher sans eux.

Le 13 mai à 18 heures, le GG est envahi par la foule. Lagaillarde a bien fait les choses, mais Martel pleure de rage : par la faute de « Grand A », le mouvement n'a pas de tête. Consolation, les gaullistes de Delbecque sont également dépassés par les événements.

A l'Assemblée nationale, l'émotion provoquée par les nouvelles d'Alger assure à Pfimlin une majorité inespérée.

Contre toute attente, à Alger, le général Salan décide de prendre les choses en main pour éviter l'anarchie. Mais à qui donc le général Salan pourrait-il remettre ce pouvoir qu'il ne veut pas garder pour lui-même, sinon à ce général qui, dans son village, attend et semble l'ultime recours ?

A Paris même, après quelques jours de peur et de désordre, les républicains purs et durs du parti socialiste SFIO, Guy Mollet, Jules Moch et Vincent Auriol, ouvriront les portes du pouvoir à ce général qui, jouant un jeu rassurant suprêmement habile, aura bien raison de dire à Léon Delbecque un peu plus tard *« Admettez que j'ai bien joué, moi aussi... »*

Oui, jeu subtil et remarquable durant les deux grosses semaines qui séparent le 13 mai du 1er juin.

Le 13 mai justement, à Alger, pour calmer la foule qui a envahi le GG, le général Massu, très populaire depuis la bataille d'Alger, accepte de présider un comité hâtivement constitué, et proclame : *« Moi, général Massu, je viens de former un comité de salut public [...] pour qu'en France soit formé un gouver-*

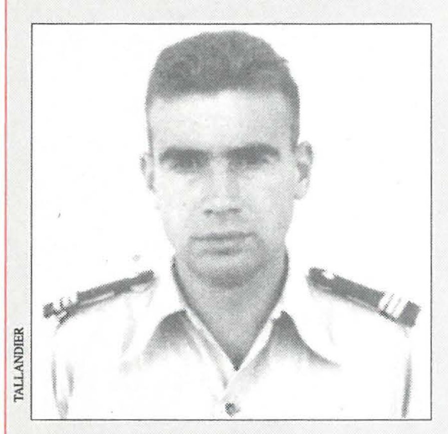


SIPA PRESS

En juin 1958, voyage triomphal du général de Gaulle en Algérie. A sa droite, le général Salan, à sa gauche, le général Vanuxem. Lorsqu'ils découvriront qu'ils ont été trompés, ils prendront la tête de l'OAS. Arrêtés, ils seront emprisonnés jusqu'en 1968. Dans **Vers l'armée de métier**, *de Gaulle avait dévoilé sa méthode :* **« La ruse,** *explique-t-il,* **doit être employée pour faire croire que l'on est où l'on n'est pas, que l'on veut ce que l'on ne veut pas... La surprise, il faut l'organiser, non seulement grâce au secret observé par ceux qui connaissent et décident, mais aussi sous le couvert d'un voile épais de tromperies. »** *Le précepte est bon pour manœuvrer ou berner les citoyens autant que pour conduire les armées.*

JEAN BASTIEN-THIRY

Lieutenant-colonel de l'armée de l'Air. Organisateur de l'attentat du Petit-Clamart. Fusillé le 11 mars 1963.


TALLANDIER

Contre la corruption moderne de l'État, Bastien-Thiry s'est dressé en justicier, au nom du droit supérieur de la nation, au nom de la solidarité que chacun doit aux membres de sa communauté dans le malheur. Contre la perversion d'une société dévorée d'égoïsmes, il incarne en son siècle l'éthique européenne et chevaleresque de la fidélité réciproque, de la force qui protège, de la responsabilité qui oblige.

Convaincu de l'obligation morale où il se trouvait d'agir, il est passé à l'acte. Mais refusant la sinistre logique du terrorisme, il a voulu que cet acte brille comme un signal sur un fonds moral strict. Ainsi a-t-il fait implicitement le choix héroïque d'une expiation volontaire, ouvrant un champ nouveau à l'éthique européenne de l'honneur et de l'abnégation.

Seul celui qui met sa vie en jeu échappe à l'imposture du discours moral. Le discours peut mentir, l'acte ne ment pas. Et seul celui qui répond de son honneur sur sa vie est authentifié dans sa vérité.

Après son arrestation, c'est en pleine connaissance de cause que Bastien-Thiry rédigea, dans la solitude de sa cellule, la longue et intrépide déclaration lue à son procès. Niant méthodiquement la légitimité de celui qu'il avait voulu châtier, refusant d'apitoyer les juges, assumant la responsabilité entière de son acte, méprisant les regrets, il se condamnait à mort.

Parce que cette mort a un sens universel et profond, parce qu'elle souligne la grandeur du « service inutile », parce que sa beauté brille d'un éclat inaltérable, elle témoigne contre le néant. Elle témoigne contre le cynisme fondamental et l'imposture d'une époque fourbe et utilitaire.

La mort de Jean Bastien-Thiry atteste qu'il est des valeurs plus hautes que la vie elle-même, des valeurs qui justifient qu'on y sacrifie le bonheur et la vie.

D. V.

nement de salut public, présidé par le général de Gaulle ! » Le nom est lancé sur les ondes et dans la presse.

Au Palais-Bourbon, c'est la panique et l'indignation. Mais à 20 h 30, Félix Gaillard confère tous les pouvoirs au général Salan, avec pour mission de maintenir l'ordre. Pfimlin est investi. Désormais, il y a deux pouvoirs légaux : l'un à Paris, civil ; l'autre à Alger ; mais il y en a aussi un troisième, qui soudain grandit : de Gaulle, à Colombey. Le 15, haranguant la foule du balcon du GG, Salan obéit à une suggestion de Delbecque, et termine son allocution par : « *Vive de Gaulle !* » Au même instant, celui-ci fait remettre à l'AFP un message qui se termine par ces mots : « *Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire tout entier jusqu'à son salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République* ». Le 16 mai, au Palais-Bourbon, tandis que beaucoup protestent, Guy Mollet commence à se rallier en demandant que le Général « complète » sa déclaration. Le 17 mai, Soustelle arrive à Alger dans des conditions rocambolesques. Le 18, deux officiers de l'état-major de Massu atterrissent à Pau pour coordonner l'opération Résurrection : le largage des paras sur Paris.

Le 19, de Gaulle donne une conférence de presse au palais d'Orsay, prenant « *le ton du maître de l'heure* ». Il approuve l'action des militaires, qui, à Alger, ont canalisé le mouvement populaire. A l'égard de la classe politique, il se veut rassurant : « *Croit-on qu'à soixante-sept ans, je vais commencer une carrière de dictateur ?* »

Le 24, on apprend le ralliement de la Corse à l'état-major d'Alger.

Dans la nuit du 26 au 27 mai, de Gaulle rencontre secrètement Pfimlin chez un vieil ami, conservateur du parc de Saint-Cloud.

Dans la foulée, jouant du bluff, le Général adresse aux agences de presse un communiqué : « *J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain, capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays.* » Fureur impuissante de Pfimlin qui se sent joué.

En compagnie du commandant de parachutistes Vitasse, le général Nicot, major général de l'armée de l'air, se rend le même jour, 27 mai, au QG gaulliste de la rue de Solferino pour y conférer avec Debré, Foccart, Guichard, Lefranc et quelques autres. Il vient annoncer que les chefs d'état-major des armées sont d'accord pour permettre le retour aux affaires du général de Gaulle grâce à une action de force, mais à la condition que ce soit le vœu de l'ancien chef du RPF. « *Les principaux lieutenants du général de Gaulle nous ont assuré que c'était bien le souhait du général.* »

Le 28 mai, le général Dulac, chef d'état-major de Salan, a été reçu à Colombey pour exposer le plan « Résurrection » qu'approuve le maître des lieux : « *Le général Salan pense et agit avec courage et sagesse pour le pays. Ce qu'il pense faire est bien...* »

Première alerte pour le Général en 1965

Alors que les premiers avions se sont envolés, le 29 mai, les chefs d'état-major annulent soudain l'opération. Ils viennent d'apprendre que le président Coty va recevoir de Gaulle pour lui confier le gouvernement.

Soufflant le chaud et le froid, approuvant secrètement l'envoi des parachutistes tout en protestant publiquement de ses intentions légalistes, le général de Gaulle répond aux désirs des uns et des autres.

Il fait si bien qu'après avoir été reçu par le président Coty et après avoir rencontré les présidents des deux assemblées (rencontre qui se passe assez mal), le 1er juin, il se présente devant l'Assemblée nationale pour recevoir son investiture et obtenir les pleins pouvoirs en vue de préparer de nouvelles institutions (par 329 voix contre 224). Après onze ans et cinq mois, la IVe République a vécu.

Le 28 septembre 1958, un référendum approuve la constitution de la Ve République par 80 % de suffrages exprimés. La Constitution sera amendée par le référendum du 28 octobre 1962 qui, par 62,25 % des voix, adopte l'élection du président de la République au suffrage universel.

La première élection présidentielle selon ce nouveau mode de scrutin se déroule les 5 et 19 décembre 1965. Au premier tour, contre son attente, le Général est mis en ballottage, n'obtenant que 44,60 % des voix, face à François Mitterrand, Jean Lecanuet et Jean-Louis Tixier-Vignancour. Au second tour, il est réélu avec 54,5 % des suffrages contre François Mitterrand, qui fait désormais figure d'opposant principal. L'alerte a été chaude. Elle montre l'effritement de la popularité du Général depuis son triomphe au référendum de 1958. Ce n'est qu'un début. L'échéance suivante viendra en 1968.

G. C.

ILS EURENT VINGT ANS DANS LES AURÈS

Une génération sacrifiée

PAR JEAN MABIRE

On leur a tant dit qu'ils avaient fait une sale guerre que beaucoup ont fini par le croire. On ne les entend jamais. Génération muette. La dernière pourtant qui ait goûté à la guerre. Une petite guerre. Mais l'ennemi était souvent à Paris autant que dans le djebel. Certains n'ont pas oublié.


MARC FLAMENT

Jeunes paras du 3e RPC au combat. L'armée française a eu 24 000 tués en huit ans de guerre. Proportionnellement, beaucoup plus que les Américains au Vietnam.

Il paraît qu'il y a eu une révolution le 13 mai. Journaliste dans un quotidien de province, je ne m'en étais pas aperçu. J'avais entendu parler d'un pronunciamiento printanier à Alger, suivi d'une crise ministérielle à Paris et de quelques péripéties qui devaient inciter la République à changer de numéro.

Tout bascule pour moi avec un ordre de rappel sous les drapeaux, m'assurant, dans une lettre circulaire du ministre, que ma présence était indispensable pour sauver l'Algérie française.

Trente et un ans, marié, un premier enfant, je n'imaginais pas que ces « événements d'Algérie » allaient faire de moi un membre à part entière de ce que mon ami breton Xavier Grall nommerait un jour *« la génération du djebel »* (1).

Entre 1954 et 1962, nous allions être au moins deux millions à connaître cette aventure, quand même soldée par vingt-quatre mille tués de notre côté.

Est-il possible, à quarante ans de distance, de faire un bilan profits et pertes de cette génération engagée dans cette guerre, qui ne disait pas son nom, une « sale guerre » dont il convenait de ne point parler.

Jamais armée mérita mieux son surnom de « Grande Muette » que celle des anciens d'Afrique du Nord.

Génération muette, donc. Génération perdue, sans doute. Bien vite récupérée par leur famille, leur métier et surtout par un « établissement » politique qui réussit, à gauche comme à droite, à donner mauvaise conscience à ceux qui avaient tout simplement fait le boulot qu'on leur demandait.

Officier subalterne, lieutenant puis capitaine, rappelé, *« pour moins d'un an »* précisait le décret (364 jours), j'allais vivre à plein cette expérience.

Qu'est-ce que je ressentais ? A quarante ans de distance, on peut se tromper sur ses sentiments. Mais je me souviens d'une intense curiosité. On n'est pas journaliste pour rien. Je tenais mon plus beau reportage. Et puis, il y avait, comme chez beaucoup de garçons de mon âge, la confuse sensation d'une épreuve nécessaire qui manquerait à une vie d'homme, et le désir vague d'effacer par une victoire la défaite de nos pères en 1940.

Certes, le 13 mai 1958 n'avait vraiment remué, devant le blanc bâtiment du GG, le Gouvernement général, que la foule des pieds-noirs, sans compter quelques militaires qui réussirent à prendre le train en marche et à y accrocher le wagon d'un certain général. Mais enfin la France métropolitaine, tricolore et vaguement boulangiste, y trouvait son compte : de Gaulle en 1958 faisait presque le même « score » à l'applaudimètre que Pétain en 1940. La droite bourgeoise arrivait au pouvoir, avec un petit frisson populaire et républicain, auquel Malraux accordait son label révolutionnaire.

VOUS QUI NOUS TRAHISSIEZ...

Vous qui étiez si loin de nos djebels et qui nous trahissiez sans hésiter, vous qui déteniez la vérité, vous qui meniez allégrement votre combat, qui reconnaissiez si facilement vos amis : les rebelles, vous aviez une grande chance. Sur notre terrain, rien n'était aussi simple. Fallait-il tirer ? Les cibles du djebel n'étaient jamais certaines et tuer n'était jamais un acte reposant pour l'esprit. Vous, loin des réalités vivantes de la guerre, vous tiriez sans hésiter, sans crainte de vous tromper. Vous visiez bas, et vos blessures étaient mortelles. Chaque fois, vous espériez abattre vos ennemis, et le résultat passait vos espérances. Chacun de vos propos, dans vos journaux, vos manifestes, vos meetings, tuait mieux que les rafales de nos armes. Grâce à vous, des soldats tombaient ; c'étaient des soldats français, et vous étiez des Français. Vous vous proclamiez champions de la paix et l'indigne guerre que vous nous faisiez était meurtrière. Vous, les hurleurs avec les loups, saviez-vous ce que c'était qu'un soldat silencieux et sanglant sur un piton d'Algérie ?

A la tombée de la nuit, un des pelotons avait perdu le contact et le sous-lieutenant qui le commandait s'était égaré ; dans l'obscurité, il avait entendu des chuchotements ; croyant retrouver les siens, il s'était avancé avec ses hommes, sur les rebelles. L'engagement avait été bref. Le sous-lieutenant avait décroché, laissant deux hommes sur le terrain. On les avait découverts au matin, nus. Les rebelles les avaient mutilés ; entre leurs jambes, c'était rouge, et dans leurs bouches écartelées, un sexe pendait.

Ceux qui, les assassins, mutilaient ainsi notre armée étaient bien des Français de France, que l'on rencontrait partout, dans les salons, les rues, les journaux. Mais nul ne voyait les poignards qu'ils tenaient à la main et avec lesquels ils émasculaient leurs compatriotes... Que ne contemplaient-ils, comme nous, le résultat, deux jeunes cadavres de spahis, aux jambes et aux lèvres ensanglantées ? Nous, nous avions à jamais le droit de vomir, qui était aussi le droit de nous sentir Français. Notre patrie, et malgré vous, nous l'aurions encore entre les jambes.

PHILIPPE HÉDUY

Au Lieutenant des Taglaïts. La Table Ronde, 1960, p. 212, 214. Réédition Guy Trédaniel, 1998.

En Algérie, la révolution avait un air un peu sud-américain, avec l'omniprésence des militaires. Les fameux colonels !

L'un deux, et non des moins célèbres, avait eu l'idée d'ouvrir à l'ancien casino de la plage Jeanne-d'Arc, non loin de Philippeville, un curieux Centre d'entraînement à la guerre subversive, ou CEGS, dont j'allais devenir pendant quelques semaines un stagiaire attentif, parmi une ou deux centaines d'officiers rappelés.

Je me trouvais au cœur même de l'étrange machine, concoctée par les huiles du 5e Bureau et qui tenait de l'École des cadres du parti communiste à Bobigny, de l'École spéciale militaire, du grand séminaire et aussi d'Uriage première manière, celle du « vieux chef » Dunoyer de Segonzac, qui n'eût certes pas déparé dans le paysage. On était réveillé le matin par des haut-parleurs qui nasillaient *La Marche consulaire* ou *Les Dragons de Noailles*.

Je ne pense pas qu'un historien se soit penché sur cette expérience. Elle était intéressante, car il s'agissait de transformer en moins d'un mois des « trentagénaires » déjà entrés dans la vie familiale et professionnelle en cadres d'une nouvelle armée jeune, active, prête à toutes les tâches – nobles et ignobles – de la guerre révolutionnaire. Pour la première fois, la France, ou du moins son armée, s'efforçait, dans un mélange assez séduisant de bricolage et d'enthousiasme, à se former des « soldats politiques ».

Avec un mélange séduisant de bricolage et d'enthousiasme, la France s'efforçait de former des soldats politiques

Sur le moment, cela devait très bien marcher. En témoignent au plan militaire le succès des grandes opérations de 1959 et la création des commandos de chasse, (ce qu'on a nommé « le plan Challe »). En revanche, l'impact politique ultérieur a été nul.

La première raison de cet échec tient sans doute à la surenchère des tenants de l'Algérie française qui mirent longtemps à comprendre – quand ils le comprirent – que la pseudo-révolution d'Alger ne prendrait de sens qu'avec une véritable révolution à Paris.

La province d'outre-Méditerranée une fois perdue, dans les conditions que l'on sait, un tout petit nombre devait livrer un combat d'arrière-garde, sorte de « baroud d'honneur », mais sans le panache de Sidi-Brahim, Camerone ou Bazeilles. Le plus grand nombre, cadres et troupes, s'intégrèrent dans une société qui avait inscrit le rêve impérial dans les profits et pertes.

J'avais vu, de mes yeux, comment on peut transformer quelques dizaines (voire quelques centaines) d'officiers de réserve en chefs plutôt efficaces d'une guerre subversive. Je devais même sur le terrain constater que les cadres du contingent étaient en général plus aptes à ce type de combat que les cadres d'active. Ils avaient été plutôt bien préparés à Cherchell ou à Philippeville à mener cette guerre « moderne », qui employait souvent des traquenards et des cruautés médiévales. Ils devaient cependant constater, contrairement à ce qu'on leur avait dit et redit, que la défaite de la France à Alger n'était pas l'installation des soviets à Paris. La prophétie des colonels ne s'était pas réalisée.

On pouvait donc faire confiance au Général qui ramenait la paix, l'oubli, la prospérité.

Le piège fonctionna à merveille. Le djebel n'avait donc été qu'un péché de jeunesse. Il était temps de devenir enfin sérieux, adultes ! Cela n'a jamais nui aux affaires. Après avoir connu la vie dangereuse, l'avoir aimée souvent, l'avoir regrettée parfois, on découvrait, avec un peu de retard, après quelques années volées par cette guerre perdue, ce que Buñuel appellera le « *charme discret de la bourgeoisie* », alors qu'on avait tant rêvé sur les superbes photos de Marc Flament dans *Aucune bête au monde*, mieux encore, après avoir vécu soi-même ses photos, reflets d'une armée, jeune, pauvre, dure pour elle-même et pour les autres, pour tous les autres, les fells certes, mais aussi les civils tant méprisés...

Il n'est pas de révolution sans élites révolutionnaires et il n'est pas de révolution sans idées révolutionnaires. Ni les unes ni les autres ne furent au rendez-vous pour la génération du djebel.

Il y eut certes des exceptions. Ceux qui me parurent alors les plus actifs étaient ceux qu'on nomme aujourd'hui les « cathos-tradis ». La plupart des officiers chargés de cours à Jeanne-d'Arc la bien-nommée étaient fortement marqués par la Cité catholique. Réactionnaires, plus catholiques que chrétiens, quelque peu maurrassiens, ils avaient tendance à s'imaginer en croisade. L'intégration, dont ils avaient fait leur cheval de bataille, mélangeait la croisade anticommuniste, le jacobinisme belliqueux et l'intégrisme égalitaire passablement antiraciste. Le plus curieux est que cela semblait cohérent à beaucoup de mes

camarades d'alors qui acceptèrent sans broncher des séances de propagande où l'on communiait dans le degré zéro de l'idéologie.

Cela dit, cette famille reste indestructible, fait des enfants, possède des courroies de transmission et même un quotidien. Elle continue sa longue marche sans avoir jamais gagné, mais sans s'être jamais renié non plus.

On pourrait croire que Philippe Héduy, qui vient de discrètement nous quitter, était le meilleur représentant de cet esprit. Son très émouvant *Au lieutenant des Taglaïts* (2), le plus beau livre sur la guerre d'Algérie, semblerait en témoigner. C'est le lire rapidement. Héduy, venu se battre volontairement dans une unité de tirailleurs, était passé quelques semaines avant moi au CEGS. Il sut en tirer le meilleur.

Chef de section et même commandant de compagnie à l'occasion sur le terrain, il fut un des très rares à rester un « soldat politique », sans doute parce qu'il avait, en son temps, su lire et bien lire *Les Réprouvés* d'Ernst von Salomon. Quand il anima ensuite *L'Esprit public*, où il imposa les ruptures nécessaires, il réussit une mue politique rarissime, se proclamant européen dans un camp qui, privé de son appendice algérien, se repliait sur l'hexagone de la France seule. Et puis, officier du rang, il avait assez vécu le communisme intégral d'une unité en opération pour ne pas avoir peur du mot de socialisme. Cela suffisait à son horizon ; mais il avait compris qu'il n'est pas de politique sans beauté ni sans morale.

L'âge, l'expérience guerrière, un certain style de vie nous rapprochait et il était normal que je me retrouve à ses côtés au milieu des années soixante. Pourtant, la guerre d'Algérie n'avait pas été pour moi le détonateur idéologique comme elle l'avait été pour lui. J'avais déjà vécu une dizaine d'années de militantisme fédéraliste et régionaliste quand j'y fus convié. L'aventure n'ébranla en rien mon jugement. Elle le confirma même et je restais assez froid devant ce qu'on nommait l'Algérie française, prélude probable de la France algérienne par les simples lois de la démographie. Ce que j'acquis par contre, avec mes camarades de la génération du djebel, c'est le mépris total de ceux qui nous avaient envoyés nous battre avant de nous trahir. En ce sens, cette longue année fut aussi déterminante dans ma vie qu'une courte semaine de juin 40. Ce fut vrai, aussi, je crois, pour Dominique Venner.

Ceux qui ont lu son *Cœur rebelle* (3) y ont découvert ce que fut la voie royale entre



SYGMA

Élu en 1956 député de Paris, Jean-Marie Le Pen laisse son écharpe au vestiaire pour coiffer le béret vert des paras de la Légion en Algérie. Il est ici décoré de la Valeur militaire par le général Massu. Au sein de sa génération, son destin peu ordinaire témoigne pour ceux qui n'ont pas renié les promesses de leur jeunesse.

toutes, qu'un jeune homme bien né pouvait ouvrir dans la jungle politique au retour des Aurès où il avait servi avec une joie sauvage dans un bataillon de chasseurs. Le combat, les complots, la captivité, la recherche doctrinale, la nécessaire aventure d'Europe-Action, qui nous vit fraternellement côte à côte, tout cet itinéraire aboutit, à travers la Fédération des étudiants nationalistes, à entreprendre la formation intellectuelle, physique, mystique et esthétique de quelques centaines de garçons, dont les meilleurs n'ont certes pas disparu sans postérité.

Un peu plus jeunes que nous, ils rêvaient de prendre, très vite, la relève de la génération du djebel. Cette aventure, née assez directement de l'expérience guerrière d'une Algérie en flammes qu'ils n'avaient pour la plupart pas connue, devait apparaître fondatrice d'un ordre ou au moins d'une école toujours vivace.

De la génération formée au dur apprentissage des pistes sans fin et parfois de la clandestinité, il ne faut pas oublier tous ceux qui se sont retrouvés dès l'origine au côté de Jean-Marie Le Pen. Quand il s'est porté volontaire en 1956, alors qu'il était le plus jeune député de l'Assemblée nationale, il avait déjà un passé de ténor estudiantin, menant la contestation au sein de l'UNEF à la tête de la « Corpo » de Droit, avant de devenir le patron de l'UDJF, la jeunesse du mouvement Poujade, ce qui le mena au parlement. Il laisse alors son écharpe au vestiaire pour coiffer pendant quelques mois le béret vert des légionnaires parachutistes, qu'il avait déjà rejoints en Indochine quelques années auparavant. Partisan de l'Algérie française, il fonde le FNAF et organise une caravane de propagande qui fait quelque bruit. Républicain à l'ancienne mode, celle de la patrie en danger et des estrades de l'an II, il était certes trop attaché à la démocratie parlementaire, au suffrage universel et au combat à visage découvert pour se lancer dans les aventures de l'OAS. Il n'augurait rien de bon des actions clandestines tout en apportant son soutien aux victimes du pouvoir.

L'un de ses adversaires est aujourd'hui un homme de sa propre génération. Jacques Chirac, servit comme sous-lieutenant au 6e régiment de marche des chasseurs d'Afrique, sur la frontière marocaine. D'avril 1955 à juin 1957, il a appartenu, sans cas de conscience, à cette génération du djebel. Que lui en est-il resté ?

L'écrivain Drieu La Rochelle, qui appartenait, lui, à la génération de la Grande Guerre, avait l'obsession de *« rester fidèle à sa jeunesse »*. Il espérait qu'à défaut de pouvoir changer le monde, au moins le monde ne le changerait pas.

Génération sacrifiée, génération gâchée, génération perdue ? Au moins, certains n'ont-ils pas voulu guérir de leur jeunesse. Comme les veilleurs se passent de main en main des torches dans la nuit, ceux-là n'ont-ils pas transmis à leurs cadets la flamme rebelle d'une *« patrie qui brûle sourdement dans quelques cerveaux hardis »* ?

J. M.

Rappelé comme officier en Algérie au 12e BCA d'octobre 1958 à octobre 1959, chef d'un commando de chasse en grande partie musulman, Jean Mabire a tiré de cette expérience un magnifique roman, *Les Hors-la-loi*, publié en 1968. Il a été réédité aux Presses de la cité sous le titre *Commandos de chasse*. Jean Mabire vient de terminer une histoire des paras britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale, *Les Diables rouges attaquent la nuit* (Jacques Grancher éditeur).

---

(1) *La Génération du djebel*, par Xavier Grall. Le Cerf, 1962.

(2) *Au Lieutenant des Taglaïts*, par Philippe Héduy. La Table Ronde, 1960.

(3) *Le Cœur rebelle*, par Dominique Venner. Les Belles Lettres, 1994.

QUINZE REPÈRES POUR COMPRENDRE

Les années soixante, années de tous les changements

PAR PHILIPPE CONRAD

Entre 1958 et 1968, tout change. Changement des représentations, des mœurs, des liens sociaux. Amorcé depuis longtemps, voici le triomphe de la « modernité » mécanique, quantitative et niveleuse. Consommation de masse, américanisation et individualisme absolu. Mort du modèle républicain d'intégration, crise de la démocratie asservie à l'argent et aux lobbies. Voici la « société du spectacle » décrite par Guy Debord, le « grand hospice occidental » dénoncé par Edward Limonov. Apparaissent aussi de nouvelles révoltes et de nouveaux espoirs. Quinze repères pour comprendre.

1. La fin de la décolonisation et le chaos africain.
2. La fin de la guerre d'Algérie et l'OAS.
3. Les mutations sociales des Trente Glorieuses.
4. La télévision entre en politique.
5. L'université de masse.
6. Le laxisme éducatif. Sexe, drogue et musique.
7. La nouvelle condition féminine.
8. Le problème de l'immigration.
9. La réconciliation franco-allemande.
10. Le Mur de Berlin et le Printemps de Prague.
11. Vatican II, les métamorphoses de l'Église. La prolifération des sectes.
12. Maoïsme et castrisme.
13. La crise américaine. Droits civiques et guerre du Vietnam.
14. Apollo sur la Lune.
15. Le conflit israélo-arabe et la résistance palestinienne.

1. La fin de la décolonisation et le chaos africain

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Philippines, l'Inde, l'Indonésie et l'ancienne Indochine française ont peu à peu accédé à l'indépendance dans des conditions plus ou moins dramatiques. Encouragé par les deux superpuissances, le mouvement de décolonisation s'est accéléré au cours des années cinquante, qui ont vu se constituer à Bandung, en 1955, un bloc « afro-asiatique » aux limites encore incertaines qui deviendra bientôt ce qu'Alfred Sauvy baptisera le « tiers monde ». A cette époque, si l'on excepte l'Algérie, les différents pays d'Afrique du Nord ont déjà acquis ou s'apprêtent à obtenir leur indépendance. Tout reste à faire en revanche en Afrique noire. C'est la Gold Coast britannique qui, sous le nom de Ghana et sous la houlette du docteur Nkrumah, devient en 1957 le premier État indépendant d'Afrique noire, si l'on excepte toutefois le cas de l'Éthiopie. En 1958 quand le général de Gaulle propose aux différents territoires de l'Union française d'adhérer à la « Communauté », seule la Guinée de Sékou Touré s'y refuse et obtient ainsi immédiatement son indépendance.

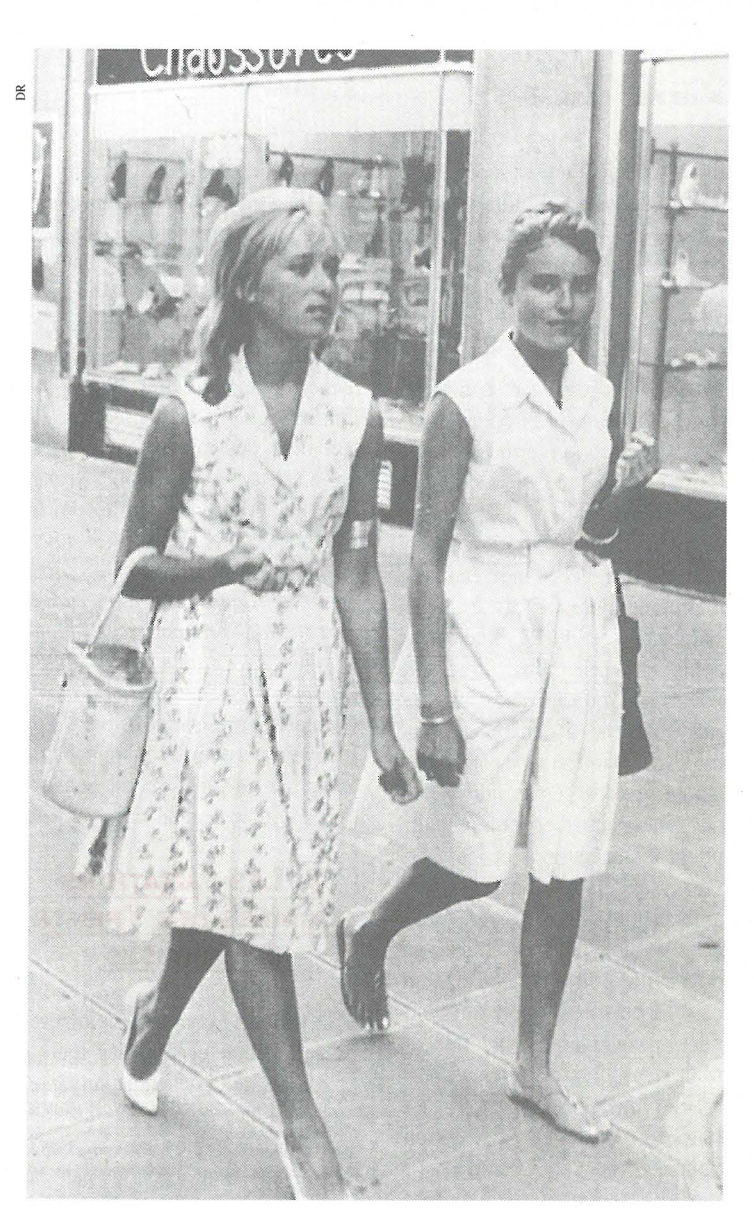
La création de l'Union française au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la formation, à travers le Rassemblement démocratique africain, d'un encadrement politique indigène de qualité et la loi-cadre Defferre de 1956 ont créé des conditions plutôt favorables, et la politique de coopération mise en œuvre au moment des indépendances a fait que les choses se sont plutôt bien passées, notamment au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger ou au Gabon. Le Tchad, où les nomades du nord n'acceptent pas le pouvoir des sédentaires noirs majoritaires du sud qu'ils réduisaient

jadis en esclavage, constitue l'exception puisque, dès les années soixante commence une guerre qui va durer plus de vingt ans. Ce n'est qu'un peu plus tard que les rêves impériaux de Bokassa Ier en Centrafrique et les orientations « socialisantes » du Congo ou de Madagascar conduisent, comme en Guinée, à des catastrophes.

Confrontés dans les années cinquante à la révolte des Mau-Mau du Kenya, les Anglais accordent eux aussi l'indépendance à leurs anciens territoires d'Afrique orientale et australe. Ce sera l'occasion d'une véritable descente aux enfers pour l'Ouganda, jadis perle de l'Empire, plongé durant plusieurs décennies dans le chaos de guerres ethniques et soumis un temps à la dictature ubuesque d'Idi Amin Dada. La « voie tanzanienne vers le développement » se révèle aussi être un attrape-nigaud pour les adeptes de l'idéologie tiers-mondiste. En Rhodésie du Sud, il faudra attendre 1977 pour que survienne l'indépendance zimbabwéenne (noire), alors que derrière l'intrépide Ian Smith la minorité blanche avait proclamé unilatéralement en 1965 une indépendance destinée à préserver sa position dominante. Le cas du Nigeria va se révéler particulièrement dramatique puisque, de 1967 à 1970, la minorité ibo du Biafra va se lancer dans une entreprise désespérée de sécession qui, sur fond d'intérêts pétroliers, et avec le soutien de mercenaires recrutés par la France, fera plus d'un million de morts. L'ancien Congo belge, devenu en 1960 la République démocratique du Congo (pour prendre quelques années plus tard le nom de Zaïre), sera plongé d'emblée dans le chaos le plus total. Cadre politique totalement artificiel dans lequel aucune ethnie dominante ne peut prétendre s'affirmer, convoité pour les richesses minières du Katanga, plate-forme géostratégique essentielle au centre de l'Afrique, le pays va connaître une série d'épisodes chaotiques, de l'opposition initiale entre Joseph Kasavubu et Patrice Lumumba à la prise de pouvoir par le colonel Mobutu, en passant par la sécession du Katanga de Moïse Tschombé (soutenu par des mercenaires français et belges), le meurtre de Lumumba, la révolte de la province orientale... Nullement préparé à l'indépendance, laissé à lui-même, le malheureux Zaïre va être la proie d'un clan qui va le laisser en ruines, malgré l'immense potentiel dont il dispose.

Appuyées sur l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud, les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique connaîtront une guerre de libération dès le début des années soixante qui auront des répercussions directes au Portugal même, en précipitant la chute du régime du président Salazar. Il faudra cette « révolution des œillets », survenue à Lisbonne en 1974, pour que ces territoires accèdent à l'indépendance l'année suivante, une quinzaine d'années après que la grande vague décolonisatrice a touché le continent noir. En 1994, le transfert du pouvoir en Afrique du Sud à la majorité noire au détriment de la minorité blanche marque la dernière étape de la décolonisation entendue comme l'éviction des anciens colonisateurs d'origine européenne. La même année sera perpétré au Rwanda, avec la complicité des autorités françaises, le génocide des Tutsi par les Hutu du nord.

DR



Au temps heureux d'Alger la française... Quand venait l'été, les filles traversaient la ville comme un royaume, faussement indifférentes sous le regard des garçons.

2. La fin de la guerre d'Algérie et l'OAS

Revenu au pouvoir en 1958 à la faveur de l'insurrection algéroise du 13 mai, le général de Gaulle s'est solennellement engagé à conserver l'Algérie à la France. Les discours qu'il prononce en juin, à Alger et à Mostaganem sont sans ambiguïté sur ce point. Pourtant, s'il ordonne à l'armée de combattre avec toujours plus de vigueur contre une rébellion rapidement exsangue, il recherche secrètement une solution politique. Le discours sur l'autodétermination de septembre 1959 suscite les plus grandes inquiétudes dans la population européenne d'Algérie et la semaine des Barricades de janvier 1960 (voir notre n° 21) montre l'ampleur de son désespoir et sa révolte. Les craintes des pieds-noirs, celles des musulmans engagés aux côtés de la France et la colère de bon nombre de militaires que l'on avait convaincus d'engager leur parole vis-à-vis des populations ralliées, annoncent dès ce moment un dénouement difficile. C'est dans ces conditions que se déclenche, le 22 avril 1961, le putsch du général Challe dont les instigateurs espèrent qu'il va permettre d'inverser le cours des choses. Mais, de Gaulle n'est pas Pierre Pflimlin au moment du 13 mai 1958. De plus, l'opinion métropolitaine, lassée d'une guerre interminable, fait majoritairement confiance au Général pour trouver une issue. De Gaulle sort victorieux de cette crise mais il faut attendre le 19 mars 1962 pour qu'un cessez-le-feu soit conclu avec les représentants du

FLN, prélude à une indépendance prévue pour le 1er juillet suivant. Abandonné et désespéré, le peuple européen d'Algérie se lance, avec nombre de militaires entrés en rébellion dans une ultime résistance. Contre les « barbouzes » du régime et contre les forces loyalistes, les combattants de l'Organisation armée secrète (OAS), constituée au lendemain du putsch de 1961, multiplient les coups de main et les attentats qui trouvent un écho inquiétant en métropole même. C'est un drame sanglant que vit l'Algérie au cours du printemps 1962 qui voient les troupes françaises tirer, rue d'Isly, le 26 mars, sur une foule de manifestants pacifiques, tandis que les commandos Delta du lieutenant Degueldre multiplient les exécutions et les sabotages. Au début de l'été, dans une ambiance apocalyptique, plus d'un million de pieds-noirs vont devoir fuir leur terre natale, française depuis cent trente ans, sans que le gouvernement français n'ait rien prévu pour les secourir et sans que personne en France, hormis quelques exceptions notables, ne leur manifeste la moindre solidarité. Simultanément, les autorités françaises se rendent coupables d'un véritable crime contre l'humanité en livrant volontairement au massacre des égorgeurs des dizaines de milliers de musulmans fidèles, préalablement désarmés, ceux qu'on appelait les « harkis ». Le drame entamé par la rébellion de 1954 venait de loin mais son issue fut sans doute la pire de toutes celles qui pouvaient être imaginées. A l'inverse, le général de Gaulle a sans doute eu raison de penser que *« la France de Dunkerque à Tamanrasset »* ne correspondait plus à une réalité et ses confidences sur ce point à Alfred Sauvy et Alain Peyrefitte étaient sans doute prémonitoires. Aussitôt dénoncés par l'économiste Maurice Allais, les accords d'Évian mettaient l'Algérie à la merci d'une minorité terroriste, dont on a vu ce qu'elle a fait d'un pays jadis prospère. Dans le même temps, ils amorçaient la sombre fatalité d'une immigration massive et jamais contrôlée. Le général de Gaulle était certainement fondé à vouloir libérer la France du *« boulet algérien »*, tant pour des raisons extérieures qu'intérieures. A son jeune ministre Alain Peyrefitte, le 5 mars 1959, il confiait : *« Si nous faisions l'intégration, si les Arabes d'Algérie étaient considérés comme Français,* [...] *mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées ! »* L'ennui, c'est que, quarante ans après, ce que le Général pensait éviter semble se réaliser.

3. Les mutations sociales des Trente Glorieuses

C'est au cours des années soixante et dans les toutes premières de la décennie suivante que la France connaît les taux de croissance les plus élevés. Pays vieilli en 1940, écrasé par la défaite, en charge d'un empire colonial devenu anachronique et qui ne lui donne plus que l'illusion d'être encore une grande puissance, elle se trouve transformée en champ de ruines par les bombardements et les combats de la Libération. C'est quasi miraculeusement qu'elle retrouve en 1945 un rang international qui ne paraît guère en rapport avec ses capacités réelles. Mais le grand effort de reconstruction et de modernisation engagé dès avant 1945 va rapidement porter ses fruits. Le renouveau démographique spectaculaire de l'après-guerre, l'apport de l'aide Marshall et les premières étapes de la construction économique de l'Europe constituent autant d'atouts pour un pays qui a su exploiter ses riches potentialités. La production se rétablit rapidement et connaît une croissance continue dont les fruits, largement redistribués par l'État-Providence mis en place à la Libération, assurent au plus grand nombre une hausse rapide du niveau de vie. Dès la fin des années cinquante, le pays entre dans l'ère de la société de consommation. L'équipement des ménages s'améliore régulièrement, ce que symbolise l'immense succès remporté par le salon annuel des Arts ménagers. Réservée à une minorité de privilégiés, l'automobile devient un bien répandu dans toutes les couches sociales. Les conditions de logement s'améliorent et la télévision s'impose en une dizaine d'années comme le principal loisir populaire. Le passage, en 1956, à la troisième semaine de congés payés permet, au cours des années suivantes, l'explosion du phénomène des vacances et du tourisme de masse. Parallèlement à ces diverses évolutions, la population active agricole diminue rapidement. Elle représentait encore un tiers des actifs et les ruraux étaient encore la moitié de la population en 1945, elle aura baissé de plus de deux tiers une génération plus tard et moins du quart des Français habiteront encore à la « campagne ». Les banlieues périurbaines connaissent un essor très

4. La télévision entre en politique

En décembre 1965, les Français élisent, pour la première fois depuis 1848, un président de la République au suffrage universel, en application de la modification constitutionnelle, approuvée par référendum en 1962. Plusieurs candidats sont en présence. Le Général lui-même (75 ans). En face, Jean Louis Tixier-Vignancour, candidat des anciens partisans de l'Algérie française, a fait campagne le premier. François Mitterrand réalise un retour spectaculaire, s'imposant comme le candidat unique des gauches, tandis que Jean Lecanuet porte les couleurs du MRP et de la droite indépendante devenue antigaulliste (futur Centre démocrate). Cette dernière candidature explique l'humiliation de la mise en ballottage, au premier tour, du général de Gaulle, qui sera élu sans difficultés au second, face à François Mitterrand. Cette élection, qui va structurer pour longtemps la vie politique française, entraîne une personnalisation du pouvoir qui correspond aux aspirations profondes du pays dont l'attachement à la « monarchie républicaine » propre à la Ve République ne se démentira pas. Elle voit également apparaître les sondages d'opinion comme un ingrédient de la vie politique. Elle révèle enfin le rôle grandissant joué par la télévision, dont toutes les familles françaises sont désormais équipées. Proche initialement de l'ultra-gauche, fondateur de l'Internationale situationniste, Guy Debord a théorisé dans **La Société du spectacle** *(1967) l'envahissement planétaire de l'image comme* **« le règne autocratique de l'économie marchande »**. *Vingt-cinq ans après, dans ses* **Commentaires sur la société du spectacle** *(Folio, 1992), il affinait ses positions au point de rejoindre un roboratif pessimisme réactionnaire.*


DR

Guy Debord (1931-1994).

rapide et accueillent les populations chassées par l'exode rural. En même temps que se développe une nouvelle France urbaine, celle des grands ensembles, des « barres » ou des « tours », ce qui restait de la civilisation rurale traditionnelle, avec sa sociabilité particulière, disparaît dans les campagnes elles-mêmes où les standards de vie et de consommation, déterminés par la télévision, sont désormais ceux des populations urbaines. L'essor du bâtiment et des travaux publics, qui va de pair avec l'urbanisation et la réalisation de grandes infrastructures, notamment autoroutières, ouvrent également la voie, du fait des énormes sommes investies, à des trafics politico-financiers dont certains défraient la chronique judiciaire, du scandale de la Garantie foncière à celui de la Villette, en attendant mieux.

5. L'université de masse

Demeurée élitiste jusqu'aux années soixante, l'Université accueillait principalement les « héritiers » honnis par le sociologue Pierre Bourdieu, mais aussi les produits issus de l'admirable « méritocratie républicaine » que l'École publique avait su réaliser dans les deux premiers tiers du siècle. Tout change avec la croissance économique et la modernisation du pays qui augmentent des besoins d'encadrement que ne peuvent plus satisfaire les grandes écoles et l'enseignement supérieur de jadis. On passe de 200 000 étudiants en 1958 à 500 000 en 1968. La pression des jeunes générations du « baby boom » impose au lendemain des événements de 1968, un accès toujours plus large aux universités, censées accueillir désormais des bacheliers dont le nombre va se multiplier par dix en une trentaine d'années. La loi Edgar Faure engendre une multiplication des universités, dotées désormais d'une certaine autonomie gâchée par un système électoral qui accorde une influence disproportionnée aux syndicats étudiants contrôlés par l'extrême gauche. L'inflation des effectifs et la totale liberté d'accès aux études supérieures pour les titulaires d'un baccalauréat d'un niveau de plus en plus modeste vont entraîner la coexistence de formations de qualité très inégale. Classes préparatoires, grandes écoles, universités d'excellence, filières sélectives et formations professionnalisées de haut niveau vont ainsi recruter les meilleurs éléments issus de l'enseignement secondaire alors que la plupart des universités seront amenées à dispenser un enseignement ne débouchant que

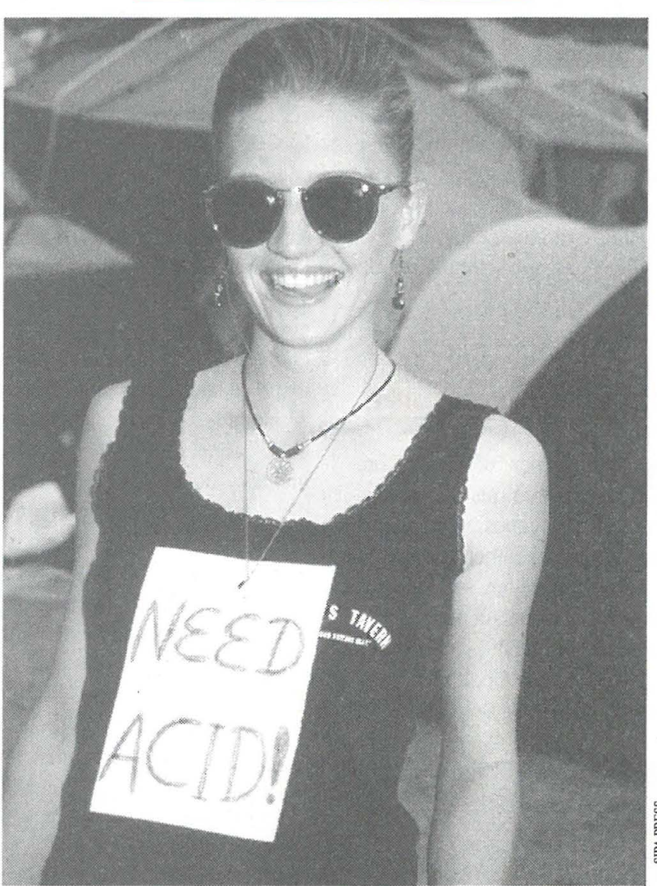
Détruire l'histoire

A l'instar de l'anthropologie structurale, toutes les sciences humaines pourchassent l'ethnocentrisme. C'est le cas, en premier lieu, de l'histoire : afin de purger le présent de tout impérialisme culturel, les historiens ne déroulent plus le fil du temps, ils le brisent et nous enseignent à *ne pas* retrouver dans nos ancêtres l'image ou l'esquisse de nous-mêmes. A l'encontre de leur vocation traditionnelle qui était de nous rendre la mémoire de notre passé, ils dérobent celui-ci à notre emprise, ils marquent la coupure qui nous en sépare, ils le montrent dans son altérité radicale [...]. Selon la forte expression de Michel Foucault, ils travaillent à *« mettre en morceaux ce qui permettrait le jeu consolant des reconnaissances »*.

ALAIN FINKIELKRAUT

***La Défaite de la pensée.* Folio-Gallimard, 1989, p. 82-83.**

6. Le laxisme éducatif
Sexe, drogue et musique



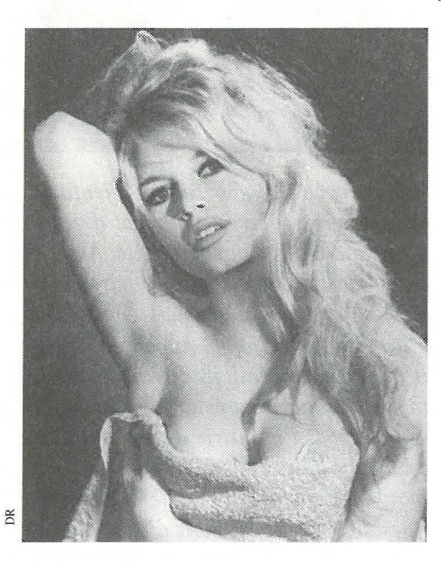
SIPA PRESS

L'arrivée à l'âge de l'adolescence des générations d'enfants nées du « baby-boom » d'après-guerre, combinée avec la croissance économique et l'abandon, à l'imitation des Américains, du modèle d'éducation autoritaire traditionnel ont engendré le phénomène des « jeunes », perçus désormais comme les représentants d'une catégorie sociale spécifique. Appelés à entrer de plus en plus tard dans le monde du travail, ils se voient reconnaître dès l'adolescence une autonomie beaucoup plus large, ce qui a créé de nouveaux marchés pour l'industrie du disque et du loisir. La mode du laxisme éducatif a des causes multiples. Elle a trouvé dans le Dr Spock, mort en 1998, son prophète le plus éloquent. Ses livres, vendus à des dizaines de millions d'exemplaires aux USA et en Europe, ont révolutionné l'éducation des enfants. Militant pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, le Dr Spock a fini par reconnaître en 1974 qu'il était allé trop loin dans ses recommandations du « laisser-faire » éducatif, sous prétexte d'éviter les conflits avec les enfants. Alors que les années cinquante avaient révélé, à travers le phénomène des « blousons noirs », l'existence d'une jeunesse rebelle issue des classes populaire, les années « yé-yé », marquées par le triomphe de Johnny Halliday, des Beatles ou de Joan Baez, apparaissent beaucoup plus consensuelles et aboutissent aux vastes communions **Peace and Love** ***symbolisées par le célèbre festival de Woodstock, en août 1969, sur fonds de drogues douces et dures. C'est l'époque des premières expériences avec le LSD, l'inflation du « joint ». On ne se drogue pas seulement sur les campus. L'épidémie touche le contingent américain au Vietnam, une déchéance à laquelle échappa l'armée française de la guerre d'Algérie.***

sur des perspectives d'insertion professionnelle décevantes. Avec des effectifs étudiants doubles de ceux de l'Allemagne fédérale, la France a fait le choix d'une « démocratisation » qui, en reportant à plus tard les sélections inéluctables, va fausser en fait le jeu de la nécessaire circulation des élites.

7. La nouvelle condition féminine

Aboutissement d'un long combat entamé par les suffragettes britanniques, l'émancipation féminine franchit dans les années soixante un seuil décisif. Réduites à un statut juridique et politique inférieur – notamment en France par le Code civil napoléonien – les femmes ont obtenu le droit de vote dès le début du siècle dans les pays anglo-saxons et scandinaves, puis en Allemagne et en Russie soviétique avant qu'il leur soit accordé en France et en Italie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La part grandissante qu'elles ont prise aux diverses activités professionnelles, phénomène accéléré par l'essor très rapide du secteur tertiaire, n'a fait que renforcer leur position, à un moment où les progrès de la société de consommation faisaient naturellement de la « ménagère » et de son « panier » la cible privilégiée de la publicité. Le succès commercial remporté par la presse féminine prend, dès les années cinquante, la dimension d'un phénomène de société, au moment où la démocratisation des études secondaires donne aux jeunes filles les mêmes atouts qu'aux garçons dans la compétition professionnelle. La libéralisation des mœurs, l'affaiblissement du cadre moral traditionnel, la revendication du plaisir sans contraintes exprimé en Mai 68, les modèles fournis par les héroïnes du « star system » et l'évolution des modes vestimentaires contribuent aux changements. Autorisé et généralisé à partir de 1967, le recours à la « pilule » contraceptive est d'une importance capitale pour la « condition féminine », mais il engendre dès 1972 un déficit de natalité immédiatement signalé par les démographes comme porteur à terme d'un vieillissement dangereux de la population. Simultanément, la revendication du « libre usage de leur corps » pousse les émules de l'Américaine Betty Friedman à exiger davantage. La liberté d'avortement est inscrite dans la loi à partir de 1974.


DR

Et Dieu créa la femme… ***Brigitte Bardot, la Française la plus célèbre dans le monde entier, aujourd'hui traînée devant les tribunaux pour avoir dit tout haut sur l'immigration ce que beaucoup pensent tout bas.***

8. Le problème de l'immigration

Dans les dernières décennies du XIXe siècle, la France avait favorisé une immigration d'origine européenne. La chute de la natalité qui l'affecte alors, contemporaine de l'explosion démographique des pays voisins, (Belgique et Italie), explique ce phénomène, bientôt aggravé par les pertes terribles de la Première Guerre mondiale. La proximité culturelle et l'efficacité du moule assimilateur organisé autour d'un cadre républicain vivant, d'un patriotisme fervent et d'une école publique efficace, permettent alors, en une ou deux générations, sans heurts importants, une assimilation satisfaisante dans la nation française. La reconstruction et la modernisation nécessaires du pays entreprises après 1945, suivies d'une longue période de croissance, ont révélé des besoins de main-d'œuvre considérables que ne peut satisfaire la généralisation progressive du travail féminin. Plutôt que de moderniser l'outil de production, le patronat aura recours à l'immigration. Celle-ci concerne désormais des contingents étrangers issus de régions de plus en plus diverses, notamment d'Afrique du Nord puis d'Afrique noire ou de Turquie. Cette main-d'œuvre peu qualifiée y trouve son avantage. La crise qui débute en 1973, et le chômage qu'elle engendre, aurait dû mettre un terme à l'immigration de travail qui s'était développée au cours des décennies précédentes. Mais la décision prise en 1975 par le président Giscard d'Estaing et son Premier ministre Jacques Chirac de favoriser le « regroupement familial », avec les avantages et privilèges qui s'ensuivent, a un effet de « pompe aspirante » en direction

9. La réconciliation franco-allemande


AFP

Disparu en 1967, le chancelier Konrad Adenauer fut le père fondateur de la nouvelle Allemagne et l'artisan de son entente avec la France. Opposant démocrate-chrétien au IIIe Reich, c'est lui qui, dans le contexte de la guerre froide, établit la République fédérale, créée en 1949 à partir des trois zones d'occupation des alliés occidentaux. Divisé et dévasté, mis au ban des nations après sa défaite de 1945, le pays va pourtant réaliser au cours des années suivantes, un redressement jugé « miraculeux » par beaucoup. Dès 1960, l'Allemagne est redevenue la première puissance économique et commerciale du continent et la construction européenne entamée en 1950 et confirmée en 1957 par la création du Marché commun contribue à renforcer une croissance qui connaîtra tous ses développements sous la direction de Ludwig Erhard. Avant de se retirer de la vie politique, Adenauer a été l'artisan, avec le général de Gaulle, de la réconciliation franco-allemande scellée par le traité de l'Élysée de 1963.

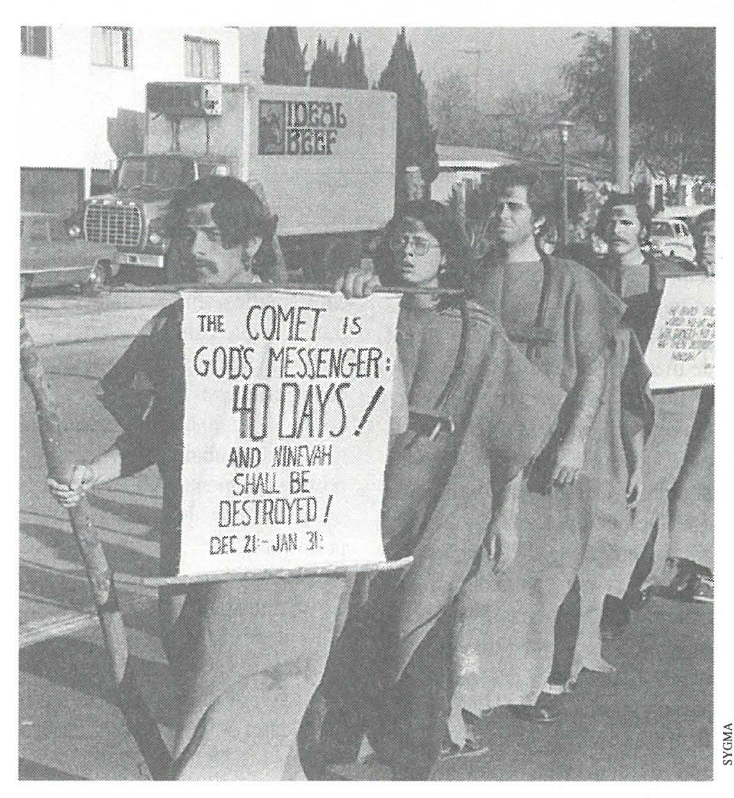
des pays pauvres du Maghreb et d'Afrique noire. Certains apprentis sorciers voient dans l'arrivée massive de populations étrangères à l'Europe le moyen de réaliser leur grand rêve de destruction de la communauté nationale. Découvrant tardivement les effets d'une politique qu'il avait contribué à promouvoir, l'ancien président Giscard d'Estaing écrira dans *Le Figaro-Magazine* du 21 septembre 1991 : « *Le type de problème auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration vers celui de l'invasion.* »

10. Le Mur de Berlin et le Printemps de Prague

L'Empire soviétique apparaît au faîte de sa puissance au cours des années soixante. Nikita Khrouchtchev s'est imposé à sa tête et la déstalinisation n'a pas empêché Moscou d'écraser dans le sang, en 1956, la rébellion hongroise et d'imposer en Pologne, pour près de quinze ans, un retour à l'ordre qui ne sera troublé qu'en 1970, lors des premières émeutes déclenchées dans les chantiers de la Baltique. Les succès remportés dans la course à l'espace, et l'accroissement de son potentiel militaire et nucléaire font de l'URSS une puissance mondiale toujours plus redoutable. A la mi-août 1961, la construction du mur de Berlin a souligné, treize ans après la mise en place du rideau de fer, la division de l'Europe. Conforté par la création, en 1956, du pacte de Varsovie, qui se voulait une réponse au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, le bloc soviétique est placé sous l'entière domination de Moscou. La mise à l'écart de Khrouchtchev en 1964 ne change rien à l'affaire et quand Alexandre Dubcek tente de mettre en œuvre en Tchécoslovaquie, avec le Printemps de Prague, un « communisme à visage humain », l'expérience tourne court. Le « triangle de Bohême » a une importance stratégique beaucoup trop grande. Moscou peut tolérer les gesticulations nationales-communistes d'un Ceaucescu en Roumanie, mais il ne peut en être ainsi à Prague. Le 20 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie pour imposer le départ des réformateurs et mettre en place une équipe considérée comme sûre par Leonid Brejnev et les dirigeants soviétiques. Douze ans après l'écrasement du soulèvement national hongrois, cette intervention brutale va contribuer à révéler à beaucoup – demeurés jusque-là sourds et aveugles – la nature profonde du communisme soviétique. Dans les nations européennes de l'Est soumises à son joug, elle contribuera aussi au développement d'une nouvelle résistance qui triomphera à partir de 1989, sans jamais avoir reçu le soutien des démocraties occidentales.

11. Vatican II et les métamorphoses de l'Église catholique

Successeur de Pie XII, mort en 1958, le pape Jean XXIII a annoncé, dès octobre 1959, son projet de convoquer un concile œcuménique, le premier depuis celui réuni par Pie IX au Vatican en 1870. Il s'agit, dans son esprit, d'assurer un « aggiornamento » de l'Église catholique, dans la crainte qu'elle n'apparaisse comme une force du passé, attachée à une tradition devenue anachronique. En octobre 1962 s'ouvre le concile de Vatican II, qui réunit 2 400 ecclésiastiques chargés de préparer les mutations nécessaires. Disparu en juin 1963, Jean XXIII ne connaîtra que la première session du concile, qui en comptera trois autres sous le pontificat de Paul VI avant de se clore à la fin du mois de décembre 1965. Contre son prédécesseur, qui n'avait jamais varié dans son anticommunisme, Jean XXIII avait déjà reconnu aux chrétiens la liberté de leurs choix politiques. Le souci de l'œcuménisme pousse à des concessions doctrinales qui doivent faciliter le dialogue avec les autres Églises chrétiennes comme avec les autres religions monothéistes. Les juifs sont lavés de l'accusation d'être le peuple « déicide », responsable de la mort du Christ. Les langues vernaculaires sont substituées au latin dans la liturgie et la liberté religieuse est reconnue à tous. Au-delà de ces décisions, qui visent à donner de l'Église une image plus tolérante et plus ouverte, le concile l'a également présentée, en faisant une large place au clergé extra-européen, comme l'expression d'une nouvelle communauté catholique résolument cosmopolite et dégagée de ses anciennes attaches européennes.



L'aggiornamento catholique réalisé par les papes Jean XXIII et Paul VI a laissé bon nombre de fidèles insatisfaits. En privilégiant l'action sociale et humanitaire, les Églises chrétiennes ne satisfont plus le besoin de sacré et de mystère. C'est tout naturellement que les sectes – qu'elles soient d'origine protestante, comme les Témoins de Jéhovah et les adventistes, ou issues d'un orientalisme de bazar comme le mouvement Haré Krishna – développent rapidement leur influence. La tentation du repli, le refus d'un progrès **a priori** ***hostile et le succès d'un ésotérisme de grande consommation témoignent de l'apparition de cette « seconde religiosité » postérieure à l'effondrement des religions traditionnelles et caractéristique, selon Oswald Spengler, des phases de dissolution d'une civilisation.***

12. Maoïsme et Castrisme

Deuxième puissance communiste du monde depuis 1948, la Chine de Mao Zedong a rompu dès 1960 avec le grand frère soviétique, suspecté de volonté hégémonique et de « réformisme ». L'échec retentissant du « grand bond en avant » et des communes populaires ne suffit pourtant pas à remettre en cause la légitimité révolutionnaire du « Grand Timonier » aux yeux des intelligentsias de gauche occidentales qui voient en lui le cham-

pion d'un « vrai » communisme, depuis que la déstalinisation a terni celui de l'URSS. Elle applaudit à la « Révolution culturelle », se met à lire le petit *Livre rouge* et interprète les massacres des Gardes rouges comme autant de manifestations du progrès et de la liberté, aveugle au chaos sanglant dans lequel s'enfonce le pays. Jouant les arbitres, l'armée populaire restaurera l'ordre au bout de quelques années de folie qui ont coûté des dizaines de millions de vies. C'est durant ces années que le maoïsme, forme la plus avancée et la plus stupidement fanatique des diverses pathologies soixante-huitardes, fleurit en France, avec la complicité d'intellectuels aussi institutionnels qu'un Louis Althusser, profitant du prestige que lui vaut, tout comme le castrisme, son caractère exotique.

Parvenu au pouvoir à La Havane en 1959, grâce à la CIA, Fidel Castro est entré rapidement en conflit avec Washington, les Américains voulant contrôler de près ce qui se passe dans leur « arrière-cour » de la mer des Caraïbes. Le rapprochement du nouveau régime cubain avec l'Union soviétique est consécutif aux manœuvres hostiles engagées par Washington à son égard et les dirigeants du Kremlin sont enchantés de l'aubaine qui leur offre un allié à une distance aussi proche des côtes américaines. L'échec lamentable de l'opération de la baie des Cochons montée par la CIA en avril 1961 pour renverser Castro amène celui-ci à rechercher encore davantage la protection de l'URSS. La mise en place, en 1962, de sites de lancement de fusées susceptibles de menacer directement le territoire américain provoque une violente réaction de Kennedy qui donne l'ordre à la CIA d'assassiner Castro et prend le risque d'un affrontement direct avec l'URSS. Le 27 octobre 1962, après plusieurs jours d'extrême tension, la crise se dénoue sur un recul apparent des Soviétiques puisque Khrouchtchev accepte de démanteler les sites de lancement en cause. Il obtient toutefois des contreparties en Turquie et en Iran. Chaque camp peut crier victoire, mais le principal vainqueur de la crise est Fidel Castro. Au cours des années suivantes, la révolution cubaine, qui se rallie progressivement à un communisme pur et dur, devient un modèle pour toutes les guérillas qui se développent en Amérique latine. Ce socialisme tropical va séduire bon nombre d'intellectuels de gauche occidentaux déçus par l'Union soviétique. Des campus américains à Nanterre ou à Berlin, la figure incertaine mais romantique de Che Guevara, tué en Bolivie en 1967, fera rêver les étudiants soixante-huitards en manque de héros.

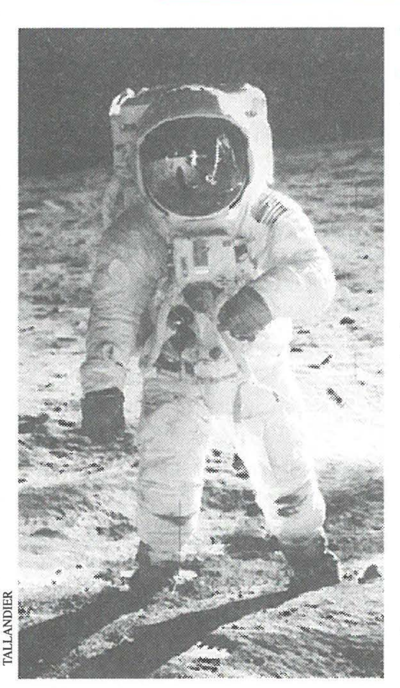
13. La crise américaine – Droits civiques et guerre du Vietnam

Au début des années soixante, les États-Unis assurent à eux seuls 40 % de la production mondiale et le défi lancé par John Kennedy pour assurer à l'Amérique la victoire dans la course à la Lune se conclut, dix ans plus tard sur un succès complet. Parallèlement, Washington a su également reprendre le leadership militaire que lui contestait l'URSS, notamment dans le domaine nucléaire. Mais l'Amérique victorieuse de 1945, sûre d'elle-même et de son bon droit sous la houlette d'Harry Truman et de Dwight Eisenhower, connaît cependant, au cours des années soixante, une crise dans laquelle certains voient, de manière prématurée, l'annonce d'un déclin inéluctable. Ces années-là enregistrent en effet le fiasco de la baie des Cochons, l'assassinat demeuré mystérieux du président Kennedy, l'engagement toujours plus poussé dans le bourbier vietnamien, la révélation d'une grave « question noire » et l'émergence d'une génération en rupture avec la manière d'être de celle qui l'avait précédée. De plus, l'hégémonie économique et commerciale américaine, indiscutée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, commence à être contestée par des concurrents japonais et européens de plus en plus dynamiques.

En imposant aux États du Sud la fin de toute discrimination raciale, le pouvoir fédéral avait cru en finir avec une question noire que les discours du pasteur Martin Luther King et les marches non violentes qu'il organisait avaient largement popularisée. Mais au même moment, les ghettos noirs du Nord, du Middle West et de Californie vont additionner les « étés chauds » difficilement maîtrisés par la Garde nationale. Les populations noires et pauvres du Nord se perçoivent comme les victimes d'un sort injuste. Derrière Malcom X, le leader des Black Muslims, Elridge Cleaver, celui des Black Panthers, ou l'intellectuelle communiste Angela Davis, elles réclament l'établissement, au nom d'un racisme à rebours, d'un « *Black Power* » de nature révolutionnaire. L'Amérique des années soixante, qui voit ses athlètes noirs lever le poing sur le podium des Jeux de Mexico, va venir à bout de l'agitation des ghettos de Harlem, de Newark, de Chicago, de Detroit ou de Watts, mais les tensions raciales demeurent lourdes de menaces pour l'avenir.

C'est aussi au cours de ces années que les USA s'engagent progressivement dans une guerre du Vietnam qui va bientôt se transformer en cauchemar. Après les accords de Paris de juin 1954, les Américains ont pris le relais des Français au Sud-Vietnam que menace le Nord communiste, s'appuyant d'abord sur le gouvernement Diem, avant de s'en débarrasser, sans jamais parvenir à établir à Saigon un pouvoir poli-

14. Apollo sur la Lune


TALLANDIER

Le 21 juillet 1969, Neil Armstrong et Edwin Aldrin débarquent du Lunar Exploration Module baptisé Eagle *dans la mer de la Tranquillité. L'Amérique vient de remporter la victoire dans la course à la Lune entamée douze ans plus tôt avec le lancement, par l'URSS, du premier satellite artificiel, le Spoutnik. Les Soviétiques ont été les premiers à réaliser des vols humains et, dès septembre 1959, Luna 2 était venue percuter la Lune. En 1961 le président Kennedy prenait pourtant le pari d'envoyer des Américains sur la Lune avant dix ans et, contre toute attente, le pari sera tenu. Les énormes moyens mis à la disposition de la NASA, les succès régulièrement remportés à partir de 1964 par le programme Apollo, ainsi nommé en référence au dieu solaire des Hellènes, permettent aux USA de sortir vainqueurs de la compétition pour la conquête et le contrôle de l'espace.*

tique solide et durable. Face à la pression des maquis communistes du Vietcong, Washington expédie d'abord des « conseillers » toujours plus nombreux puis s'engage, à partir de 1965, dans des bombardements aériens du Nord-Vietnam qui ont pour effet de mobiliser une bonne partie de l'opinion internationale en faveur du régime de Hanoi qui fait figure de victime. C'est sur la promesse qu'il sortira rapidement l'Amérique de ce piège que Richard Nixon est élu président en 1968. La guerre mobilise en effet contre elle une partie non négligeable de la jeunesse universitaire américaine. Les premières communautés hippies voient le jour, en même temps que se développent l'usage des drogues (qui contamine l'armée), les revendications en faveur de la liberté sexuelle et le soutien agressif à toutes les minorités « opprimées », femmes, homosexuels, Noirs, etc. La jeunesse américaine des années soixante, qui se reconnaît dans les chansons de Joan Baez et de Bob Dylan et jette désormais un regard critique sur l'épopée des pères fondateurs de la nation ou sur le génocide des Indiens, témoigne du doute et de la mauvaise conscience qui minent désormais la « République impériale », au nom d'une idéalisation des « victimes » qui gagne tout le monde occidental.


AFP

Une jeune Palestinienne des territoires occupés dissimule son visage tandis que patrouillent des soldats israéliens, l'arme à la main.

15. Le conflit israélo-arabe et la résistance palestinienne

Les années soixante se révèlent particulièrement agitées dans la poudrière proche-orientale. Malgré le prestige de Nasser (1918-1970), le panarabisme n'en est pas moins mis à rude épreuve par les orientations divergentes que prennent l'Égypte, la Syrie et l'Irak, alors que les États-Unis confirment leur influence dans la péninsule arabique ou en Jordanie, sans souffrir du coup d'État réussi en Libye par le colonel Khadafi en 1969. La grande affaire de la région demeure, bien entendu, le conflit israélo-arabe. Victorieux de ses ennemis arabes en 1948-49 et en 1956, l'État d'Israël remporte en 1967, à l'occasion d'une guerre préventive de six jours, un véritable triomphe sur ses adversaires, totalement surpris. Tsahal a conquis alors l'ensemble de la péninsule du Sinaï, privant ainsi l'Égypte de l'exploitation du canal de Suez, qui constituait l'une de ses principales ressources. A l'est, les Israéliens sont allés installer leur frontière militaire sur les rives du Jourdain et se sont emparés au nord, aux dépens de la Syrie, du plateau stratégique du Golan. Enfin, ils ont repris le contrôle de l'ensemble de Jérusalem. Vis-à-vis de l'opinion occidentale, le gouvernement de Tel-Aviv a pu faire valoir qu'il se trouvait en état de légitime défense en exploitant la sympathie que lui valent les souffrances des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Mais les succès remportés vont bientôt se retourner contre l'État juif. Le général de Gaulle, qui réclame l'application des résolutions de l'ONU exigeant le retrait des territoires occupés, va dénoncer les excès d'un *« peuple sûr de lui et dominateur »*. De victime, l'État sioniste, va bientôt être perçu comme un agresseur. Par sa victoire, il a occupé des régions peuplées de Palestiniens, dont beaucoup étaient réfugiés là depuis 1948. De Gaza à Ramallah ou à Hébron, Tsahal va maintenant devoir contrôler des populations hostiles, avec tous les dangers que recèle ce type de situation. Demeurée active, mais dépendante des États arabes depuis 1949, la résistance palestinienne, au sein de laquelle Yasser Arafat a su s'imposer, va trouver dans la défaite de 1967 un nouveau souffle et gagner bientôt, à travers une Organisation de libération de la Palestine (OLP) rénovée, une autonomie et une légitimité plus grandes. Longtemps ignorés, les feddayins palestiniens deviennent des acteurs incontournables du drame proche-oriental. Face à un occupant disposant de tous les moyens, la résistance palestinienne de l'intérieur comme de l'extérieur, n'a d'autre ressource que le recours au « terrorisme ». C'est à ce prix que la « communauté internationale », demeurée jusque-là sourde aux appels d'un peuple injustement opprimé et chassé de sa terre ancestrale, va commencer à se préoccuper d'un problème qui remontait à plus de vingt ans.

Ph. C.

Renaissance des identités

En 1971, vingt ans après *Race et histoire*, l'Unesco invite Claude Lévi-Strauss à ouvrir par une grande conférence l'année internationale de lutte contre le racisme. Tout le monde s'attendait à voir l'illustre anthropologue démontrer, une fois de plus, la nullité scientifique du concept de race. Déjouant les pronostics, Lévi-Strauss choisit de prendre le mot *race* au sérieux et de revenir sur la question ancienne des rapports entre race et culture. A l'aide des travaux les plus récents de la génétique des populations, il donne à ce problème une solution rigoureusement inverse à celle qu'avaient apportée les savants européens du XIX[e] siècle et de la première partie du XX[e] : « *Ce sont les formes de culture qu'adoptent ici ou là les hommes, leurs façons de vivre telles qu'elles ont prévalu dans le passé ou prévalent encore dans le présent, qui déterminent dans une très large mesure, le rythme de leur évolution biologique et son orientation. Loin qu'il faille se demander si la culture est ou non fonction de la race, nous découvrons que la race – ou ce que l'on entend généralement par ce terme – est une fonction parmi d'autres de la culture.* »

Malgré ce renversement, l'assertion fait scandale. Lévi-Strauss choque son auditoire. [...] On peut sourire devant le zèle d'une institution qui pousse le rejet de la pensée raciste jusqu'à récuser *a priori* toute réflexion en termes de race. [...] Mais, en l'occurrence, l'ironie ne suffit pas. Au moment, en effet, où le mot race devient tabou à l'Unesco, le mode de pensée typologique et le fétichisme de la différence se reconstituent à l'abri du concept irréprochable de culture. Il est dit, dans les résolutions actuelles de l'Organisation, que les êtres humains tirent toute leur substance de la communauté à laquelle ils appartiennent ; que l'identité personnelle des individus se confond avec leur identité collective ; [...] que l'important c'est l'intégrité du groupe et non l'autonomie des personnes...

ALAIN FINKIELKRAUT

La Défaite de la pensée, Folio-Gallimard, 1989, p. 110-112.

ENTRETIEN AVEC EMMANUEL LE ROY LADURIE

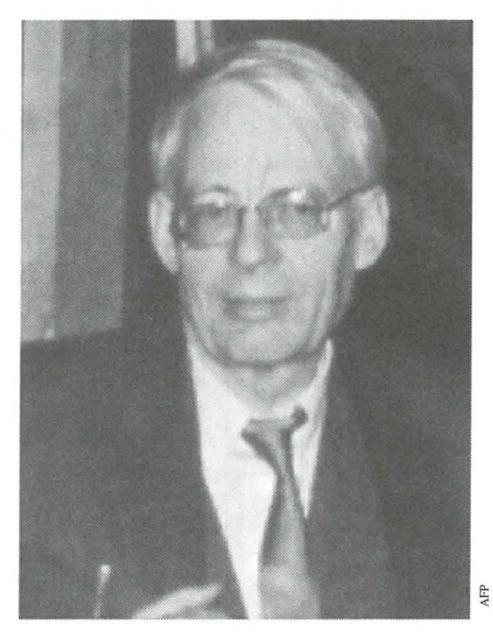
« Si la droite est en crise, c'est qu'elle a perdu ses idées »

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE VENNER

Il est l'un des grands historiens français. En lui s'unissent le savant reconnu, le professeur honoré, l'auteur célèbre et le critique habile, capable de communiquer au public des gazettes l'essentiel d'un livre ou d'une œuvre en quatre colonnes limpides et parfois subtilement irrévérencieuses. Il a trop le sentiment de sa valeur pour pontifier, ce qui, d'évidence, n'est pas dans son tempérament. Le contact est donc cordial, et pourtant je le sens tourner autour de moi avec la curiosité d'un chien de chasse humant des effluves non identifiées. Au cours de la conversation qui fuse et crépite, en écoutant les réparties et les incidentes malicieuses, j'ai le sentiment que, malgré les honneurs et les années, l'ancien normalien n'a rien perdu de la vivacité, voire de l'imprudence de sa jeunesse, tout cela enrobé d'habileté.

Sa qualité d'historien des comportements et des mentalités le désigne tout particulièrement pour apporter des réponses aux questions posées par les bouleversements amorcés au cours des années soixante. Fort de son expérience personnelle et familiale, il en a une perception toute spéciale.

Emmanuel Le Roy Ladurie appartient à une lignée immergée depuis longtemps dans les tragédies de l'histoire. Tout en devisant, il évoque le destin de son père (1), mais aussi celui, moins connu, d'autres membres de sa famille. L'un des ses ancêtres en ligne directe ne fut-il pas un prêtre « défroqué » à l'époque révolutionnaire ? Sort qui contraste avec celui de son grand-père, officier de carrière, *« un Dreyfus de droite »*, chassé de l'armée en 1906 pour avoir refusé de prêter la main aux inventaires forcés des biens ecclésiastiques. De tels souvenirs favorisent le recul face aux péripéties de l'histoire. D'autant que son itinéraire personnel n'est pas non plus de tout repos.


AFP

Emmanuel Le Roy Ladurie.

Entré en réaction à vingt ans vis-à-vis d'un milieu familial conservateur, il adhère au parti communiste. Vers 1949, ce n'est pas très original. Tout puissant, le PCF exerce alors un mélange de fascination et de terreur dans l'Université.

– A cette époque, en khâgne, le parti, c'était un peu la secte Moon.

L'image est assez explicite, mais comme je demande des précisions, il élude :

– On subit la violence symbolique et on s'en libère en la faisant subir aux autres.

Bref, l'excellent élève devient un excellent militant. Cela jusqu'aux chocs de 1953-1956 : mort de Staline, révélations de Khrouchtchev sur les horreurs du stalinisme, suivies de la répression sanglante du soulèvement de Budapest. A l'instar d'autres intellectuels, il quitte le parti et rejoint le PSU, passage parfois obligé d'une évolution qui le conduit aux rivages du centre-gauche puis du centre-droit, sans qu'il abandonne jamais ses anciennes amitiés à gauche. De tout cela, il s'est expliqué dans une confession dont on trouve rarement l'équivalent chez les anciens acteurs de Mai 68 (2). Je lui en fais la remarque :

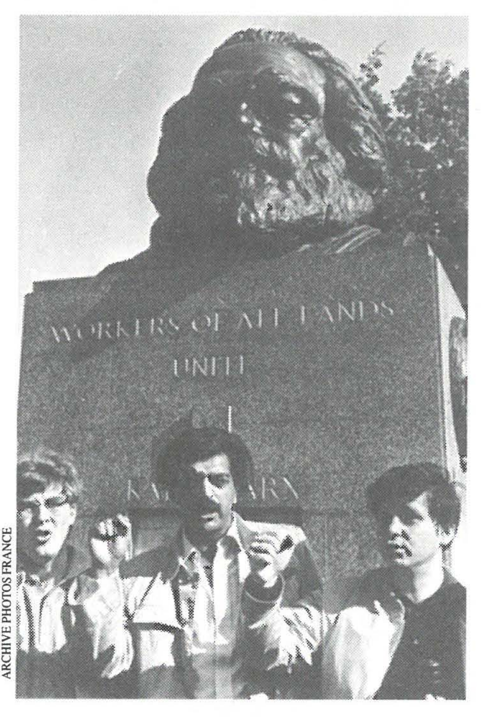
– Beaucoup d'intellectuels de votre génération, parmi les plus importants, après avoir rompu avec le communisme, ont tenu à faire le ménage : vous-même, Alain Besançon, Annie Kriegel, François Furet, d'autres encore. C'est une différence de taille d'avec la génération suivante, celle des anciens soixante-huitards, passés de la barre de fer au caviar sans jamais s'expliquer sur leurs retournements. Ils continuent même de jouer les augures, donnant avec aplomb des leçons de morale à ceux qui ne s'étaient jamais trompés sur le compte de Mao, Trotski ou Pol Pot. Pourquoi cette différence ?

En guise de réponse, j'obtiens un sourire en coin que j'interprète à ma guise. Autre question :

– Les événements de Mai 68 montrent l'imprégnation d'une certaine culture gauchiste dans une partie notable de la jeunesse universitaire de l'époque. Quelles causes voyez-vous à cette imprégnation ?

– C'est une longue histoire. Mon ami François Furet a parfaitement mis en évidence le piège que fut et qu'est resté l'antifascisme, instrumentalisé par le Komintern totalitaire dès le milieu des années trente, à la faveur de la guerre d'Espagne. Bien entendu, l'antinazisme était totalement justifié contre le Reich en tant que tel, mais on sait ce qu'il en est advenu lors du pacte germano-soviétique. Quant à la croisade contre le franquisme, on voit bien aujourd'hui que ce fut moins simple. De 1940 à 1944, sur la question essentielle de la lutte contre l'Allemagne nazie, Franco aurait pu se conduire encore plus mal. L'Espagne est restée relativement imperméable. Alors que la France était vaincue et le Reich tout puissant, Franco a refusé à Hitler le libre passage de la Wehrmacht jusqu'à Gibraltar, assurant ainsi à l'Angleterre la sécurité d'une base capitale pour le contrôle de la Méditerranée. Par la suite, il n'a cessé de protéger et de sauver les Juifs autant qu'il l'a pu. Il a également laissé transiter par l'Espagne près de mille cinq cents officiers français qui ont rejoint l'Afrique du Nord pour reprendre les armes contre l'Axe. En comparaison, l'envoi pour des raisons diplomatiques de la division Azul sur le front de l'Est est certes un crime, mais qu'il convient de replacer dans le contexte que je viens d'évoquer.

– Curieusement, l'antifascisme n'est pas mort après 1945, malgré la disparition définitive du nazisme allemand et du fascisme italien qui ne lui est d'ailleurs en rien comparable. On a même parfois le sentiment que l'antifascisme ne s'est jamais si bien porté.



ARCHIVE PHOTOS FRANCE

Au cimetière d'Highgate à Londres, devant la statue de Karl Marx, quelques étudiants contestataires prennent la pause. A l'extrême droite, Daniel Cohn-Bendit. Au centre, Tariq Ali, équivalent britannique du premier.

EMMANUEL LE ROY LADURIE

Né en 1929, il entre à l'École normale supérieure en 1949. Reçu à l'agrégation d'histoire en 1953, il enseigne au lycée de Montpellier, puis il est détaché de 1958 à 1963 au CNRS. Assistant à la faculté des lettres de Montpellier de 1960 à 1965, il rédige sa thèse, *Paysans du Languedoc*, publiée en 1966. Depuis 1963, il appartenait à la VIe section de l'École pratique des hautes études. Il est également membre de l'équipe dirigeante des Annales depuis 1969. En 1973, il succède à Fernand Braudel au Collège de France. Ses compétences et sa renommée lui valent de diriger la Bibliothèque nationale de 1987 à 1994.

A l'origine, ses travaux, et notamment sa thèse, se placent dans la continuité de l'histoire économique et sociale quantitative fondée dans les années trente par Ernest Labrousse et les Annales. Par la suite, il défrichera plus largement *Le Territoire de l'historien*, titre du livre qu'il publie en 1973 chez Gallimard. Avec *Montaillou, village occitan, de 1294 à 1324* (Gallimard, 1975), il interprète comme un document anthropologique les registres inquisitoriaux de l'évêque de Pamiers. Cet ouvrage lui vaut une célébrité que confirme l'étude des affrontements sociaux du *Carnaval de Romans* (Gallimard, 1979). En 1987, la publication de *L'État royal de Louis XI à Henri IV, 1460-1610* (Hachette), marque son retour au récit et à la grande histoire nationale. Dix ans plus tard, il confirme son goût de l'approche anthropologique dans *Saint-Simon ou le système de la Cour* (Fayard, 1997), ouvrage écrit avec le concours de Jean-François Fitou. Emmanuel Le Roy Ladurie collabore régulièrement à la revue *Commentaire* et au *Figaro littéraire*. Il préside le conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.

– Après 1945, l'antifascisme, toujours vif, est devenu quelque peu sans objet.

– Comment expliquer, malgré tout ce que l'on savait des crimes du communisme, la fascination exercée, en 1968 et au-delà, par les vieilles utopies de l'ultra-gauche et par les figures de Lénine, Trotski, Mao, Castro ou Guevara ?

– Dans son livre* L'Idéologie allemande *(3), Louis Dumont souligne que la Révolution a légué à la France l'admirable religion des principes, pré-

disposition qui donne à la gauche une supériorité hiérarchique sur la droite.

– Albert Thibaudet avait également signalé ce phénomène, tout en observant que cette « sinistrisation » de la société française s'accompagne d'un mouvement en retour qui fait glisser vers la droite une partie du personnel de gauche.

– C'est vrai. L'itinéraire d'un Millerand (4) ***en est l'illustration. Contrairement à celui d'un Mitterrand (de droite à gauche) qui est plutôt l'exception inverse. Au XIX[e] siècle, ce fut un cas du genre mitterrandien avec Hugo, Lamartine, Lamennais, personnalités infiniment plus séduisantes par ailleurs que notre ancien président de la République, dont, du reste, je ne dirai pas que du mal.***

– Revenons sur l'hégémonie idéologique exercée par le communisme et l'ultra-gauche après 1945. Si l'on observe l'exemple français, l'effondrement de l'URSS n'a guère changé les choses. La droite semble trouver naturel que les communistes siègent aujourd'hui au gouvernement, mais elle s'offusque cependant de voir certains de ses propres candidats élus grâce aux voix du Front national.

– Cette permanence politique du communisme, ou, selon le cas, d'une espèce de crypto-communisme, malgré l'effondrement du centre qu'était l'URSS, est un phénomène étonnant, mais il y a des précédents. Quand les États de l'Église ont été totalement abolis en 1870, loin d'en pâtir, l'ultramontanisme s'est alors durci dans toute l'Europe, sous l'impulsion il est vrai de Pie IX, le pape du **Syllabus** (5), ***qui avait fait adopter au cours de la même année 1870 le dogme de l'infaillibilité pontificale. Mais je pense que le phénomène que vous signalez est lié aussi à une décadence de la droite politique observable partout en Occident, sauf en Espagne et en Israël, notons-le.***

Je fais remarquer qu'en France, paradoxalement, cette décadence de la droite politique et intellectuelle coïncide à deux reprises avec le pouvoir du général de Gaulle, qui fut pourtant au XX[e] siècle le



DR

Charles Maurras (1868-1952), doctrinaire de l'Action française. Photographie prise au temps de sa jeunesse. Dans ses **Carnets de captivité,** ***Paul Reynaud, ancien protecteur politique du futur général de Gaulle, rapporte qu'au cours de discussions familiales avant 1938, celui-ci*** **« défendait Maurras jusqu'à en avoir les larmes aux yeux… »**

plus chanceux et le plus doué des hommes de droite, disciple de Barrès et de Bainville, sinon de Maurras.

Cette allusion à Maurras fait réagir Emmanuel Le Roy Ladurie qui bondit vers sa bibliothèque.

« Les hommes politiques de la droite parlementaire sont complètement dépourvus d'idées. Et quand ils en ont, ils les prennent à gauche. Voyez Chirac… »

– Vous savez ce que rapporte à ce sujet Paul Reynaud dans ses **Carnets de captivité** (6) *?*

Il me tend le livre, marqué de plusieurs feuillets.

– C'est à la page 367. Vous savez que, pendant l'Occupation, Reynaud, Daladier, Weygand, Gamelin et quelques autres personnalités étaient détenues en Allemagne dans des conditions, disons relativement débonnaires pour l'époque. Ils pouvaient se rencontrer dans la journée et parler librement. D'ailleurs, ils ne s'entendaient guère. Le clan gaulliste, Reynaud et Gamelin, était en conflit permanent avec les pétainistes, Weygand et Borotra. Parmi ces personnages était également incarcérée Mme Cailliau, la sœur du général de Gaulle. C'est d'elle que parle Paul Reynaud. Regardez.

Je lis à voix haute : « *24 avril 1945. La sœur,* [de De Gaulle] *très franche, intelligente et bonne nous raconte que Charles* [le général] *était monarchiste, qu'il défendait Maurras contre son frère Pierre jusqu'à en avoir les larmes aux yeux dans une discussion. Mais au moment de Munich* [ce qui est tout à son honneur, LRL], *il a désapprouvé entièrement l'attitude de Maurras et quand je lui ai demandé, raconte-t-elle, si c'était grave pour la France, il m'a répondu :* "C'est irréparable." »

« *Il défendait Maurras jusqu'à en avoir les larmes aux yeux...* » Voilà un document qu'on chercherait en vain dans la biographie du Général par Jean Lacouture. Mais quantité de proches et de témoins, notamment Alain Peyrefitte, ont enregistré des propos gaulliens sans ambiguïté sur les conséquences néfastes de 1789, que n'aurait pas reniés Maurras. Il suffit d'ailleurs de consulter les propres écrits du Général, par exemple *Le Fil de l'épée*, pour y trouver la trace d'un tempérament de droite extrêmement accusé. Le destin a voulu que ce même homme, du fait de son génie propre et de circonstances historiques exceptionnelles, à deux reprises, après 1944 et après 1960, entrât en conflit avec une partie de son milieu d'origine au point de lui porter des coups mortels.

– Après 1945, la droite intellectuelle s'était disqualifiée, ce qui a équitablement favorisé la gauche, déclare mon interlocuteur. ***La quasi-disparition d'une intelligentsia de droite, souvent excessive, excitée et influente dans les années trente, est un fait. Il n'y a qu'assez peu de presse de droite aujourd'hui. Les hommes politiques de la droite parlementaire sont souvent d'excellentes gens, mais ils sont complètement dépourvus***

d'idées. Et quand ils en ont, ils les prennent à gauche. Voyez Chirac, pour qui je conserve d'ailleurs beaucoup d'estime et de sympathie. Il n'est pas surprenant que la droite soit en crise. Si elle se fait battre c'est aussi parce qu'elle a perdu ses idées.

– Peut-être peut-on noter que pour maintenir son monopole, l'extrême gauche, si présente dans les médias, diabolise systématiquement. Cela n'aura qu'un temps. La droite s'est parfois renouvelée grâce à des intellectuels issus de la gauche. Mais revenons à la période actuelle. Dans vos fonctions, vous avez souvent côtoyé des hommes politiques de droite au plus haut niveau, notamment pour les affaires culturelles. Comment s'y prennent-ils pour conduire une politique culturelle ?

Il me fixe un instant comme si j'avais émis une incongruité. Il rit :

– La politique culturelle de la droite consiste essentiellement à organiser des dîners avec des intellectuels éventuellement de gauche. Nous vivons sous le signe d'une pensée unique fondée de temps à autre sur l'intimidation. Beaucoup de gens, y compris d'éminentes personnalités de gauche, admettent par exemple que la loi Gayssot constitue à certains égards une entrave à la liberté d'expression, et pourtant on vit avec.

Il murmure comme pour lui-même un vers de Baudelaire :

***« Quand le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle** (idéologique)... »*

Puis il enchaîne :

– Vous ne pouvez pas concevoir l'inculture de la plupart des hommes politiques de droite. Cela dépasse tout ce que l'on peut imaginer.

Il me raconte l'histoire de cet ancien ministre qui, sous le nom de Marcel Bloch, mélangea dans un même discours l'avionneur et industriel Marcel Bloch-Dassault et le grand médiéviste Marc Bloch, combattant héroïque de la Résistance, fusillé en 1944. Il en ressortait qu'un martyr de la Résistance, historien talentueux était aussi un génial inventeur d'hélices.



DR

En matière de diabolisation, les artistes de Mai 68 ne faisaient pas dans la dentelle. Exposée à Vence trente ans après les événements au cours d'une commémoration complaisante, cette affiche de l'« atelier populaire » des Arts-Déco montre comment l'« antifascisme » interprétait le général de Gaulle.

Nous parlons de l'enseignement de l'histoire, dont je soutiens qu'il joue un rôle capital dans la formation de l'esprit public, déplorant que, dans le primaire et le secondaire, les repères chronologiques aient été volontairement abolis au profit d'une épaisse bouillie qui a pour résultat d'abolir toute mémoire collective cohérente. J'ai touché un point sensible. Avec vivacité, il rétorque qu'en revanche les travaux universitaires et la production historiographique pour adultes sont d'un excellent niveau. Il ajoute :

« La politique culturelle de la droite consiste essentiellement à organiser des dîners avec des intellectuels de gauche »

– En toute chose, on peut considérer le côté positif. Ainsi, en matière d'études historiques, le régime de Vichy ayant concentré sur lui l'indignation nationale fonctionne maintenant comme une catharsis. Le terrain s'est trouvé libéré pour étudier les autres époques avec une liberté difficilement imaginable autrefois concernant par exemple l'Ancien Régime, le Moyen Âge ou la Révolution remise vertement à sa place par François Furet.

Avant de clore cet entretien, je m'adresse encore à l'historien pour lui demander quel regard les exemples du passé le conduisent à porter sur les bouleversements du temps présent.

Après avoir suggéré un parallèle avec les immenses ébranlements provoqués au XVIe siècle par l'imprimerie, la diffusion des textes de l'Antiquité et la découverte du Nouveau Monde, Emmanuel Le Roy Ladurie revient sur l'actualité pour manifester son espérance contenue dans l'Europe en construction. Une Europe, dit-il, qui apporte enfin la paix entre les Européens et d'abord entre les Français et les Allemands. Peut-être à l'avenir, ajoute-t-il, permettra-t-elle aussi de limiter ces excès dans lesquels le « politiquement correct » français nous a quelquefois plongés.

D. V.

---

(1) Emmanuel Le Roy Ladurie a publié les *Souvenirs* de son père, Jacques Le Roy Ladurie (Flammarion, 1997), ministre de l'Agriculture de Vichy d'avril à septembre 1942, avant de rejoindre la Résistance les armes à la main.

(2) *Paris-Montpellier, PC-PSU (1945-1963)*. Gallimard, 1982.

(3) Louis Dumont, *L'Idéologie allemande*, Gallimard, 1991.

(4) Alexandre Millerand (11859-1943). Avocat, député de la Seine en 1885, siégeant à l'extrême gauche, il évolue ensuite vers un socialisme réformiste qui le conduit à accepter d'entrer dans le gouvernement Waldeck-Rousseau en juin 1899 au côté du général de Galliffet, le « fusilleur de la Commune ». Il ne cessera d'évoluer vers la droite, prenant même aux élections de 1919 la tête du Bloc national. Il est élu à la présidence de la République en 1920, mais il est contraint de se retirer en 1924 après un vif conflit avec le Cartel des gauches.

(5) Publié le 8 décembre 1864, le *Syllabus* est un recueil de propositions condamnant les erreurs du modernisme.

(6) Paul Reynaud, *Carnets de captivité*, Fayard.

Naissance du gauchisme

PAR CHARLES VAUGEOIS

Étonnant paradoxe ! Le plus habile homme d'État que la droite ait compté dans le siècle a souvent combattu ceux qui étaient les plus proches de lui, favorisant, sans le savoir, les pires adversaires de ses idées les plus intimes. Histoire d'une surprenante tragédie.

En préambule à son histoire du maoïsme français, Christophe Bourseiller raconte qu'en 1966, pour ses six ans, le cinéaste Jean-Luc Godard, ami de sa famille et un peu son parrain, lui offrit avec solennité un petit opuscule plastifié à couverture écarlate, la première édition en français du *Petit Livre rouge* de Mao Zedong (1). En remettant à l'enfant ce singulier présent, le cinéaste lui donna mission d'en expliquer le contenu à ses parents... Étonnante anecdote, révélatrice d'une sorte de folie collective.

Communiste dans sa jeunesse, revenu de toutes ses illusions, François Furet voyait l'origine de cette folie dans la fascination exercée en France par le mythe de la Révolution. Un mythe installé dans les esprits, génération après génération, par l'enseignement public.

Considérés comme les continuateurs de 1793, Lénine, Staline ou Mao bénéficiaient d'emblée d'un préjugé favorable contre lequel les faits étaient impuissants. La Terreur elle-même était invoquée pour justifier des excès sans doute regrettables (100 millions de morts), mais à tout prendre nécessaires dès lors que l'on voulait construire un monde meilleur. Puisque le but était louable, tout était permis.



TALLANDIER

Fort peu reconnaissants, les gauchistes de 1968 caricaturent le général de Gaulle en fasciste ou même en SS.

L'explication de Furet est assez convaincante. Il faut ajouter qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les effets de l'épuration, le prestige et la puissance de l'URSS, la peur et la fascination inspirées par le parti communiste, le terrorisme intellectuel qu'il exerçait avec la complicité active de ses compagnons de route, avaient éliminé toute résistance à l'influence dominante du marxisme et de ses dérivés dans l'enseignement et le monde culturel. L'étau ne fut desserré que sous l'effet de la guerre froide et grâce au courage d'une poignée d'écrivains, d'éditeurs et d'universitaires, parmi lesquels il faut citer Thierry Maulnier, Raymond Aron, Jacques Laurent, Roland Laudenbach, Jules Monnerot, Marcel Aymé, Julien Freund et même André Malraux qui, au temps du RPF, ne craignait pas de rompre des lances avec ses anciens amis communistes.

Cela dura peu. L'espace de liberté entrouvert durant les années 50 se referma une nouvelle fois à la fin de la guerre d'Algérie quand la répression s'abattit sur tous ceux qui n'acceptaient pas le tournant politique imposé par le général de Gaulle vers 1960, et les méthodes mises en œuvre contre les Européens d'Algérie et les musulmans fidèles. S'appuyant sur la gauche la plus extrême pour écraser la partie de la droite qui lui résistait, sans esquisser jamais un geste de réconciliation, le Général ne comprit pas qu'il détruisait ainsi les seuls ferments capables de s'opposer au pouvoir déjà immense du marxisme dans le monde culturel. Il paiera le prix de cette méconnaissance en 1968 et au-delà, sans être d'ailleurs conscient de ce qui s'était produit.

Homme de pouvoir pragmatique, redoutable dans l'action, de Gaulle méprisait les idéologies, dont il ne percevait pas le rôle. A ses yeux, par exemple, l'URSS n'était rien d'autre que la Russie, ce qui était à la fois vrai et faux. Sans doute Lénine ni Staline n'avaient-ils pu abolir certaines permanences russes, à commencer par celles de la géographie. En revanche, l'idéocratie avait détruit à jamais une partie de la substance russe, tout en faisant de l'ancien empire tsariste un instrument de subversion universelle. Mais de cela, le Général était peu conscient. Ne lui importait pas non plus le travail de taupe fait sous ses pieds par une armée de rongeurs rouges et roses, dès lors qu'on ne s'en prenait pas directement à sa personne et à son rang.

D'un regard dédaigneux, de Gaulle surveillait de loin l'agitation d'une gauche mise en déconfiture par son retour au pouvoir et par sa politique algérienne. Ce qu'il faisait, jamais elle n'aurait eu la force ni le culot de le faire. Continuant pourtant de voir en lui un « général fasciste », elle ne restait pas inactive. Et lui se gaussait de cette agitation sans percevoir que pouvait naître d'une nouvelle gauche extrême une menace pour son pouvoir.

Il est possible de dater la naissance du gauchisme, c'est-à-dire d'une extrême gauche non communiste, à l'époque de la guerre d'Algérie, plus de dix ans avant l'explosion de Mai 68.

Le parti socialiste (SFIO) perd alors beaucoup de militants qui n'ont admis ni l'opération de Suez (1956) ni la politique algérienne du gouvernement Guy Mollet (1956-1957). Les mêmes ne pardonnent pas à la direction de la SFIO d'avoir favorisé l'accession du général de Gaulle au pouvoir en 1958. Après diverses tentatives de conciliation, le congrès de septembre 1958 marque la scission entre la majorité modérée et la minorité dissidente qui crée le Parti socialiste autonome (PSA). Simultanément, des transfuges du parti radical, certains démissionnaires de la SFIO, des progressistes d'obédiences diverses auxquels se joignent des vénérables de la vieille Ligue des droits de l'homme, fondent l'Union des forces démocratiques (UFD). De leur côté, les vertueux catholiques de gauche du Mouvement de libération du peuple (MLP) et de la Jeune République, d'anciens communistes et les progressistes de la Nouvelle Gauche se constituent en Union de la gauche socialiste (UGS). De la fusion de ces divers groupes naîtra, en 1960, le Parti socialiste unifié (PSU).

Le parti communiste ne recueille pas les fruits de cette fuite à gauche. Lui-même se remet difficilement de la crise provoquée par le XX[e] congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1956), dénonçant le stalinisme et la répression sanglante de l'insurrection nationale hongroise (novembre 1956). C'est en dehors du PCF et des grandes formations de la gauche traditionnelle que se développe et s'organise l'action directe en faveur de l'indépendance algérienne, et plus tard contre l'OAS. (2)

Le syndicalisme étudiant s'est constitué au temps de la guerre d'Algérie comme réaction de trouille à une éventuelle affectation

Certains anticolonialistes, dont le plus connu est Francis Jeanson, vont jusqu'à apporter une aide directe au FLN algérien en métropole. Ils forment les réseaux de « porteurs de valises » qui prennent en charge l'hébergement des fugitifs, des transports d'armes, des filières d'évasion, des transferts de fonds...

L'affaire algérienne contribue aussi à durcir les chrétiens de gauche. A la JEC, à l'ACO, au groupe Reconstruction, chez certains ecclésiastiques, à la JAC, chez les scouts, dans la presse catholique et protestante, on prend position, on dénonce la « torture », on se mobilise contre les Français, en faveur des moudjahiddin.

L'UNEF, dominée depuis 1956 par l'ancienne minorité de gauche, s'engage dans la même voie, exploitant la crainte largement répandue de voir supprimer les sursis d'incorporation. Ses dirigeants rencontrent en Suisse les représentants du FLN, afin de convenir d'une politique commune. A la fin des années 50, écrit Thierry Pfister, qui a vécu cela de l'intérieur, *« la puissance du syndicalisme étudiant s'est constituée* [...] *comme réaction collective de trouille face à une éventuelle affectation en Algérie. »* (3)

Dans l'intelligentsia on signe, on signe fébrilement. Les médias accordent une grande publicité au *Manifeste des 121* en faveur de l'insoumission (septembre 1960).

L'apparition de l'OAS en 1961, son influence dans certains lycées parisiens, offrent un nouveau terrain d'agitation. Dans les lycées et les facultés, la création du Front universitaire antifasciste (FUA), voit grandir un actif noyau de jeunes trotskistes.

L'indépendance de l'Algérie, la disparition de l'OAS dans la défaite et les prisons, laissent, un temps, cette nouvelle gauche démobilisée. Cependant, venant de Chine, on voit apparaître les signes d'un nouvel espoir. Inlassablement, la Providence vient au secours des âmes de gauche si souvent meurtries pour relancer l'increvable machine de la mobilisation en faveur de nouvelles impostures.

L'Association des amitiés franco-chinoises, fondée par le parti communiste, va devenir le vecteur de l'influence maoïste. A partir de 1963, à l'initiative de ses militants, on voit apparaître des Cercles marxistes-léninistes. Ces derniers sont en fait les précurseurs des groupes pro-Chinois qui, autour de *L'Humanité nouvelle* ou des *Cahiers marxistes-léninistes* de l'École normale supérieure, vont se développer en France comme ils se développent dans toute l'Europe.

La brusque aggravation du conflit vietnamien à partir de 1965 et l'intervention américaine massive viennent à point nommé redonner un thème mobilisateur à tous ces groupes qui, dans une France endormie, vivotent, se chamaillent et régressent. Comités et pétitionnaires relancent l'enthousiasme et l'unité d'action en faveur des providentielles victimes dont les nantis ont tant besoin pour se donner des raisons d'exister.

LOUIS ALTHUSSER ET LA RUE D'ULM

Comment les pro-Chinois vont-ils apparaître au sein de la gauche du Quartier latin ? Tout part d'un duo inattendu entre un professeur de philosophie et l'un de ses élèves. Robert Linhart intègre l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à l'automne 1963. Le schisme sino-soviétique est en train de se consommer. Dès son arrivée au 45, rue d'Ulm (Paris 5[e]), le nouveau normalien s'attache tout particulièrement à l'un de ses professeurs, Louis Althusser, qui procède à une relecture scientifique, épistémologique de Marx. Membre du PCF, Louis Althusser est très favorable aux thèses chinoises.

L'été suivant, en 1964, Linhart part, comme de nombreux jeunes de gauche, en Algérie. Il travaille pendant les vacances au ministère de l'Agriculture algérien, où il occupe un poste subalterne. Il participe également à un camp international de la jeunesse qui se tient à Sidi Ferruch. [...]

Dès la rentrée, il rallie le cercle d'Ulm de l'UEC, déjà acquis aux thèses althussériennes, et prend contact avec la toute nouvelle ambassade de Chine, qui vient d'ouvrir à Paris. Il est aimablement reçu. Au même moment, Louis Althusser, dont la renommée va grandissant, se laisse convaincre par certains de ses élèves de longue date (notamment Balibar, Macherey et Establet), de diriger un séminaire sur *Le Capital*. Le séminaire est un grand succès universitaire : outre Althusser, s'y illustrent bien sûr Balibar, Macherey, mais aussi Rancière. Dans la foulée éclosent un peu partout dans les universités parisiennes des écoles de formation théoriques, qui tentent de dégager le joyau marxiste de la gangue des interprétations. [...]

La notoriété de Louis Althusser va s'accroître considérablement. En 1965, un jeune éditeur dans le vent nommé François Maspero lui confie une collection baptisée *Théorie*. Coup sur coup vont sortir *Pour Marx*, et *Lire « Le Capital »* [...]. Deux ouvrages qui vont connaître un grand retentissement universitaire, et dont la renommée traversera les océans, au point que des disciples d'Althusser apparaîtront sur les campus américains.

CHRISTOPHE BOURSEILLER

***Les Maoïstes*. Plon, 1996, p. 56-57.**

QUAND JACQUES CHIRAC ÉTAIT UNE TAUPE ROUGE

« Un livre m'avait beaucoup ému : *Les Thibault* de Roger Martin du Gard. Je m'étais complètement identifié au personnage de Jacques Thibault. Je me sentais marxiste, et je vivais une espèce de rêve de révolution bolchevique. J'avais lu également Marx et Engels, et me sentais très proche des communistes. Mais je n'avais pas avec mon père les relations de Jacques Thibault avec Oscar Thibault ! Mon père avait été résistant et déporté, ce qui est rare pour un officier de marine. J'avais beaucoup d'admiration pour lui. Mais je vivais dans un complet dédoublement en étant, le jour, un très bon élève dans un grand lycée parisien et, dans l'ombre, un rebelle solitaire, complètement introverti. C'est à cette période que j'ai rencontré Jacques Chirac. Il avait des activités clandestines à Louis-le-Grand et militait à l'UJRF, qui était l'organisation des jeunesses communistes. Puisque nous étions l'un et l'autre clandestins, et très peu nombreux, cela créait des liens. C'est alors qu'il y eut une grève des pensionnaires qui refusaient de se nourrir, jugeant la nourriture immonde. Lors de cette rébellion les externes ont soutenu les internes. J'ai identifié ceux qui menaient cette opération, en particulier un jeune communiste, Jacques Seebacher, qui devint un grand professeur à la Sorbonne, le spécialiste de Victor Hugo. Je me suis rapproché d'eux. En fait c'était une cellule du parti communiste qui était animée par des khâgneux. On croyait nos activités complètement clandestines. Il n'en était rien ; nous avions tous été repérés par les responsables de Louis-le-Grand. C'est à cette période que Jacques Chirac faisait signer l'appel de Stockholm... »

CHRISTIAN BOURGOIS

Propos recueillis par Guy Jacquemelle, *Le Grand oral de l'ENA*. Éditions du Mécène, Paris 1995, p. 86-87.



AFP

A la veille de Mai 68, sur fond de drapeaux rouges, la révolution d'Octobre et ses imitations sont dans le vent. Lénine, Castro, Lumumba, Guevara et Mao sont les idoles des enfants du gaullisme.

Aux élections présidentielles de 1965, du PSU aux trotskistes, en passant par les maoïstes et les anarchistes, on se satisfait peu de la candidature de François Mitterrand, et même parfois on la combat. Cette contestation des caciques touche les communistes. Au mois de mars 1966, puis au mois de novembre, deux graves scissions en forme d'épuration vident l'Union des étudiants communistes (UEC) de ses éléments les plus dynamiques. Les premiers constituent l'Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste (UJCM-L), les autres la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). La première est maoïste, la seconde trotskiste.

Cette période voit fleurir aux USA une opposition universitaire à la guerre du Vietnam. Le Free Speach Movement de l'université de Berkeley renouvelle le style et les méthodes d'agitation. En Allemagne, à l'université libre de Berlin, le SDS expérimente fructueusement les Teach-in américains qui sont repris en France par les petits groupes anarcho-communistes d'Antony et surtout de Nanterre. Des revendications de liberté sexuelle, la contestation des profs lointains et routiniers, l'opposition à l'intervention américaine au Vietnam servent de prétextes à cette agitation nouvelle manière, inspirée de la « révolution culturelle » chinoise, via l'Amérique et Berlin.

Utile contre la droite de fidélité, la gauche extrême bénéficie d'accès privilégiés dans les médias et l'Université

Recrudescence en 1967 : les comités, les groupuscules, les journaux, les locaux se multiplient. Le terrain politique français est particulièrement favorable en raison des campagnes gouvernementales, à la télévision notamment, favorable au Nord-Vietnam communiste. Le pouvoir voit d'un bon œil tout ce qui gêne les États-Unis. Aussi, les manifestations de rue en faveur du Vietcong sont-elles tolérées. Dans cette période, on arrête souvent les militants d'Occident, mais ceux des « Comités Vietnam de base » ou des JCR ont peu à craindre de la police.

Par un étonnant paradoxe historique, le général de Gaulle, homme de droite s'il en fut, s'est souvent appuyé sur la gauche contre la partie de la droite que révoltaient les volte-face de sa politique personnelle changeante et cynique (4). C'est naturellement au sein de la droite de conviction qu'il a rencontré les plus vives oppositions.

A la veille de 1968, les prisons sont encore pleines de condamnés de l'OAS, militaires ou civils, qui ne suscitent aucune compassion dans une opinion anesthésiée. Utile contre cette droite de fidélité, la gauche extrême s'est vu accorder de grandes facilités, au point de détenir un quasi-monopole dans certains secteurs essentiels de l'enseignement, de l'Université et des médias. Romain Gary, gaulliste de gauche, qui fut pendant dix-huit mois conseiller du ministre de l'Information, rappellera peu après les événements de Mai le concours apporté par la télévision nationale à la propagande gauchiste au sujet du Vietnam ou de la Chine de Mao : *« Pendant à peu près deux ans, des flots de propagande antiaméricaine furent déversés sur le public par notre télévision nationale. [...] Et la Chine de Mao ? Pendant un an, elle n'a eu droit qu'à des "témoignages" sympathiques, qu'à des reportages bienveillants. Citez-moi donc l'exemple d'un seul reportage ou d'un commentaire "critique". Lorsqu'à Pékin, une actrice de*

cinéma, la tête rasée par les Gardes rouges, que l'on n'appelait pas encore les "enragés", se suicidait en se jetant du septième étage, c'est tout juste si notre ORTF national ne soulignait pas le côté "positif" de cette horreur : la preuve que la Chine de Mao avait donné au peuple des immeubles de sept étages. » (5)

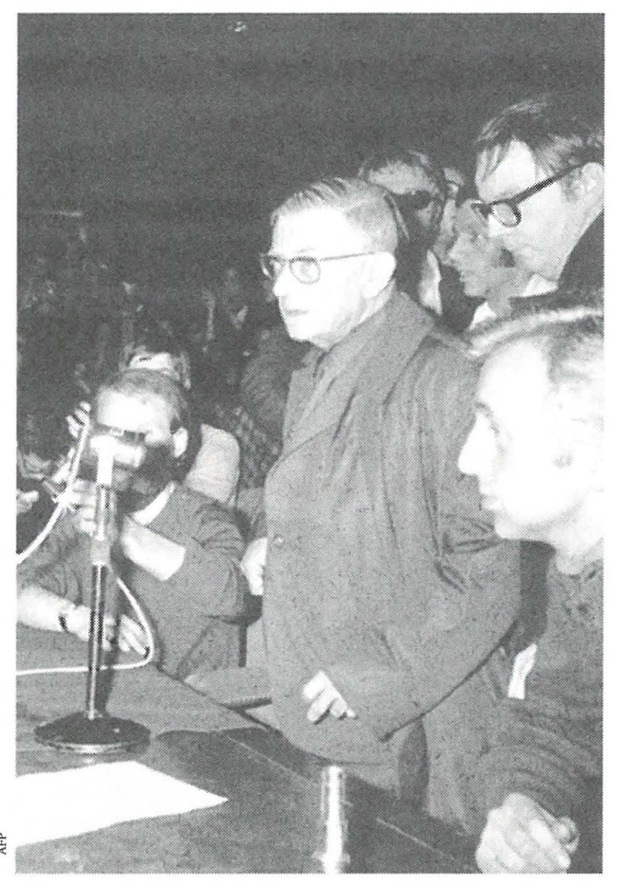
Année après année, depuis longtemps, l'enseignement public avait joué un rôle considérable dans la formation d'une « légende rouge » positive et même exaltante. Dans les livres d'histoire, de géographie et parfois aussi de philosophie, Marx, Lénine, Staline et la révolution bolchevique étaient le plus souvent présentés sous les couleurs idéales du romantisme révolutionnaire (6).

Les étudiants et lycéens de 1968 qui se jetteront dans les rues le poing levé, jargonnant des slogans sur le « prolétariat en lutte », ne feront que reproduire les images inscrites dans leur imagination par les excellents profs qui seront les premiers à en faire les frais.

De 1966, début de la « révolution culturelle » chinoise, à Mai 1968, la « mode mao » bat son plein. Signe infaillible, comme le note Christophe Bourseiller, la veste en bleu de chauffe des prolétaires chinois se vend comme des petits pains. On la copie dans les boutiques les plus chics de prêt-à-porter, par exemple chez O'Kennedy, rue du Colisée, la boutique « in » de Paris.

Pulpeux magazine déshabillé de la presse Filipacchi, *Lui* consacre son numéro de juin 1967 à la Chine rouge. Jacques Lanzmann n'a pas résisté au plaisir de montrer de jolies filles entièrement nues ou à demi vêtues de vestes mao, mimant à leur façon les combats de la Révolution culturelle. Chaque photo est soulignée d'une citation de Mao et un très sérieux texte de l'écrivain Han Suyin chante les mérites de la Chine populaire.

Qu'est-ce qui, dans le maoïsme, séduit donc tant la bourgeoisie branchée et ses rejetons ? « *Tout simplement un gigantesque malentendu* », explique Bourseiller. Aujourd'hui, la Révolution culturelle apparaît pour ce qu'elle était, une sordide et sanglante lutte pour le pouvoir entre Mao Zedong et Liu Shaoqi. « *Mais à l'époque, chacun voulait croire en la dimension libertaire du phénomène. De sorte que les Gardes rouges semblaient tracer aux jeunes Français la route à suivre : celle d'un chahut radical et joyeux, d'un monôme poussé à l'extrême. Pour les pro-Chinois français, la Chine est le pays le plus libre du monde.* ».



AFP

Le malheureux Jean-Paul Sartre au cours d'une des innombrables corvées « militantes » qu'il s'imposait pour expier son absentéisme du temps de l'Occupation, quand le « fascisme » n'était pas virtuel.

En septembre 1967, Jean-Luc Godard, phare de l'avant-garde cinématographique, projette sur les écrans *La Chinoise*, film passablement ennuyeux qui expose doctement les thèses obscures du maoïsme hyperintellectuel de la rue d'Ulm (UJC-ML). Il n'est pas le seul. « *Sept cents millions de Chinois, et moi, et moi, et moi...* » chante Jacques Dutronc sur des paroles signées Jacques Lanzmann, encore lui ! Aussitôt traduit en français, le célèbre écrivain de gauche italien Alberto Moravia, revenant de Chine en 1967, publie *La Révolution culturelle de Mao*, livre délirant d'enthousiasme, que son auteur, une fois réveillé, regrettera un peu d'avoir écrit. Géraldine Chaplin se fait photographier sous le portrait de Mao. Pendant ce temps, Alain Barrière chante à l'Olympia *V comme Vietnam.*

Les retombées de Mai 68 seront loin d'éteindre les enthousiasmes. En 1970, après une saisie de l'organe maoïste *La Cause du peuple*, François Truffaut annonce qu'il vendra ce journal dans la rue, ce qui est du dernier chic. Tandis que la télé filme la scène – il n'y a pas de petits profits publicitaires – Truffaut est rejoint par Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Patrice Chéreau, Samy Frey, Robert Gallimard, Claude Lanzmann et quelques autres célébrités de moindre calibre. On pourrait multiplier les exemples, sans oublier celui de la prestigieuse revue littéraire *Tel Quel*, lancée aux éditions du Seuil par Philippe Sollers, qui offre une intéressante illustration de la « folie mao » qui s'est emparée des plus brillants esprits avant et après 68. Épistémologie, quand tu nous tiens ! Alors que tout était connu depuis longtemps sur les crimes et les massacres en masse perpétrés par les divers régimes communistes, d'ambitieux et brillants jeunes gens continuaient imperturbablement de prêter aux abattoirs staliniens et maoïstes toutes les séductions du paradis.

Dans les conditions particulièrement favorables de l'Hexagone gaulliste, l'intelligentsia développe une activité fébrile. Suivant la formule de Gramsci, la prise du pouvoir idéologique précède la prise du pouvoir politique. Il faudra cependant attendre pour cela la victoire en 1981 d'un vieux malin, passé du pétainisme au socialisme. Dans l'immédiat, la France est mûre pour une grande farce et une grande trouille.

Ch. V.

---

(1) *Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, par Christophe Bourseiller. Plon, Paris, 1996.

(2) Organisation armée secrète, constituée par des militaires et des civils, sous la direction nominale du général Salan, après l'échec du putsch des généraux du 22 avril 1961, afin de lutter contre l'abandon de l'Algérie.

(3) *Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes*, par Thierry Pfister. Albin Michel, Paris, 1986.

(4) Sur ce point, on se reportera à notre n° 14, *De Gaulle et le gaullisme*. Que le Général ait été un homme de droite et même de tradition très peu républicaine, voilà qui ne fait pas de doute. « *Je n'aime pas la république pour la république*, confiait de Gaulle à Pompidou et à Peyrefitte. *Mais comme les Français y sont attachés, j'ai toujours pensé qu'il n'y avait pas d'autre choix.* » *C'était de Gaulle*, tome II, Alain Peyrefitte. Éditions de Fallois-Fayard, 1997.

(5) *Le Monde*, 21 juin 1968.

(6) Cf. l'étude sur « L'URSS dans les livres scolaires » publiée dans notre n° 9, *La Russie, mille ans d'énigmes*.

Le grand carnaval

PAR MARC DOMINICI

Révolution pour les uns, mascarade pour les autres, les journées de Mai 68 ont surpris tout le monde, y compris leurs acteurs les plus engagés. La Ve République a failli s'y engloutir. Retour sur images.

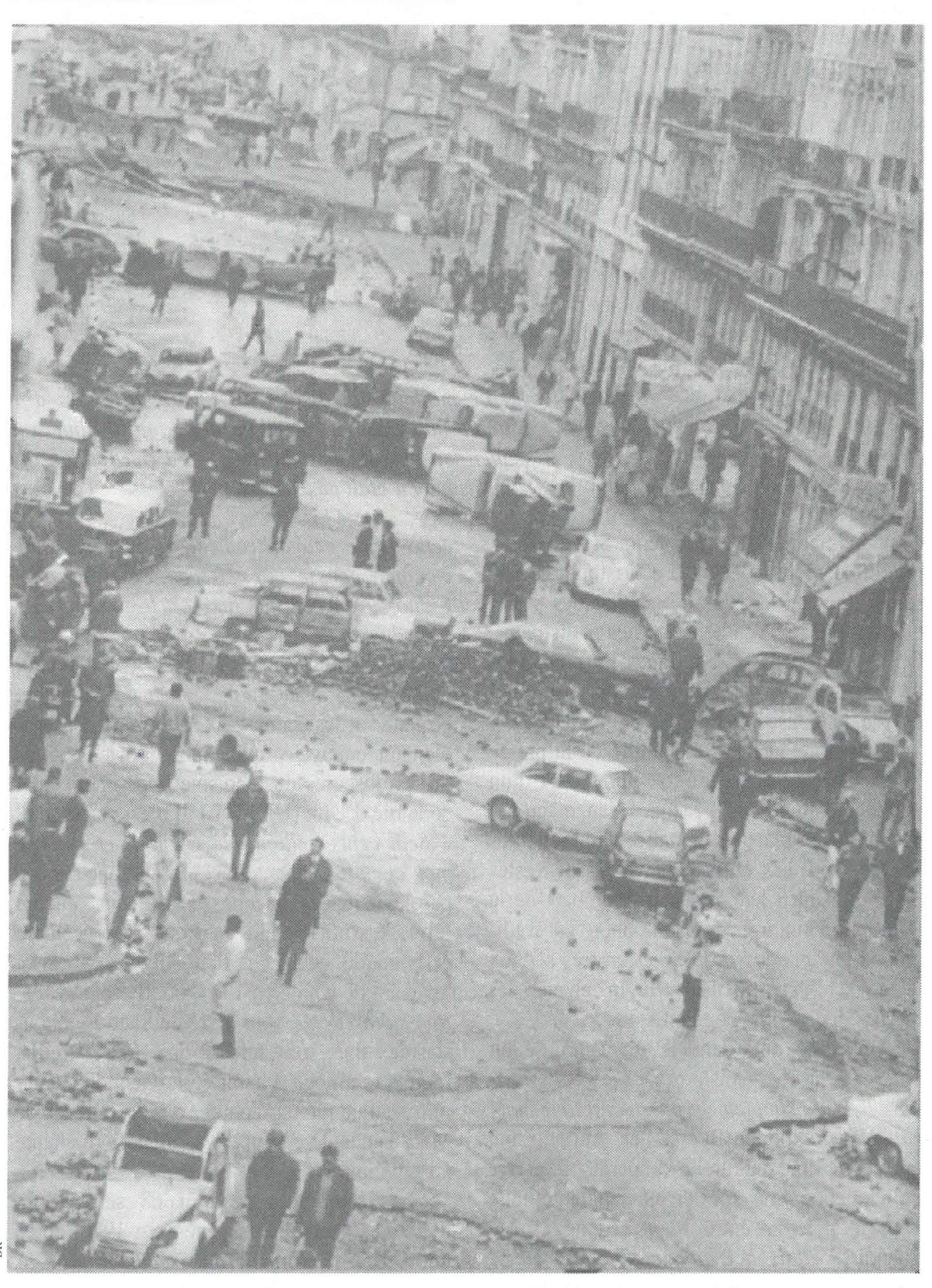
Le 8 janvier 1968, François Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports du gouvernement Pompidou, vient inaugurer la nouvelle piscine de l'université de Nanterre où sa fille est inscrite (1). La faculté regroupe 12 000 étudiants issus des quartiers et de la banlieue ouest de la capitale, ainsi que 1 500 provinciaux installés dans la résidence. Depuis plusieurs mois, le campus connaît une agitation sporadique qui a déjà abouti à l'abrogation de fait du règlement intérieur de la résidence. Les garçons veulent pouvoir se rendre librement dans les chambres des filles à qui on ne demande pas leur avis... Cette agitation est entretenue par quelques étudiants anarchisants. Daniel Cohn-Bendit, qui est l'un d'eux, apostrophe le ministre :

– *J'ai lu votre* Livre blanc sur la jeunesse. *En 300 pages, il n'y a pas un mot sur les problèmes sexuels des jeunes.*

– *Si vous avez des problèmes de cet ordre,* répond en substance Missoffe, *je ne saurais trop vous conseiller de plonger dans la piscine...*

– *Voilà une réponse digne des Jeunesses hitlériennes !* rétorque Cohn-Bendit (2).

Le Livre blanc dont il est question, publié l'année précédente, dresse il est vrai un tableau particulièrement idyllique des jeunes gens de la fin des années 1960. « *Le jeune Français songe à se marier de bonne heure mais a le souci de ne pas mettre d'enfants au monde avant d'avoir les moyens de les élever correc-*



DR

Lendemain de barricades et d'émeutes sur le Quartier latin. Le grand massacre des « bagnoles », symbole d'une consommation haïe autant que désirée.

tement. Ainsi son objectif numéro un est-il la réussite sociale. » Le reste est à l'avenant.

Le face à face de la piscine, aussi bref fut-il, donne immédiatement à Cohn-Bendit une grande popularité qu'il va asseoir au fil des semaines, jusqu'à ce 22 mars où 142 étudiants occupent la tour administrative de la faculté de Nanterre pour protester contre l'arrestation d'activistes « anti-impérialistes », signifiant à la masse estudiantine (500 000 étudiants en 1968 contre 200 000 dix ans plus tôt) que les organisations syndicales traditionnelles comme l'UNEF sont dénuées de toute représentativité. Or si les aspirations libertaires d'une partie de la jeunesse ne peuvent produire de mot d'ordre mobilisateur pour un mouvement de masse, l'opposition à la politique des États-Unis au Vietnam constitue en revanche un excellent catalyseur des énergies militantes de gauche qui sont majoritaires. Il ne manque qu'un événement symbolique qui puisse servir de déclencheur.

Le 30 avril, une exposition organisée à Paris, au 44, rue de Rennes, par le Front uni de soutien au Sud-Vietnam, organisation farouchement anticommuniste, est saccagée par une cinquantaine de membres des Groupes de propagande et d'autodéfense (GPA) des Comités Vietnam de base (CVB) maoïstes. Les responsables du Front uni, parmi lesquels Roger Holeindre (3), en sous-nombre et dans l'impossibilité de s'enfuir, sont très violemment frappés, *« C'est une véritable curée »*, décrit Christophe Bourseiller (4). Parmi les assaillants figurent Thiennot Grumbach, Jean-Marc Salmon, Gérard Miller ou Jean-Paul Cruse.

Au mouvement Occident, principale composante du Front uni, des représailles sont envisagées et même annoncées pour le 2 mai à Nanterre. *« Aussitôt, l'extrême gauche transforme la faculté en camp retranché, creuse des tranchées, taille des pieux et déploie une banderole :* "Fascistes qui avez échappé à Diên Biên Phu, vous n'échapperez pas à

QUESTIONS SUR UNE RÉVOLUTION

Il n'est guère possible de traiter de la reconversion de notre extrême gauche sans dire un mot de la judaïcité de la plupart de ses dirigeants. La légende de Mai 68 rapporte que, lors d'une des premières réunions de nos chefs agitateurs, l'un des participants fit une plaisanterie en yiddish. Tous les présents éclatèrent de rire. Comme aurait pu rire, en 1917, le bureau politique du parti bolchevik. Il y a quelque mois, un très officiel colloque organisé par une revue se réclamant de la communauté israélite s'interrogeait doctement sur le point de savoir si Mai 68 n'avait pas été une *« révolution juive »*. Le pavé parisien n'aurait résonné il y a vingt ans, à les écouter, que de l'écho millénaire du messianisme hébraïque. L'un des principaux participants à cette journée de réflexion était Henri Weber, ancien patron de la Ligue communiste devenu membre du cabinet du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, et surtout théoricien de la NGS, la « nouvelle gauche socialiste » qui fleurit sur les pelouses de l'hôtel de Lassay. Dans *L'Express*, il explique son recentrage en ces termes : *« Il y a moins de messianisme et une diminution du tragique. »* Traduction libre : Fabius n'est pas le messie et il n'y a pas de quoi en faire un drame !

Je vais peser mes termes au trébuchet. En espérant ne pas tomber, c'est-à-dire permettre les récupérations intéressées ou les accusations outrancières. La réappropriation par nos ex-soixante-huitards de leur bagage culturel initial facilite la pose de passerelles vers la nouvelle terre promise qu'ils se sont assignée. Et toc ! Cela dit, ils ne sont pas les seuls à jouer de solidarités communautaires.

THIERRY PFISTER

***Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes.* Albin Michel, Paris 1988, p. 39-40.**

DE GAULLE VU PAR JACQUES LAURENT

Vous avez pris [le général de Gaulle] pour un monument historique qui ne méritait plus que d'être classé. Or, sachez-le, de Gaulle n'a pas fait l'histoire, il a tout juste su l'utiliser, et dans votre combat de Mai il ne vous aurait pas été inutile d'en être averti. Qu'il ait existé ou non, la guerre de 14 se serait terminée le même jour ; celle de 40 aurait commencé à la même minute, les Allemands seraient entrés à Paris au même instant, les Anglais et les Américains auraient envahi l'Afrique du Nord à la même date, créé leur second front en France le même mois et dans les mêmes circonstances, pris Berlin de la même manière et mis fin à la guerre comme ils l'ont fait. [...] L'Algérie, faute d'un de Gaulle, aurait obtenu son indépendance d'un Mollet, d'un Faure, d'un Gaillard, d'un Pinay ou d'un Mendès France, parce que la décolonisation se trouvait dans le courant suivi à cette époque par les nations occidentales. [...]

Si vous vous étiez intéressés au Général, vous auriez su que cet homme, qui ne fit jamais tort à Mussolini ni à Hitler mais dont souffrirent Churchill et Roosevelt, qui ne troubla jamais Rommel mais vainquit Salan, est le spécialiste d'un combat un peu particulier, celui qu'on ne livre qu'à un compatriote ou un allié, bref un proche. [...]

Celui que vous preniez pour une vieille figure historique, passablement ennuyeuse et démodée, était au contraire très doué pour utiliser la situation où vous l'aviez mis. Habitué à lutter contre une partie des Français en se servant de l'autre, [...] il était l'homme du monde le mieux fait pour triompher de vous dans un sport où vous n'étiez qu'apprentis face à un champion.

JACQUES LAURENT

***Lettre ouverte aux étudiants.* Albin Michel, Paris, 1969, p. 27-30.**

A la tête du mouvement de Nanterre, un étudiant de 23 ans qui a fait de l'insolence juvénile une règle de comportement : Daniel Cohn-Bendit. De nationalité allemande bien que né à Montauban, de confession juive quoique non pratiquant, il a frayé avec les milieux libertaires, laissant libre cours à sa contestation de toute autorité et pratiquant le harcèlement permanent du corps professoral et des hommes politiques, attitude qui lui vaut, en 1967, de se faire traiter de fasciste par* Le Canard Enchaîné, *après qu'il eut houspillé publiquement François Mitterrand.

L'ESCAPADE DE BADEN-BADEN


TALLANDIER

Le 24 mai, dans son allocution télévisée, le général de Gaulle a de son propre aveu *« mis à côté de la plaque »*.

Six jours plus tard, c'est un autre homme qui s'adresse aux Français, revigoré et combatif, annonçant à la radio avoir *« envisagé depuis vingt-quatre heures toutes les éventualités, sans exception »* lui permettant de maintenir la légitimité nationale dont il est le détenteur. *« Menacée de dictature* [par le] *communisme totalitaire,* s'exclame-t-il, *la République n'abdiquera pas ! »* Le ton de la future campagne électorale est donné. Que s'est-il passé ?

La veille, le général de Gaulle a accompli ce qui demeure comme l'un des actes les plus mystérieux de son règne : le voyage impromptu à Baden-Baden, sans même avertir son Premier ministre. Il est 15 h 01 ce mercredi 29 mai 1968 quand le général Massu, commandant en chef des Forces françaises en Allemagne, accueille le général de Gaulle à sa descente d'hélicoptère. Le chef de l'État est accompagné de son épouse ainsi que de son aide de camp, le commandant Flohic. Un deuxième hélicoptère amène le personnel médical et de sécurité, tandis que débarquent d'un avion Philippe de Gaulle – le fils du général – et sa famille.

Le périple est triplement étrange. D'abord parce qu'à Paris, nul n'en a été informé : officiellement, le général est parti en fin de matinée pour sa propriété de Colombey-les-Deux-Églises. Depuis 14 heures, le Premier ministre sait uniquement que le président de la République n'est pas arrivé à destination.

Ensuite parce que la présence de ses proches, l'importance des bagages et les dispositions domestiques prises par Yvonne de Gaulle laissent penser à un éloignement prolongé, pour ne pas dire définitif, du pouvoir comme du territoire national.

Enfin parce que ce voyage revêt parallèlement des allures de fuite à Varennes, à ceci près que le chef de l'État a, cette fois, réellement franchi la frontière.

« Tout est foutu », *« on ne veut plus de moi »*. Ces propos, rapportés par le général Massu et confirmés par le commandant Flohic, sont les premiers mots tenus par de Gaulle à son hôte. Massu est le destinataire d'autant plus surpris des propos du chef de l'État que, s'il fut l'un des premiers Français libres, il fut aussi l'opposant limogé à la politique algérienne du général de Gaulle. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de cette situation de le voir enjoindre le chef de l'État de regagner son poste en lui lançant : *« Vous êtes écœuré, mais vous en avez vu d'autres, depuis 1940. »*

A 16 h 30 ce 29 mai, le général de Gaulle reprend donc le chemin de Paris, rassuré sur ses capacités offensives non seulement par les encouragements que lui a prodigués Massu, mais par la résurrection qu'il a accomplie en lui-même. Le choc émotionnel entraîné par la disparition, puis par le retour du chef de l'État, leurs conséquences dans l'opinion publique, donneront *a posteriori* une dimension tactique à ce qui fut d'abord l'irruption d'une donnée caractérielle – le général de Gaulle était profondément cyclothymique – sur un destin de dimension historique.

De Gaulle confiera quelques mois plus tard à madame Massu : *« C'est la Providence qui a placé votre mari sur ma route le 29 mai... »*

M. D.

Nanterre". » Inquiet par la tournure des événements, le doyen Grappin ne voit qu'une issue : il ferme la faculté.

Le lendemain vendredi 3 mai, un meeting de soutien aux étudiants de Nanterre est organisé dans la cour de la Sorbonne. A midi, sept cents à huit cents étudiants sont réunis, en tête desquels les responsables des principales organisations d'extrême gauche. Là encore, on se prépare à affronter les « fascistes » d'Occident auquel est attribué l'incendie, la veille, du local de la Fédération générale des étudiants en lettres. Désireux de prévenir, plutôt que de devoir guérir, le recteur Roche appelle la police qui, en milieu d'après-midi, investit la Sorbonne et procède à 596 interpellations. L'extra-territorialité de fait de l'université phare de la France est rompue. A 17 h 30, aux cris de *« Libérez nos camarades »* et *« La police hors des facs »*, les premières bagarres éclatent aux Quartier latin.

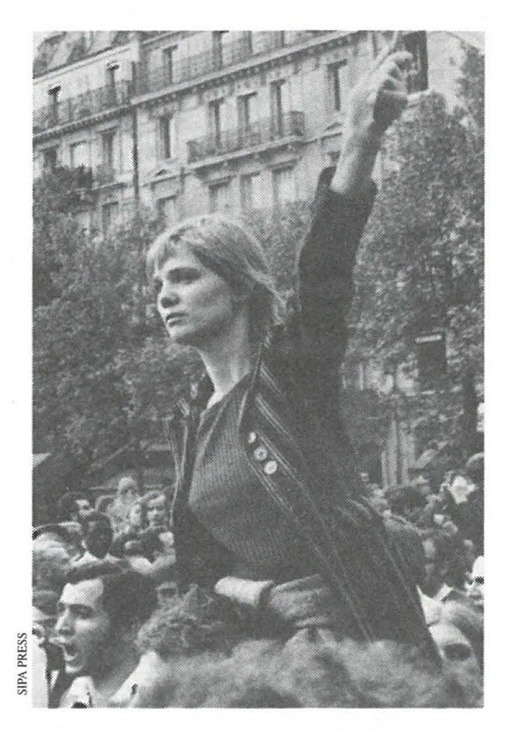
Dès le lendemain, sept étudiants sont condamnés à des peines de prison avec sursis pour violences et, le dimanche, deux mois de prison ferme sont prononcés contre quatre autres. Malgré une interdiction préfectorale, 20 000 manifestants se retrouvent le lundi à Denfert-Rochereau à l'appel de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et du Syndicat national de l'Enseignement supérieur (SNE–Sup) qui appelle à une grève illimitée. Les revendications sont au nombre de trois : la libération des étudiants emprisonnés ; la réouverture de la Sorbonne ; le retrait des policiers du Quartier latin qu'ils quadrillent depuis quarante-huit heures. A 15 h 30, les premiers heurts se produisent entre manifestants et forces de l'ordre. Ils ne cesseront que huit heures plus tard, les premières barricades ont été érigées au Quartier latin. Bilan de la journée : 600 blessés, 422 arrestations.

Les jours qui suivent sont marqués par une mobilisation continue sur laquelle le pouvoir comme les organisations politiques et syndicales traditionnelles semblent ne pas avoir prise. Que faire face à ce mouvement d'« enragés » dont les aspirations et les formes d'action sortent du cadre social traditionnel ? Ainsi de ce groupe d'étudiants qui, dans l'après-midi du 7 mai, entonne l'*Internationale*, poing levé, devant la tombe du Soldat inconnu !

Après une nouvelle flambée nocturne de violence le mardi 7 mai, également marquée par l'extension de la révolte aux principales villes de province, les deux journées suivantes connaissent une accalmie. La mobilisation ne faiblit pas mais ne progresse pas non plus. Le


DR

Deux visages opposés de Mai 68. A gauche, une jeune manifestante de droite sur les Champs-Élysées. A droite, une non moins jolie manifestante de gauche, en réalité une jeune Anglaise, Caroline de Bendern, qui avouera, trente ans après, s'être laissée piéger par les photographes, un drapeau vietcong à la main, sans très bien savoir ce qu'elle faisait là.


SIPA PRESS

parti communiste et la CGT, jusqu'alors pour le moins réticents à rejoindre le mouvement, engagent des discussions avec l'UNEF. C'est le moment que choisit Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale, pour annoncer que la Sorbonne restera fermée *« jusqu'au retour au calme »*.

A 18 h 30, vendredi 10 mai, 50 000 manifestants se retrouvent une nouvelle fois à Denfert-Rochereau. L'objectif est de reprendre la Sorbonne, le mot d'ordre : *« Assiégeons les assiégeants ! »* Trois heures plus tard, la révolte tourne à l'émeute de rue. On comptera jusqu'à soixante barricades. A cinq heures du matin, Daniel Cohn-Bendit, omniprésent dans le conflit, appelle par la radio les étudiants à se retirer. Les ondes des stations périphériques, Europe 1 et RTL, jouent une nouvelle fois un rôle crucial dans ces événements. Les reportages retransmis en direct des manifestations permettent en effet aux émeutiers d'être informés en temps réel de l'endroit où se déroulent les affrontements, d'accourir en renfort sur les barricades que les reporters annoncent en passe d'être reprises par les forces de l'ordre qui, pourtant dotées d'un matériel technique adéquat, sont constamment prises de vitesse. A l'aube de cette nuit des barricades, on totalise plusieurs centaines de blessés, environ 500 arrestations et 188 voitures incendiées que les badauds, incrédules, viennent contempler.

Le samedi 11 mai marque le premier tournant de ce mois de mai. Absent depuis la fermeture de la Sorbonne, le Premier ministre Georges Pompidou rentre d'Afghanistan. A 23 heures, il annonce la réouverture de la Sorbonne et la libération des étudiants incarcérés. Ces mesures sont considérées par les révoltés comme un aveu de faiblesse gouvernementale. L'émeute triomphe et l'État recule. Évacuée par la police, la Sorbonne est livrée au « carnaval étudiant ».

A l'heure où Georges Pompidou annonce ses décisions, il sait aussi que la journée du lundi constitue un cap décisif. Quelques heures avant son retour en France, l'ensemble des organisations syndicales a appelé à la grève générale pour le jour anniversaire du 13 mai 1958, ainsi qu'à une démonstration de force dans la rue. Le succès est au rendez-vous : près de 500 000 personnes défilent dans la capitale. Va-t-on assister à une révolution, à la prise par la foule des bâtiments officiels ? Non, car nul n'en veut, du moins à la tête des différentes organisations protestataires : la CGT joue la carte de la légalité, et les leaders étudiants « révolutionnaires » estiment que la situation n'est pas mûre. C'est ainsi qu'on peut voir deux cents à trois cents militants de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) protégeant la devanture d'une armurerie que des manifestants se proposent de dévaliser.

Triomphe de la « chienlit »

En fin de semaine, alors que le chef de l'État est parti pour un voyage officiel en Roumanie, la France compte deux millions de grévistes. Le samedi 18, le général de Gaulle rentre à Paris, avançant son retour en France d'une journée. Il s'exprime pour la première fois le lendemain en Conseil des ministres exceptionnel, employant l'expression qui deviendra célèbre : *« La réforme, oui ; la chienlit, non ! »*

Cette dernière s'étend néanmoins. Le mardi 21 mai, on recense huit à neuf millions de grévistes ou de personnes empêchées de travailler par des comités de grévistes musclés, ce qui n'est pas exactement la même chose. L'activité économique du pays est totalement paralysée ; les pompes à essence sont désormais vides. Les émeutes continuent. L'annonce le 22 mai de l'interdiction de séjour sur le territoire français de Daniel Cohn-Bendit (5) qui se trouve en Allemagne entraîne de nouvelles manifestations (*« Nous sommes tous des juifs allemands ! »*) et de nouvelles violences que ne parvient pas à stopper l'intervention télévisée du général de Gaulle le surlendemain. Lui-même reconnaîtra qu'il était *« à côté de la plaque »*. Son annonce de l'organisation d'un référendum pour sortir de la crise, loin d'apaiser les esprits, conforte les révoltés dans l'idée que le pouvoir ne contrôle plus rien. La Bourse est incendiée, plusieurs centaines de blessés légers sont encore relevés dans la soirée, alors qu'à Lyon, un commissaire de police est tué par un camion lancé dans sa direction. Ce sera le seul mort connu de tout le mois de mai.

Malgré tout, représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat se retrouvent le samedi 24 mai au ministère des Affaires sociales, rue de Grenelle, la légende voulant que Jacques Chirac, secrétaire d'État aux Affaires sociales, y fût venu armé. Lundi 27 à 7 h 15, des accords sont signés, dont il s'avère aussitôt qu'ils n'emportent pas immédiatement l'adhésion de la base tentée par la poursuite du mouvement comme le souhaitent les étudiants, ce que refuse la CGT qui dénonce « l'aventure ».

Un meeting de la gauche au stade Charléty en présence de Pierre Mendès France trouve sa signification le lendemain (28 mai) quand François Mitterrand, fort d'avoir mis trois ans plus tôt le général de Gaulle en ballottage à l'élection présidentielle, se dit prêt à assumer la succession du pouvoir, annonçant même qu'il prendrait « PMF » comme chef d'un gouvernement provisoire. Cette sorte de coup de force de la révolte étudiante et ouvrière vaudra au futur chef de la gauche deux années de purgatoire politique. Ce même 28 mai, alors que le ministre de l'Éducation nationale Alain Peyrefitte se voit contraint de remettre sa démission, Daniel Cohn-Bendit, les cheveux teints en noir, rentre clandestinement en France et fait une réapparition triomphale à la Sorbonne.

THIERRY MAULNIER ET L'INSTITUT D'ÉTUDES OCCIDENTALES

« Quand je rencontrai Thierry Maulnier, quatre mois après Mai 68, rapporte l'auteur du Cœur rebelle, *le traumatisme de l'événement était encore frais. La réaction de peur des élections de juin n'avait rien changé sur le fond. Servi par la complicité implicite des classes dirigeantes, le gauchisme, rejeté par les urnes, occupait tout l'espace médiatique. Ses milices maniaient l'invective et la barre de fer en toute impunité. Professeurs, étudiants ou cadres d'entreprise qui ne s'inclinaient pas étaient dénoncés comme « fascistes » et pourchassés sans espoir d'être défendus.*

L'intensité du traumatisme pouvait permettre de réunir dans les milieux intellectuels et au sein de l'Université des gens qui, la veille, auraient refusé de se parler. A partir de la simple résistance au désordre institutionnalisé, il paraissait possible de créer un groupe de pression jouant de l'autorité intellectuelle et de la notoriété de ses membres.

Pour que ce projet prît corps, il était nécessaire qu'une personnalité respectée l'assumât publiquement. Thierry Maulnier était le seul à remplir toutes les conditions. Tout son passé garantissait que si je parvenais à le convaincre, il ne faillirait pas. Avec une impavidité admirable, il a tout accepté, sans une hésitation, sans émettre une restriction. C'est lui qui choisit le nom d'Institut d'Études Occidentales. Durant toute l'existence de ce comité, Thierry Maulnier fut un militant exemplaire, toujours disponible, même pour les corvées les plus déplaisantes. Il savait que l'argent ne rentrait pas et il ne nourrissait aucune illusion sur les secours à attendre des possédants. »

Il n'est pas possible de citer les nombreux intellectuels et universitaires qui ont soutenu et accompagné cette initiative. On peut cependant retenir quelques noms du comité de patronage : Robert Aron, Pierre de Boisdeffre, le recteur Jean Capelle, Jean Cau, Jacques Chastenet, Pierre Chaunu, le doyen Dauphin-Meunier, Frédéric Deloffre, Pierre Gaxotte, Roland Laudenbach, Henri Massis, Henri de Monfreid, Jules Monnerot, François Natter, le colonel Rémy, Jules Romains, Denis de Rougemont, Louis Rougier, Michel de Saint-Pierre, Paul Sérant, Boris Souvarine, Alexandre Vialatte, etc.

La preuve de l'incapacité du pouvoir à contenir la pression populaire semble sans remède. Le lendemain, tandis que plusieurs centaines de milliers de manifestants défilent dans la capitale à l'appel de la CGT, le général de Gaulle s'envole pour une destination inconnue. L'annonce qui en est faite par les radios périphériques jette la panique. Rentré à Paris, le 30 mai, après sa visite au général Massu, de Gaulle lance à la radio un appel à la mobilisation civique. Sur les Champs-Élysées, près d'un million de manifestants, las du désordre, lui apportent son soutien.

Les détenus de l'OAS sortent de prison

Malgré de nouvelles manifestations dans la première quinzaine du mois suivant et un dernier accès de violence les 10 et 11 juin qui se concrétise par une nuit de barricades à Paris, la mort d'un étudiant à Flins et celle de deux ouvriers à Montbéliard, la reprise du travail s'effectue progressivement courant juin. Le 20, elle est quasi générale. La dissolution des organisations d'extrême gauche (12 et 14 juin), l'évacuation de la Sorbonne de ses derniers occupants (16 juin), sonne le glas de la révolte qui ne dispose plus du soutien populaire des premières semaines, ni de celui des étudiants non politisés qui avaient participé à l'aventure. Le samedi 15 juin, tous les condamnés de l'OAS encore détenus dans les prisons françaises sont libérés.

C'est dans l'ordre que, le dimanche 23 juin 1968, peut se dérouler le premier tour des élections législatives dont l'ensemble des partis de gauche va sortir laminé. Le 30 juin, les gaullistes enlèvent 358 sièges sur 485, ce qui les conforte dans le sentiment trompeur d'une victoire écornée un an plus tard par le succès du « non » au référendum sur la régionalisation, immédiatement suivi de la démission du général de Gaulle.

M. D.

---

(1) Françoise Missoffe, devenue Françoise de Panafieu. Elle fut ministre du Tourisme d'Alain Juppé.

(2) Échange rapporté par Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, tome 1, *Les Années de rêve*, Éditions du Seuil, 1987.

(3) Il est aujourd'hui membre du bureau politique du Front national.

(4) *Les Maoïstes, la folle histoire des Gardes rouges français*, Plon, 1996.

(5) La raison officielle est qu'il s'est publiquement félicité que certains aient profané le drapeau français.

LE GÉNÉRAL POMPIDOU

« J'ai fait ce que fait un général qui ne peut plus tenir une position. Je me suis retiré sur une position défendable. Et j'ai donné à cette retraite un caractère « volontaire » à la fois par souci de sauver les apparences et à cause de l'opinion. Je m'explique. Quand je suis rentré d'Afghanistan, j'ai trouvé une situation qui m'est apparue désespérée – l'opinion parisienne était entièrement derrière les étudiants. La manifestation du 13 mai était annoncée. J'ai pensé alors (et aujourd'hui j'en suis sûr) que faute de rendre la Sorbonne, cette manifestation entraînerait peut-être la chute du gouvernement (et du régime), mais qu'à tout le moins elle s'emparerait de la Sorbonne. [...] Et qui a jamais empêché une foule [de 500 000 personnes] de pénétrer dans un local comme la Sorbonne ?

Même l'armée n'y aurait pas suffi et, au surplus, qui aurait commandé à des soldats de tirer sur une foule pareille ?

Tout dans une affaire de cet ordre se joue sur l'opinion. Ayant fait ce que l'opinion attendait, je renversais les responsabilités. Désormais, c'était les « étudiants » qui se mettaient dans leur tort, qui devenaient des provocateurs, au lieu que ce fussent des innocents se défendant contre les provocations gouvernementales et policières. Je n'avais plus qu'à gagner du temps, à circonscrire le mal, puis à prendre l'offensive sans douleur lorsque l'opinion en aurait assez. Telle fut ma ligne de conduite depuis le début jusqu'à la fin.

Dans une affaire de cet ordre, il n'y a que deux issues – ou bien, dès le départ, se fier à la répression la plus brutale et la plus déterminée. Je n'en avais pas le goût ni les moyens. Les aurais-je eus que la révolte de l'opinion aurait obligé à reculer, c'est-à-dire à disparaître. Une démocratie ne peut user de la force que si elle a l'opinion pour elle et nous ne l'avions pas.

[...] Il pourrait y avoir eu une autre partie à gagner ou à perdre si le parti communiste avait décidé de passer à la révolution violente. Mais là, le gouvernement avait la possibilité d'user de la force parce que l'opinion aurait été avec lui et l'armée fidèle sans hésitation.

GEORGES POMPIDOU

Lettre à Raymond Aron, publiée par celui-ci dans ses *Mémoires*, Julliard, Paris 1993, p. 476-477.

LA RIPOSTE DES « RATS NOIRS »

Pas moins de cinquante livres ont été publiés en avril-mai 1998 sur Mai 68 et les soixante-huitards. Mais sur leurs adversaires d'Occident et du GUD, rien, sinon de la « littérature » de délation. Une exception pourtant, et de taille, avec le superbe album consacré à l'histoire des étudiants nationalistes. Textes passionnants, humour, photos et dessins à chaque page. Un régal ! L'un des principaux auteurs est Jack Marchal, militant d'Occident dès 1967, dessinateur talentueux, auteur de BD et amateur de rock. Nous l'avons rencontré.

Enquête sur l'histoire : Qu'est-ce que le GUD ?

Jack Marchal : Le GUD est un objet d'étude fascinant. C'est un objet politique non identifié, une association de fait improvisée par hasard, sans préméditation, qui a évolué sans plan défini, a presque disparu parfois et connu chaque fois une régénération spontanée. Tantôt l'effectif du GUD se réduit à quelques individus, tantôt il est suivi par des milliers de jeunes. Il est toujours là où ça se passe, et cela fait plus d'un quart de siècle que ça dure, sans qu'on ait jamais su pourquoi !

ESH : On dit que vous avez été l'inventeur du Rat Noir, sardonique emblème du GUD.

JM : Pas du tout ! Ce n'est pas moi qui ait inventé cette sale bête immonde, c'est elle qui s'est imposée à moi ! Son origine se perd dans la nuit des temps. Nos ennemis nous caricaturaient sous cette forme bien avant que l'idée me vienne d'en dessiner. Et dès le milieu des années 60, les militants d'Occident avaient développé tout un folklore inspiré par la série *Chlorophylle contre les Rats Noirs*, du grand dessinateur verviétois Raymond Macherot, qui n'avait certes pas imaginé qu'il y aurait à Paris des jeunes gens assez vicieux pour non pas prendre parti pour le gentil fructivore Chlorophylle, mais pour s'identifier aux affreux rats noirs, envahissants, doués d'une forte intelligence adaptative et dépourvus de scrupules.

ESH : Dans le livre, les considérations idéologiques tiennent moins de place que les anecdotes.

JM : C'est un choix, justifié par ce qui est la nature même du GUD. Celui-ci a été fondé à la faculté de Droit de Paris, fin 1968, peu après la dissolution d'Occident, en tant que structure d'accueil provisoire. Au départ, il n'y a pas eu de manifeste en x points, mais juste un instinct de survie. Le GUD a jalousement conservé ce programme informel : pas de programme stratégique, pas de règlement intérieur, pas de statuts, pas d'organigramme, pas de fichier, une direction collégiale anonyme, etc. Ce « Groupe Union Droit » (plus tard Groupe Union Défense) qui s'est développé en s'incrustant dans la vie universitaire d'abord sous forme de syndicat antigauchiste, a affirmé au fil des années une sous-culture spécifique, issue en droite ligne de celle d'Occident.



Dépliant GUD pour les élections universitaires de 1970.

ESH : Comment s'explique cette singulière continuité, sur plus de 30 ans ?

JM : Dans l'université, le renouvellement constant des générations fait que les traditions ont le temps d'être transmises mais pas celui d'être réélaborées. D'où leur permanence. Or le choc de 1968, en France, a été suivi d'une refonte du système universitaire, au moment même où l'enseignement supérieur devenait phénomène de masse. Dans ce cadre neuf, soudain privé de repères, le GUD est arrivé à point pour s'implanter durablement. Ses nombreux ennemis, en dépit d'un quart de siècle d'efforts, ne sont toujours pas parvenus à l'éradiquer.

Le GUD n'est pas une construction mécanique, c'est un être collectif qui obéit à la logique du vivant, qui sait s'adapter en demeurant tel qu'en lui-même.

ESH : Quels sont les ingrédients de cette culture GUD ?

JM : A la base, bien sûr, il y a un éventail de sensibilités adjacentes, dont les références seraient Brasillach et Degrelle (c'est la part du sentiment, du romantisme), Drieu et Bardèche (la part de la lucidité, la part des choses), et Louis-Ferdinand (c'est la part du rat noir). Rien de bien inattendu, en somme. Mais cette tradition n'a jamais été formalisée ni théorisée. C'est du reste ce qui fait sa robustesse. On l'a définie comme *« le nationalisme à l'état sauvage »*. Depuis qu'il existe, le GUD entretient un spontanéisme quasiment libertaire.

Une autre constante est l'amour de l'impopularité : les « gudards » n'aiment pas qu'on dise du bien d'eux. Et c'est ce qui fait leur popularité ! On les dit arrogants, fêtards, racistes, brutaux, narcissiques, indisciplinés, paradeurs, pas sérieux, vulgaires, etc., ce dont ils se fichent, mais ils ont rarement passé pour des imbéciles. Le GUD est aux antipodes de l'esprit skinhead en ce sens qu'il reste un milieu ouvert, dont le principal facteur de recrutement est l'envie qu'il inspire à des gens intelligents de le rejoindre.

Autre constante, très troublante : les cadres du GUD ont presque toujours été des gens que leur milieu familial n'avait en rien préparé à rejoindre le droitisme. Le GUD a toujours ressenti l'extrême droite, où le recrutement de père en fils est prédominant, comme une grande famille dont il ne faisait pas partie. C'est ce qui a conduit le GUD a développer des normes propres, à se constituer en culture autonome.

ESH : La violence tient aussi une place certaine dans son histoire.

JM : La violence politique dans la jeunesse est toujours le reflet de rapports de coercition qui se situent à un plan plus élevé. Le GUD a eu pour vocation initiale de résister à la violence exercée par l'ultra-gauche, qui n'était au fond que le bras armé de la mainmise marxiste sur le paysage intellectuel des années 60-70. La violence militante est donc le révélateur d'une violence idéologique généralisée, dans laquelle le GUD, avec son goût prononcé pour l'insolence et la dérision, est toujours aux premières loges pour prendre des coups. Et les rendre, avec intérêt (il pratique des taux notoirement élevés).

PROPOS RECUEILLIS PAR FABIEN QUESNAY

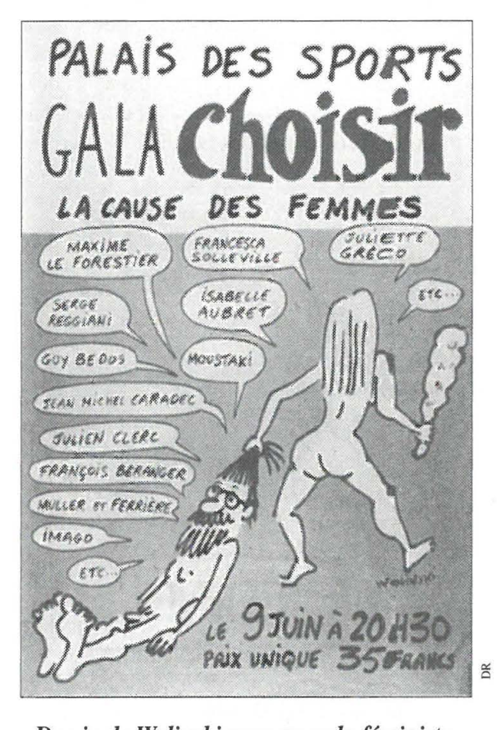
Les Rats maudits. 170 pages, 305 F (port compris). Éditions des Monts d'Arrée, BP 243-16, 75765 Paris cedex 16.

LES ILLUSIONS DE LA LIBÉRATION

La révolution sexuelle

PAR PATRICK GOFMAN

Après trente ans de révolution sexuelle, que reste-t-il des utopies de la libéralisation des mœurs ? Les viols et la pédophilie sont en augmentation vertigineuse. Voilà au moins un acquis ! Pornographie, prostitution, messageries roses et tourisme hard sont aussi en foudroyante expansion. Mais si le tapage sexuel envahit tout, n'est-ce pas d'abord parce qu'il rapporte gros ? Peut-être aussi efface-t-il la mauvaise conscience d'une gauche « morale » passée de l'ultrasocialisme à l'ultracapitalisme ?



DR

Dessin de Wolinski pour un gala féministe.

Morale sexuelle ? *« Depuis près d'une génération, nous vivions dans l'illusion que cette question ne se posait plus. Aujourd'hui, l'illusion se dissipe... »* Jean-Claude Guillebaud renverse la dernière illusion engendrée par Mai 68 (1). Il le fallait, car, observait déjà Denis de Rougemont : *« Les mythes déchus deviennent vénéneux comme les vérités mortes dont parle Nietzsche. »* (2) Et il fallait sans doute un homme de gauche, éditorialiste au *Nouvel Observateur*, pour flanquer un coup de pied dans le paravent rose qui abritait le profit des uns et la détresse des autres.

« Depuis une génération » ? C'est dire depuis trente ans. En janvier 1968, ce n'est pas l'austérité des mœurs qui préoccupe la majorité des Français. Ouvriers et paysans gaulois, toujours égrillards en paroles mais conservateurs et discrets en pratique, souriraient, s'ils en avaient connaissance, de mots d'ordre anarchistes comme *« Jouissez sans entraves ! »* Ce qui les préoccupe, c'est le chiffre de 500 000 chômeurs qui vient d'être atteint ; avec un bond de 64 % en un an pour les 18/24 ans.

L'État gaulliste s'efforce de concentrer un appareil de production vétuste pour l'adapter à la concurrence internationale. Regroupements, fusions, restructurations à la hache. Depuis le 20 mai 1967, le parlement s'est démis et de Gaulle opère par décrets et ordonnances sur la mobilité de l'emploi, la sécurité sociale, etc.

Depuis un an, dans toute la France, grèves et manifestations isolées éclatent. Au Mans, le 26 octobre, 15 000 métallos et paysans culbutent un lourd dispositif policier. A Caen, le 26 janvier 1968, l'émeute ouvrière et rurale, suivie par quelques centaines d'étudiants, est d'une telle violence que prisons et hôpitaux débordent, que la capitale bas-normande est mise en état de siège. Ce sont les prodromes du « Mai social » de la classe ouvrière.

Le même mois de janvier 1968 voit un autre paroxysme à l'université nouvelle de Nanterre. Daniel Cohn-Bendit et ses supporters (une centaine d'anarchistes, JCR de Krivine et inorganisés) luttaient depuis la rentrée pour le libre accès aux cités universitaires réservées aux filles par l'administration, pudibonde. Et voici M. Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports, qui s'aventure à Nanterre-la-Folie pour inaugurer la piscine. Cohn-Bendit et ses fans le conspuent, puis le rouquin lui reproche un édifice « hitlérien », qui va noyer l'énergie sexuelle de la jeunesse. Et Missoffe lui conseille précisément de piquer une tête pour se calmer ! Ce sont les premières escarmouches du « Mai culturel » de la petite-bourgeoisie.

La Sorbonne occupée et réoccupée, le chef belge de Krivine, Ernest Mandel, vient saluer une fois *« le premier territoire libéré de la république socialiste française »*, et la fête commence. On palabre tout le jour, et la nuit, *« aimez-vous les uns sur les autres »*, c'est le triomphe de la promiscuité révolutionnaire, de la blennorragie marxiste-léniniste.

Car l'orgie se déroule paradoxalement devant l'effigie de Lénine, religieusement placardée dans la grande cour de la Sorbonne pour terrifier les visiteurs. Nos cancres en délire ne connaissent de Vladimir Ilitch ni la syphilis qui l'emportera, ni le puritanisme qu'il opposait aux théoriciennes de l'amour libre... Ils ont oublié la réaction morale imposée par Staline après quelques années de chaos sexuel à l'Est.

Pour la France de 1968, la révolution sociale se borne à une pantomime. *« Danse indienne »* pour le Russe Limonov (3). *« Nous avons mimé la révolution »*, avouera Serge



DRAGAN TOMITCH

Dans **La Tyrannie du plaisir**, ***Jean-Claude Guillebaud rapporte l'amertume des militants homosexuels devant l'évolution commerciale de leurs manifestations.***

July vingt ans plus tard (4). Tandis que Cohn-Bendit avait annoncé la couleur dans une interview au *Nouvel Observateur*, publiée le jour même de sa pitoyable fuite en Allemagne (22 mai 1968) : *« Je ne crois pas que la révolution soit possible... »*

La révolution sociale reflue, mais nourrie peut-être par cette défaite, la révolution sexuelle – combien plus fascinante – ne fait que commencer. Elle se poursuit depuis trente ans, pour cette excellente raison qu'elle a rencontré les intérêts du libéralisme avancé, qui entend régner sur une société divisée en individus lancés à la poursuite du bonheur personnel, et leur vendre l'équipement pour cette chasse au dahut.

La délocalisation du plaisir de Pigalle à Manille

Guillebaud exécute en quelques pages plaisantes et rigoureuses le gourou de la libération des mœurs, Wilhelm Reich, rappelant pour en finir que l'auteur de *La Révolution sexuelle* a sombré, aux États-Unis, dans le charlatanisme le plus bas. De même, il montre la pourriture originelle du tapage « libérateur », avec le cas du romancier Tony Duvert, dont les apologies répétées de la pédophilie extrême sont acclamées par la plus prestigieuse presse de gauche, de 1973 à 1986, prix Médicis à la clef !

Il faut bien que quelqu'un paie la « libération » des héros révolutionnaires. La délocalisation et la dérégulation du désir vont chercher leurs victimes jusque sur les trottoirs de Manille. *« Assurément, cette dérégulation générale ne fait l'affaire ni des pauvres ni des faibles. L'argent apparaît dorénavant comme un policier du désir infiniment plus brutal et plus injuste que toutes les morales de la terre. »* Cette remarque de Guillebaud rappelant celle de Rougemont pour qui, dès 1938, *« nous sommes parvenus au point de désordre social où l'immoralisme se révèle plus exténuant que les morales anciennes. »*

A huit milliards de dollars, les recettes de l'industrie pornographique américaine dépassent en 1996 celles de Hollywood ! assure le magazine *US News & World Report*, cité par Guillebaud. Cette industrie légère peut pavoiser. Mais nous ? Car si les plaisirs du voyeurisme ne sont pas niables, quiconque y a goûté connaît leurs effets déprimants. Mirage diluant les illusions du désir, la pornographie est une arme de guerre. Mais de quelle guerre s'agit-il aujourd'hui quand un tout petit garçon heurte du nez la couverture torride du magazine pornographique *Hot Vidéo*, agrandie quatre fois, à la porte de sa boulangerie ?

Il s'agit de la guerre de l'argent, triomphant et délirant, contre la société humaine et contre la civilisation. C'est contre les prémisses de la barbarie que Rougemont, il y a deux fois trente ans, appelait à réinventer le mariage et la fidélité. Jean-Claude Guillebaud se fait le Rougemont de notre avant-guerre et il dénonce les projets tendanciellement carac-

LA PLACE DE LA SEXUALITÉ

Ayant coexisté pendant des millénaires avec le concubinage et la prostitution, la famille traditionnelle a subi deux attaques frontales au XXe siècle. La première, d'ordre théorique, fut menée par Freud. Le domaine sexuel, où l'homme pouvait se réfugier pour échapper à la société et à ses lois, fut investi par Freud au bénéfice de la société et rattaché au domaine social. Freud a établi sa théorie selon le modèle des rapports à l'intérieur de la famille juive, érigeant ainsi ces rapports en réalité universelle. C'est ainsi que Freud a aussi privé l'individu de la liberté sexuelle, jetant la charogne sociale entre les partenaires sur leur couche. [...]

Dans notre société, le sexe (y compris familial) n'est utilisé qu'en qualité de substitut. Il détourne parfaitement attention et énergie d'une pulsion biologique intrinsèquement bien plus puissante : l'instinct de domination. Le mâle humain n'est pas caractérisé en premier lieu par ses fonctions sexuelles, mais par la capacité de soumettre d'autres mâles, la force, l'agressivité, l'aptitude à créer et protéger (gérer) une famille, un clan, une tribu. En accordant au sexe une primauté indue, la littérature, la télévision, la radio de la société d'hospice poussent les jeunes à s'adonner au sexe en les détournant du seul problème réel : la prise du pouvoir aux dépens des vieux mâles.

Toutes les pratiques sont autorisées, pourvu qu'elles détournent les jeunes hommes de la rébellion. C'est ainsi que l'on a vu progressivement disparaître de la longue liste des interdits l'homosexualité, le tribadisme, la sodomie, le sado-masochisme modéré, les seuls tabous restant la pédophilie et l'inceste. Tabous que personne ne s'est avisé, jusqu'à présent, de supprimer.

EDWARD LIMONOV
Le grand Hospice occidental.
Les Belles Lettres, Paris, 1993, p. 206-209.

téristiques des théoriciens américains de l'anarcho-capitalisme. *« Loin de contrevenir aux intérêts du grand marché libéral et aux commandements de l'argent, la permissivité ambiante les sert l'un et l'autre indiscutablement »*. De grandes manifestations provocatrices comme le Gay Pride sont des *« entreprises de showbiz, minutieusement planifiées, sponsorisées et rentabilisées »*. Et l'on aboutit à une *« tarification générale des plaisirs »*, devenus une marchandise comme une autre. Guillebaud prend aussi la stature d'un Rougemont, l'idéalisme en moins, lorsqu'il met en péril son confort de bonze intellectuel de gauche en proposant de refonder la famille et en qualifiant publiquement la mascarade « antifasciste » d'*« édredon mou de la tartuferie. »* (5)

Le cynisme réjoui, l'enfant profané...

La résistance d'opérette contre les « hétéro-flics » et la menace permanente du retour-à-l'ordre-moral ? C'est toujours un homme de gauche qui la démasque : *« Regardons autour de nous : est-ce vraiment l'ordre qui menace ? Voyez un peu nos sociétés disloquées, la violence ambiante, le cynisme réjoui, le tout-sexe à l'encan, l'enfant profané, le désarroi des familles et le carnage en* prime time. *L'ordre moral, vraiment ? »*

Contre la tyrannie du plaisir, et surtout celle de la lâcheté ambiante, Guillebaud en appelle à Platon, en tête de son livre érudit, lucide et paisible : *« Le courage, comment le définirons-nous ? Nous contenterons-nous de dire qu'il est un dur combat mené contre les peurs et les peines seulement, ou bien aussi contre les désirs, les plaisirs, et certaines flatteries si terriblement séduisantes que même le cœur de ceux qui se croient inaccessibles devient de la cire ? »*

P. G.

Patrick Gofman est écrivain et journaliste. Il vient de publier *Cœur-de-cuir* (Flammarion), roman autobiographique en forme de bilan acide de sa folle jeunesse trotskiste et soixante-huitarde.

---

(1) *La Tyrannie du plaisir*, Jean-Claude Guillebaud. Seuil. Prix Renaudot « essai ».

(2) *L'Amour et l'Occident*, Denis de Rougemont. Plon, 1938.

(3) *Le grand Hospice occidental*, Edward Limonov. Belles-Lettres.

(4) *Génération*, Hamon et Rotman. Seuil.

(5) *Sud-Ouest Dimanche*, 29 mars 1998.

UN HÉROS DE NOTRE TEMPS

Goldman for ever

PAR GILBERT COMTE

Épris de formules marxistes, mécontent de tout et de lui-même, il aimait la bagarre, les livres, l'alcool, les filles et les truands. Il avait tout pour faire un héros et, pourquoi pas ? un martyr.

Ce 20 septembre 1979, trois coups de feu retentissent en début d'après-midi sur la place de la Poterne-des-Peupliers, à Paris. Un homme jeune encore, très brun, tombe au sol mortellement touché. *« Pierre Goldman devint mon ami dès notre première rencontre, lors d'un comité de rédaction du journal des étudiants communistes »*, raconte vingt-huit ans plus tard Jean-Paul Dollé au souvenir de cet assassinat, dans l'ouvrage intéressant et « dévôtieux » qu'il consacre à la victime. Curieuse rencontre, d'ailleurs.

Par ses parents, l'auteur se rattachait alors à une moyenne bourgeoisie aux revenus confortables, aux mœurs paisibles. Sans doute sympathisait-elle avec les rescapés de l'Action française. Mais tranquillement, sans aucun de ces excès idéologiques propres à dresser un adolescent contre les siens. Celui-ci n'en éprouva pas moins contre « la bourgeoisie » une haine absolue. Il évoque ainsi des « étudiants » pareils à lui, *« écœurés moralement par les pratiques de leur milieu social »*. Sans doute ne précise-t-il jamais en quoi consistaient au juste ces abominations, et le *« monde invivable »* légué par les pères. Malgré son talent réel, il n'y réussirait pas.

Les *« jeunes bourgeois en rupture de classe »* cherchent alors leurs modèles du côté de « Che » Guevara, ou dans Mao Zedong. *« Rupture »* de classe toute intellectuelle faut-il ajouter. Car, pour la matérielle, plusieurs d'entre eux continuent de vivre dans le confort, chez leurs parents. En cette période heureuse où la société de consommation encore ascendante procure des salaires confortables à tous, le plein emploi, ces garçons mettent l'idéologie révolutionnaire à mijoter dans leurs cervelles sous forme d'*« apocalypse, comme rêve héroïque »*. A partir de là, il faut se pincer tout le reste du livre. Ces héritiers des Lumières, adeptes d'un rationalisme intégral, amis des droits de l'homme rêvent de grandes catastrophes pour rendre leur vie intéressante. En Pierre Goldman, ils découvrent brusquement un héros sur mesure.

Épris de ratiocinations marxistes, mécontent de tout, réfractaire total, en bataille perpétuelle contre le monde, mais pas pour autant satisfait de lui-même, ce rare concentré de déplaisirs aime la bagarre, les livres, l'alcool, les filles, et aussi la pègre qu'il fréquente en dehors des milieux gauchistes. Petit chef de bande admiré des siens, *« cynique »* selon son biographe, et *« même volontiers truand »*, il ne s'embarrasse pas de scrupules dans la vie quotidienne, *« ne rend jamais ce qu'on lui prête »*, *« n'a pas d'argent [...] vit chez l'un, chez l'autre, emprunte sans rembourser »* ! En même temps, d'obscures phobies l'assiègent. Don Juan recherché dans son petit monde, *« il n'a jamais pu dormir avec une femme. Le contact d'une autre peau pendant le sommeil le dégoûte »*. Curieux embarras quand même pour cet agitateur épris d'amour universel. Il veut régénérer l'espèce humaine par la révolu-

tion, mais ne tolère pas qu'un épiderme s'attarde auprès du sien, dans des frayeurs pathétiques. Chaque fois qu'il s'agit de rosser des militants de droite dits par l'auteur *« fascistes »* ou *« nazillons »*, pour les besoins de la cause, le camarade psychotique n'en monte pas moins bravement en première ligne.

Mieux ! L'antisémitisme figure le mal absolu dans ses convictions profondes rappelle Jean-Paul Dollé, *« l'antisémite et le raciste sont des salauds intégraux. »* Notre biographe procède ici à une curieuse réécriture de l'histoire. Durant la période qu'il évoque, autour de 1965, le racisme existe bien parmi des gens qu'on qualifierait aujourd'hui d'« extrême droite ». En revanche, l'antisémitisme n'y apparaît presque plus, sauf de très rares cas individuels. L'OAS, comme les Juifs de Ben Gourion, viennent de soutenir des combats forts proches les uns des autres, à travers la guerre d'Algérie, l'expédition de Suez. Les Français nationalistes éprouvent par esprit militaire une vive admiration pour les exploits guerriers des soldats de Moshé Dayan. Certes, cette évolution ne suscite aucun débat doctrinal en profondeur. La droite remuante n'en éprouva pas le besoin pour devenir dans son ensemble philosémite et pro-israélienne. Avec ses antécédents familiaux, l'auteur devrait s'en souvenir un peu.

Mai 1968 ne conduit pas son héros vers la gloire. Il quitte alors Paris sur la pointe des pieds, laisse le beau rôle à Cohn-Bendit, et s'en va rejoindre une lointaine guérilla sud-américaine. Son égocentrisme énerve les maquisards. Après quatorze mois d'absence, il reparaît au Quartier latin *« nerveux, vindicatif, désagréable »*, avec en tête un programme parfaitement adapté à ses désordres pathologiques. Au lieu de perdre son énergie en vaines opérations révolutionnaires, il se consacrera désormais au cambriolage, afin de se procurer de l'argent, d'en « claquer » un peu *« dans les boîtes, frimer avec les putes, s'acheter des costards de mac, se faire raser aux Champs-Élysées. »*

Arme au poing, Pierre Goldman monte son premier coup le 4 décembre 1969. Ensuite, il attaque un magasin, puis un payeur d'allocations familiales. Entre-temps, un voleur au signalement peut-être proche du sien tue deux femmes, et blesse grièvement un policier dans une pharmacie parisienne.


GAMMA

Pierre Goldman, truand et militant. Tué de trois coups de feu le 20 septembre 1979. La gauche accusa la police. Sartre et Saint-Germain-des-Prés manifestèrent. La dialectique perdait l'un des siens.

L'enquête lui attribue promptement les quatre forfaits. Dès son arrestation, la Gauche noble se porte à son secours, dans son intrépide aptitude à défendre les siens, quelques dégâts qu'ils commettent. *« Eût-il été réellement coupable de ce dont on l'accuse qu'au fond rien ne serait changé,* affirme *Libération* dès le début du procès : *l'homme qui comparaît aujourd'hui aux assises de Paris est un ami et un frère. »*

L'avertissement ni une enquête, semble-t-il incomplète et bâclée, n'impressionnent les juges. Ils prononcent la réclusion perpétuelle. Vingt-trois ans plus tard, Jean-Paul Dollé s'en étouffe encore : *« Ce que la cour a condamné ce ne sont pas les attaques à main armée revendiquées par Goldman mais le fait qu'il soit truand, juif et intelligent, en un mot : suspect. »* Par cette explication, le détenu échappe à son cas individuel pour devenir un bouleversant symbole des grandes persécutions historiques. Avec Pierre Mendès France, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Françoise Sagan, de grandes consciences exemplaires demandent puis obtiennent un second procès. Il s'ouvre en 1976 à Amiens, et ressemble un peu à une formalité mondaine pour finir par un acquittement. Pourquoi pas, si de bonnes raisons existent ?

Libre après sept ans de détention, Goldman accède au rang des vedettes prestigieuses. Les « intellectuels » de Saint-Germain-des-Prés se l'arrachent. Sartre l'estime, Simone de Beauvoir et Simone Signoret l'adorent. Il devient un héros de la société permissive. Lui-même dit de son étonnant parcours : *« Je n'étais pas vraiment philosophe, je n'étais pas vraiment voyou. »* Donc ni l'un ni l'autre, mais les deux à la fois. Miracle de la dialectique ! Cette *« absence de détermination »* le comble à entendre son biographe. Mais en quoi consiste-t-elle exactement ? Là, Jean-Paul Dollé lève gravement son index vers les cieux et annonce qu'elle désigne *« Tout simplement l'Absolu dans la grande logique de Hegel ».* Qui n'acceptera pas ce rapport universel entre la « frime », les « putes », les « costards de mac », le clan Zemour proche de son camarade et la philosophie allemande s'expose fort à crever dans la peau d'un réactionnaire endurci.

Le surprenant itinéraire du personnage cesse à la Poterne-des-Peupliers. Meurt-il victime de policiers furieux de sa revanche ? Malgré une vague revendication, l'auteur n'en retient pas l'hypothèse. S'agirait-il de quelque règlement de compte ourdi dans le Milieu, où l'ancien voleur conservait de fortes attaches ? Jean-Paul Dollé n'aborde pas plus cette hypothèse qu'il ne réfléchit sérieusement sur l'univers psychotique de ses diverses relations personnelles. Dans les débuts de son amitié pour Goldman, il fréquente aussi le philosophe Louis Althusser, tenu alors à l'École normale supérieure pour l'un des sommets marxistes du XX[e] siècle. L'un périra assassiné, l'autre deviendra l'assassin d'une acariâtre épouse.

Le biographe ne précise pas si les deux hommes se rencontrèrent. Entre ses réunions de cellule, lui-même va paisiblement de l'un à l'autre sans percevoir dans l'air les vibrations de leurs délires. Dans ses fameux *Possédés*, Dostoïevski consacre son talent à décrire d'autres demi-fous hantés comme ces deux-là par la destruction du *« monde invivable »* de leur temps. Sans le vouloir, *L'Insoumis* nous livre un témoignage important sur l'aliénation psychologique et idéologique dans la France contemporaine.

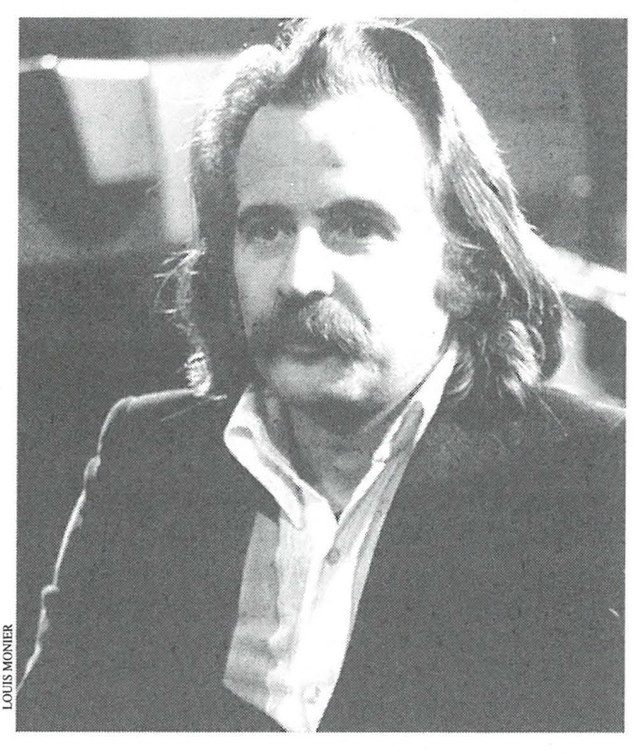
G. Cte.

L'Insoumis, par Jean-Paul Dollé. Grasset. 282 pages, 125 F.

LES CONFIDENCES DE RÉGIS DEBRAY

Non sans raisons, Régis Debray affirme haut et fort que *« les autobiographies, ces pots d'échappement de l'âme, empestent notre fin de siècle d'intimités toxiques »*. Pourtant, depuis maintenant dix ans, entre deux savants ouvrages aux titres orgueilleux, il se peint, avec plus d'exigence que de complaisance, dans des récits qui se recoupent sans vraiment se superposer et qui se veulent un portrait aux multiples facettes bien plus qu'une narration.

Aujourd'hui *Par amour de l'art (Une éducation intellectuelle)*, vient donc mettre un point final à une trilogie intitulée *Le Temps d'apprendre à vivre*, dont *Les Masques (Une éducation amoureuse)*, paru en 1988 constituait le premier volet, et *Loués soient nos seigneurs (Une éducation politique)*, en 1996, le deuxième.



Régis Debray : **« Les autobiographies, ces pots d'échappement de l'âme, empestent notre fin de siècle d'intimités toxiques ».**

Certains verront un symbole dans le fait que tous ces livres paraissent chez Gallimard, alors qu'il y a trente et encore vingt ans, Régis Debray publiait chez Maspero. Le parcours éditorial ne peut que suivre l'itinéraire spirituel et moral, des camps d'entraînement cubains ou des prisons boliviennes à l'Élysée et au Conseil d'État, en attendant, pourquoi pas, l'Académie française.

En trente ans donc, une trentaine de livres, parfois irritants, rarement inintéressants, souvent passionnants. Le dernier volume complète et confirme : s'il manifeste une certaine *« désaffection pour les livres de recherche »*, et affirme trouver dorénavant davantage de vérité dans la littérature (se demandant même s'il n'y a pas là un signe de sénescence), il poursuit dans les directions connues des habitués.

Le goût de l'éloge, d'abord, celui de ses maîtres de philosophie, Jacques Muglioni à Janson, Louis Althusser à l'École normale, et les pages consacrées à ce dernier renforceront sans doute, chez bien des lecteurs, l'attente impatiente d'un contre-portrait, moins complaisant, de celui qui régna sans partage de 1948 à 1980 sur l'élite philosophique française et l'enferma dans les impasses du marxisme dogmatique. Un long hommage à Gracq clôt cette revue des filiations spirituelles.

Le goût de la pédagogie et de l'autocritique ensuite. Le goût de la France, enfin, et l'amour nostalgique d'une République rêvée plus que vécue, celle de Jules Ferry, de Clemenceau, de Péguy ou encore de Lucien Herr, « la Gueuse », celle qui vivait de luttes contre le cléricalisme et la réaction, et non celle dont le buste, dans nos mairies, reproduit désormais les traits d'actrices à la mode, en suivant les fluctuations du box-office et de l'Audimat.

Lors des festivités du bicentenaire, Régis Debray avait déjà consacré un de ses plus intéressants ouvrages, *Que vive la République*, à ces questions. Il se peint désormais de plus en plus volontiers en vieux jacobin bougon dont les enthousiasmes à la Saint-Just peuvent surprendre ou séduire, c'est selon.

Ainsi, les « événements » de Mai 68, qu'il n'a pas vécus et dont il n'a perçu que l'écho amorti au fond de sa prison bolivienne, lui inspirent des pages sévères. Certes, disait-il ailleurs, *« Mai 1968 ne ferait pas, pour un nouveau cycle, une mauvaise date fondatrice, qui séparerait l'amont archaïque de l'aval médiatique. »* C'est là qu'*« a commencé la démocratie postmoderne »*, on passe de l'État éducateur à l'État séducteur, la « vidéosphère » remplace la « graphosphère ». Mais *« une révolution sans morts, c'est la vie du Christ sans Golgotha, le* thriller *sans cadavre : l'histoire trop bon marché »*.

Ainsi, il n'a pas de mots assez cruels pour les générations d'après 68, comme il en avait déjà eus pour les années de sa jeunesse, ces *golden sixties* à côté desquelles il était passé sans les voir ; pas de mots assez durs, non plus, pour le second septennat de François Mitterrand, cette basse époque qui a transformé l'idéal socialiste en *« condominium du chevalier d'industrie et de la dame de charité »*. Dans son ouvrage précédent, Régis Debray avait publié sa lettre de démission, non dépourvue de noblesse, du Conseil d'État. A quoi peut désormais servir une telle institution dans un pays où l'État a abdiqué ses fonctions régaliennes ?

Sans doute plus intemporel que réactionnaire, Régis Debray claironne volontiers, non sans humour, qu'il reste encore et toujours *« un vieux judéo-bolchevique »*. Certes, le vide de nos modernes « démocraties » où la juxtaposition de communautés a remplacé l'égalité et la fraternité des citoyens lui inspire des pages aussi vigoureuses que celles dans lesquelles il fait le bilan, souvent amer, de ses années de guérilla. Pourtant, ce fils proclamé de la République républicaine et de la Révolution internationaliste semble toujours plus déchiré entre deux formulations de sa propre identité.

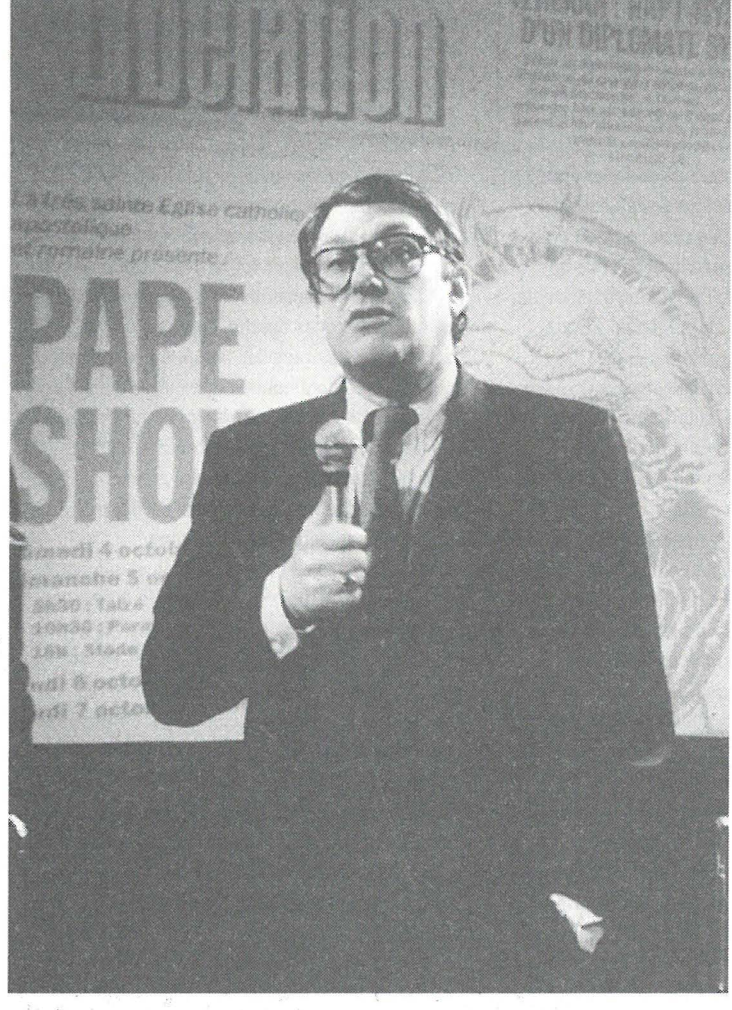
Certes, il se dit encore immunisé contre *« les noirs vertiges du sol et du sang »* ; il affirme qu'*« en accédant au "grand lycée", un enfant passe du lignage au territoire, du droit du sang au droit du sol, en clair de l'étouffement à l'aération »*. Et pourtant, dit-il, dès ma sortie de prison, en 1971, *« je savais déjà que je n'étais que français, au mieux européen, et que nul n'échappait à ce rétrécissement au lavage, ingrate amputation d'ubiquité. Certains se retrouveront plus tard, c'est selon, Juifs judaïsants en yeshiva ou Bretons bretonnants à Quimper. Kippa ou ciré, l'origine se venge »*. *« Ce que je suis, irrémédiablement, s'est joué avant moi et sans moi... On ne se choisit pas une communauté comme une montre dans une vitrine. »*

PATRICK JANSEN

Que sont-ils devenus ?

PAR BRUNO LAREBIÈRE

Tous prônaient la révolution, la destruction de la société bourgeoise, l'abolition de l'« aliénation » de l'homme. Certains idolâtraient Trotski, d'aucuns se réclamaient du « Che ». Trente ans plus tard, à de très rares exceptions près, tous sont rentrés dans le rang. Pire : ils sont devenus les plus ardents défenseurs du système qu'ils entendaient abattre. Exemples.



Serge July, directeur de Libération. *Ses anciens camarades maoïstes lui reprochent de se prendre pour Hersant et de s'être reconverti dans la lutte des sexes. Après avoir entrepris une « lutte à mort » contre le capitalisme en compagnie de son copain Benny Lévy, il s'est rallié à Mitterrand en 1981, à Fabius en 1983, et trouve beaucoup de qualités à Chirac en 1998. Où cela le mènera-t-il ?*

GAMMA

A l'autre bout du fil, Jean-Paul Cruse s'esclaffe : « *Tu as vu les lycéens et les enseignants de Seine-Saint-Denis ? C'est à Geismar qu'ils vont demander de l'ordre, de la sécurité et plus de profs !* » Cruse rit, un peu jaune. En 1968, Alain Geismar, alors maître-assistant de faculté et secrétaire général du puissant Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), avait été l'une des figures emblématiques des événements de mai aux côtés de Daniel Cohn-Bendit. Âgé de 29 ans, il possédait, outre sa détermination, une solide expérience militante acquise dans les réseaux de soutien au FLN. Rallié au maoïsme, il devint l'un des leaders les plus violents de la Gauche prolétarienne (GP) dont la dissolution le précipita dans la clandestinité. Arrêté, incarcéré pour divers délits dont « *voies de fait sur agents de la force publique* », il fut réintégré dans l'Éducation nationale qui l'avait radié de ses cadres, gravit les échelons jusqu'à devenir, par la grâce du pouvoir socialiste, inspecteur général de l'Éducation nationale. Puis vint, sous le deuxième septennat de François Mitterrand, l'heure de la consécration : l'entrée dans les cabinets ministériels. André Laignel, Lionel Jospin, Jean Glavany l'appelèrent, et enfin Claude Allègre qui, en juin 1997, en a fait son conseiller au ministère de l'Éducation nationale.

Cruse a choisi une autre oie. Il avait fait le coup de poing au sein des Groupes de propagande et d'autodéfense (GPA) des Comités Vietnam de base (CVB) maoïstes, avant de rejoindre la Gauche prolétarienne. Il entend demeurer « la figure du continuateur ». « *Je pense toujours,* promet-il, *à peu près la même chose que ce que je pensais en 1967. La question centrale est toujours celle de l'hégémonie américaine.* » Communiste il était, communiste il demeure, y compris contre les appareils. En mai 1993, Jean-Paul Cruse a commis l'irréparable, signant en première page de *L'Idiot international*, le journal de Jean-Edern Hallier, un article appelant à l'alliance entre communistes et nationalistes contre l'impérialisme

UN VIVIER POUR L'ÉTABLISSEMENT

A chaque mouvement social de quelque importance, à chaque tentative lycéenne ou étudiante de fédérer leurs semblables sur une base revendicative, à chaque apparition de « coordinations indépendantes », le retour des gauchistes sur le devant de la scène est annoncé. Le terme de retour est pour le moins impropre, puisqu'ils n'ont jamais été aussi présents. Les cadres dirigeants de la société française, ceux qui du moins bénéficient de la notoriété médiatique, sont pour beaucoup issus du gauchisme. Exemple célèbres au sein de ce que les Anglo-Saxons nomment l'*establishment*, Denis Kessler, vice-président du CNPF, vient de l'UNEF tendance maoïste, tandis que Jean-Claude Trichet, patron de la Banque de France, a fait ses classes au PSU qui était la gauche du Parti socialiste. Différence avec les gens qui ont commencé à l'extrême droite (il y en a) c'est que ces derniers font tellement de complexes qu'ils ont besoin de donner des gages à la gauche.

« Si on devait noter les députés, a dit un jour Pierre Mazeaud, alors président RPR de la commission des lois de l'Assemblée nationale, *Julien Dray serait prix d'excellence. »* Et de vanter son assiduité, son intelligence, sa pugnacité. Depuis, Pierre Mazeaud est devenu membre du Conseil constitutionnel dont la présidence semble à sa portée. Une consécration pour l'ancien militant anarchiste... Julien Dray, lui, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine, est toujours député socialiste de l'Essonne. Au sein du parti socialiste qu'il a rejoint en 1982 et dont il a intégré le bureau politique, il anime la tendance dite de la Gauche socialiste en compagnie d'un autre ancien du trotskisme, Jean-Luc Mélenchon, qui lui reconnaît *« un flair politique hors du commun »* : *« Il y a peu d'êtres aussi intuitifs que lui sur l'état de la société. »* On ne sait si le compliment renvoie à ses prises de position, ou à son plan de carrière.

Le combat politique quotidien ne rapproche que rarement Pierre Mazeaud et Julien Dray. Un point pourtant les unit : l'antifascisme, notion approximative qui se résume par l'exécration du « Français moyen ». C'est le *« Je vous hais »* lancé par le député gaulliste aux élus du Front national, c'est la dénonciation par le député socialiste des *« petits Français, arrogants et antisémites »* auxquels il aurait été confronté dans sa jeunesse. Julien Dray fut l'un des « inventeurs » de SOS-Racisme, dont la présidence ne pouvait revenir qu'à un garçon comme Harlem Désir, formé dans le même moule « révolutionnaire », passé lui aussi par l'UNEF-ID, le principal syndicat étudiant qui sert tout à la fois de levier aux menées gauchistes et de sas aux trotskistes sur le chemin qui les mène inéluctablement rue de Solferino. Jean-Christophe Cambadélis, Philippe Darriulat, Isabelle Thomas, etc., peuvent en témoigner.

Le parti socialiste est bien sûr le principal vivier d'anciens gauchistes. Entrés en respectabilité sous Mitterrand, ils ont gravi les échelons sous Jospin premier secrétaire du PS, et suivent son ascension. Si la rumeur selon laquelle l'actuel Premier ministre serait lui-même un ancien du Parti communiste internationaliste (PCI), l'organisation trotskiste de Pierre Boussel dit Lambert, n'a jamais pu être vérifiée, il est en revanche exact que son frère appartint longtemps au bureau politique de l'organisation sous le pseudonyme de Camus. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, dément lui aussi avoir appartenu au PCI. Quant à Claude Allègre, le ministre de l'Éducation nationale, objet des mêmes on-dit, il a laissé dire. Pierre Moscovici, en revanche, actuel ministre des Affaires européennes du gouvernement Jospin (dont il fut le trésorier de la campagne présidentielle) a bien été trotskiste, de même Georges Frêche, député maire socialiste de Montpellier, a bien été maoïste au sein du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). Et Jean-Marc Ayrault, maire PS de Nantes, a bien dirigé les Comités d'action lycéens (trotskistes) à la fin des années soixante. Il faudrait parler aussi de Gérard Filoche, animateur d'une tendance oppositionnelle au sein de la LCR, et qui, après avoir été le collaborateur clandestin du député Julien Dray, a officiellement rejoint le PS en 1994, ou de Christian Bataille, député PS du Nord et ancien de la Gauche prolétarienne.

Sans entrer dans le détail de la composition des cabinets ministériels, la nomination en avril d'un ancien de la Ligue communiste révolutionnaire au poste de conseiller pour les affaires politiques du ministre de l'Économie et des Finances Dominique Strauss-Kahn donne une idée de la percée réalisée par les anciens gauchistes au sein de l'appareil d'État. Ce conseiller était auparavant chargé de la communication au sein de la CFDT, ce qui montre que Nicole Notat a encore fort à faire si elle veut venir à bout de la « minorité » extrémiste qui s'est infiltrée dans son organisation, en provenance de la LCR. Simultanément, comme l'a révélé avec force détails Christophe Bourseiller, le PCI jetait son dévolu sur Force ouvrière (et particulièrement sur la Caisse primaire d'assurance maladie), au point que certaines prises de position de Marc Blondel ne trouvent d'explication que dans l'influence des « lambertistes » au sein du syndicat, désireux de réaliser, enfin, la réunification de la grande CGT.

Ces parcours ne doivent pas tous être confondus, entre ceux qui entendent « infiltrer » le pouvoir et ceux qui procèdent à un ralliement. Dans les deux cas pourtant, ils ont deux effets : 1. le gauchissement de ces organisations et par voie de conséquence, celui de la société française ; 2. la confiscation du débat politique comme de la confrontation d'idées par des hommes issus du même sérail refusant d'affronter leurs véritables adversaires. Ainsi du débat sur le communisme qui exclut les anticommunistes de toujours au profit de ceux qui sont toujours communistes face à ceux qui l'ont été.

Les anciens gauchistes rencontrent d'autant moins de résistance dans leur progression que le principal contre-pouvoir, celui des médias, est autant sinon plus le réceptacle de militants de la même origine. Le croisement de deux parcours peut alors donner lieu à ce type de portrait, brossé par l'Agence France Presse, du Prix Fémina 1994, Olivier Rolin, présenté comme *« incarnant cette génération marquée par le gauchisme et reconvertie dans la littérature, avec un zeste de dandysme »*. Amabilité de convention pour celui chez qui (enfin, chez ses parents...) fut créée la Gauche prolétarienne. A l'AFP, à l'époque, le responsable de la section syndicale FO des journalistes était le fils de Pierre Boussel (Lambert).

Spécialiste de l'extrême droite à l'*Événement du Jeudi*, Serge Faubert vient de la LCR. Jean-François Kahn, son ancien directeur et actuellement celui de *Marianne*, était à l'Union des étudiants communistes. Il n'est plus communiste depuis longtemps, mais il frétille toujours pour la chasse aux « fascistes ». Autre dénicheur de « fachos » à *Politis*, Michel Soudais vient également de la Ligue. Edwy Plenel, actuel directeur de la rédaction du *Monde*, en est lui aussi issu, de même que plusieurs journalistes de sa rédaction (dont Georges Marion).

Aux éditions Gallimard, c'est la Série Noire, la plus célèbre collection française de romans policiers, qui a été investie : Thierry Jonquet, le plus talentueux sans doute, mascotte de la nouvelle génération depuis l'éviction du droitiste ADG et le décès de Jean-Patrick Manchette, vient de la LCR, ainsi que Didier Daeninckx qui a entrepris de traquer au sein même de l'ultra gauche ses anciens camarades suspects de penchants non politiquement corrects et qui surtout font de l'ombre à son talent très discret. Comme le dit Alain Krivine : *« J'ai un carnet d'adresses. Quand je téléphone, on me prend... »*

MARC DOMINICI

américain. L'article était titré : *« Vers un Front national »*. La référence, pourtant clairement exprimée dans le texte, au Front national de la Résistance, la participation à cette opération médiatique d'apparatchiks du PCF, ne suffirent pas à dissiper le doute né de l'intitulé comme du contenu de l'article. Peu de temps après, Jean-Paul Cruse était vivement prié de quitter *Libération* où il avait été appelé en 1977 par Serge July, autre maoïste lui aussi, dont le journal, *Libération*, fondé en 1973, a tout à la fois guidé et accompagné ce qu'il faut bien appeler le reniement d'une « génération ».

Geismar… July… Il était dit que ces deux destins devaient être liés. Peu après les événements de Mai 68, les deux hommes décident en effet de rédiger ensemble un ouvrage dressant le bilan de la révolte et esquissant les perspectives révolutionnaires. Il paraît au début de l'année 1969 sous le titre *Vers la guerre civile* (1). *« La répression,* écrivent-ils, *nous apprend la valeur considérable de la haine de l'ennemi de classe, la valeur d'action de la haine […]. Disons-le clairement, ouvertement : la haine est le visage le plus clair de la conscience révolutionnaire. Elle n'est pas haine en soi, sauvage, elle est le désir infini de vaincre et de construire la société désaliénée. Elle est le désir de mettre à mort la société exploiteuse. » « La bourgeoisie,* poursuivent-ils, *a raison d'avoir peur. Sans vouloir jouer aux prophètes, l'horizon 1970 ou 1972 de la France, c'est la Révolution. »*

Trente ans plus tard, alors que quelques hommes politiques de la droite libérale ont passé des accords avec le Front national afin d'être élus ou réélus à la présidence de conseils régionaux, le même Serge July se fait solennel. Après avoir transformé le *Libé* de toutes les contestations en organe de la gauche institutionnelle, après avoir vendu le titre à d'astucieux financiers, il franchit cette fois un nouveau pas, dont nul ne jugerait qu'il est l'ultime : *« La droite parlementaire,* écrit-il, *est aujourd'hui à sauver »* ! (2)

« Disons-le clairement, ouvertement : la haine est le visage le plus clair de la conscience révolutionnaire »

Geismar… July… Le premier désormais sommé par les adolescents eux-mêmes d'envoyer les flics dans les lycées, figure répressive face à la « haine » de jeunes en révolte contre la société ! Le second posant en dernier défenseur des représentants de la bourgeoisie ! Et toujours aussi convaincu d'avoir raison, et surtout encore plus habilité que jamais à propager la bonne parole. Car ceux qui ne vont pas tarder à avoir l'âge de raconter leurs barricades à leurs petits-enfants sont actuellement ceux qui détiennent les postes de commande qu'ils ont investi avec appétit, avec une appétence particulière pour la politique et les médias, et dont ils n'ont nulle intention de se départir. *« Dans le monde de la presse et de l'édition,* écrit Alain de Benoist (3), *les anciens combattants de Mai 68 peuvent en toute latitude échanger des clins d'œil complices et faire barrage aux concurrents gênants. Ils ont tout abandonné de leur idéal, à l'exception du sectarisme. J'aurais préféré l'inverse. »*


GAMMA

Alain Geismar, l'un des « héros » de Mai 68, secrétaire général à l'époque du SNE-Sup. Ex-porteur de valises au profit du FLN algérien, il devint ensuite l'un des dirigeants les plus violents de la Gauche prolétarienne (maoïste). Réintégré dans l'enseignement par les socialistes, inspecteur général de l'Éducation nationale, membre de plusieurs cabinets ministériels et finalement conseiller du ministre.

Jean-Pierre Le Goff, sociologue au CNRS, et qui développe de son côté une intéressante critique de gauche de Mai 68 (4), ne dit pas autre chose. Faisant remonter la conversion à l'effondrement des modèles marxistes (soviétique, chinois, cubain) dans les années soixante-dix qui laisse place à un vide idéologique – il coïncide en France avec l'arrivée de la gauche au pouvoir –, il attribue aux « nouveaux philosophes » et ex-gauchistes (Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, etc.), repliés sur l'idéologie apparemment neutre des droits

DE LA CONTESTATION À L'IMPOSTURE

Chers ex-contestataires,

Le retour de la droite ne vous rendra pas votre jeunesse. Mais c'est bien la gauche qui vous l'a fait perdre. Définitivement. Ce fut sous Mitterrand que vous vous êtes « normalisés » ; et sous Fabius que vous avez viré votre cuti. Pour devenir les néo-bourgeois des années quatre-vingt, les maos-gauchos-contestos crachant sur leur passé ont profité de l'hypocrisie nationale que fut le pouvoir socialiste. Sous lui, ils s'installèrent dans tous les fromages. Plus que personne, ils s'en goinfrèrent. Deux reniements se sont ainsi alliés : celui des « ex » de Mai 68 devenus conseillers ministériels, patrons de choc ou nouveaux guerriers en chambre, et celui du socialisme passé plus à droite que la droite. Votre apostasie servit d'aiguillon à celle de la gauche officielle. [...] Dans la gauche au pouvoir, c'était le pouvoir qui vous attirait, et, puisque la cour était de gauche, vous jouiez aussi sur un semblant de continuité. Fidélité apparente, reniement et beurre étaient du même côté de la tartine. Quelle chance ! [...]

Génération : pendant des années, je m'étais juré à moi-même de ne pas prononcer ce mot ; il me répugne d'instinct. Je n'aime pas l'idée d'appartenir à ce bloc coagulé de déceptions et de copinages, qui ne se réalise et ne se ressent comme tel qu'au moment de la massive trahison de l'âge mûr. [...]

Le monstre, l'ennemi dont je vais ici tracer l'affreux portrait, Protée aux cent visages [...], se caractérise par la seule énergie de son retournement, voulu et proclamé. Il a le nez de Glucksmann, le cigare de July, les lunettes rondes de Coluche, le bronzage de Lang, la moustache de Debray, la chemise ouverte de BHL et la voix de Kouchner. C'est le néo-philistin, fier de l'être, et qui pourtant semonce et sermonne les autres. Son nom, en politique, est Consensus ; sous la gauche, il s'est chargé d'effacer le pôle contestataire, et toute différence entre les idéologies. Non en les critiquant toutes, mais en les assemblant bout à bout. [...]

Même avec un Stetson et des bottes, l'ancien gauchisme léniniste reste reconnaissable à ses méthodes, à son arrogance. Nouveaux bourgeois issus de 68, ce ne sont pas les contenus de vos abjurations successives qui sont en question, mais l'opportunisme comme forme unique de pensée, et les techniques d'intox autoritaires, mises au service de nouvelles fins, que vous continuez d'utiliser.

GUY HOCQUENGHEM

***Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*. Albin Michel, 1986.**

LA GRANDE DÉPRIME ROSE

En 1993, deux locomotives de la gauche intellectuelle, Costa-Gavras pour la réalisation, et Jean-Claude Grumberg pour le scénario ont fait avec *La petite Apocalypse* un film d'un humour iconoclaste qui assassine la gauche caviar par le ridicule. Henri (Pierre Arditi) et Jacques, dit Jack (André Dussollier) sont deux anciens gauchistes, ex-signataires de pétitions, aujourd'hui bien installés dans la vie bourgeoise et les beaux quartiers. Ils se consolent mal, cependant, de la défaite de tous leurs idéaux et sont toujours en quête de causes rédemptrices.

Henri est marié à Barbara (Anna Romantowska), une immigrée polonaise dont le premier mari Stan (Jiri Menzel) vit sous leur toit. Stan est un réfugié polonais, ancien communiste, vaguement écrivain.

Un soir où, pour la énième fois, Stan essaye d'écrire son « *testament intellectuel* », dans la chambre de bonne qu'il occupe, l'unique ampoule grille. En voulant la changer, il provoque une catastrophe, tombant de son échafaudage et mettant le feu à la chambre. Henri et Jacques le retrouvent par terre assommé. Pas de doute : il a voulu se suicider. Alors, il s'enflamment pour le « désespéré » et se mettent en tête de faire publier ses manuscrits.

Ils vont demander conseil à Arnold (Maurice Bénichou), ex-mao comme eux, aujourd'hui à la tête d'un puissant groupe d'édition. Celui-ci entrevoit la bonne affaire. Il faut convaincre Stan de se re-suicider : une immolation par le feu, un holocauste public, sur la place Saint-Pierre à Rome, devant le pape, la foule et les caméras du monde entier. Après quoi l'éditeur est sûr de vendre cinq cent mille exemplaires des œuvres de Stan qui seront en librairie trois jours après le suicide. Or Stan n'a aucune intention d'en finir. L'affaire se termine en bouffonnerie.

Dans une note d'intention, Costa-Gavras et Grumberg ont écrit : « *Nous avons voulu faire un film qui nous ressemble. On a perdu. Qu'on ait été communiste ou pas, qu'on ait lutté contre ou pas, on a perdu sur tous les terrains. Alors, il faut bien, si on s'exprime, si on fait des films, si on écrit des histoires, nous mettre en scène, nous les perdants... C'est comme si, en perdant l'Est, on avait perdu le nord...* »

DOMINIQUE GARDES

de l'homme, la responsabilité de la prétention moralisatrice post-soixante-huitarde. « *Par rapport à la période gauchiste,* écrit-il, *on a changé de références, mais ce sont toujours les mêmes mécanismes intellectuels qui sont en jeu : raccourcis historiques, mélange des genres et jugements péremptoires. Les nouveaux philosophes y mettent la même arrogance que lorsqu'ils fustigeaient les ennemis supposés du prolétariat.* » « *Le tournant des années quatre-vingt,* ajoute-t-il plus largement, *ne marque pas la disparition de toutes les idées dont le mouvement gauchiste a été porteur, mais la reconversion et la banalisation d'une partie d'entre elles sous la forme d'un nouveau conformisme et de pratiques sociales dont nous subissons pleinement les effets aujourd'hui.* »

L'ère du vide

« *L'ère du vide et la vague libérale,* analyse encore Jean-Pierre Le Goff, *opèrent un retournement qui se veut tout aussi radical dans sa volonté de "tourner la page" à tout prix. Le rejet des dogmes et des schémas sclérosés s'accompagne de celui de la politique et du militantisme. Dans les nouvelles structures de raisonnement, l'opposition entre le "moderne" et le "ringard" vient remplacer celle du révolutionnaire et du "réac".* » Ne restent alors que les individus, avec leurs ambitions et leurs alibis, et qui ne comprennent même pas ceux de leurs anciens camarades qui, eux, ont trouvé une nouvelle voie, tel Benny Lévy, principal dirigeant de l'UJCM-L maoïste, qui s'est tourné vers les études talmudiques, ou ceux qui ont poursuivi le combat qu'ils s'étaient fixés : la constance d'Alain Krivine n'est-elle pas « ringarde » ?

Tous, certes, n'ont pas opté pour les paillettes des années quatre-vingt, comme l'ont fait le maoïste Gérard Miller, devenu psychanalyste pour émissions radiophoniques de divertissement et chroniqueur pour revues sur papier glacé, ou l'ancien responsable de l'Union des étudiants communistes (UEC) Bernard Kouchner, habile doseur d'humanitarisme et de médiatisation ; le premier servant de bonne conscience aux profits tirés de la seconde. Le « droit d'ingérence » humanitaire, dont les conséquences pratiques n'ont pas encore été pleinement mesurées, découle lui aussi de cette désillusion d'après 68. Les « *french doctors* » de l'aide humanitaire des années soixante-dix avaient trouvé sur les terrains d'intervention extérieure un substitut à leurs aspirations déçues.

Thiennot Grumbach, animateur musclé des Comités Vietnam de base, s'est souvenu qu'il était le neveu de Pierre Mendès France. Il a en conséquence tempéré ses engagements et poursuit une belle carrière d'avocat.

Henri Weber enfin, qui fut le bras droit d'Alain Krivine à la direction de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) et le fondateur de *Rouge*, a rejoint le PS en 1986. Il est sénateur et fabiusien. « *Le gauchisme,* dit-il, *menait à une impasse politique.* »

L'énumération serait fastidieuse. Parfois brillants, toujours dans l'air du temps, les soixante-huitards ont investi les postes de commande de la société, où leurs cadets les ont rejoints. Michel Field, qui avait tenté en 1973 de relancer l'agitation avec les Comités d'action lycéens dans l'orbite trotskiste, a vite compris les profits qu'il pouvait tirer, non plus de son agrégation de philosophie, mais des pratiques en vigueur sur TF1. Il possède sa propre société de production. Edwy Plenel, ancien responsable de *Barricades*, le journal des jeunes de la Ligue communiste révolutionnaire, est directeur de la rédaction du *Monde*. Jean-Christophe Cambadélis, comme plusieurs centaines de militants trotskistes du courant lambertiste, a intégré le parti socialiste, où il s'est spécialisé dans la juteuse surenchère antilepéniste, en attendant un portefeuille ministériel.

Il est vrai que le plus illustre des agitateurs a depuis longtemps montré la voie. Daniel Cohn-Bendit a intégré le système qu'il voulait renverser. Élu en 1984 député européen, l'ancien opposant farouche au parlementarisme est ensuite devenu conseiller municipal de Francfort. Aux Verts allemands, il a enseigné le « réalisme », réclamant une intervention militaire en Bosnie. Il dit « *avoir appris* » : « *Quand j'avais 20 ans, je voulais tout, tout de suite.* » Manière de se rassurer.

B. L.

Bruno Larebière est journaliste. Il vient de publier aux éditions Chronique une biographie très abondamment illustrée de François Mitterrand.

---

(1) Éditions et publications premières, Paris, 1969.

(2) *Libération* du 20 mars 1998.

(3) *Le Mai 68 de la Nouvelle Droite*, éditions du Labyrinthe, avril 1998.

(4) *Mai 68, l'héritage impossible*, La Découverte, 1998. Héritière des mythiques éditions Maspéro, La Découverte vient d'être rachetée, ainsi que Syros, issue du PSU, par Havas, c'est-à-dire par la Générale des eaux...

Une école de pensée qui dérange

ENTRETIEN AVEC ALAIN DE BENOIST

Ce sont d'autres enfants de 68. Surgis, ceux-là, du côté droit. L'époque ne leur a pas fait de cadeau, mais rien n'a pu les faire plier. Rencontre avec l'inspirateur d'un courant d'idées qui choque, fascine et dérange.


ANGELO PALMA

Alain de Benoist.

Enquête sur l'histoire : La naissance de la Nouvelle Droite (ND) est-elle une conséquence de Mai 68 ?

Alain de Benoist : Pas du tout. Le premier numéro de la revue *Nouvelle École*, qui marque en quelque sorte l'acte de naissance de la Nouvelle Droite, est paru fin février 1968, soit quelques semaines avant les événements. La question qu'on pourrait cependant se poser serait de savoir si cette concomitance ne s'explique pas, dans les deux cas, par un effet de génération. Le fait est que ce qu'on appelait alors la « nouvelle gauche » est apparue en même temps que ce qu'on appellera plus tard, à partir de 1979, la Nouvelle Droite. La différence, c'est que la « nouvelle gauche » a rapidement disparu, tandis que la Nouvelle Droite est toujours là.

ESH : L'appellation de Nouvelle Droite vous semble-t-elle satisfaisante ?

A de B : Elle ne me convient guère. Outre que je n'ai pas le goût du nouveau pour le nouveau, cette étiquette, accréditée par les médias, donne une coloration d'apparence politique à un projet qui se veut avant tout culturel, intellectuel et doctrinal. Le mot « droite » lui-même est éminemment équivoque. Il a toujours recouvert des familles de pensée bien différentes, opposées même, dont certaines, et c'est le cas de la mienne, ont constamment cherché à dépasser les clivages partisans. Cela dit, la formule a fait souche et il me paraît difficile de la changer. Va donc pour la Nouvelle Droite, à condition de s'intéresser au contenu plus qu'au contenant !

ESH : A l'origine de ce que vous avez entrepris, il y avait un projet stratégique, celui d'un « gramscisme de droite ». Trente ans après, quel regard critique portez-vous éventuellement sur ce projet de « combat culturel » ?

A de B : Contrairement à Marx, qui ne voyait dans la vie sociale et culturelle qu'une « superstructure » génératrice de fausse conscience, Gramsci avait compris que ce qui meut la vie des peuples, ce sont les idées générales, les valeurs et les mythes. D'où chez lui la figure de l'« intellectuel organique ». Je pense moi aussi que, si le politique prime l'économique, le social et le culturel priment le politique. Et singulièrement aujourd'hui. Nous sortons en effet de cette époque de la modernité qui a culminé avec le « moment léniniste ». Les transformations sociales ne s'opèrent plus d'en haut, les partis politiques et les gouvernements ont de moins en moins de prise sur les faits de société. Mais le parallèle ne saurait être

poussé trop loin. Gramsci appartenait au Parti communiste italien, alors que je me situe dans une optique résolument métapolitique. La métapolitique ne consiste pas à faire de la politique autrement, mais à intervenir sur un autre plan, qui est celui des idées.

La ND a toujours été limitée, en hommes comme en moyens. Comme toute entreprise humaine, elle aurait sans doute pu faire plus et mieux. Elle n'en a pas moins marqué son temps, et continue à le faire, tant en France qu'en Europe. Nombre de débats de ces dernières décennies lui doivent tout : sur les Indo-Européens, sur la Révolution conservatrice allemande, sur la critique de la société marchande, etc. On ne connaît guère, de surcroît, d'écoles de pensée qui se soient à ce point inscrites dans la durée. Par-delà l'extraordinaire somme d'efforts et d'amitiés qu'elle représente, elle fait donc déjà partie de l'histoire. Les observateurs du siècle prochain en diront plus sur le rôle qu'elle a joué.

ESH : Durant le long parcours de la ND, ses idées ont connu plusieurs métamorphoses : d'un certain nationalisme à la critique du nationalisme, du biologisme à la critique du matérialisme biologique, du modernisme à la critique de la modernité, du positivisme à la réhabilitation du mythe et du sacré, etc. Dès lors, qu'est-ce qui constitue le socle invariable de la ND ?

A de B : Les évolutions que vous signalez résultent toutes d'une volonté d'approfondissement. La ND ne s'est jamais satisfaite de réciter un catéchisme ou de répéter des slogans. Elle s'est toujours efforcée de voir jusqu'où une idée pouvait être pensée. Vous citez l'exemple du nationalisme. Il en est de toutes sortes, dont certaines, comme le nationalisme de libération (le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), me sont éminemment sympathiques. Cependant, le nationalisme peut aussi s'interpréter comme un *« individualisme des nations »* (Ortega y Gasset), ce qui le rend plus contestable. L'idée même de nation doit être interrogée historiquement. Pourquoi, en tant que concept politique, n'est-elle pas antérieure à la Révolution ? Que peut-on retirer de sa comparaison avec l'idée d'empire ? Et d'autre part, dans l'ère postmoderne où nous entrons, l'enracinement passera-t-il principalement par les communautés ou par les nations ?

La même démarche s'applique au « biologisme ». La ND a toujours réagi contre les idéologies, religieuses ou profanes, qui tendent à faire oublier que l'homme a sa place dans la longue chaîne des vivants. Mais il ne s'ensuit pas que la sociologie puisse se ramener à la zoologie ! *« Si vous dites que l'homme est un animal, vous avez raison,* me disait Konrad Lorenz. *Si vous dites qu'il n'est qu'un animal, vous avez tort ».* Il s'agit donc de tirer les leçons des sciences de la vie, dont le formidable essor des biotechnologies donne aujourd'hui la mesure, sans perdre de vue ce qu'il y a de spécifique à l'être humain, par exemple la conscience réflexive, le langage symbolique ou le sens du sacré.

Ce type de questionnement est l'une des caractéristiques majeures du travail de la ND. La Nouvelle Droite explore sans cesse des voies nouvelles. Elle affirme et affine ses positions sans jamais s'en tenir à des positions dogmatiques. C'est aussi par là qu'elle se dérobe à toute récupération politique. Quant à son « socle dur », il faudrait pour le définir évoquer son orientation résolument européenne, sa conviction que les identités collectives sont la richesse de l'humanité, la façon dont elle oppose la participation démocratique aux totalitarismes, une conception organique du lien social à la société de marché, le communautarisme à l'individualisme, le sens du sacré au matérialisme, l'écologisme à la destruction de la terre, la notion de don à l'utilitarisme ambiant, les droits des peuples aux droits de l'homme, ou l'éthique de l'honneur à la morale du péché.

ESH : Comment concevez-vous votre itinéraire d'intellectuel jaloux de sa liberté d'évoluer et même de se contredire, avec votre statut implicite de maître à penser d'une « nouvelle école » métapolitique ?

A de B : Un intellectuel qui parle au nom d'un « nous collectif » est un homme perdu. Il commence par avoir la stratégie de ses idées, et il finit par ne plus avoir que les idées de sa stratégie. Un théoricien n'est ni un instituteur ni un chef de parti. On attend de lui qu'avant de donner les bonnes réponses, il pose les bonnes questions, c'est-à-dire qu'il ouvre des perspectives de réflexion. Pour ce faire, il a non seulement le droit, mais le devoir de se corriger. Toute pensée véritable implique un cheminement. J'ajoute que le meilleur moyen d'avoir des « disciples » est de ne pas chercher à en avoir. Du reste, un bon « disciple » est d'abord quelqu'un qui a su trouver auprès de ses maîtres les conditions qui lui permettent de penser par lui-même.

ESH : Vous avez écrit de nombreux ouvrages sur des sujets fort différents. Y en a-t-il un qui vous tienne plus particulièrement à cœur ?

A de B : Je me relis rarement, et l'ouvrage qui me tient le plus à cœur est toujours celui sur lequel je travaille et qui n'a pas encore paru. Parmi ceux que j'ai publiés, j'ai néanmoins une certaine faveur pour *L'éclipse du sacré*, paru à La Table Ronde en 1986. C'est celui qui me paraît le plus dense. C'est sans doute pourquoi il n'a guère été lu !

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES VAUGEOIS

Alain de Benoist, né en 1943, est le directeur des revues *Nouvelle École* et *Krisis*. Derniers ouvrages parus : *Le Grain de sable* (Labyrinthe, 1994), *La Ligne de mire* (2 vol., Labyrinthe, 1995-96), *L'Empire intérieur* (Fata Morgana, 1996), *Famille et société* (Labyrinthe, 1996), *Céline et l'Allemagne* (*Bulletin célinien*, 1996), *Ernst Jünger* (Guy Trédaniel, 1997).

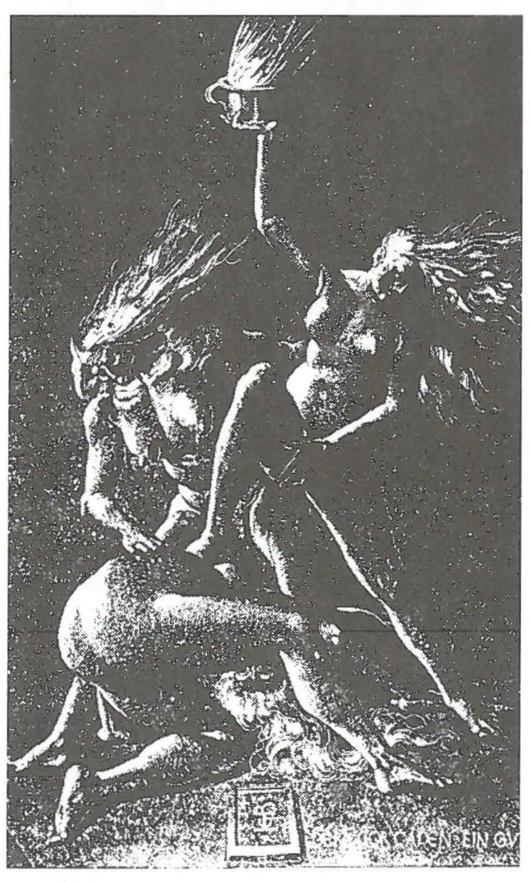
LA CHASSE AUX SORCIÈRES :

Un crime de la modernité

ENTRETIEN AVEC GUY BECHTEL

Étonnant ! La chasse aux sorcières a sévi moins au Moyen Âge qu'après la Renaissance. Avec 50 000 exécutions en soixante ans. Exploration d'une folie qui peut toujours renaître.

Commencée en 1400 et achevée vers 1650, la destruction massive des sorcières, autour de l'an 1600, correspond à la naissance des Temps modernes. Contrairement à une idée fausse, elle a moins été « le dernier meurtre » du Moyen Âge que le « premier crime » de la Modernité. La marche vers la rationalité et les Lumières s'est déroulée dans la peur, le sang et les flammes de l'anéantissement.



Érotiques sorcières de Hans Baldung Grien. L'œuvre est datée de 1514. A sa façon, elle exprime toute la complexité de la Renaissance.

DR

Les sorcières européennes ont inspiré les peintres et les poètes. Elles ont fait naître une abondante littérature. Malgré la réponse de Michelet, les théories de l'égyptologue Margaret Murray, disciple de Frazer (1), la thèse de Carlo Ginzburg (2) et l'ouvrage de Julio Caro Baroja (3), les causes de leur destruction demeurent obscures. La récente parution de *La Sorcière et l'Occident* (4), saluée par Pierre Chaunu, apporte enfin plus de clarté sur ce premier crime de la modernité. En même temps que des clefs de compréhension, cette somme livre une vision synthétique sur la longue durée, une chronologie et une géographie des chasses aux sorcières, une sociologie des victimes et de leurs bourreaux. Elle met en évidence le zèle judiciaire et le processus de « diabolisation ». Elle souligne le silence des philosophes comme Descartes et Spinoza.

L'auteur de ce livre singulier se nomme Guy Bechtel. Il a soixante-sept ans. Son regard d'historien scrute la période charnière entre ce que nous nommons la Renaissance et les temps modernes. Différentes raisons me poussaient à le rencontrer. Je le savais strasbourgeois de naissance, protestant, ancien élève du Gymnase Sturm et du lycée Kléber, fin germaniste, familier de l'étrange Paracelse (5) et du mystérieux Gutenberg (6) qui tous deux vécurent à Strasbourg.

Sous le portrait en pied d'un gentilhomme allemand de la Renaissance, la copie d'un Cranach aux tonalités vertes et blanches, notre entretien va se dérouler dans la belle lumière donnée par les hautes fenêtres ouvrant sur la cour intérieure d'un hôtel particulier. Un cadre propice à l'examen serein d'un sujet enchevêtré de passions, de clichés et de gêne. En préambule, mon hôte rappelle innocemment que *« sorciers et sorcières existent depuis l'aube de l'humanité »* et qu'ils s'adonnent *« à la divination et la petite médecine rurale »*. Il me dit aussi que *« longtemps la sorcellerie n'a pas été réprimée puisque l'on retrouve ses représentants auprès des rois, des empereurs et même des papes »*.

– *En revanche,* ajoute-t-il, ***pendant une période de deux siècles (1450-1650), avec son maximum pendant soixante ans (1570-1630) et sur une aire relativement limitée qui couvre les pays de la vallée du Rhin, de la Suisse aux Pays-Bas, on va accuser les sorcières professionnelles, mais aussi des gens qui n'ont aucun rapport avec le métier, d'avoir passé un contact avec le Diable et d'avoir assisté au sabbat. Quelques chiffres : dans les soixante années tragiques, environ 200 000 personnes sont impliquées en Europe occidentale, 100 000 sont déférées aux tribunaux, 50 000 sont exécutées. A cette époque, généralement, les tribunaux ne sont plus religieux, mais laïcs. Et c'est tout le problème.***

Comment l'expliquer ? Au temps appelé « Renaissance », nous prêtons ciel d'azur et mœurs paisibles. Nous reviennent les



Un « sabbat des sorcières » par Hans Baldung Grien (1510). Au pied d'un vieil arbre, des sorcières sont assises autour du chaudron maléfique. Dans les airs, une autre chevauche le bouc légendaire.

vers de Ronsard. Erreur, ce temps de déchirures et d'angoisses est aussi marqué par une crise religieuse sans précédent, d'impitoyables guerres religieuses et sociales, d'incessantes guerres ordinaires. L'Allemagne connaît les épisodes sanglants de la révolte du *Bundschuh*, les rêves millénaristes de Münzer, les ravages de la guerre de Trente Ans. Ébranlée et terrifiée, la Chrétienté voit les Turcs menacer Vienne. Dans le ciel sombre, le passage des comètes est signe de malheurs à venir. Le célèbre poème *Das Narrenschiff* (*La Nef des Fous*) de Sebastian Brant (1457-1531) fustige le dérèglement des mœurs et des esprits. Fureur et férocité torturent les sociétés humaines. Les tragédies de Shakespeare (1564-1616) s'en font l'écho. Des deux siècles marqués par la liquidation des sorcières, Guy Bechtel retient toute l'importance de cette sinistre toile de fond :

– On ne peut séparer la répression de la sorcellerie des conditions épouvantables de l'époque. Partout, il y a fracture. Maladies, épidémies, guerres frappent durement le XVe siècle. Au XVIe siècle, c'est pire encore. Vers 1560, le petit âge glaciaire provoque un refroidissement mondial de la température, particulièrement sensible en Allemagne où il neigera un été. Les saisons se confondent. Les récoltes sont mauvaises. La Réforme et la Contre-Réforme déchirent l'Europe. Tout le monde soupçonne tout le monde. L'antiféminisme relève la tête. L'Église en a assez des femmes mystiques qui se réclament de relations directes avec Dieu (Catherine de Sienne, Brigitte de Suède, Jeanne d'Arc). Pour rendre les sorcières responsables des différents malheurs, un grand mouvement apparaît partout. Il entraîne de brusques flambées de folie qui allument les bûchers. Mais il n'est jamais permanent.

Pour Guy Bechtel, plutôt sceptique à l'égard des survivances païennes, les chasses aux sorcières résultent moins de la volonté de l'Église d'éradiquer les anciennes croyances que de la conjonction de plusieurs éléments parmi lesquels sont déterminants à la fois la demande populaire en quête d'un bouc émissaire, et l'action acharnée de juristes dénommés démonologues. Convaincus de faire œuvre pie, ceux-là théorisent la persécution des sorcières. Sur la base de leurs forgeries, s'opère une véritable action d'intoxication et de propagande.

– Aux alentours de 1450, précise Guy Bechtel, ***une nouvelle image du Diable et de la sorcière s'est imposée. L'image du Diable, nous la voyons évoluer sur les fresques des églises italiennes à partir du personnage un peu ridicule du Moyen Âge, vers un Lucifer lubrique et omniprésent sur terre. Quant à la sorcière, un certain nombre de textes commis par les démonologues l'ont transformée en une comploteuse contre le bien public sur l'ordre de Satan que traduit l'image de la sorcière diabolique. Le premier de ces démonologues est le prieur des dominicains de Bâle, Hans Nider (1380-1438). Théologien et auteur d'un livre appelé communément le*** **Formicarius*****, il passe pour être l'inventeur du sabbat. Il sera suivi par les auteurs du*** **Malleus maleficarum** ***(1487), Heinrich Krämer et Jakob Sprenger, deux frères prêcheurs de l'ordre des dominicains envoyés par le pape à l'archevêque de Strasbourg. Et par bien d'autres.***

Sous l'effet des démonologues, la sorcière du premier type, liée aux pratiques populaires et aux anciens savoirs, cède la place à une sorcière dévouée au Diable. Cette sorcière « diabolisée » fait l'unanimité contre elle. Est-ce bien cela ?

– Contre la nouvelle sorcière diabolique, tous réclament la mort. Elle est devenue l'exutoire des peurs. Ce qui est très nouveau. En effet, l'Église catholique, jusqu'alors, quand elle était maîtresse de certains tribunaux, comme l'Inquisition, préférait de beaucoup des peines comme la renonciation aux œuvres de Satan.

Guy Bechtel a démonté la mécanique de la diabolisation. Interviennent la rumeur, l'attente de l'opinion, l'importance de l'écrit imprimé, l'influence de l'idéologie répandue par le haut, l'élite et son souci des normes. La partie consacrée aux démonologues est édifiante. Ces spécialistes du démon sont des juristes, occupent des positions en vue et jouissent du crédit des princes. Procureurs dans l'âme, ils dénoncent et imputent. Sans relâche, ils traquent les sorcières et le laxisme des juges modérés, proclamant qu'il ne saurait y avoir de pitié pour les sorcières tant leurs crimes sont grands. Leurs ouvrages se placent sur le terrain théologique et juridique, délivrent des conseils de procédure et des indications pratiques tant pour l'identification des sorcières que la conduite des interrogatoires. Connu comme théoricien politique, le jurisconsulte français Jean Bodin (1529-1596) est l'auteur de *La Démonomanie des sorciers* (1580) et d'une réfutation des appels à la clémence du médecin protestant Hans Weyer qu'il traite *« d'infâme magicien »*. Dans son livre qui connaît quinze éditions en vingt-cinq ans, il ne

dédaigne pas d'indiquer la manière d'obtenir des aveux. Nicolas Rémy (1530-1612), son double lorrain, juge, puis procureur général de Lorraine, a rendu d'innombrables sentences fatales et publié la *Démonolâtrie*. Henri Boguet opère sur la terre de Saint-Claude. Il est l'auteur du *Discours des Sorciers* (1612) et de cette formule souvent citée : *« Les sorciers marchent partout à milliers, multipliant en terre, tout ainsi que les chenilles en nos jardins. Qui est une honte aux magistrats auxquels appartient le chastoy* [châtiment] *des crimes et des délits. »*

Les démonologues se connaissent, se citent, s'appuient. Parfois, ils se combattent, se suspectent et se dénoncent. Sur l'énormité des crimes des sorciers et des sorcières, ils manifestent cependant une belle unanimité. Bodin donne une liste de quinze méfaits qui leurs sont attribuables. L'inceste, l'anthropophagie et la copulation avec le démon y figurent. Boguet leur impute notamment la grêle, l'infanticide, la ruine des fruits de la terre. En Allemagne, un auteur anonyme va jusqu'à prétendre que les sorcières pondent des œufs empoisonnés qu'elles distribuent pour engendrer la peste. Les ouvrages des démonologues connaissent de nombreuses éditions et traductions. Ils transforment, sinon directement dans l'esprit du peuple, en tout cas sûrement dans celui des magistrats, la figure de la sorcière de premier type, adonnée au petit maléfice, en sorcière de second type, criminelle de droit commun. Les presses à imprimer démultiplient ces écrits incandescents. Guy Bechtel l'a noté : *« Les premiers brûlements de sorcières diaboliques correspondent assez exactement avec l'invention de Gutenberg vers 1455. »*

– Le portrait-robot de la sorcière diabolique, précise-t-il, ***s'est diffusé par les livres, les « canards », mais aussi à la faveur des voyages et des guerres. Les soldats de la guerre de Trente Ans qui ont ravagé l'Allemagne, rentrent chez eux et le rapportent dans leur pays. C'est ainsi que la chasse aux sorcières va toucher les parties les plus germanisées de la Suède, de la Pologne, de la Hongrie, etc.***


AKG PHOTO

Gravure sur bois illustrant l'histoire et le supplice des sorcières de Derneburg (1555).

De peur d'être mal compris, il ajoute aussitôt :

– Qu'on ne tire surtout pas de ce fait que la chasse aux sorcières est la « faute » des Allemands. C'est aussi dans l'Allemagne de l'époque, le Saint-Empire, que se font entendre les plus grandes protestations. Celles de Ulrich Molitor et de Hans Weyer, lequel dénonçait la chasse aux sorcières comme étant **« un bain de sang d'innocents ».**

Occasion de préciser la carte des chasses aux sorcières, de remarquer leur radicalité dans les pays déstabilisés et partagés par la confession religieuse, et de s'interroger, comme l'a fait courageusement Pierre Chaunu, sur l'attitude des pays gagnés à la Réforme (7). Guy Bechtel ne se dérobe pas :

– C'est toujours sur la ligne de combat entre les deux religions qu'on a tué beaucoup de sorcières. Dans les pays franchement catholiques ou franchement protestants, les bûchers flambent, mais il n'y a pas de chasse. L'Espagne et l'Italie tuent très peu de sorcières, ce qui limite la responsabilité de l'Inquisition, par ailleurs très dure pour d'autres : juifs et musulmans convertis, protestants. Sur la responsabilité de la Réforme, on dira d'abord qu'elle est certaine, mais qu'elle doit être liée à la responsabilité de la Contre-Réforme catholique. Ni Luther, ni Calvin, ni les théologiens catholiques n'eurent pour objectif principal la destruction de la sorcellerie. Mais les uns et les autres, sans le vouloir, en cherchant à approfondir la foi, en la rendant plus vive et sans doute plus « fondamentaliste » ont certainement rendu le mal plus odieux. Reste la question des faits. Où a-t-on le plus tué ? En pays protestant ou en pays catholique ? Aucune bonne réponse ne peut être apportée. Car s'il est certain que les catholiques ont plus tué que les réformés, il faut admettre que les premiers étaient plus nombreux que les seconds. Signalons tout de même que les pays où l'on tua le plus de sorcières furent six principautés ecclésiastiques allemandes : Bamberg, Cologne, Würzburg, Trèves, Mayence, Eichstätt. Pourtant, dans ces territoires, ce qui entraîna le massacre fut sans doute moins des raisons religieuses que le fait que les princes qui les dirigeaient étaient à la fois souverains religieux et souverains laïcs. Le morcellement du Saint-Empire, les doutes des petits princes-évêques, le fait aussi que, pour la première fois, ils vivaient dans l'abstinence sexuelle, contribuèrent à leur angoisse et à leur cruauté.

Les textes des démonologues sont lourds de soupçons sur le sexe, la veuve, la sage-femme, les liens avec la vie et la terre. Aux femmes, cible privilégiée des persécutions, il est reproché la magie sexuelle, de nouer l'aiguillette, de pratiquer l'avortement, de faire périr les récoltes. Comment expliquer cet acharnement ?

– L'antiféminisme imprègne le christianisme qui s'appuie moins sur ce qu'en a dit Jésus – lequel pardonne à la femme adultère – que sur la philosophie stoïcienne pour laquelle la femme passait comme fauteur de trouble. Ces idées iront s'aggravant chez les Pères de l'Église et les théologiens. Tertullien dit que la femme est la porte du Diable. En 1150, Donatien dit que la femme n'a pas été créée à l'image de Dieu. Vers 1250, saint Thomas ne voit en elle qu'un **« être chétif et défectueux ».** ***Le comble du délire est tout de même atteint au XVI*^e^ *siècle, quand un théologien dénommé Benedicti affirme que le mot*** **« femme »** ***(mulier) indique tous les vices de la femme :*** **m**, ***c'est le mal ;*** **v** ***(« u » latin), la vanité ;*** **l**, ***la luxure ;*** **e**, ***les erynies, patrons de la colère ; et*** **r**, ***la ruine des ruines. Plus précisément, les auteurs du*** **Malleus maleficarum** ***disent que le mot*** **femina** ***veut dire*** **« moindre par la foi »** ***de*** **« fe »** ***et*** **« minus »**. ***Alors que la condition féminine s'était sensiblement améliorée à la fin du Moyen Âge, elle régresse vers 1500. Lorsque les catastrophes se produisent, tout désigne les femmes comme coupables...***

Les chasses aux sorcières témoignent d'une défiance mala-

dive à l'encontre de la sexualité, de l'obscur, du caché, du nocturne. A lire Guy Bechtel, il semble que les premiers pas vers la modernité se soient accomplis sous l'égide d'une volonté de rupture et de normalisation.

– Les sorcières, je l'ai écrit, ne furent pas les victimes du Moyen Âge. Elles furent les victimes des débuts des temps modernes, d'une époque où la rationalité commence à paraître et où Descartes qui n'en a soufflé mot, connaît sa lumière. De fait, le Moyen Âge était beaucoup plus rationnel qu'on ne le croit. Sur instruction de l'Église, qui regardait les sorcières comme des rêveuses et leurs œuvres comme de simples superstitions, on alluma peu de bûchers. En revanche, avec la Renaissance, l'abandon de la philosophie aristotélicienne au profit du néo-platonisme fit une place très grande à l'irrationnel et à la magie. La conséquence en fut un renouveau à la fois de la sorcellerie et de l'antisorcellerie. Quand les temps modernes apparurent franchement au début du XVIIe siècle, parmi beaucoup de causes de la destruction des sorcières, il y eut probablement aussi un certain désir d'en finir avec le passé. On voulut créer un homme moderne, bien élevé, ne pétant plus et ne rotant plus en société, comme les personnages de Rabelais, obéissant à l'Église et au roi, payant ses impôts et se faisant soigner chez les médecins diplômés.

Bref silence. Guy Bechtel poursuit :

– Toutes ces nécessités conduisirent à s'en prendre aux femmes suspectes de sexualité débridée, de la pratique de médecine populaire et d'insoumission aux autorités. Les victimes furent alors tout simplement les personnes « mal vues ». Sur ce point, Michelet a tort, on ne poursuivit pas des femmes marginales, mais au contraire celles qui vivaient au sein des communautés, avaient eu des démêlés et des procès avec leurs voisins, pestaient un peu trop haut et trop fort. Ce fut l'occasion de brûler non pas des suppôts du Diable, mais pour beaucoup des voisines encombrantes.

La « mauvaise réputation » de personnes « encombrantes ». A leur encontre, la diabolisation reste une technique de discrédit très usitée. Plusieurs questions me brûlent les lèvres. Guy Bechtel les devine. Souriant, il m'indique qu'il n'entend se prononcer sur aucune question de l'actualité. Sur le point de battre en retraite devant cette inébranlable prudence, je reviens à la charge et demande si les événements de Mai 68 participaient d'une de ces épidémies de peur et de diabolisation ?

– Pendant la crise de Mai 68, événements qui virent quelques « accidents », mais aucune exécution, on n'assista pas à une chasse aux sorcières, même au sens large. En revanche, on connut certainement des formes de diabolisation de part et d'autre.

Dans les revendications étudiantes, à côté de thèmes généreux sur la justice sociale, on note une volonté plus politique concernant la nécessité d'en finir avec la société de consommation présentée comme dangereuse et même pécheresse. Les étudiants traitèrent les CRS de SS, c'est-à-dire de soldats du pire Satan qu'ait connu le XXe siècle. On détruisit en grande liesse certains attributs d'une société capitaliste supposée diabolique. Les sorcières de 1968, ce furent les voitures. On en brûla un bon nombre, tandis que certains rêvèrent aussi d'incendier la Bourse de Paris, autre symbole d'un monde luciféro-capitaliste qu'il fallait purifier par le feu. Du côté du pouvoir et même de l'opinion, le phénomène de diabolisation eut lieu avec les élections, quand non seulement la bourgeoisie menacée mais une fraction notable de l'électorat, effrayés par les virtualités révolutionnaires du mouvement, les confondirent avec le danger soviétique et réagirent par un vote sanction.

En l'écoutant, je songe aux obsessions et aux haines allumées par la Révolution française, aux crimes imputés à Marie-Antoinette, à la terreur érigée en système de conduite des peuples, aux idéologies totalitaires et à leurs grossiers montages, aux procès et aux purges de Staline. Guy Bechtel revient sur Mai 68 et ses prolongements perceptibles dans une affaire criminelle :

– L'affaire de Bruay-en-Artois, en 1972, était en liaison directe avec la mentalité et les peurs de 1968. L'assassinat, finalement resté impuni, d'une jeune fille, Brigitte D., dans la région du Nord aux prises avec les fermetures des mines et le chômage, fit soupçonner sans aucun fondement un notable local, le notaire Leroy et son amie, Monique Mayeur. Alors qu'aucun élément de preuve ne fut jamais recueilli contre ce couple, qui devait être finalement innocenté par la justice, on vit contre lui la même folie que dans les procès de sorcellerie : d'abord la rumeur contre ces gens pas comme les autres, aisés, que protégeait peut-être une « justice de classe », ensuite la haine politique des maoïstes – un de leurs journaux écrivit même que **« seul un bourgeois avait pu commettre un crime pareil »**. ***On rencontra encore un juge sincère mais exalté, nommé Pascal, croyant défendre l'humanité souffrante contre des individus nantis et corrompus. Il fallut longtemps au pouvoir central pour enfin reprendre les choses en main, dessaisir le juge vindicatif, calmer la population, distribuer les non-lieux qui s'imposaient. Trois siècles plus tôt, il eut été trop tard : l'accusé aurait déjà été lynché ou exécuté.***

Guy Bechtel m'entraîne dans son bureau, tapissé d'incunables et me montre deux feuillets imprimés d'élégants caractères rouges et noirs, pages sorties des presses de Gutenberg... L'entretien se prolonge. Les belles sorcières de Hans Baldung Grien (1485-1545) me hantent. Comment expliquer l'engouement persistant de l'artiste pour ces dames de la nuit que son époque diabolisait et brûlait ? Uniquement par le prétexte à éloge de l'érotisme... Quel culot, alors que, du haut de la chaire de la cathédrale de Strasbourg, tonnaient les véhéments sermons de Johann Geiler von Kaysersberg (1445-1510), auteur du premier traité de démonologie en langue allemande (8). A cela, mon hôte répond de la sorte :

– On a toujours tort de considérer la Renaissance comme une simple libération. Elle a été beaucoup plus complexe. Ce temps de contradictions manifestes a charrié des éléments chrétiens et antichrétiens, de la rationalité et de la magie. Devant cet horizon sans clarté, l'Église et les juristes dont certains, comme Bodin, seront les philosophes de l'État moderne, vont prendre peur et sévir.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

---

(1) *The Witch-Cult in Western Europe*. Oxford Press, 1921.

(2) *Les Batailles nocturnes, sorcellerie et rituels agraires en Frioul XVI-XVIIe siècle*. Verdier, 1980.

(3) *Les Sorcières et leur monde*. Gallimard, 1972.

(4) Plon, 1997. 733 pages, 198 F.

(5) *Paracelse et la médecine alchimique*. CAL, 1979.

(6) *Gutenberg et l'invention de l'imprimerie, une enquête*. Fayard, 1992.

(7) « Tout sur la sorcière », *Le Figaro*, 6 et 7 décembre 1997.

(8) Publié à Strasbourg et intitulé curieusement *Die Emeis, La Fourmi*.

Livres



Les Celtes
sous la direction de Sabatino Moscati

Reprise, en format de poche et en français, du volumineux catalogue de l'exposition tenue au Palazzo Grassi à Venise, en 1991. A ce jour, c'est la synthèse la plus complète sur tout ce qui touche les peuples celtiques, depuis l'époque des premiers « princes celtes », au VI[e] siècle av. J.- C., jusqu'au cycle d'Arthur, avec même quelques pages (trop succinctes) sur les Celtes contemporains.

Stock. 720 pages, 195 F.

F. V.

Les très riches heures de notre patrimoine
par Frédérick Gersal

Animateur d'émissions historiques à la radio et à la télévision, Frédérick Gersal a répertorié, région par région, les sites les plus prestigieux de notre patrimoine, et, de chacun d'eux, il a fait le théâtre d'un événement de l'histoire de France. Au château de Vaux-le-Vicomte, la disgrâce de Fouquet. À Fontainebleau, la cérémonie des adieux de Napoléon. À la Conciergerie, la captivité de Marie-Antoinette. Etc. Des tableaux très vivants, et scrupuleusement exacts.

Tallandier. 260 pages, 120 F.

M. M.

Les Dames de Zamora Secrets, stupre et pouvoirs dans l'Église espagnole du XIII[e] siècle
par Peter Linehan

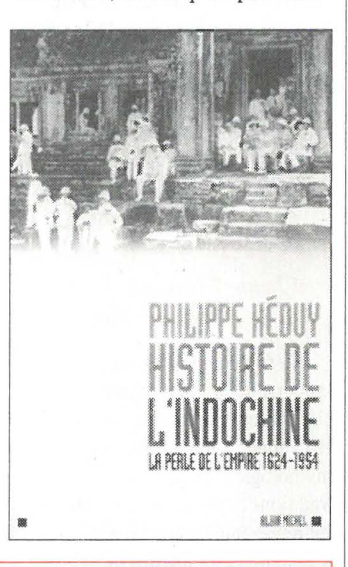
Des centaines de milliers de lecteurs ont pu découvrir, à travers l'intrigue du *Nom de la Rose* d'Umberto Eco, la vie d'un couvent bénédictin du début du XIV[e] siècle et les rapports conflictuels entre l'ordre franciscain et des inquisiteurs toujours prompts à traquer l'hérésie. Avec ses *Dames de Zamora*, Peter Linehan, l'un des meilleurs historiens de l'Espagne médiévale, ressuscite la matière d'un épisode historique qui ne doit rien à la fiction. L'action se déroule à Zamora, en Castille, dans le troisième tiers du XIII[e] siècle. Le couvent des dominicaines fondé en 1259 y est le théâtre d'affrontements sans merci, qui ont pour enjeu les relations de la communauté avec l'évêque et avec l'ordre lui-même. Il s'en passe de belles chez les nonnes, qui mènent une existence fort peu monacale et entretiennent des relations coupables avec les moines du couvent voisin. Derrière les épisodes dramatiques ou burlesques, l'historien met en lumière les querelles de pouvoir qui impliquent le pape, l'ordre dominicain, l'évêque et le roi de Castille. Il éclaire également les questions relatives au statut des femmes au sein d'un ordre régulier. A travers le scandale des nonnes de Zamora, Peter Linehan nous permet de redécouvrir ce qu'était la société cléricale du Moyen Âge espagnol, en même temps que des pans entiers de la mémoire religieuse de l'Europe.

Les Belles Lettres. Traduit de l'anglais par Sylvain Piron. 230 pages, 140 F.

Ph. C.

Histoire de l'Indochine La perle de l'Empire, 1624-1954
Par Philippe Héduy

Le jour même où l'on apprenait la mort de Philippe Héduy, nous parvenait cette admirable *Histoire de l'Indochine*. Il n'est pas de meilleure façon pour un écrivain de rappeler qu'il ne peut mourir tant que son œuvre rencontre le plaisir des lecteurs. Et ce livre écrit d'une plume superbe, précise et chaleureuse, ne manquera pas à la



De la cause de Dieu à la cause de la nation – Le jansénisme au XVIII[e] siècle
par Catherine Maire

C'est un ouvrage majeur que Catherine Maire vient de publier dans la prestigieuse « Bibliothèque des Histoires ». On connaissait bien le jansénisme du XVII[e] siècle, celui de Saint-Cyran, du grand Arnauld, de Pascal et des religieuses de Port-Royal. On connaissait ses démêlés avec le pouvoir royal et la victoire de ce dernier, scellée par la destruction, en 1710, de Port-Royal-des-Champs et par la promulgation, trois ans plus tard, de la bulle *Unigenitus*. Les grandes monographies de René Taveneaux permettaient également d'évaluer l'importance de ce courant dans certaines régions précises, notamment en Lorraine. Il manquait en revanche une synthèse sur ce que fut, au siècle des Lumières, le « parti » janséniste, travail d'autant plus indispensable que l'on savait bien le rôle joué par les « amis de la Vérité » dans la guérilla menée contre l'autorité royale. Une lutte qui allait peser d'un poids très lourd dans l'affaiblissement de la monarchie et dans la préparation de sa crise finale. Secte à l'origine, le jansénisme, persécuté et vaincu par Louis XIV, va renaître avec l'exaltation des « martyrs » de Port-Royal, rencontrer pendant un temps un large écho populaire avec l'affaire des convulsionnaires du cimetière Saint-Médard (déjà étudiée en 1985 par Catherine Maire) et mettre en œuvre l'entreprise subversive conduite méthodiquement par l'avocat Louis-Adrien Le Paige véritable homme-orchestre de l'agitation parlementaire pendant le règne de Louis XV. Dans le même temps, les *Nouvelles ecclésiastiques*, diffusées à partir de 1728, répandent très largement une théologie de l'histoire propre au jansénisme, qui permet d'interpréter les événements contemporains à la lumière de l'Écriture Sainte. Le parti saura exploiter au mieux les difficultés de la monarchie, il réglera ses comptes avec les Jésuites, expulsés de France en 1764, et, s'il n'a rien à voir avec des philosophes et des encyclopédistes qui sont aux antipodes de son projet, il n'en contribuera pas moins à déstabiliser la monarchie. Faute de pouvoir imposer à temps les réformes nécessaires, celle-ci sera finalement emportée par la tourmente révolutionnaire qui voit l'abbé Grégoire, devenu évêque constitutionnel de Blois, apparaître comme l'un des derniers héritiers d'un courant qui – très minoritaire et privé de toute base sociale – n'en a pas moins joué, du fait de l'activisme de ses représentants, un rôle essentiel dans l'histoire de notre XVIII[e] siècle.

Gallimard, Bibliothèque des Histoires. 710 pages, 220 F.

PHILIPPE CONRAD

règle. Jetez un œil sur les premières lignes et vous serez conquis, même si, jusqu'à ce jour, l'Indochine vous indiffère. Prodigieuse histoire, prodigieuse aventure qui donnerait presque envie d'être Français. Oui, à défaut de pouvoir raconter ce livre, il faut user de tous les superlatifs pour en suggérer l'attrait puissant. Un de ces livres que l'on goûte dans un fauteuil au coin du feu, un whisky ou un vieux cognac à portée de main, avec quelques heures de pleine liberté devant soi. Encore un conseil, courez vite à la page 14. Si vous n'êtes pas empoigné par l'aventure stupéfiante de Francis Garnier, telle que la restitue Philippe Héduy, c'est que votre cas est désespéré. Il faut ajouter que ce livre est la première histoire complète de l'Indochine française depuis les origines, depuis l'arrivée en Cochinchine du Père Alexandre de Rhodes en 1624, jusqu'à la glorieuse défaite de Diên Biên Phu. Pour une fois l'éditeur ne trompe pas son public en parlant de « saga ».
Albin Michel. 475 pages, 150 F.

D. V.

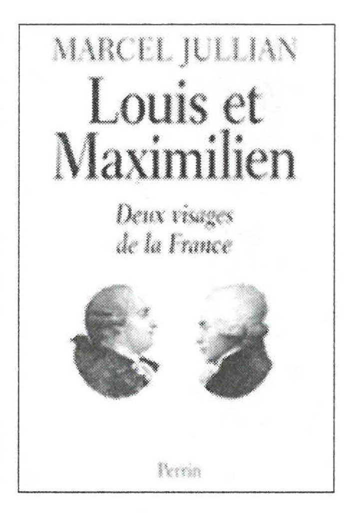
La Civilisation du vin
par Jean-François Gautier préface d'Hubert Monteilhet

Au fil du temps, le vin a dessiné les contours d'une véritable civilisation. Il a marqué de son empreinte la géographie, les mythologies, les religions, les traditions et jusqu'aux arts. Dyonisos fut représenté ou chanté par d'innombrables artistes de l'Antiquité. Le vin est resté une source d'inspiration pour les plus grands peintres, du *Triomphe de Bacchus* de Vélasquez jusqu'aux *Buveurs* de Cézanne en passant par *Le roi boit* de Jordæns. Jean-François Gautier, déjà auteur d'un *Traité de droit viti-vinicole*, ainsi que d'une *Histoire du vin* invite à en découvrir la civilisation.
PUF, Que sais-je ? n° 3296. 128 pages, 42 F.

M. M.

Louis et Maximilien, deux visages de la France
par Marcel Jullian

Cet essai se présente comme une acrobatique leçon d'histoire travaillée à la manière d'un scénario, avec dans les rôles principaux Louis XVI et Robespierre. Antigone et Créon nous avertit l'auteur. Un dramatique face



à face, un duel entre *« deux hommes de bonne volonté »* avec, pour truchements, la princesse de Lamballe et un énigmatique docteur Seiffert. Jullian exploite un vieux fonds historiographique illustré en son temps par G. Lenotre. Une histoire échotière à laquelle on doit bon nombre de trouvailles mais qui n'a jamais étayé de véritables démonstrations.
Perrin. 179 pages, 98 F.

J.-J. B.

L'Atelier de David Émulation et Révolution
par Thomas Crow

Jacques-Louis David avait 51 ans en 1789 et donc, derrière lui, une longue et prestigieuse carrière. Prix de Rome en 1775, fervant de l'Antiquité, son *Serment des Horaces* (1784) peut être tenu pour le manifeste d'un nouveau classicisme. Mais David ne travaillait pas seul. Il y avait son atelier, ses élèves qu'il forma par dizaines. Parmi les plus doués, François-Hubert Drouais, Girodet-Trioson, François Gérard, Antoine Gros, François Fabre... Sous la Terreur, l'atelier de David se mit largement au service du pouvoir jacobin ; il produisit alors des œuvres de propagande très léchées, dont un faux idéologique : *La Mort de Joseph Bara*, le petit tambour *Martyrisé par les Vendéens*, que David représenta en éphèbe languissant et ... asexué ! L'étude de Thomas Crow, qui enseigne à l'université de Sussex, est un bel exemple de l'érudition britannique en matière d'histoire de l'art, servi par un récit plein et savoureux exempt de tout jargon.
Gallimard. 453 pages, 110 illustrations, 250 F.

J.-J. B.

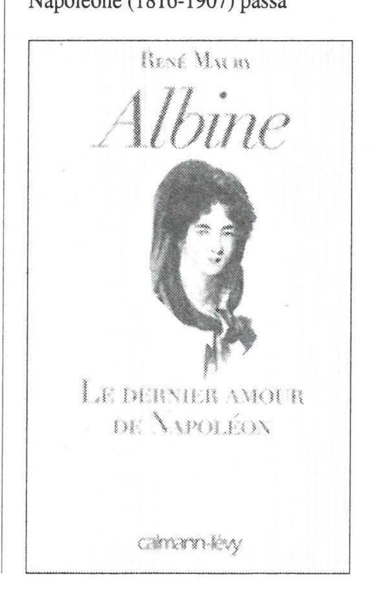
Le Grand commerce maritime au XVIIIe siècle
par Philippe Haudrère

Née du traité de Tordesillas (1494), la partition des espaces maritimes et des continents à exploiter fut remise en cause dès la première moitié du XVIIIe siècle. Portugais et Espagnols eurent du mal à résister aux assauts des Hollandais, des Britanniques et des Français. Chassée de la Nouvelle France et de Louisiane mais aussi des Indes orientales, la France à son tour jeta l'éponge. La naissance des États-Unis ne fit que retarder et redéployer vers l'Asie et l'Afrique l'irrésistible ascension du Royaume-Uni qui domina le commerce maritime mondial jusqu'en 1914... Une étude austère mais synthétique.
Sédès. 155 pages, 120 F.

J.-J. B.

Albine, le dernier amour de Napoléon
par René Maury

A Sainte-Hélène, Napoléon a-t-il été empoisonné par un de ses officiers, le comte de Montholon ? Jaloux des « marques d'affection » portées par son maître à son épouse Albine, il n'aurait pas supporté l'affront et se serait vengé. L'hypothèse s'appuie sur un faisceau de détails troublants, à commencer par l'arsenic retrouvé en quantité importante dans les viscères de l'empereur. Dans ce livre scrupuleux, René Maury insiste sur la personnalité de madame de Montholon, femme attachante et qui fut effectivement la dernière maîtresse de Napoléon Ier. Sa fille, Napoléone (1816-1907) passa



longtemps pour la fille naturelle de l'illustre proscrit.
Calmann-Lévy. 375 pages, 130 F.

J.-J. B.

Russie 1837-1937
textes choisis par Bruno de Cessole et Jeanne Caussé, préface d'Hélène Carrère d'Encausse

Entre 1837 et 1937, la *Revue des Deux Mondes* avait consacré pas moins de 377 articles à la Russie. Une quinzaine d'entre eux viennent d'être rassemblés. Ce sont des impressions de voyage livrées au siècle dernier par Prosper Mérimée, Adolphe de Custine, Anatole Leroy-Beaulieu... Une analyse de la Russie en guerre par Jacques Bainville (1916). Ou encore des chroniques détaillant les étapes successives de la Révolution de 1917. Viennent ensuite des études sur le totalitarisme instauré par Lénine et Staline. Dans la préface, Hélène Carrère d'Encausse s'étonne : *« Puisque l'on savait, comment se fait-il qu'une si large part des élites françaises ait été soviétophile, passant par pertes et profits le martyre d'une société ? »*
Éditions des Deux Mondes-Maisonneuve et Larose. 438 pages, 167 F.

M. M.

Napoléon IV, un destin brisé (1856-1879)
par Alain Frerejean

Avec le livre de Jean-Claude Lachnitt, voici donc deux biographies, coup sur coup, pour un jeune homme qui ne régnera pas et mourut à 23 ans, le prince Eugène Louis Napoléon Bonaparte (1856-1879). Fils unique de Napoléon III et d'Eugénie de Guzman Palafox y Portocarrero, le prince impérial avait quatorze ans quand son père remit son épée au roi de Prusse, Guillaume Ier. Toute une enfance dorlotée et dorée s'évanouissait et, pire, l'image du père se brisait. Devenu un exilé, il lui fallut apprendre à vivre. Formé à l'Académie militaire de Woolwich, le prétendant voulut s'affirmer et redresser la réputation des Bonaparte. Sur un coup de tête, il décida d'aller se battre, dans les rangs de l'armée anglaise, contre les Zoulous. Il périt dans un bref accrochage percé de coups de sagaie, *« toutes reçues devant »*. Alain Frerejean a visiblement de

l'affection pour son héros. Son récit est minutieux, vivant, avec beaucoup de dialogues que l'on veut croire scrupuleusement rapportés. Il mesure aussi les enjeux politiques et convient que la mort du prince enterrait l'espoir d'une restauration des Napoléonides.

Albin Michel. 297 pages, 125 F.

J.-J. B.

L'Oise en questions
par Philippe Bonnot-Laborderie

Il s'agit d'une présentation originale avec questions et réponses, documents et photos, index (des noms, des lieux et thématique) du département où l'auteur anime le GEMOB (Groupe d'études des monuments et œuvres d'art de l'Oise et du Beauvaisis) dont le dernier ouvrage porte sur la « vie des beauvaisiens de 1871 à 1914 ». Ce petit album maniable étonnera même les familiers du département, qu'illustrèrent le grand Ferré, Jean Calvin, le duc de Liancourt, Alexis Carrel, Robert Hersant, Marcel Dassault... et bien d'autres. Et dont les richesses architecturales ne se limitent pas à la cathédrale de Beauvais ou au palais impérial de Compiègne. Qui sait que le film *La Belle et la Bête* fut tourné au château de Raray ? Un livre qui peut servir de modèle pour d'autres pays de France.

GEMOB, chemin de Plouy, La Mie au Roy, 60000 Beauvais. 120 pages, 88 F (port compris).

J.-P. A.

Souvenirs littéraires
par Léon Daudet

Excellente idée que d'avoir édité ce choix de *Souvenirs* qui s'étalent de 1880 à 1930. Léon Daudet, avec son don pamphlétaire inné, nous fait découvrir un demi-siècle de vie artistique et politique où s'entrecroisent Victor Hugo, Clemenceau, Sarah Bernhardt, Maupassant, Courteline, Barrès, Proust... et bien sûr Charles Maurras. Portraits, caricatures, anecdotes sont évoqués avec un talent immense, et se conjuguent aussi à des analyses très fines. La polémique sert l'instrument idéal à Daudet dont il ne faut jamais oublier la formation philosophique.

Grasset, Les Cahiers Rouges. 392 pages, 8 F.

A. G.-J.

Georges Bernanos, encore une fois
par Sébastien Lapaque

Peut-on avoir vingt-sept ans aujourd'hui et s'intéresser à Georges Bernanos ? Oui, répond Sébastien Lapaque dans un court essai qui, avec ses accents de sincérité, sonne comme un témoignage de fidélité. De l'Action française à la France Libre, de la Guerre d'Espagne à l'Épuration, Georges Bernanos encore une fois évoque toutes les péripéties du siècle. Bernanos est un bloc, nous dit Sébastien Lapaque, qui rappelle que jamais on n'arracha un mot de reniement à l'auteur de la *Grande Peur des bien-pensants.* C'est au nom de notions aussi dévaluées que la justice, l'honneur et la foi que ce catholique médiéval s'opposa à Franco, Hitler, Pétain, Staline et Truman. Les exécutions sauvages à Majorque, les camps de la mort nazis, le totalitarisme soviétique, la bombe atomique lui apparaissaient comme les diverses manifestations d'un unique drame, celui d'un monde asphyxié spirituellement. Car Bernanos, insiste Lapaque, ne fut ni un écrivain antifasciste, ni un romancier qui racontait des histoires de curés, mais le représentant sublime d'une espèce rare dans ce siècle de fer : les hommes libres.

L'Âge d'Homme, Les Provinciales. 126 pages, 85 F.

M. M.

Une thèse aventurée sur le fascisme et Vichy

Pour la réédition en collection de poche d'un livre initialement publié au Seuil en 1983, Sternhell a rédigé une longue introduction en forme d'essai. Il y résume la thèse majeure de ses différents travaux. On y trouve d'abord un brillant survol des idées du XVIIIe au début du XXe siècle, qui accorde à la France tout ce qu'un Louis Dumont lui refuse dans sa propre thèse sur l'Idéologie allemande (Gallimard 1992). Pour Sternhell, en effet, la France est le terreau privilégié où fleurit le refus intellectuel des Lumières. Transposé dans la rue par le boulangisme et l'affaire Dreyfus, ce refus donna naissance selon lui à une synthèse nouvelle *« qui prendra le nom de fascisme ».* Ce qui revient à dire que le fascisme aurait été prioritairement un fait idéologique, résultant d'une causalité unique. Passons sur cette audacieuse tentative de réhabilitation du rôle des idées dans l'histoire, pour rappeler qu'aujourd'hui la critique historique refuse à juste titre le principe même des causalités uniques, qui fit tant de ravages au XIXe siècle. Ceux des historiens qui ne se limitent pas à l'étude des idées, savent que le fascisme réel, celui auquel Mussolini a lié son nom, est un phénomène historique complexe né d'événements exceptionnels (guerre mondiale, riposte au bolchevisme, fièvre nationale italienne) sans lesquels il n'eût jamais existé.

Ignorant cette réalité, la définition que Sternhell donne du fascisme est si floue, si coupée des événements qu'on peut y rattacher n'importe quoi, ce qu'il fait d'ailleurs lui-même, confondant le fascisme et les idées de « troisième voie » qui sont présentes aussi bien chez les chrétiens sociaux des années trente, que dans les mouvements de résistance, ou dans le gaullisme originel. Cette imprécision lui permet d'enchaîner sur la piste vichyste vers laquelle il souhaite d'évidence conduire le lecteur : *« Le régime qui s'installe en France au lendemain de la défaite, et au service duquel vient se mettre une majorité des élites françaises, représente toutes les caractéristiques essentielles d'une régime fasciste »* (p. LXVII). Affirmation fort aventurée que récusent tous les historiens de Vichy. Sans doute le régime né du désastre de 1940, est-il autoritaire et paternaliste, mais certainement pas « fasciste ». Il s'appuie sur les structures traditionnelles de l'État, auxquelles il ne songe nullement à substituer un système « totalitaire ». Les pouvoirs de police conférés à la Milice en 1944, dans une situation de guerre civile, ne contredisent pas cette réalité. Le maréchal Pétain et son entourage ont toujours refusé ces institutions « totalitaires » que sont le parti unique et la jeunesse unique, accordant au contraire une place accrue à l'Église et aux associations pluralistes dans l'éducation de la jeunesse et dans l'École, chasses gardées d'un régime fasciste. Ajoutons que, dirigé par un vieillard de 84 ans (en 1940) le régime de Vichy peut difficilement passer pour la dictature de la jeunesse que fut le fascisme. Est-il nécessaire de préciser que la situation de la France au lendemain de la débâcle lui interdisait également le nationalisme conquérant qui était une autre caractéristique essentielle du fascisme?

Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914.* Folio-Histoire, 688 pages, 73 F.

DOMINIQUE VENNER

Les Organisations nationales-socialistes, 1920-1945 – Analyse d'un régime totalitaire
par Alain Taugourdeau et William Baumgartner

Fruit d'une quinzaine d'années de recherches, cet ouvrage est un travail de référence concernant l'organisation du système hitlérien. Toutes ses composantes sont méthodiquement analysées, ce qui permet d'établir un tableau exhaustif des organisations issues directement du parti, mais aussi des nombreuses associations ou groupes affiliés, chargés d'encadrer et de contrôler la société. La richesse des informations est mise en valeur par le caractère inédit de l'iconographie.

Préface de Jean Mabire, cahier iconographique, 282 pages, 250 F franco. Chez l'auteur : William Baumgartner, 1, route de Giverny 27200 Vernon.

Ph. C.

Les Diables rouges attaquent la nuit
par Jean Mabire

Dans un ouvrage précédent, Jean Mabire a déjà eu l'occasion d'évoquer les exploits accomplis par des parachutistes britanniques en 1944 et 1945, modèles d'un nouveau type de combattants. C'est tout le mérite du nouvel ouvrage de Jean Mabire de nous apporter – avec son talent de narrateur et son érudition très sûre – une vue d'ensemble très complète des premières années de ces paras anglais, furieusement déterminés à relever le défi lancé par les armées hitlériennes victorieuses sur le continent. Des actions de commando menées en Italie aux combats du djebel Mansour livrés au cours de la campagne de Tunisie, l'auteur retrace l'aventure de ces combattants d'élite qui ont écrit alors certaines des plus belles pages de l'histoire militaire britannique.

Éditions Jacques Grancher. 290 pages, nombreuses photos, 139 F.

Ph. C.

Rommel
par Dominique Lormier

L'auteur nous avait donné, l'an passé, dans l'excellente collection

LIVRES REMARQUÉS

***La Gaule pendant la paix romaine*, par Paul-Marie Duval** (Hachette, coll. La vie quotidienne, 368 pages, 98 F). Un ouvrage classique (paru pour la première fois en 1952), heureusement réédité. Copieuse mise à jour bibliographique par Henri Lavagne.

***B.A.-Ba des Runes*, par Anne-Laure et Arnaud d'Apremont** (Pardès, 126 pages, 64 F). Précis très illustré, didactique et remarquablement organisé pour découvrir l'univers magique des runes scandinaves, sans aucune concession aux fantaisies inspirées par la « runologie ». Des réponses à toutes les questions sur les origines des runes, leur sens et leur fonction spirituelle.

***Celse contre les chrétiens*, par Louis Rougier** (Le Labyrinthe, 41, rue Barrault, 75013 Paris, 250 pages, 129 F). Présentée par Alain de Benoist, voici la réédition attendue du livre célèbre de Louis Rougier construit autour de la traduction du Discours vrai de Celse, premier témoignage connu de la réaction d'un esprit formé à l'hellénisme, face aux premiers chrétiens et à leurs Livres saints. Avec un mépris tout aristocratique, Celse n'oppose pas seulement la raison philosophique à l'espérance du salut, il réagit en patriote romain contre les menaces d'une religion étrangère au génie de la Cité.

***Le Loup*, par Bernard Marillier** (Pardès, grand format, 126 pages, 130 F). Sous une forme très illustrée, une riche évocation du symbolisme du loup, de l'Égypte ancienne à la Scandinavie, sans oublier la Chine. Symbole de la fonction guerrière chez les Indo-Européens, le loup sera transformé par le christianisme médiéval en monstre malfaisant, puis il connaîtra sa revanche et pas seulement dans les contes pour enfants.

***Au nom de Saint-Hubert. Plaidoyer en faveur de la chasse et de la nature*, par Marie de Valence** (Cercle Beltane, place de la République, 03190 Vallon-en-Sully, 200 pages, dessins à la plume, 110 F). Une vigoureuse réflexion poétique et parfois polémique, bourrée de référence à l'histoire la plus ancienne. Un livre qui plonge au cœur des traditions et des mythes de la forêt d'Europe pour en tirer un hymne à la liberté et à la nature.

***Forger la France. De Saint Louis à Louis XI*, par Jacques Heers** (Bartillat, 250 pages, index, 125 F). Médiéviste reconnu, professeur honoraire à la Sorbonne, pourfendeur de légendes, Jacques Heers se livre ici, sous forme d'entretiens, à une réflexion charpentée et argumentée sur la construction de l'État capétien entre le XIII[e] et le XV[e] siècles.

***Voyager au Moyen Âge*, par Jean Verdon** (Perrin, 408 pages, 149 F). Professeur d'histoire médiévale à l'université de Limoges, Jean Verdon modifie ici l'idée que l'on se fait d'un Moyen Âge statique. Étudiant les voies et moyens de communication, les modes d'hébergement, les connaissance géographiques du temps, il montre aussi les diverses catégories de voyageurs et les mobiles qui les poussaient, sans se limiter aux pèlerinages ou aux croisades. Un panorama exemplaire qui pulvérise beaucoup d'idées reçues.

***Henri VIII*, par Henri Suhamy** (Rocher, 400 pages, 145 F). Professeur émérite à l'université Paris X, spécialiste de William Shakespeare, Henry Suhamy décrit avec compétence le destin extraordinaire du « barbe-bleu » des Tudor, réformateur religieux et fondateur de la puissance britannique.

***Histoire des Gardes du corps du Roi (1789-1801)*, par François Grouvel** (Chez l'auteur, 2, montée de l'Oratoire, 13111 Coudoux, 300 F, chèque à l'ordre de F.G.C.). A l'aide du très important fonds documentaire constitué par son père, auteur de l'ouvrage de référence sur les armées de l'Émigration, le colonel (e.r.) François Grouvel publie, sous forme d'un album largement illustré, la première *Histoire des Gardes du corps du Roi* pendant la période révolutionnaire.

***Les Princes de la mer*, par Philippe Delorme** (Balland, 270 pages, 120 F). Jeune historien qui n'en est pas à son coup d'essai, Philippe Delorme évoque ici en 18 chapitres denses et vivants autant d'aventures qui ont la mer pour théâtre. Une séduisante galerie de portraits, d'Ulysse à Lord Mountbatten, en passant par l'étonnant Jean de Béthencourt, Henri le Navigateur ou don Juan d'Autriche, vainqueur de Lépante.

***Histoire de l'Algérie*, par Pierre Montagnon** (Pygmalion, 450 pages, index, 139 F). Auteur déjà d'une *Histoire de la guerre d'Algérie* et d'une *Histoire de la Conquête de l'Algérie*, Pierre Montagnon reprend ici, depuis l'Antiquité, l'histoire tourmentée d'une terre qui ne s'appelle Algérie que depuis la conquête française. Par un bon spécialiste, tous les documents et toutes les informations pour comprendre le drame actuel d'un pays sanglant et déchiré.

***L'Union forcée. La Croatie et la création de l'État yougoslave (1918)*, par Jasna Adler** (Georg Éditeur, Genève, 416 pages, index, 129 F). Comprendre le drame de l'ex-Yougoslavie, c'est remonter aux origines, en tout cas à cette année 1918 qui a vu se réaliser, sous la menace des vainqueurs et sur les ruines de l'empire des Habsbourg, l'union forcée des Slaves du sud que tous ne souhaitaient pas. Histoire d'une entorse violente au principe des nationalités et source d'une tragédie.

***Ernst Jünger, une bio-bibliographie*, par Alain de Benoist** (Guy Trédaniel, 186 pages, cahier photos, 120 F). Voici l'étude bibliographique la plus complète publiée à ce jour sur l'œuvre de Jünger, en parallèle avec une biographie précise de l'écrivain. Elle recense les livres écrits ou préfacés par Jünger, mais également ceux qui lui ont été consacrés, ainsi que tous les textes publiés en langue française sur l'auteur des *Orages d'acier*. S'y ajoute une filmographie et des références d'émissions radio. En annexe, on trouve encore une bibliographie de Friedrich Georg Jünger (1898-1977), essayiste et poète, très proche intellectuellement de son frère aîné. Un outil de travail incomparable.

***André Citroën-Louis Renault. Un duel sans merci*, par Alain Frerejean** (Albin Michel, 290 pages, 125 F). Auteur déjà d'un livre sur les maîtres de forges et d'un autre sur Napoléon IV, Albert Frerejean raconte deux hommes, deux tempéraments, deux aventures concurrentes et deux destins opposés jusqu'à la tragédie. Passionnant.

***Citadelle. La bataille de Koursk*, par Gilbert Gilles** (Chez l'auteur, Les Cockers, 41800 Montoire, 480 pages, photos, 250 F franco). Ce « roman historique » autobiographique est un document saisissant de sincérité, indépendamment des choix politiques de l'auteur. Il n'est pas nécessaire d'aimer les Brigades internationales pour apprécier *L'Espoir* de Malraux. Engagé à 17 ans en 1939 contre l'Allemagne, l'auteur rejoint la Waffen SS sur le front de l'Est en 1943. Avec un vrai talent, il raconte la terrifiante bataille de Koursk comme il l'a vécue, jeune officier d'une troupe d'assaut. Blessé, évacué, remis sur pied, il n'omet aucun détail de son incroyable odyssée vécue souvent sourire aux lèvres.

***Plaidoyer pour un frère fusillé*, par Gabriel Bastien-Thiry** (Éditions du Cercle Bastien-Thiry, B.P. 70, 78170 La-Celle-Saint-Cloud, 192 pages, 60 F). Édité initialement par la Table Ronde en 1966 et devenu introuvable, un ouvrage poignant de douloureuse vérité écrit par le plus jeune frère du fusillé de 1963. Dans sa présentation, Roland Laudenbach avait écrit à l'époque : *« Personne, pas même ses juges, n'a contesté au colonel Bastien-Thiry son désintéressement absolu et la hauteur singulière à laquelle il a choisi de mourir ».*

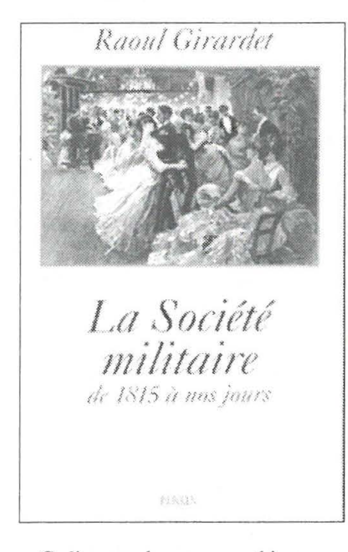
***Mitterrand*, par Bruno Larebière** (Éditions Chronique, 159 pages, 300 photos, index, 99 F). Par un journaliste politique qui explore les dessous d'une vie riche en dissimulations, voici la première biographie très illustrée de l'ancien président, organisée autour d'une stricte chronologie. La règle de cette collection n'est pas d'offrir des révélations fracassantes, mais de mettre un destin en perspective, sans rien omettre d'essentiel. L'auteur y parvient remarquablement, de la jeunesse d'extrême droite, au saut de haie de l'Observatoire, en passant par la Francisque pétainiste, rien ne manque.

Chroniques de l'Histoire, un *Mussolini* appelé à faire date par la remarquable iconographie qui accompagnait le texte. On retrouve les mêmes qualités dans son *Rommel.* Héroïque officier d'infanterie de la Première Guerre mondiale et soldat avant tout, Rommel sera l'un des artisans de la résurrection militaire allemande au cours de l'entre-deux-guerres. Il commande en 1940 sur le front ouest la 7e Panzerdivision, avec laquelle il franchit la Meuse à Dinant en mai 1940. Celui que ses adversaires britanniques appelleront le « renard du désert » se couvre de gloire à la tête de l'Afrika Korps avant de recevoir, au début de 1944, le commandement du Groupe d'Armées B sur le front de l'Ouest où il ne pourra faire pièce au débarquement du jour « J ». Lié aux conjurés du 20 juillet 1944, son prestige lui épargne un procès humiliant, mais il est contraint de se suicider, le 14 octobre 1944. Un parcours glorieux et dramatique qui résume la tragédie allemande de la première moitié de ce siècle.

Éditions Chronique. 130 pages, 400 photos, 99 F. BP 1, Aéroport de Périgueux, 24330 Bassillac.

Ph. C.

La Société militaire de 1815 à nos jours
par Raoul Girardet



Ce livre quelque peu mythique était depuis longtemps introuvable. Les privilégiés qui possèdent l'édition de 1950 retrouveront ici, complété, augmenté, enrichi d'un index, l'ouvrage le plus profond qui ait été consacré à la société militaire dans ses rapports avec la nation, de 1815 aux lendemains de la guerre d'Algérie. La suppression du service militaire, dont on peut imaginer les multiples effets déstabilisateurs, est naturellement trop récente pour avoir été prise en compte. Raoul Girardet n'expose pas seulement une histoire des armées, mais une histoire des mentalités sur la longue durée. Étude d'autant plus intéressante que l'armée est la seule institution partiellement épargnée par la déstructuration qui affecte les autres corps (Église, École et Université) qui assuraient jadis l'intégration des individus au sein d'une communauté nationale désormais en miettes.

Perrin. 339 pages, 149 F.

D. V.

La Guerre d'Algérie ; La défense des frontières Les barrages algéro-marocain et algéro-tunisien, 1956-1962
Sous la direction du général Jean Delmas

C'est la *Revue internationale d'histoire militaire* qui présente au public un épisode mal connu du drame algérien, celui de la défense des frontières avec la Tunisie et le Maroc, connu surtout jusqu'à aujourd'hui pour les combats livrés au cours des premiers mois de 1958 contre les katibas de l'ALN qui tentaient de s'infiltrer en territoire algérien pour éviter que les maquis de l'intérieur ne soient totalement isolés et promis ainsi à une destruction certaine. Près d'une trentaine d'intervenants ont participé à la réalisation de cette synthèse, parmi lesquels de nombreux témoins rendant compte de l'expérience qu'ils ont vécue alors. On retiendra surtout les contributions des généraux Delmas et Faivre, qui présentent respectivement l'histoire de la bataille des frontières et l'attitude de l'ALN extérieure face aux barrages. D'autres chapitres rendent compte d'expériences analogues, notamment celle du limes romain d'Afrique, des barrages barbelés établis durant la guerre des Boers et des mesures analogues prises au cours des guerres coloniales italiennes. Une contribution indispensable pour tous les historiens à venir de la guerre d'Algérie.

Revue internationale d'histoire militaire, n° 76. 374 pages. Commission française d'histoire militaire, Château de Vincennes, BP 109, 00481 Armées.

Ph. C.

Malentendus et passions, La République des Tourmentes (1954-1959)
par Georgette Elgey

Dans ce deuxième tome de l'histoire de la IVe République, on y retrouve les qualités et les défauts des livres précédents. Une documentation originale à base d'archives et de recherches personnelles, mais un plan discutable. Ainsi pourquoi avoir séparé l'historique de la crise de Suez de l'affaire algérienne alors que les deux sont liés ? L'auteur révèle au passage un « secret d'Etat » : l'alliance entre Paris et Tel-Aviv allant jusqu'à fournir à Israël une collaboration pour la réalisation de l'arme nucléaire... Pour l'Algérie, Georgette Elgey a cru utile de précéder l'histoire du conflit de 1954 à 1956 par un rappel de l'évolution de l'ex-province méditerranéenne depuis 1830, écrit dans la ligne de l'anticolonialisme le plus orthodoxe. Ce qui rend peu compréhensible la passion algérienne qui conduira la Quatrième à sa perte. Ces réserves faites, ce volume est une contribution importante à l'histoire d'un régime qui mérite mieux que sa réputation.

Fayard. 650 pages (avec notes et index), 180 F.

J.-P. A.

OAS
par Arnaud Déroulède

Ce livre est tiré d'un doctorat universitaire dont malheureusement la bibliographie n'est pas à jour. L'auteur étudie successivement la naissance de l'OAS, ses moyens humains et matériels, ses actions et, en riposte, la politique anti-OAS. Il se montre honnête, évitant la caricature ou l'hagiographie. En Algérie, comme en métropole, l'OAS apparaît comme une nébuleuse d'hommes et de mouvements divers, parfois antagonistes, qui n'eut pas le temps de s'affirmer avant les accords d'Évian. L'échéance aurait pu être différente si l'OAS avait constitué en Algérie une force orientée vers d'autres voies comme la partition ou un accord avec certains clans du FLN. Mais l'histoire enregistre les faits. Ceci dit, Arnaud Déroulède a trop tendance à étudier l'OAS à partir du sommet et des organigrammes. Négligeant ce qui fut la force de l'organisation : ses combattants (à noter un bon aperçu sur l'OAS d'Oran) et ses réseaux de complicité dans différents milieux politiques, militaires, policiers. En revanche, il ne se trompe pas en montrant que pour les jeunes qui y participèrent des deux côtés de la Méditerranée, l'OAS fut une tentative à la fois désespérée et romantique d'échapper à la terne modernité de l'époque.

Éditions Jean Curutchet. 350 pages, pas d'index, 145 F.

J.-P. A.

Un Crime sans assassins
par Francine Dessaigne et Marie-Jeanne Rey

A côté d'un « devoir de mémoire » très sélectif, certains événements contemporains font l'objet d'une amnésie programmée. C'est notamment le cas du massacre perpétré le 26 mars 1962 à Alger, quand les Européens manifestant rue d'Isly pour dire leur volonté de rester Français et protester contre les accords d'Évian ont été froidement mitraillés par des troupes aux ordres du gouvernement français. La centaine de victimes de cette fusillade n'avait que le tort de ne pas être dans le « sens de l'histoire » invoqué alors pour justifier une décolonisation bâclée dont le malheureux peuple algérien, livré au FLN, subit encore, trente-six ans plus tard, les effets catastrophiques. Pour éviter l'oubli, les auteurs ont réalisé une enquête impressionnante, qui permet notamment d'identifier les responsables. Cet énorme ouvrage, illustré de dizaines de photos, la plupart inédites, sera désormais une référence incontournable.

Éditions Confrérie Castille. 600 pages, 650 F.

Ph. C.

La Guerre d'Algérie et les Algériens

Ce livre publie les communications d'une table ronde tenue fin mars 1996 entre historiens algériens et français dans le cadre de l'Institut d'histoire du temps présent, sous la direction de Charles-Robert Ageron.

On constate un souci d'objectivité réciproque, en partie faussé par la vulgate officielle de la « guerre de libération nationale » imposée par le pouvoir FLN depuis 1962. Ceci dit, en France, les historiens d'outre-méditerranée sont plus libres. A noter une intéressante contribution de Mohamed Harbi (réfugié en France) sur le complot Lamouri qui

Une cavalcade jubilatoire et enthousiaste

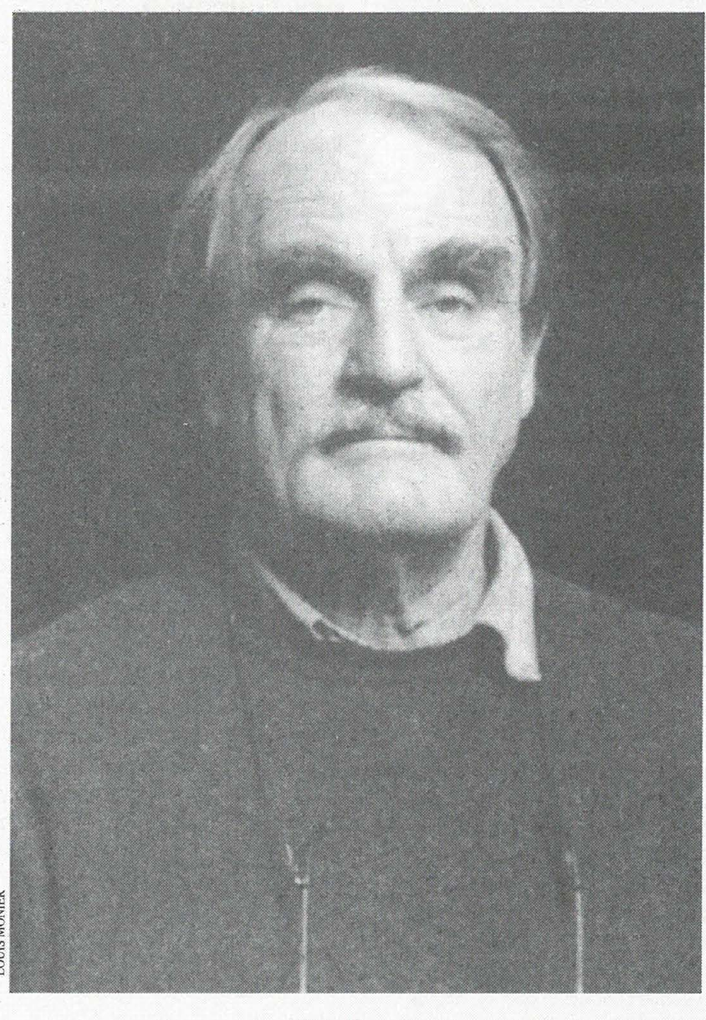
Combien rares sont les livres capables de vous emporter au galop de charge, en compagnie de personnages que l'on voudrait ne jamais quitter et qui continuent à vous hanter, la folle chevauchée terminée.

Hurrah Zara !, le nouveau roman de Jean Raspail est peut-être son meilleur livre, tant il réussit à établir une connivence totale entre le lecteur, vite ébloui, et les multiples héros de cette saga foisonnante, dont il débroussaille les généalogies aussi compliquées qu'internationales.

Finalement, ce récit n'est pas tant la chronique d'une famille que celle de notre Europe tout entière, dont la profonde unité n'a jamais paru aussi évidente, malgré la diversité des nations.

Tout commence, comme il se doit, à l'époque fondatrice de la grande migration des peuples germaniques du haut Moyen Âge, quand les Goths déferlent sur ces terres promises qu'ils vont féconder à jamais.

Une princesse barbare, *« grand-mère par-delà les siècles »*, porte l'étrange nom de Zara et l'Église réussira à en faire une sainte, à défaut de la brûler comme hérétique. Aussi va-t-on retrouver son patronyme chez plusieurs filles d'une fantastique lignée.


LOUIS MONIER

Jean Raspail.

Si Pierre Benoit choisissait pour ses héroïnes des prénoms commençant tous par la lettre « A », Jean Raspail, qui se veut parfois romancier de la fin des temps, préfère la lettre « Z », comme s'il voulait suggérer que l'histoire est désormais bouclée.

Cette ultime chasse sauvage voit sa fort peu sainte famille vagabonder de la Prusse à la Chine, en passant par le Mexique, la Mongolie, la Rhodésie, le Transvaal, la Patagonie et divers hauts-lieux de notre trop petite planète, sans oublier les océans, où l'on se bat, comme l'écrivait Paul Chack *« sur mer et dessous »*.

Le livre se déroule, sans souci chronologique intempestif, tout au long de retours en arrière que suggère au narrateur Jean Raspail lui-même, un de ses camarades de boite à bac parisienne du temps de l'Occupation, Frédéric de, que l'on pourrait aussi bien appeler Friedrich von Pikkendorff, du fait qu'il peut se prévaloir, pour le meilleur et pour le pire, d'une double nationalité, l'enracinant dans une tradition plutôt que dans une patrie. Sa véritable nation s'est la minuscule principauté d'Altheim-Neufra, dont le margrave héréditaire, incarne une Allemagne synthétique, tour à tour baroque, guerrière et érudite, plantée en Souabe danubienne depuis quelques siècles et où il est de bon ton de s'affirmer francophile et même catholique, en bon dignitaire du Saint-Empire romain germanique.

On admirera, tout au long du livre, le blason de la famille : mi-partie de sinople et de gueules au faisceau de lances d'or dont l'une brisée. S'y ajoute une devise un peu énigmatique : *« Je suis mes propres pas »*.

Jean Raspail sème les héritiers Pikkendorff à travers l'Europe comme le petit Poucet semait ses cailloux. Ils nous permettent d'y retrouver notre chemin, voie princière qui serpente à travers une forêt de nobles sentiments.

Ce qui est admirable dans ce roman c'est que les valeurs les plus occultées aujourd'hui y apparaissent parfaitement naturelles. On n'imagine pas, à rencontrer les héritiers de la très antique Zara – sans doute plus sorcière païenne que sainte chrétienne – que l'on puisse vivre dans un autre monde que celui de l'honneur. Voici la vertu cardinale de ces aristocrates, certes plus soucieux de servir et de s'amuser que de courir après les prébendes. Leurs seules passions ce sont le goût du risque, l'originalité poussée jusqu'à la cocasserie, l'imagination vite délirante, la familiarité des armes précises et des beaux uniformes, sans compter bien entendu l'amour des messieurs pour les dames et des dames pour les messieurs, ainsi qu'il se doit entre gens civilisés à défaut d'être sentimentaux.

La plupart des récits de ce livre-kaléidoscope se déroulent en un monde aujourd'hui disparu, que certains nommaient la Belle Époque et qui correspond au temps des grands empires occidentaux, où l'on cousinait aisément par-delà frontières et héritages. L'arrière-plan historique, qui se hisse parfois à l'avant-scène, avec l'étrange et fascinant Guillaume II, c'est celui de la remarquable série historique des Aigles foudroyés.

Jean Raspail est assez bon romancier pour animer ses anecdotes et en faire autant de morceaux de bravoure. L'épisode des régates de Kiel en juillet 1905 est particulièrement haut en couleurs.

La jeune et belle Elena, qui barre comme personne ses successifs yachts, tous baptisés Zara, domine cette galerie de personnages singuliers. On en rencontre une bonne quarantaine dans cette aventure, narrée avec une rare allégresse.

Romancier de l'inguérissable nostalgie d'un monde aujourd'hui englouti dans les égouts de la modernité, Jean Raspail a souvent choisi un ton pessimiste et cultivé un personnage de ronchon, vite qualifié de réactionnaire par ceux qui détestent les hommes d'une telle qualité. Cette fois, sa cavalcade ne peut que susciter la jubilation et l'enthousiasme. Peut-être parce qu'il réussit à montrer ce qui demeure de permanent dans une lignée – ce qu'on nommait encore une race au début du siècle.

Même si la société marchande les rend dérisoires représentants en parfumerie ou fabricants de pizza, les Pikkendorff continuent à témoigner de ce qui ne meurt pas.

Cette attitude devant la vie exige du courage et de l'humour. On s'aperçoit que Jean Raspail, comme ses personnages, n'en manque jamais.

JEAN MABIRE

Hurrah Zara !, par Jean Raspail.
Albin Michel. 355 pages, 130 F.

faillit faire éclater l'ALN en 1958. Du côté français, à remarquer l'exposé de Guy Pervillé sur les « mythes politiques algériens » qui tranche avec la courtisanerie d'autres universitaires.

Dans l'ensemble, une tentative honnête mais d'autant moins probante qu'il n'y a plus de communauté de destin entre les deux rives de la Méditerranée.
Armand Colin, collection Références. 340 pages, 120 F.

J.-P. A.

Cœur-de-cuir
par Patrick Gofman

Ce cœur de cuir est un cœur blessé. En deuil de ses espérances juvéniles et de ses illusions sur les dames, jadis idéalisées. Ce roman très autobiographique, dont les initiés décrypteront les clés, raconte avec un talent très personnel l'avant et l'après Mai 68 d'un futur prof de lettres qui doit toutes ses misères à ses anciens copains. Itinéraire d'une cruelle déception et voyage au centre d'une secte trotskiste qui ne donne pas vraiment envie d'adhérer. Tristes coucheries et langue de bois, petits chefs dévorés par le prurit de la puissance, passant le plus clair de leur temps à comploter les uns contre les autres et à régler des comptes sanglants avec les chapelles concurrentes. Tout ce petit monde se traite de « fascistes » ou de « SS », mais on est assez loin de la *« joie fasciste »* chantée jadis par Robert Brasillach et qui faisait tant gamberger Gilles Perrault au temps de sa jeunesse parachutiste. Parmi quelques morceaux de bravoure, on retiendra cette profession de foi du Cœur-de-cuir à des potaches ahuris : *« Si vous croyez que le communisme ce sera le carnaval de Rio, mes agneaux vous serez cruellement déçu... Moi, je lutte contre le capitalisme parce que c'est le bordel, et que j'aime l'ordre ! »*
Flammarion. 264 pages, 105 F.

D. V.

La Géographie historique de la France
par Jean-René Trochet

Le petit livre de Jean-René Trochet élargit avec bonheur la notion de *« géographie historique aux domaines voisins de l'histoire économique et de l'ethnologie »*, ce en quoi il complète utilement le « Mirot ». Outre la formation des grands ensembles politiques et administratifs, des civitates gauloises aux provinces et aux évêchés d'Ancien Régime, l'auteur présente également les transformations du paysage rural et l'impact des techniques et des cultures sur ses diverses mutations, sans négliger les données culturelles déterminées par l'emploi des diverses langues ou dialectes, les structures parentales ou la carte des pratiques religieuses. Une introduction indispensable pour toute approche de l'espace français.
PUF, Que sais-je ? n° 3263. 128 pages, 42 F.

Ph. C.

Enquête sur les canonisations
par Yves Chiron

Entre 1978 et 1997, Jean-Paul II a procédé à 765 béatifications et 280 canonisations – presque davantage que tous les papes réunis depuis la création, au XVIe siècle, d'une congrégation romaine spécialisée dans la procédure des canonisations. Beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur cette « prolifération » de candidats à la sainteté. Yves Chiron s'est donc attaché à définir les critères adoptés par l'Église à travers l'histoire pour établir la sainteté. Il dresse un tableau précis de la sainteté à travers ses diverses formes. Un ouvrage de référence.
Perrin. 312 pages, 139 F.

M. M.

Alliés des Serbes, d'Hélène d'Anjou à Soljenitsyne
par Philippe Conrad, Patrick de Gméline, Vladimir Volkoff, Jean Dutourd, etc.

Voici le quatrième recueil qu'une élite d'écrivains consacre à la défense des Serbes, diabolisés depuis les débuts du conflit yougoslaves. Les textes font la part belle à l'histoire. Le recueil s'ouvre sur un portrait d'Hélène d'Anjou, cousine de Saint Louis, qui épousa vers 1250 le roi Uros Ier de Serbie. Puis vient une évocation de la reine Nathalie de Serbie qui après l'abdication de son époux Milan Obrénovitch trouva refuge en France ; sa dépouille repose aujourd'hui au cimetière d'Issy-les-Moulineaux. Philippe Conrad relate avec beaucoup de précision la retraite de l'armée serbe à travers les montagnes d'Albanie en 1915. Signalons en outre une étude très documentée de Jean-Paul Bled sur les frontières de la Grande-Serbie, ainsi qu'une contribution d'Alexandre Soljenitsyne, déniant toute compétence au tribunal international de La Haye.
L'Âge d'Homme. 152 pages, 100 F.

M. M.

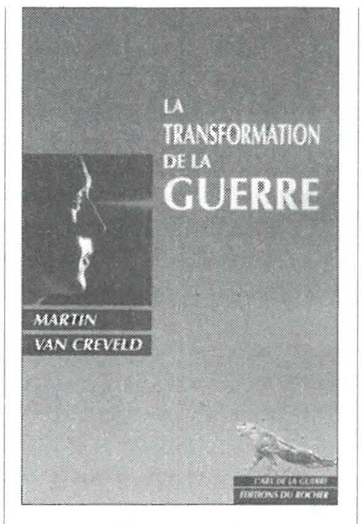
Islam : le défi
par Robert Ervin

Plaquette très dense posant la question d'un éventuel conflit entre l'Islam et le monde européen, affaibli selon lui par le triomphe du modèle social et culturel importé des États-Unis. Les remarques relatives aux récents événements d'Asie centrale et du Caucase, tout comme l'analyse de la révolution iranienne fournissent au lecteur des éléments d'interprétation pour éclairer les évolutions en cours.
Éditions Héritage européen. 94 pages, 60 F. BP 41 B-3090 Overijse.

Ph. C.

La Transformation de la guerre
par Martin van Creveld

Après le remarquable ouvrage, paru il y a quelques mois, que Philippe Masson a consacré à l'*Homme en guerre, de la Marne à Sarajevo*, la collection L'Art de la guerre publie un travail que devraient méditer les décideurs politiques et militaires. L'auteur, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, remet en cause la vision clausewitzienne classique des conflits. Alors que la guerre s'est largement limitée, au cours des trois derniers siècles, à la mise en œuvre d'une violence interétatique qui n'était que l'aboutissement de projets politiques cohérents et rationnels, la paralysie nucléaire et la fin de l'ère des blocs obligent à penser ce que seront les conflits de demain. Échappant au cadre de la « politique » traditionnelle, l'auteur imagine qu'ils s'articuleront autour d'affrontements religieux ou communautaires dans lesquels les États ne seront plus les acteurs principaux. Ces conflits de « faible intensité » (guérillas et terrorisme), relevant davantage de réponses policières que militaires, ne sont sans doute que le prélude à des embrasements plus larges, dans un monde qui n'aura sans doute guère à voir avec le « village planétaire » d'idéologues mondialistes. A noter des remarques documentées sur les



problèmes insurmontables posés par les tentatives de mixité dans les unités combattantes.
Éditions du Rocher, collection L'art de la guerre, dirigée par Christine de Grandmaison. 320 pages, 165 F.

Ph. C.

Le 2e de marine
par le lieutenant-colonel Loridan

Créé en 1831, engagé en Océanie, en Crimée, en Extrême-Orient et au Mexique, le prestigieux 2e RIMa a été de toutes les campagnes du Second Empire et il se bat à Bazeilles les 31 août et 1er septembre 1870, lors de l'épisode fameux des « dernières cartouches ». Il s'illustre ensuite au Tonkin, au Sénégal et à Madagascar avant d'être de toutes les grandes batailles de 1914-1918. Disparu en 1940, il renaît au sein de la 2e Brigade Française Libre et combat en Tunisie, en Italie en Provence et en Alsace. Il prend part aux guerres d'Indochine et d'Algérie avant de devenir une unité professionnelle au cours des années 1970. On le retrouve alors au Tchad, en Mauritanie et au Liban. Basé au camp d'Auvours près du Mans, le « 2 » est aujourd'hui l'un des régiments de la 9e Division d'Infanterie de Marine, ce qui lui vaut d'être régulièrement engagé outremer. Un historique régimentaire exemplaire.
Éditions Lavauzelle. Album 22,5 X 30, 208 pages, nombreuses photos couleur, 195 F.

Ph. C.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Jean-Joël Brégeon, Philippe Conrad, Arnaud Guyot-Jeannin, Jean Mabire, Macha Manski, Frédéric Valloire, Dominique Venner.

Vos réactions aux numéros précédents



Nice 1940-1944

Je vous écris à propos de l'article de votre talentueux collaborateur Philippe Conrad paru dans le numéro 23. J'ai voulu réagir sur un double détail touchant la « carte du découpage de la France imposée par sa défaite » en page 23. Sur le rose de la zone libre, un liseré rouge est censé figurer « la limite de l'occupation italienne à partir du 11 novembre 1942. » Deux choses choquent l'adolescent que j'étais alors, réfugié à Nice, à 30 km de notre domicile de Menton, ville annexée de facto *par l'Italie, depuis l'armistice du 25 juin 1940 : la carte n'en porte aucune indication et donne une fausse idée de la zone d'occupation italienne sur la bordure méditerranéenne à partir du 11 novembre 1942.*

Menton fut l'essentiel de ce qu'avait pu conquérir de territoire français l'armée italienne dans les trois jours d'offensive générale menée à partir du 20 juin. On mesure là, d'ailleurs, l'efficacité, bien passée sous silence, de la fortification Maginot et de ses feux d'artillerie qui ont suppléé grandement à la disproportion des forces en présence (trois divisions françaises face à une quinzaine de divisions italiennes sur le front des Alpes) […].

J'étais en classe préparatoire à Saint-Cyr au lycée de Nice lorsque l'armée italienne a fait son entrée à Nice, le 11 novembre 1942 […]. Cette armée accueillie, a-t-on dit, avec des fleurs par une petite partie de la population italienne (25 % de la population à l'époque), n'est entrée dans cette ville « irredente » que comme simple armée d'occupation et le drapeau bleu-blanc-rouge n'a jamais cessé d'y flotter. Cette revendication sur Nice semblait être un gros point de friction entre l'Allemagne et l'Italie. De son côté, le gouvernement de « l'État français » avait encouragé ouvertement depuis l'armistice la manifestation publique de l'attachement de Nice à la France.

Mais il faut évoquer l'extraordinaire ferveur patriotique dans laquelle la fête de Jeanne d'Arc a été célébrée à Nice en mai 1941 : pavoisement général des immeubles et des magasins, grand défilé de milliers d'anciens combattants et des enfants des lycées et écoles (dont j'étais) sur l'avenue de la Victoire (actuelle avenue Jean Médecin) au son de marches militaires. Il est vraisemblable que cette journée inoubliable a pesé sur le sort du comté.

La capitulation du maréchal Badoglio (septembre 1943) a marqué le retrait complet de l'armée italienne d'occupation et sa relève par la Wehrmacht.

Dans la foulée de la retraite italienne, le préfet des Alpes-maritimes de l'époque (Vichy) profita de l'occasion pour installer à Menton une délégation spéciale et faire hisser le drapeau tricolore sur l'hôtel de ville.

Général (CR) Guy Hinterlang

Romain Rolland

Je vous remercie d'avoir rendu compte, dans votre dernier numéro, de mon livre Le désastre de l'Europe 1914-1918, Guerre et paix autour de Romain Rolland.

Dans ce même numéro, ce que je lis (page 24) sur Maria Romain Rolland m'a troublé. Maria a été pendant quarante ans une amie très proche qui m'a beaucoup parlé sur tout, et même sur sa vie avant qu'elle ne rencontre Romain Rolland, alors qu'elle était l'amie d'un académicien des sciences en URSS. Rien de ce qu'elle m'a dit, rien de ce que j'ai perçu en elle ne donne crédit à ce qui a été écrit par Adrien Brocard dans l'article « Jeux de dames ». Je sais que Gonzague Saint-Bris s'est livré à ce genre d'amalgame : Elsa Triolet, Maria Romain Rolland. Adrien Brocard a-t-il lu Saint-Bris ou existe-t-il d'autres sources plus sérieuses ?

Pierre Sipriot

Toutes les réponses à vos interrogations figurent dans l'ouvrage de Stephen Koch, *La Fin de l'innocence. Les Intellectuels d'Occident et la tentation du stalinisme* (Grasset 1995). Koch est un historien américain qui a eu accès aux archives soviétiques. Leur dépouillement s'est révélé accablant pour la princesse Maria Pavlova Koudatcheva. Je ne citerai qu'un bref passage p. 36-37, pour le reste, vous pouvez vous reporter à l'index de l'ouvrage. *« Maria Pavlova était un agent directement placé sous autorité des services secrets soviétiques […]. Les archives centrales du parti, à Moscou, contiennent d'innombrables dossiers qui rendent compte des occasions au cours desquelles la célébrité et les principes essentiels de Romain Rolland furent exploités, utilisés et réutilisés, pendant qu'il dansait la valse de l'innocence. Au moment où elle épousa Rolland, la princesse était parvenue à orienter chaque intervention publique de l'écrivain et elle continua de le faire jusqu'au jour de sa mort. »*

A. Br.

« Cinquième Colonne »

J'aimerais connaître l'origine exacte de l'expression « Cinquième Colonne » si souvent utilisée en 1939. Dans un dictionnaire, dont je vous envoie la photocopie, je lis : « En France, à la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, les autorités craignent curieusement que les réfugiés allemands et autrichiens, dont un bon nombre sont des antifascistes, ne se rangent du côté des nazis, que pourtant ils fuyaient, et les soupçonnent d'espionnage. C'est la fameuse "Cinquième Colonne", réunie dans des centres de rassemblement. Au moment de la débâcle en 1940, ces réfugiés sont dirigés vers les camps d'internement du sud de la France, où ils connaîtront les affres de la faim, des épidémies et du froid. Sur ces 18 000 à 20 000 internés, les Juifs sont majoritaires. » *Etc. Qu'en est-il exactement ?*

René Cassard

Comme l'explique très bien Hugh Thomas dans *La Guerre d'Espagne* (Robert Laffont, 1961, p. 323), l'expression a été lancée, au début de la guerre d'Espagne, par le général Mola qui commandait en novembre 1936 l'ensemble des forces franquistes investissant Madrid : *« Un jour qu'un groupe de journalistes étrangers lui demandait laquelle de ces quatre colonnes d'après lui prendrait Madrid, il répondit en employant ces mots qui devaient être répétés sans cesse pendant vingt-quatre années de trahison et d'espionnage, que ce serait la "Cinquième Colonne" formée des partisans nationalistes clandestins à l'intérieur de la ville. »*

Le dictionnaire Larousse de la Seconde Guerre mondiale (1979, p. 493), sous la signature du colonel P. Paillole, commet l'erreur de situer le propos de Mola lors de la prise de Madrid en mars 1939. Ayant été tué le 3 juin 1937 dans un accident d'avion, Mola n'exerçait plus de commandement depuis deux ans...

D. V.

Ernst Jünger

Toutes mes félicitations pour l'hommage que vous avez rendu à Ernst Jünger dans votre dernier numéro. Je voudrais juste vous signaler deux petites erreurs (page 60, 2e et 3e colonnes), Jünger s'est retiré en 1944 dans une petite fermette à Kirchorst, et non Kirchdorf ; et dans le livre Eumeswil *(1977), il s'agit du personnage de l'anarque et non de l'arnaque. Mais il s'agit certainement d'une coquille d'imprimerie.*

Pierre Bouvier

En effet. Merci à notre correspondant de nous fournir l'occasion de ces indispensables rectifications.